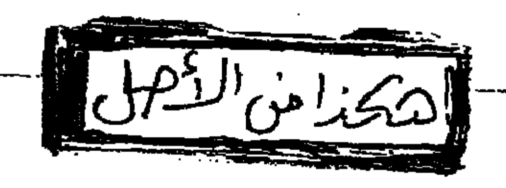


Le Monde

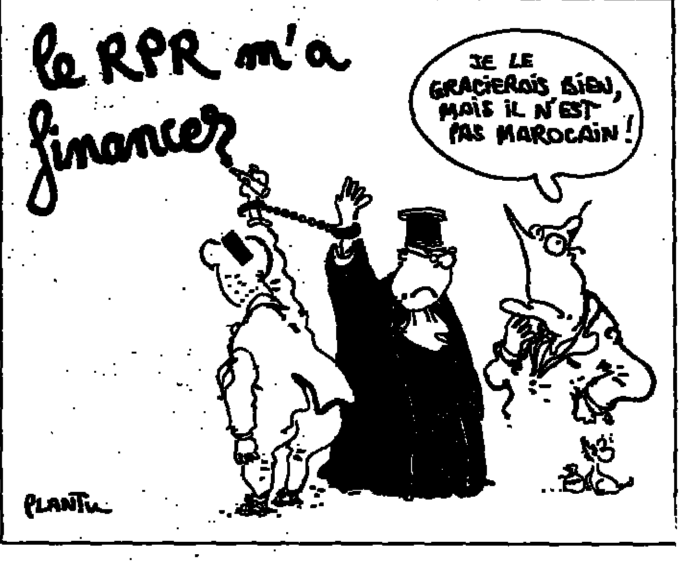
CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 15954 – 7 F – MARDI 14 MAI 1996 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La piste d'un financement occulte du RPR confortée par l'enquête sur les HLM de Paris

La justice suisse fait progresser l'instruction du juge Eric Halphen

LA JUSTICE suisse a transmis au juge Eric Halphen, qui enquête sur un réseau de fausses factures mis en place autour de l'office HLM de Paris, des documents qui confortent la piste d'un *financement occulte* au profit du RPR. Le promoteur Jean-Claude Méry, ancien membre du comité central du RPR, a perçu, sur un compte suisse ouvert au nom d'une société panaméenne, des commissions de plusieurs millions de francs. *Juge d'instruction au tribunal* de Créteil (Val-de-Marne), M. Halphen enquête depuis deux ans sur les conditions d'attribution, par l'office HLM de la Ville de Paris, de certains marchés publics.

Reçus la semaine dernière, les documents transmis par la justice suisse établissent que M. Méry a perçu sur un compte genevois plusieurs millions de francs de commissions versés par des entreprises en échange d'interventions en leur faveur auprès de l'office HLM de Paris. Ces pièces conduisent, pour la première fois de manière aussi précise, sur la piste d'un financement occulte au profit du RPR. Interrogé par un juge suisse, le 20 juin 1995, Robert Niestle, le directeur de la société suisse Gestoval qui avait ouvert des comptes pour M. Méry dans plusieurs banques étrangères au nom de la société panaméenne Farco Enterprises, a reconnu que cette société avait *« été créée à la fin de 1990 pour les besoins de M. Méry ». « Nous savions qu'il était membre de l'appareil du RPR*, a-t-il ajouté. *Il avait probablement besoin de cette société pour faire du financement politique. »*



Versés au dossier du juge Halphen, ces nouveaux éléments devraient lui permettre de remonter jusqu'aux pourvoyeurs du compte Farco. Plusieurs documents attestent de l'existence d'au moins deux virements sur ce compte, en provenance d'une société irlandaise, ETCC limited : l'un, de deux millions de francs, en date du 27 mars 1992 ; l'autre, de 1,7 millions de francs, le 27 décembre 1992. Or, le conseiller rennais Renaud Van Ruymbeke et le juge toulonnais Thierry Rolland ont établi que, derrière ETCC, se cache une importante filiale de la Lyonnaise des eaux, la Compagnie française d'exploitation thermique (Cofreth), désormais baptisée Elyo. C'est cette même société qui s'est vu attribuer, toujours en 1992, le marché de l'entretien des HLM de la région parisienne, à égalité avec une filiale de la Générale des eaux.

Lire page 6

La légende d'une mafia des voleurs d'organes

LE DOCUMENT, intitulé « La greffe, la rumeur et les médias ; les récits de vols d'organes », est encore confidentiel et politiquement très *« incorrect »*. Véronique Campion-Vincent, ingénieur de recherche au CNRS, vient de le remettre aux responsables de l'Etablissement français des greffes. Accompagné de nombreuses annexes, l'ouvrage avait été demandé par l'Etablissement à cette spécialiste des sciences sociales qui, depuis près de dix ans, se consacre à l'étude des légendes contemporaines et des rumeurs.

Existe-t-il aujourd'hui une mafia internationale du trafic des organes et des tissus humains ? Faut-il accepter la thèse selon laquelle des chirurgiens diaboliques et cupides participent à un horrible système fondé sur le prélèvement, effectué sous la contrainte, de reins, de cœurs et de globes oculaires chez des enfants du tiers-monde, organes ensuite greffés sur de riches patients des pays industrialisés ?

En France, ce qui n'était, hier encore, considéré que comme des on-dit a aujourd'hui valeur de réalité non démontrée mais tenue pour incontestable. Mme Campion-Vincent explique que le phénomène répond à des cycles de *« narrations collectives »* qui ont eu un écho dans le monde entier. Il ne faut pas méconnaître, ni même sous-estimer, une situation accablante. Il y a bel et bien, ici et là, à travers le monde, développement d'une nouvelle forme d'exploitation du corps humain, d'esclavage. Tout se passe comme si l'organe avait remplacé la sueur. *« On sait que le commerce et le trafic d'organes et de tissus humains fonctionnent par vente "volontaire" d'organes vivants par des pauvres et par exploitation des morts,* souligne Mme Campion-Vincent. *Ils sont attestés comme fréquents en Inde et en Chine avec, dans ce pays, l'exploitation des corps des condamnés à mort. Ils existent aussi de manière sporadique dans d'autres pays. »* Y a-t-il pour autant un dépeçage d'enfants vivants du tiers-monde au bénéfice de l'Occident ? Force est de reconnaître qu'aucun élément objectif n'a, jusqu'à ce jour, été versé au dossier.

Au terme de sa longue et méthodique étude, Mme Campion-Vincent fournit une conclusion et des explications qui heurteront tous ceux, souvent de bonne foi, qui croient en l'existence massive d'un tel trafic. Certes, dit-elle en substance, des enfants du tiers-monde sont victimes d'exactions de toutes sortes. Certes, les progrès de la médecine font que de nombreux éléments du corps humain sont susceptibles d'être utilisés à des fins thérapeutiques. Ces deux propositions étant acceptées, *« le massacre d'enfants pour des greffes clandestines d'organes par une puissante mafia à laquelle s'agrègent de nombreux chirurgiens criminels »* n'est qu'une méchante rumeur révélatrice des angoisses collectives face au développement de la médecine et de la chirurgie modernes. Mais la même rumeur peut aussi jouer un rôle dans l'augmentation du nombre des refus opposés aux prélèvements d'organes, en fournissant un alibi pour s'opposer à une pratique qui, pour beaucoup, transgresse trop de tabous.

Jean-Yves Nau

Les désenchantements du couple franco-britannique

COMME la Phèdre de Racine, Albion, *dans un moment de sincérité*, pourrait dire, en songeant à Jacques Chirac : *« Et l'espoir, malgré moi, s'est glissé dans mon cœur. »* Mais on s'abandonne rarement à un tel aveu dans les allées du royaume, à la veille de la visite d'Etat du président français. Sur les grands thèmes européens – l'architecture de l'union, la monnaie unique, les relations franco-allemandes –, on affiche plutôt une sérénité de bon aloi, qu'altèrent à peine de vagues regrets. Pas question de se montrer déçu puisque, vous répète-t-on, Londres n'escomptait de Paris, dans ces domaines, aucun changement spectaculaire en sa faveur.

« Nous ne sommes pas aussi fous que nos vaches, lance un diplomate. *Nous n'avons jamais nourri d'illusion excessive ! »* Voire. Sans prendre ses désirs pour des réalités, la Grande-Bretagne officielle, après s'être discrètement réjouie de certains accents eurosceptiques du candidat Jacques Chirac, a sans conteste, au lendemain de sa victoire, caressé l'espoir que la politique européenne de la France subirait, sinon une rupture, du moins de sensibles inflexions. Elle constate, comme tout le monde, que la continuité l'emporte de beaucoup sur le changement.

Pour Londres, les positions françaises sur la monnaie unique ont, à juste titre, valeur de test. Elles suscitent *aujourd'hui, outre-Manche*, désenchantement et inquiétude. La Grande-Bretagne guettait une défaillance de Jacques Chirac ; elle y croit de moins en moins. Elle espérait que le marasme de l'économie française et l'ampleur des sacrifices budgétaires exigés pour satisfaire aux critères de Maastricht obligeraient le président français à demander un report de l'échéance de janvier 1999 ; elle observe à regret, depuis quelques mois, que Jacques Chirac y puise une nouvelle énergie européenne.

« Pourquoi donc la France tient-elle tant à un suicide monétaire ? », s'interroge, faussement ingénu, le député conservateur Michael Spicer. La monnaie unique obsède beaucoup plus la classe politique qu'elle ne tourmente l'Anglais moyen. Certes, les Britanniques lui restent hostiles, à 64 % selon le plus récent sondage. Mais ils n'en font pas – encore ? – un souci majeur.

Jean-Pierre Langellier

Lire la suite page 16 et nos informations page 32

Greenpeace s'attaque aux essais nucléaires chinois

GREENPEACE engage une campagne internationale contre les essais nucléaires chinois. *Elle se traduira*, pour la première fois, par l'envoi de son navire amiral, le *MV-Greenpeace*, près des côtes chinoises. Le bâtiment quittera Auckland mercredi 15 mai et devrait arriver au large de Shanghai entre le 10 et le 13 juin. L'organisation écologiste, qui avait concentré, jusqu'alors, ses efforts contre les essais français, souhaite pénétrer dans le port et informer la population de *« la nocivité des essais »*.

Lire page 3 et notre éditorial page 16

■ La gauche au travail

Le PCF renoue avec « l'opposition constructive » et Robert Hue, dans un entretien au *Monde*, explique combien il faudra d'efforts pour convaincre que son parti a changé. Les socialistes se disent prêts à gouverner en 1998. p. 8, 9 et 15

■ Fusion dans les missiles

Matra et British Aerospace ont décidé de fusionner leurs divisions missiles. p. 19

■ La défense dépensera moins

Le conseil des ministres a approuvé le projet de loi de programmation militaire qui réduit le budget de la défense de 20 milliards de francs, chaque année, jusqu'en 2002. p. 32

■ Sectes charismatiques

Un ouvrage collectif *« Les Naufragés de l'Esprit »*, accuse plusieurs communautés catholiques charismatiques de se comporter comme des sectes. p. 10

■ L'errance des réfugiés libériens

Le cargo nigérian *Bulck Challenger* erre depuis une semaine dans le golfe de Guinée avec 3 500 réfugiés libériens à son bord. p. 3

■ Eltsine courtise les libéraux russes

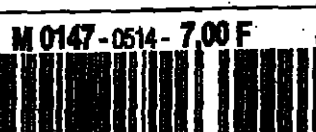
Boris Eltsine tente de séduire les libéraux. Reportage à Saint-Pétersbourg, fief des courtisés hésitants. p. 4

■ La flambée des matières premières

Les opérateurs du London Metal Exchange estiment que la flambée des prix des matières premières sera limitée. p. 17

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 360 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 0514 - 7,00 F





De Bordeaux à Auxerre, les manœuvres du football français

***TROIS JOURS** avant la finale* retour de la coupe de l'UEFA contre le Bayern de Munich, mercredi 15 mai, les Girondins de Bordeaux affrontent une nouvelle épreuve : Alain Afflelou, principal sponsor et patron du club, serait en passe de perdre la *présidence du conseil* d'administration. La nouvelle ne devrait être officielle qu'après la rencontre. Tout va bien, en revanche, pour l'AJ Auxerre, vainqueur de la Coupe de France de football, et champion de France pour la première fois de son histoire. Auxerre est en position de force pour la négociation de nouveaux contrats, notamment avec TF 1. Le sélectionneur de l'équipe de France devra décider de l'intégration ou non d'Eric Cantona, héros de la finale de la Cup en Angleterre, dans l'équipe qui disputera la Coupe d'Europe des nations en juin.

Lire pages 22 et 32

Régis Debray chez les zapatistes

***AU MEXIQUE**, le mouvement* zapatiste a décrété, dimanche 12 mai, l'*« alerte rouge »* sur ses bases du Chiapas. L'un des chefs de la guérilla, le commandant David, a annoncé que l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) liait sa participation au dialogue avec le gouvernement au sort de deux rebelles présumés, condamnés à plusieurs années de prison pour terrorisme. *Le Monde* publie en exclusivité le témoignage de Régis Debray, qui a récemment rencontré au Chiapas le sous-commandant Marcos, chef militaire des zapatistes. L'écrivain y raconte cette guérilla qui ne veut pas *« éteindre le feu de la révolte sous des cendres d'Etat »*.

Lire pages 12 et 13

Le caïd du calypso



HARRY BELAFONTE

CANNES 96. Quarante-deux ans après *Carmen Jones* d'Otto Preminger, Harry Belafonte, « roi *du calypso* », *effectue*, à 69 ans, un retour au cinéma dans *Kansas City* de Robert Altman, où il joue un caïd, amateur de jazz et de dollars. *Comment je me suis disputé* (Arnaud Desplechin) et *The Van* (Stephen Frears) ont aussi été présentés pendant le week-end.

Lire pages 26 et 27

Ce numéro comporte un encart « Total » folioté de I à XVI.

PROCHE-ORIENT L'aviation et l'artillerie israéliennes ont pilonné, dimanche 12 mai, deux régions du Liban sud, supposées être des bastions du Hezbollah, en représailles à deux embuscades tendues par les miliciens de cette formation intégriste à des patrouilles de Tsahal dans la « zone de sécurité » occupée par l'Etat juif dans cette région. Cinq militaires israéliens ont été blessés, dont un grièvement, dans ces accrochages. ● LE LIKOUD, principale formation de la droite israélienne, a saisi l'occasion pour critiquer le premier ministre, Shimon Pérès, pour sa conduite de l'opération « Raisins de la colère », qui n'a pas permis de mettre fin aux actions du Hezbollah. ● LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES, plutôt morne, qui s'est ouverte, mercredi 8 mai, met en présence vingt et un partis pour les 120 sièges de la Knesset et deux candidats pour le poste de premier ministre, désigné pour la première fois au suffrage universel.

Israël et le Hezbollah s'affrontent de nouveau au Liban sud

L'opération « Raisins de la colère » n'a pas modifié la situation dans cette région et le groupe de surveillance du cessez-le-feu, prévu par l'« arrangement » du 27 avril, n'a pas encore été mis en place

JÉRUSALEM
de notre correspondant

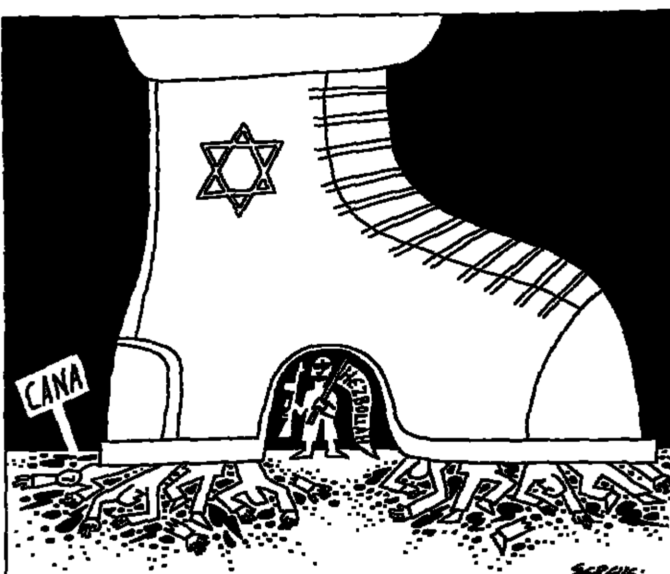
Retour à la case départ. Moins de deux semaines après le *blitz* meurtrier lancé, le 11 avril, par Tsahal au Liban et qui a duré seize jours, la situation au sud du pays du Cèdre paraît bel et bien revenue à ce qu'elle était auparavant. Attaques du Hezbollah contre les soldats israéliens qui occupent le Liban-sud, raids aériens de représailles, tirs de mortiers et de missiles contre des objectifs présumés intégristes dans les collines de Mlita et de l'Iqlim el Toufah, au nord de la zone dite « de sécurité ».

En quatre jours et quatre attaques contre les soldats israéliens dans la zone occupée depuis dix-huit ans par l'Etat juif au Liban-sud, les combattants de la Résistance islamique, la branche armée du Mouvement pro-chiite Hezbollah, auront démontré ce que la plupart des experts militaires s'accordent à admettre : militairement parlant, l'opération « Raisins de la colère », qui a coûté la vie à près de deux cents civils libanais, n'a servi à rien.

Le Hezbollah, qui a annoncé n'avoir perdu que quatorze hommes au cours de cette offensive, a conservé intacte sa capacité de résistance armée. Cibles de deux embuscades, cinq soldats israéliens, dont deux officiers, ont ainsi été blessés, dimanche 12 mai, et l'un d'eux serait sérieusement atteint. Ce sont les premiers blessés d'Israël depuis le cessez-le-feu conclu, le 27 avril. Mais, deux jours plus tôt, les combattants du Hezbollah avaient attaqué des positions tenues par la milice supplétive d'Israël, l'Armée du Liban-sud (ALS), dont un membre avait été tué, et deux autres avaient été blessés.

« EXPLOITATION CYNIQUE

A quinze jours des élections générales, le Likoud, principale formation de la droite israélienne, qui n'avait pas réagi à la mort du milicien libanais, n'a pas longtemps résisté à ce que les travaillistes ont immédiatement qualifié d'« *exploitation cynique d'une attaque contre nos soldats* ». N'empêche, précisait un communiqué du parti de l'opposition, que « *cette attaque contre nos soldats au Liban-sud démontre l'échec de Shimon Pérès dans l'opération « Raisins de la colère »*. Les experts auront noté l'adresse du commentaire, qui porte le blâme sur le premier ministre, « *lequel avait promis que le calme était assuré au Liban-sud au moins jusqu'aux élections* », sans critiquer la sacro-sainte Tsahal.



M. Pérès, qui présidait la réunion hebdomadaire du gouvernement au moment de l'attaque du Hezbollah, ne s'est pas exprimé publiquement. Depuis l'ouverture officielle de la campagne électorale, mercredi, et jusqu'au 29 mai, une loi bizarre interdit à tous les candidats à la députation ou au poste de chef de gouvernement, d'apparaître sur les trois chaînes de télévision locales – sauf dans les clips publicitaires de chacun des partis –, mais les autorise à se montrer sur les chaînes internationales, reçues par le câble par, au moins, la moitié des foyers israéliens. Une exception est prévue pour le premier ministre en exercice, dans le cas où un attentat grave aurait lieu en Israël même, ce qui n'est pas le cas.

GROUPE DE SURVEILLANCE

Selon les médias audiovisuels locaux, le chef d'état-major des armées, le général Amnon Shahak, a précisé, lors de la réunion du gouvernement, que l'attaque du Hezbollah n'était pas une violation de l'« *arrangement* » conclu le 27 avril. Selon la « *lettre de garantie* » remise par le département d'Etat américain aux Israéliens – laquelle consacre en quelque sorte l'occupation partielle du Liban par l'Etat juif –, Tsahal conserve « *le droit* » de riposter à toute attaque dans « sa » zone de sécurité. « *Nous avons le droit et le devoir de défendre nos forces*, expliquait, dimanche, un porte-parole du gouvernement, *et nous entreprendrons toutes les actions qui nous paraissent nécessaires à cet effet.* »

Le Quai d'Orsay a réagi en soulignant combien « *cet incident montre la fragilité du cessez-le-feu et le besoin urgent d'établir le groupe de surveillance* », dont la création est prévue par l'« *arrangement* » du 27 avril. Ce groupe n'est toujours pas formé. A l'issue d'une réunion de trois heures, vendredi, à Washington, les représentants des cinq pays concernés – Israël, Liban, Syrie, Etats-Unis, France – se sont séparés sans trouver d'accord sur la procédure à suivre.

Le groupe doit-il se contenter, comme le réclament la Syrie et le Liban, de « surveiller » le strict respect de la trêve, ou aura-t-il, comme le souhaite le département d'Etat américain, une dimension politique, voire économique ? Ses membres doivent-ils être postés à la frontière internationale israélo-libanaise comme le proposent Damas et Beyrouth, ou peuvent-ils demeurer loin du théâtre des opérations comme le dit Washington ? Le mécanisme empêche-t-il ou non l'une des parties en conflit de riposter à une attaque avant que le groupe se soit prononcé ? Aucune décision n'a encore été prise et les Israéliens s'impatientent. « *Je suis inquiet*, confiait ce week-end leur ambassadeur aux Etats-Unis. *Le potentiel de violence est toujours là...* »

Patrice Claude

La question de la sécurité domine la campagne électorale dans l'Etat juif

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Mais où sont les campagnes d'antan ? De l'avis général en Israël, jamais empoignade électorale n'aura paru aussi morne et ennnuyeuse que celle dont le coup d'envoi officiel a été donné, mercredi 8 mai. Vingt et un partis sont pourtant en li ce pour se partager les 120 sièges de la Knesset, alors que deux candidats postulent à l'élection directe du futur premier ministre – une grande première. Le 29 mai, quatre millions d'électeurs mettront deux bulletins dans l'urne, un pour le parti de leur cœur, un second pour l'homme qui leur paraîtra le plus qualifié pour diriger le pays pendant quatre ans.

PERSONNALISATION

Compte tenu de la fidélité de la majorité du corps électoral aux deux grandes familles politiques que sont le Likoud à droite et les travaillistes à gauche – les sondages leur donnent une quarantaine de sièges chacun –, ce sont une fois encore les petits partis – trois juifs religieux, trois arabes et un russe, le nouveau parti de Nathan Sharansky crédité de trois ou quatre sièges – qui, aux yeux des experts, feront la prochaine majorité parlementaire.

La nouveauté est que leur capacité de nuisance et de marchandage – soutien politique assuré contre des avantages en nature – semble plus réduite que jamais. Les politologues du cru l'assurent : le premier ministre, élu le 29 mai, n'aura aucun mal à former son gouvernement et à trouver une majorité parlementaire puisqu'il bénéficiera de sa propre légitimité. D'où une personnalisation sans précédent de la campagne.

On apprend ainsi que le travailliste Shimon Pérès adore faire la vaisselle après dîner, qu'il s'est récemment soumis au bistouri pour effacer les poches sous ses yeux, et on constate que le premier ministre fait vingt ans de moins que son âge. Quant à Benyamin Netanyahou, son jeune rival de droite qui fait tout pour paraître plus âgé que ses quarante-sept ans, l'électeur aura appris qu'il a été marié trois fois, qu'il a un passeport américain et que, lors de ses longues années scolaires et estudiantines aux Etats-Unis, il avait américanisé – ô sacrilège ! – son nom hébreu en Benjamin Nitaï.

« *Pérès divisera Jérusalem et nous vivrons dans la peur. Pérès acceptera l'Etat palestinien et nous n'oserons plus monter dans les autobus. Pérès donnera le Golan aux Syriens, ils reviendront sur les rives du lac Tibériade et nous vivrons dans la peur.* » Voix off et images d'archives des récents attentats islamistes à Jérusalem et Tel Aviv : les clips télévisés du Likoud ne font pas dans la nuance mais dans l'efficacité. « *Voilà ce que la voie choisie par les travaillistes nous a amené.* »

Chaque clip du Likoud contient plusieurs images de M. Pérès, tout sourire, voire main dans la main, avec Yasser Arafat. « *Pérès a confié notre sécurité à cet homme. Le Likoud la reprendra en main.* »

Côté travailliste en revanche, pas l'ombre d'un keffieh arabe à l'horizon. Les petits films montrent le premier ministre en compagnie du roi Hussein de Jordanie ou de Bill Clinton – deux valeurs sûres au hit- parade du cœur israélien –, mais pas en celle d'Arafat. Les conseillers de M. Pérès, parmi lesquels Jacques Séguéla, ont virtuellement interdit au candidat de se montrer en compagnie du président de l'Autorité palestinienne.

Le chef de l'OLP, avec lequel l'actuel gouvernement entend officiellement mettre un terme à un conflit centenaire, est toujours perçu par l'opinion israélienne comme une sorte de Père fouettard tout juste bon à faire peur aux électeurs. Pas un mot non plus, sauf dans les clips du Likoud, qui s'en émeut, de l'abrogation récente dans le programme travailliste de l'interdit de principe qui pesait sur l'éventuelle naissance d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël.

La paix, souhaitée d'un côté comme de l'autre, n'est évoquée qu'en termes généraux, comme un but lointain à atteindre. De toute manière, si un accord définitif est négocié dans les quatre ans à venir tant avec les Palestiniens qu'avec les Syriens, il sera soumis à référendum. Ainsi cette question capitale pour l'avenir du pays et de la région a-t-elle été évacuée de la campagne électorale et reportée, une fois encore, à plus tard.

LE PROCESSUS DE PAIX SOUTENU

« *Bitakhon d'abord* » (« Sécurité d'abord »). Sur ce point, rien n'a changé par rapport aux élections de 1992. Parce qu'elle est au centre des préoccupations de chacun, la sécurité reste au cœur de la campagne. Les travaillistes promettent « *un Israël fort avec Pérès* ». Le Likoud jure qu'il est possible de faire la paix avec la Syrie sans rendre le plateau du Golan, conquis et annexé en 1967. Le bouclage des territoires et l'opération « Raisins de la colère » au Liban sud ont permis au premier ministre, toujours suspect de faiblesse aux yeux de l'opinion, de faire étalage de la force. M. Pérès assure néanmoins qu'il faut faire la paix pour avoir la sécurité, alors que M. Netanyahou estime qu'il faut renforcer la sécurité avant de faire la paix.

A la lecture des sondages, le chef du Likoud sait qu'une majorité d'Israéliens soutient toujours, malgré les attentats, le processus de paix avec les Palestiniens, et jure que, s'il parvient au pouvoir, il respectera les accords conclus jusqu'alors, et continuera le processus, « *avec Yasser Arafat, s'il le faut* ». Mais M. Netanyahou, qui a différentes clientèles à satisfaire, annonce dans le même temps que, sitôt élu, il reprendra la colonisation intensive des territoires occupés et conservera, « *en toute hypothèse* », à Israël l'ultime contrôle des questions de sécurité, y compris dans les enclaves autonomes palestiniennes.

P. C.

Le prix du bouclage des territoires

Depuis deux mois, Israël impose aux 2,4 millions de Palestiniens qui vivent dans les territoires autonomes et occupés de Gaza et de Cisjordanie, le plus long, le plus hermétique et le plus dur bouclage jamais infligé depuis 1967. Des milliers d'étudiants arabes de Gaza, dans l'incapacité de se rendre dans leurs universités en Cisjordanie, ont perdu leur année. Des centaines de petites entreprises palestiniennes ont déposé leur bilan. Le taux de chômage a grimpé de 30 % à 70 % de la population active. Faute de rentrées fiscales, le déficit budgétaire risque de plonger à 180 millions de dollars, au lieu des 75 millions prévus initialement.

Le roi Hussein de Jordanie apporte son soutien à l'OLP pour lutter contre les islamistes du Hamas

LE CAIRE
de notre correspondant

Lors d'un bref sommet qui s'est réuni, dimanche 12 mai, au Caire, le président égyptien, Hosni Moubarak, le roi Hussein de Jordanie et le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, ont clarifié des questions qui opposaient plus ou moins ouvertement Jordaniens et Palestiniens. *Relatifs à Jérusalem* et a l'attitude à adopter face au Mouvement de la résistance islamique (Hamas), ces différends avaient fait échouer plusieurs tentatives égyptiennes d'organiser un tel sommet. Aussi, la réunion a pu se tenir après que M. Arafat et le roi Hussein étaient venus tour à tour en Egypte discuter avec M. Moubarak, qui a joué les médiateurs.

Les Palestiniens soupçonnaient le roi Hussein, qui avait géré Jérusalem-Est jusqu'à la guerre israélo-arabe de 1967, d'avoir des visées sur cette partie arabe de la Ville sainte. Le communiqué publié à l'issue du sommet prévoit à cet égard « *le respect et la réaffirmation des droits palestiniens, arabes, islamiques et chrétiens tant légaux qu'historiques et spirituels sur Jérusalem* ». Lors de la conférence de presse conjointe réunie à l'issue du sommet, le souverain hachémite est allé plus loin, soulignant que Jérusalem-Est était « *une terre occupée* » et qu'il « *se féliciterait si les Lieux saints étaient aux mains de Yasser Arafat et de* [ses] *frères palestiniens, qui représentent tous les Arabes et les musulmans* ».

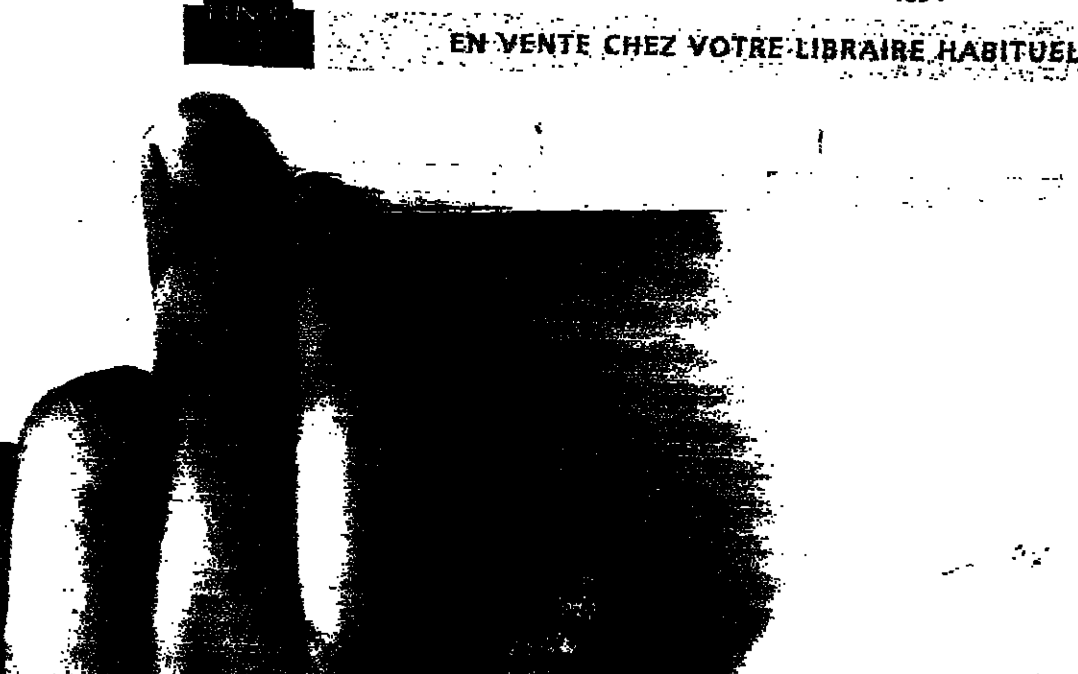
MÉCANISME DE CONCERTATION

Le roi Hussein a aussi apporté son soutien à M. Arafat contre le Hamas, qu'il n'a toutefois pas nommé et dont certains cadres dirigeants, détenteurs de la nationalité jordanienne, résident en Jordanie. Il a affirmé qu'il ne permettrait pas « *que la Jordanie soit un terrain où sont préparées des actions contre l'Organisation de libération de la Palestine, seul représentant légitime du peuple palestinien, et son chef Yasser Arafat* ». « *Toute transgression dans ce domaine équivaudrait à franchir une ligne rouge, et nous l'arrêterions par tous les moyens* », a averti le monarque.

Le communiqué final réaffirme l'attachement des participants à la réalisation d'« *une paix juste et globale malgré les récents incidents sanglants et regrettables* », c'est-à-dire la récente opération israélienne « Raisins de la colère » au Liban sud. Les signataires réaffirment la nécessité de respecter le principe de « *la terre contre la paix, le retrait de tous les territoires arabes occupés et l'abandon de tous les concepts d'expansion de supériorité ou de domination* ». Ils ont, en outre, décidé de créer un mécanisme ministériel de concertation, et de se retrouver, la première semaine de juin, à Amman.

Le sommet a permis de réchauffer les liens entre Le Caire et Amman, après les critiques égyptiennes quant à la hâte mise par la Jordanie à normaliser ses relations avec Israël. Un échange de propos aigres-doux avait opposé à ce sujet le ministre égyptien des affaires étrangères, Amr Moussa, et le roi Hussein, M. Moussa ayant critiqué, à Amman, « *ceux qui se précipitent de manière inconsidérée vers la normalisation* ». Le souverain hachémite avait répliqué que Le Caire avait été la première capitale arabe à avoir normalisé ses relations avec Israël et qu'il était disposé « *à se précipiter plus encore si l'objectif était de réaliser une paix juste et globale* ».

Alexandre Buccianti



Des milliers de boat-people du Liberia sont refoulés des pays voisins

Plusieurs ports africains ont refusé de les accueillir

Parti de Monrovia, une semaine auparavant, avec environ 3 500 passagers qui fuyaient les combats au Liberia, puis refoulé de plusieurs autres ports ouest-africains, le cargo nigérian *Bulk-Challenger* est arrivé, dimanche 12 mai, à Takoradi, au Ghana. Il a dû repartir dans la soirée, après n'avoir reçu qu'un minimum de ravitaillement.

APRÈS UNE SEMAINE d'errance, de nombreux ports lui ayant refusé l'entrée, le *Bulk-Challenger*, ce navire sur lequel s'entassent quelque 3 500 réfugiés du Liberia prend l'eau, et les conditions sanitaires à bord sont des plus précaires. Fièvres, dysenteries et pneumonies auraient été diagnostiquées selon des passagers, et une femme est morte d'hémorragie dans la nuit de samedi à dimanche, a indiqué la radio du bord. Selon les organisations humanitaires, le bateau est à court de vivres, d'eau et peut-être de carburant.

Embarqués, le 5 mai, à Monrovia, les passagers avaient entonné l'hymne national, au moment de quitter la capitale libérienne, d'où s'élevaient des colonnes de fumée, signe des violents affrontements qui y ont lieu depuis la reprise des combats, le 6 avril. Dimanche soir, le cargo, escorté par une vedette sur laquelle se trouve une équipe médicale de Médecins sans frontières (MSF), a quitté le port ghanéen de Takoradi et semblait avoir repris sa route vers l'est.

MSF avait indiqué, samedi, que les passagers en étaient réduits à boire l'eau de mer. Selon MSF, le *Bulk-Challenger* est resté environ quatre heures à Takoradi, sans y avoir *« jamais réellement accosté »*. Le cargo n'a obtenu qu'un *« minimum de ravitaillement »*, avant de repartir, probablement vers Lagos, son port d'attache, au Nigeria. Auparavant, les autorités portuaires ghanéennes avaient affirmé avoir reçu des instructions gouvernementales pour *« donner du carburant, des vivres, de l'eau et des soins médicaux »*, mais avaient précisé qu'*« aucun passager »* ne serait *« autorisé à débarquer »*.

Selon un responsable humanitaire, inquiet de la dégradation de la situation sanitaire à bord, le navire avait besoin d'être *« entièrement lavé pour éviter les infections »*. L'absorption d'eau de mer – le navire ayant épuisé ses réserves d'eau potable avant l'escale de Takoradi –, devrait aussi avoir causé diarrhées et vomissements, indiquait-on de source médicale.

Un autre bâtiment nigérian, le *Victory-Reefer*, qui transporte un millier de Libériens, était ancré, dimanche, au large de Freetown, la capitale sierra-léonaise. Là aussi, le navire s'est vu interdire d'accoster. Des responsables de la Croix-Rouge ainsi que des membres de MSF ont reçu l'autorisation de distribuer de la nourriture, de l'eau et des médicaments. Le *Victory-Reefer* est le premier bateau en provenance du Liberia à ne pas être autorisé à accoster en Sierra Leone. Plusieurs autres navires avaient convoyé des réfugiés qui ont ensuite été installés dans des camps proches de Freetown.

A Monrovia, la situation semblait relativement calme pendant le week-end, mais des milliers de personnes tentaient encore de quitter le Liberia. Quelque 365 personnes sont déjà entassées à bord d'un chalutier russe. Un autre bateau, battant pavillon grec et capable d'embarquer 400 à 500 passagers, pourrait incessamment quitter Monrovia. – *(AFP.)*

Greenpeace envoie un navire au large de Shanghaï

Avec cette « mission symbolique et pacifique », l'organisation écologiste veut mobiliser l'opinion contre la poursuite des essais nucléaires chinois

GREENPEACE a décidé d'engager une campagne internationale pour s'opposer à la poursuite des essais nucléaires chinois et d'en faire *« sa priorité »* pour 1996. La Chine est le seul pays à procéder encore à des expérimentations et un tir est d'ailleurs attendu dans les prochains jours. L'action de l'organisation écologiste devrait se traduire notamment par l'envoi d'un bateau, le *MV-Greenpeace*, au large de Shanghaï. Ce navire quittera Auckland, en Nouvelle-Zélande, mercredi 15 mai, et devrait atteindre, via Sydney et Manille, les côtes chinoises entre le 10 et le 13 juin.

Le *MV-Greenpeace* est le navire amiral de l'internationale verte. Il est particulièrement bien équipé en moyens de communication et embarque à son bord plusieurs Zodiac et un hélicoptère. Il avait été arraisonné par l'armée française au large de Mururoa, le 1er septembre 1995, et restitué le 21 mars 1996.

Les dirigeants de Greenpeace affirment leur détermination à *« rentrer en Chine »* pour une *« mission symbolique et pacifique »*. Ils souhaitent que les autorités autorisent leur navire et leurs militants à pénétrer à Shanghaï afin de pouvoir engager un dialogue avec le gouvernement et la population sur *« la nocivité des essais chinois pour l'environnement et la paix »*. En cas de refus, Greenpeace se réserve de mener des actions de protestation à partir de son navire. Ses responsables ne précisent pas cependant s'ils pénétreront dans les eaux territoriales de Pékin.

Greenpeace, qui milite pour la signature du traité d'interdiction définitive des essais nucléaires, conteste aussi la position du gouvernement chinois dans les négociations qui se déroulent à Genève sous l'égide des Nations unies et qui devraient s'achever au mois de juin. Les Chinois se déclarent en effet prêts à signer un traité à condition qu'une option *« d'explosion nucléaire pacifique »* soit consentie aux pays qui souhaitent développer leur technologie nucléaire. Selon l'organisation écologiste, une telle dérogation viderait le traité de sa substance et permettrait de continuer dans la voie de l'armement nucléaire. Pour sa part, Greenpeace, comme le gouvernement français, soutient « l'option zéro » : interdiction de tout essai, même de faible puissance.

La coïncidence du lancement de la campagne de Greenpeace et de la reprise des négociations sur le traité d'interdiction définitive n'est évidemment pas un hasard. Les discussions entrent dans une phase décisive mardi 14 mai à Genève. En portant spectaculairement l'agitation à proximité des côtes chinoises – agences de presse et télévisions seront à bord du *MV-Greenpeace* –, l'organisation écologiste applique sa stratégie traditionnelle de mobilisation de l'opinion publique internationale pour faire pression sur les gouvernements.

Jean-Paul Besset

Lire aussi notre éditorial page 16

En Inde, les partis laïques s'efforcent de faire barrage aux nationalistes hindous

NEW DELHI
de notre correspondant

Sous les lambris du Parlement, les députés du Parti du Congrès, tout de blanc vêtus et rafraîchis par le lent tournoiement des antiques ventilateurs, affichaient, dimanche 12 mai dans la soirée, un visage d'une complète impassibilité lorsque la meute des journalistes a été autorisée à déferler dans la salle : les *congressmen* venaient de réélire *« à l'unanimité »* Narasimha Rao, chef du groupe parlementaire du parti à l'Assemblée. Le matin, ils avaient confirmé l'ex-premier ministre dans son rôle de numéro un du parti.

Considéré par bien des « rebelles » du parti comme responsable de la plus cuisante défaite de celui-ci dans l'histoire de l'Inde – les résultats définitifs des élections législatives ne seront pas annoncés avant mardi 14 mai –, M. Rao vient de prouver que sa capacité de survie reste intacte. Il a cependant laissé entendre qu'il pourrait passer la main lors de la prochaine réunion du comité central du parti, à la fin du mois.

Les grandes manœuvres politiques qui ont continué toute cette fin de semaine – aucune force politique n'ayant été en mesure de dégager une majorité à l'Assemblée –, laissent le champ libre à différents scénarios. En toute logique constitutionnelle, le président de la République devrait proposer au Parti nationaliste hindou (BJP) de former un gouvernement puisque ce dernier a émergé comme la plus grande formation parlementaire. Mais la possibilité d'un cabinet de coalition, ou la formation d'un gouvernement minoritaire par l'alliance hétéroclite des partis du centre et des communistes – National Front et Left Front – reste possible : avec un soutien sans participation du Parti du Congrès, celle-ci serait en mesure d'avoir une majorité à la Chambre.

« LAISSER SA CHANCE AU BJP »

Les dirigeants du BJP et les chefs du CPI (M) – Parti communiste indien marxiste – ont rencontré, chacun de son côté, samedi, le président S. D. Sharma pour lui faire part de leur intention de former le prochain gouvernement. *« Il serait injuste qu'on ne laisse pas sa chance au BJP »*, affirme V. P. Goyal, trésorier du BJP et sénateur. Des voix s'élèvent pour que ce parti de droite, longtemps considéré comme un paria de la politique par les tenants de la laïcité en raison de ses positions extrêmes, puisse avoir la possibilité de prendre les commandes. *« Le BJP mérite d'avoir sa place au sein de la démocratie indienne et, même s'il n'a pu dégager une majorité absolue, il est désormais le plus grand parti de l'Assemblée »*, note l'éditorial du quotidien *The Hindustan Times*. Il est vrai que le BJP a considérablement assoupli ses positions et que son candidat premier ministre, le très modéré A. B. Vajpayee, est une « colombe »...

A gauche et au centre gauche, deux noms circulent comme possibles futurs chef du gouvernement : le vieux dirigeant Jyoti Basu, premier ministre *(chief minister)* du Bengale depuis dix-neuf ans, et l'ancien premier ministre V. P. Singh, figure de proue du parti centriste Janata Dal, qui se fait pourtant tirer l'oreille pour revenir aux affaires. Un tel gouvernement, outre l'appui du Parti du Congrès, bénéficierait du soutien de plusieurs formations régionales et des rebelles en rupture de la formation de Narasimha Rao.

Dans l'histoire de l'Inde, aucun gouvernement de coalition n'a toutefois survécu bien longtemps et le BJP pourrait finalement choisir de rester dans l'opposition pour attendre que ses adversaires creusent, au pouvoir, leur propre tombe... Mais un consensus semble se dessiner pour barrer la route au Parti nationaliste hindou : les dirigeants du National Front et du Left Front ont fait savoir qu'ils n'étaient plus opposés à une coalition avec un Parti du Congrès dirigé par... Narasimha Rao.

Bruno Philip

La « reine des bandits » au Parlement

Phoolan Devi, l'ex-*« reine des bandits »*, a été élue, sous les couleurs du Parti socialiste, dans la circonscription de *Mirzapur*, dans l'Etat d'Uttar-Pradesh, au nord de l'Inde. Accusée d'avoir tué vingt-deux villageois de haute caste il y a quinze ans, pour se venger d'un viol collectif, elle l'a emporté avec une avance confortable sur son concurrent de la formation nationaliste hindoue, membre d'une haute caste de propriétaires terriens à laquelle appartenaient ses vingt-deux victimes présumées. De basse caste, Phoolan Devi a passé onze ans en prison sans être jugée pour le crime qu'elle a toujours nié. Elle a été libérée, en février 1994, sur décision de la Cour suprême. – *(AFP.)*

Le président ougandais a légitimé son pouvoir par les urnes

KAMPALA
de notre envoyé spécial

Après avoir prêté serment, dimanche 12 mai, lors d'une cérémonie populaire, à Kampala, le président Yoweri Museveni a célébré son élection, en compagnie de chefs d'Etat de la région et de 7 000 invités, dans les jardins de l'Hôtel du Nil. On ne pouvait trouver lieu plus symbolique pour une « fête de la démocratie », les caves de cet établissement de luxe – aujourd'hui entièrement rénové – ayant servi, entre 1971 et 1985, de chambres de torture aux régimes d'Idi Amin Dada et de Milton Obote.

Obtenue avec 74,2 % des voix, la victoire de M. Museveni est incontestable, même s'il s'est servi des moyens de l'Etat pour sa campagne. Paul Ssemogerere, son principal rival, n'a réuni que 23,7 % des suffrages. La participation à cette première élection présidentielle au suffrage universel, dans l'histoire de l'Ouganda, a été de 72,6 %. Comme prévu, M. Museveni remporte la quasi-totalité des votes dans l'Ouest, sa région natale, mais aussi les trois quarts des suffrages dans l'Est où les estimations ne lui en donnaient que 50 %.

Plus surprenant encore, 75 % des voix dans le Bouganda, au centre du pays, ne se sont pas portées sur M. Ssemogerere, l'enfant du pays, alors que le président sortant y était l'objet d'un mécontentement grandissant. La faute de M. Ssemogerere a été de s'allier avec les partisans nordistes de l'ancien président Obote, dont les soldats ont laissé de terribles souvenirs, au début des années 80, parmi les Bagandas. Seul, le Nord a voté – à 75 % – pour l'opposition.

Entré en vainqueur à Kampala, en janvier 1986, à la tête des forces rebelles, M. Museveni, âgé de cinquante-deux ans, est enfin légitimé par les urnes. Ses priorités seront, dit-il, de *« continuer la modernisation »* de son pays qui réalise quelques-unes des meilleures performances économiques du continent noir, selon les critères de la Banque mondiale.

« DESPOTE ÉCLAIRÉ »

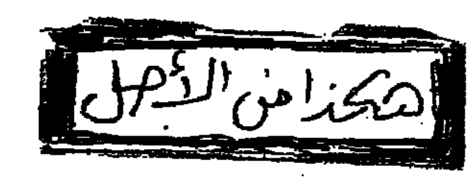
Quant à la guérilla qui sévit dans le Nord, le président répète qu'il est décidé à l'écraser. Mais il a déclaré, dimanche, qu'il laissera les anciens des clans de l'ethnie acholi, majoritaire au Nord, engager un dialogue avec les chefs de l'Armée de résistance du Seigneur, précisant : *« On verra bien laquelle des deux solutions réussira ! »*

Au sujet de la restauration en bonne et due forme du multipartisme qui devrait être soumise à référendum dans deux ou trois ans, il estime que l'Ouganda ne sera pas vraiment prêt pour le pluralisme politique *« avant dix ou quinze ans »*. Il faut dire que le système des partis, instauré dès l'indépendance, a débouché sur quinze ans de sanglante dictature.

Les observateurs étrangers ont évité de porter un jugement favorable sur cette élection, parce qu'elle n'a pas été organisée dans un contexte pluraliste. La large victoire de M. Museveni préoccupe aussi les milieux diplomatiques, qui estiment qu'il y a eu 10 % à 15 % de fraude. Ils prévoient déjà des résultats comparables aux élections législatives de juin, ce qui réduirait l'opposition parlementaire à un *« embryon de contre-pouvoir »*. *« Il faudrait alors compter uniquement sur les qualités de despote éclairé de M. Museveni pour éviter les dérives autoritaires ou la corruption »*, conclut un spécialiste de la politique ougandaise.

Il est vrai que le remarquable bilan de ces dix dernières années, dont peut s'enorgueillir l'ancienne *« perle de l'Afrique »*, est surtout dû à la personnalité de son chef qui, tout en gardant le contrôle d'une armée assez disciplinée, a su ne pas abuser du pouvoir et gagner des appuis dans toutes les régions du pays.

Jean Hélène



M. Eltsine courtise les « démocrates » en vue de l'élection présidentielle

Leur chef de file, Grigori Iavlinski, dément tout appui au chef de l'Etat sortant à un mois du scrutin. La division des libéraux les empêche de jouer un rôle prépondérant

A un mois du premier tour de l'élection présidentielle du 16 juin, M. Eltsine essaie de rallier ou de diviser les candidats du camp « démocrate », qui n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une candidature unique, condition indispensable pour troubler le duel entre le président russe et le communiste Guennadi Ziouganov qui domine la campagne électorale. Le chef de l'Etat a ainsi rencontré, ces derniers jours, l'économiste Grigori Iavlinski, le principal animateur de ce courant, et s'est aussi entretenu avec le populaire général Alexandre Lebed. M. Eltsine a aussi annoncé son intention de s'entretenir prochainement avec Sviatoslav Fedorov, le troisième représentant de ce camp « démocrate » dont aucun des candidats ne parvient à décoller des 10 % d'intentions de vote. En tournée électorale, samedi 11 mai, M. Eltsine a affirmé qu'« il sera très difficile d'obtenir le succès si la cacophonie persiste dans le camp démocrate ». Le président a aussi laissé entendre qu'un accord avec M. Iavlinski était en bonne voie, mais l'intéressé a démenti.

MOSCOU
de notre correspondante

Grigori Iavlinski, un des principaux candidats de l'opposition non communiste à Boris Eltsine, a démenti, dimanche 12 mai, avoir passé un accord électoral avec le président russe, voire de se désister en échange d'un poste gouvernemental. Mais les téléspectateurs de la première chaîne de télévision russe ORT ne l'auront pas su. Ils n'ont eu droit qu'à l'information contraire, avancée la veille par Boris Eltsine, et seule transmise par la chaîne la plus regardée en Russie : à savoir que le président russe, qui a rencontré M. Iavlinski il y a une semaine, travaille à *« unir autour de lui tous les démocrates »*, que l'affaire est en bonne voie et que sa victoire sur celui qui est présenté comme son seul « vrai » rival, le chef communiste Guennadi Ziouganov, est désormais garantie.

Trois nouveaux sondages (dont un mené par une firme associée à l'institut américain Gallup), rendus publics dimanche par toutes les chaînes de télévision, donnaient d'ailleurs Boris Eltsine devancant M. Ziouganov de quelques points dès le premier tour, avec un peu plus d'un quart des voix. Quelques rares journaux indépendants continuent pourtant à faire état de sondages bien moins favorables au chef de l'Etat. Mais le peu de fiabilité des sondages comme le manque d'expérience électorale font que personne ne peut prévoir à coup sûr l'issue du scrutin qui doit commencer le 16 juin. Un des responsables de la campagne de Boris Eltsine, son « privatisateur » en chef, Anatoli Tchoubaïs, congédié pour raisons électorales, a rafraîchi l'atmosphère la semaine dernière dans son camp en affirmant que la remontée du président dans les sondages avait cessé. *« Maintenant commence la partie difficile de notre travail, celle où on doit agir sur le terrain des autres »*, a-t-il dit.

C'est dans ce cadre que furent lancés, depuis longtemps sans doute, les marchandages parallèles en coulisse avec, d'une part, le chef communiste Ziouganov, et, d'autre part, les trois candidats démocrates qui promettaient de se désister en faveur du mieux placé d'entre eux.

Cette « troisième force » potentielle passait pour une réelle menace pour le pouvoir, comme pour les communistes : près de la moitié des électeurs se disaient cet hiver déterminés à voter ni pour les communistes ni, surtout, pour Boris Eltsine, alors que l'un de ces démocrates, Grigori Iavlinski, ne recueillait que 6 % d'opinion résolument défavorables. Il fut donc une cible privilégiée de la propagande officielle, relayée avec le plus de succès par les anciens médias libéraux, désormais pratiquement tous aux mains de groupes financiers liés au pouvoir.

Les rivalités, réelles, au sein du camp démocrate ont été facilement exploitées. Grigori Iavlinski, perdant peu à peu ses propres accès aux médias, fut présenté par eux comme un *« jeune intellectuel trop ambitieux »*, qui n'a *« aucune chance de l'emporter au second tour »*. Argument que contredisaient au départ les sondages (il aurait eu plus de chances que Boris Eltsine de battre Guennadi Ziougnaov), mais qui fit boule de neige et que les chancelleries occidentales, toutes à leur souci de soutenir Boris Eltsine, se sont empressées d'adopter.

Grigori Iavlinski fut alors invité à rencontrer Boris Eltsine. Il a accepté, conscient d'avoir perdu trop de terrain et même l'espoir de voir ses alliés se désister en sa faveur. Il a tenu à affirmer qu'il ne mène pas de marchandages avec le pouvoir en place, qui, pour lui, *« ne vaut pas mieux que les communistes »*, tous étant *« issus de la même nomenklatura »*.

L'autre allié potentiel de M. Iavlinski, l'ophtalmologue et homme d'affaires Sviatoslav Fedorov, qui s'est déjà dit prêt à s'allier avec Boris Eltsine comme avec les communistes, a aussitôt annoncé la *« mort »* de leur alliance à trois. Une annonce repercutée par tous les médias, qui furent en revanche bien plus discrets sur la marche arrière opérée par Grigori Iavlinski. Après sa rencontre avec Boris Eltsine, il avait laissé entendre qu'il pourrait envisager un désistement en faveur du président russe à certaines conditions, qu'il avait énoncées : une paix réelle en Tchétchénie, la destitution de responsables de celle-ci et une politique sociale financée par la fin des privilèges. Ce qui était au moins un moyen de faire connaître son programme, tout en n'ayant aucun problème à expliquer pourquoi il ne peut finalement *« s'unir »* avec Boris Eltsine. Les chances que ces conditions connaissent un début de réalisation avant le 16 juin sont, en effet, des plus minimes, sinon totalement exclues, comme il l'a laissé entendre dimanche.

Sophie Shihab

Le désarroi de Saint-Pétersbourg « l'européenne »

SAINT-PÉTERSBOURG
de notre envoyée spéciale

Si l'ensemble de la Russie votait comme Saint-Pétersbourg, l'Occident n'aurait plus de soucis à se faire, ou presque : un démocrate siégerait au Kremlin, les massacres cesseraient en Tchétchénie, les réformes iraient de l'avant, et les communistes ne seraient plus qu'une poignée de militants « exotiques » distribuant des tracts sur l'avenue Nevski. Fantaisie ? *« Saint-Pétersbourg n'est pas la Russie »*, dit en souriant le sociologue Leonid Kesselman. Ville traditionnellement plus « européenne » avec ses richesses culturelles, son potentiel commercial, ses 3,5 millions d'électeurs *« tournés vers l'Ouest »*, et son maire, Anatoli Sobtchak, partisan de longue date de la *« démocratisation »*, l'ancienne capitale impériale est loin de refléter la Russie profonde. Raison de plus, pourrait-on croire, pour qu'à l'approche de l'élection municipale du dimanche 19 mai et à un mois de la présidentielle, les démocrates s'y montrent soudés.

À RECULONS

On en est loin. *« La télévision ne cesse de répéter qu'il n'y a qu'un choix : Eltsine ou le communiste Ziouganov et ce discours finit par nous troubler »*, constate un jeune journaliste du quotidien *Nevskoe Vremie* (Le Temps de la Neva). Il fait part de son désarroi et du débat qui secoue sa rédaction : *« Je me sens proche de Sergueï Kovalev* (l'ancien dissident) *qui soutient Grigori Iavlinski* (réformateur modéré, candidat à la présidentielle). *Mais on me dit que si le journal ne soutient pas Eltsine, c'est Ziouganov qui passera. Sommes-nous obligés de soutenir Eltsine de peur que, si un communiste siège au Kremlin, nous ne votions peut-être plus jamais ? »*

Le maire de Saint-Pétersbourg, Anatoli Sobtchak, a tranché : il votera Eltsine. A reculons. Sa préférence allait au premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, qui n'est pas candidat. Sans doute un petit cadeau de Boris Eltsine a-t-il opportunément dissipé ses doutes : par décision présidentielle, les élections municipales de Saint-Pétersbourg ont été avancées d'un mois, au 19 mai, ce qui devrait donner l'avantage au maire sortant. *« Les élites de Saint-Pétersbourg ont particulièrement profité des réformes économiques*, souligne un observateur ; *ce qui leur importe c'est de conserver leurs acquis. »* On parle ici de liens étroits entre Anatoli Sobtchak et Promstroïbank, une des banques les plus importantes de Russie. Saint-Pétersbourg, *« îlot de démocratie »* et surtout pôle attractif pour les investissements étrangers, se préparerait au *« business as usual »* en cas de victoire de Ziouganov au scrutin présidentiel.

« BOULET »

Sauver la mairie plutôt que le Kremlin ? Les luttes de pouvoir locales ont, semble-t-il, rejeté au deuxième plan les enjeux nationaux. *« Nous savons tous qu'Eltsine traîne un énorme boulet : la guerre de Tchétchénie »*, explique Vataniar Yagia, un conseiller de M. Sobtchak qui ne donne pas cher des chances de l'actuel président russe d'être réélu, *« à moins que les combats s'arrêtent avant le 16 juin »*. Ni Eltsine ni Ziouganov ? Saint-Pétersbourg avait manifesté ce double refus en décembre 1995, lors des élections à la Douma (chambre basse du Parlement), en offrant au parti Iabloko de Grigori Iavlinski, farouche opposant à la guerre de Tchétchénie, son meilleur score en Russie : 16,2 % des voix.

Aujourd'hui, Grigori Iavlinski a du mal à faire l'unanimité dans son fief le plus sûr. Les partisans locaux d'Egor Gaïdar, l'auteur de la « thérapie de choc », le critiquent pour ses *« promesses sociales »*. D'autres le méprisent pour être *« trop ambitieux »* ou *« peu expérimenté »*. Viktor Volodkine, militant local de Iabloko, en conclut que, dans le camp démocratique, *« personne ne peut s'entendre avec personne »*. Ce qui devrait faire le lit des communistes aux élections. Mais le militant prédit qu'*« Eltsine qui a trahi les idéaux démocratiques depuis longtemps préférera annuler le deuxième tour par un coup de force plutôt que de perdre »*.

Minée par la rivalité de ses chefs, l'opposition démocratique, déjà en perte de vitesse dans les sondages, se montre incapable de présenter une alternative au duel communément annoncé : Eltsine contre Ziouganov. *« De nouveaux mythes nous entourent »*, explique le sociologue Leonid Kesselman. *« Il y a le mythe du retour du communisme*, dit-il, *et le mythe de l'homme qui nous en préservera, Eltsine. Une propagande entretient cette vision manichéenne dans laquelle les communistes sont finalement nécessaires, puisque sans eux, il faudrait chercher un autre ennemi... »*

Ludmila, jeune directrice d'une prospère agence touristique à Saint-Pétersbourg, regrette de voir son pays s'enliser dans ce qu'elle appelle *« un système où nous n'avons ni la démocratie ni l'économie de marché mais où nous avons bel et bien la guerre »*. Anticommuniste et anti-eltsinienne, elle attend la *« troisième force »* mais ne la voit pas venir : *« La Russie reste la Russie. Pas la peine de rêver d'une démocratie à l'américaine ou à la française... »* Ludmila votera Grigori Iavlinski au premier tour, sans trop y croire. *« Peut-être sera t-il président en 2001 ? »* et Eltsine au deuxième, *« s'il le faut »*.

Natalie Nougayrède

L'affaire des GAL rebondit en Espagne

MADRID
de notre correspondant

Un policier français, Pierre Hassen, fonctionnaire de l'ancienne PAF (police de l'air et des frontières) dans le département des Pyrénées-Atlantiques, vendait aux autorités espagnoles des renseignements sur les militants basques espagnols vivant dans cette région. Ces renseignements permettaient ainsi aux GAL (groupes antiterroristes de libération) de les localiser et de perpétrer des attentats contre eux. Le quotidien *El Mundo* a publié, dans son édition du 11 mai, trois documents comportant une liste de vingt et un noms et adresses qui, selon le journal, ont notamment été remis à l'ancien gouverneur civil de la province de Guipuzcoa, Julen Elgorriaga. Ce fonctionnaire a été interrogé, jeudi 9 mai, par le juge Javier Gomez de Liano et laissé en liberté conditionnelle.

En septembre 1995, le policier Angel Lopez Carrillo, qui avait déjà mis en cause le commissaire Joël Cathala, patron de la PAF dans ce secteur à l'époque des faits, avait assuré : *« Pendant plus d'un an, tous les quinze jours environ, Hassen et moi nous nous donnions rendez-vous à l'aéroport de Fuenterrabia. Je lui remettais une enveloppe contenant 2 500 francs et il m'en donnait une contenant des renseignements sur les réfugiés basques élaborés par la police française pour que nous puissions les contrôler. »*

Dans la liste publiée figurent notamment les noms de certaines victimes des GAL et notamment celui de Juan Carlos Garcia Goena, mort dans l'explosion de sa voiture piégée à Hendaye, le 24 juillet 1987. Cet insoumis, qui n'avait aucun lien avec le mouvement indépendantiste basque, fut la dernière victime officielle des GAL. Les deux policiers repentis, José Amedo et Miguel Dominguez, qui furent à l'origine du rebondissement de cette affaire, avaient, dans un premier temps, été inculpés pour ce meurtre puis mis hors de cause en raison du retrait d'un témoignage important.

Michel Bôle-Richard

Inquiétude à Tunis après la « disparition » d'un militant des droits de l'Homme

TUNIS. La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) *s'est publiquement inquiétée,* samedi 11 mai, à Paris, de la « *disparition* », vendredi, à Tunis, du directeur exécutif de l'Institut arabe des droits de l'Homme (IADH), Frej Fenniche. Attendu vendredi soir à Montpellier, où il devait participer à un colloque, M. Fenniche avait été accompagné par des amis, en début d'après-midi, jusqu'à l'aéroport de Tunis-Carthage. Or, selon des indications confirmées par les autorités françaises, M. Fenniche « *n'a pas pris l'avion* » d'Air Europe, à bord duquel il était censé embarquer.

D'après d'autres sources, le dirigeant de l'IADH aurait été arrêté, à l'aéroport, « *par la police politique* » du ministère de l'intérieur – dont on connaît le zèle en matière d'interrogatoire – et serait détenu au secret. Selon ces mêmes sources, M. Fenniche, accusé de détenir des documents « *subversifs* », devait être présenté, lundi, devant la justice.

Aucun espoir de retrouver des survivants du DC-9 qui s'est écrasé en Floride

MIAMI. Un DC-9 de la compagnie aérienne américaine Valujet Airlines s'est écrasé, samedi 11 mai, dans la région marécageuse des Everglades, en Floride. L'appareil, qui transportait cent quatre passagers et cinq membres d'équipage, a disparu de l'écran radar de la tour de contrôle de l'aéroport de Miami, samedi 11 mai, à 14 heures. Le vol 592 Miami-Atlanta avait décollé depuis huit minutes et se trouvait à une *cinquantaine de kilomètres au nord*-ouest de l'aéroport, lorsque le pilote a décidé de faire demi-tour, après avoir signalé de la *fumée dans le cockpit. Des témoins* l'ont vu tomber vers le sol, se fracasser à la surface de l'eau boueuse, qui couvre cette partie du parc national des Everglades, puis disparaître, brusquement englouti par les marécages. Aucun corps n'avait pu être localisé par les sauveteurs, dimanche soir, et tout espoir de retrouver des survivants était abandonné. Les opérations de secours, qui associent quelque deux cents personnes, dont des plongeurs, ainsi que des hydroglisseurs et des hélicoptères, sont extrêmement difficiles, en raison de l'isolement et de la nature du site, éloigné d'environ 300 mètres de la terre ferme. – *(Corresp.)*

EUROPE

■ ***BOSNIE* : le premier ministre bosniaque** Hassan Muratovic a annoncé, samedi 11 mai, à Sarajevo, que d'ici douze mois son pays et la Croatie signeront un accord donnant à la Bosnie le contrôle permanent d'une partie du port croate de Ploce, sur l'Adriatique. Les deux parties ont signé à Zagreb un accord provisoire en ce sens, a précisé M. Muratovic. – *(AFP.)*

■ **ITALIE : 100 000 personnes ont manifesté contre le nucléaire,** samedi 11 mai, à Rome, à l'appel de la gauche, des trois confédérations syndicales et des *organisations de défense de l'environnement,* à l'occasion *du* dixième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl. – *(AFP.)*

■ ***PAYS-BALTES* : les premiers ministres letton et estonien** sont parvenus, dimanche 12 mai, à un accord qui met fin à leur long conflit sur le tracé de leur frontière maritime dans le golfe de Riga, a annoncé la radio lettone. Cet accord, en négociation depuis l'indépendance des deux pays en 1991, doit être approuvé par les Parlements de Riga et de Tallin. – *(AFP.)*

■ **SERBIE : le gouvernement de Belgrade maintient son refus de livrer** au Tribunal pénal international (TPI) de La Haye des citoyens yougoslaves *soupçonnés de crimes de guerre, a indiqué, samedi 11 mai, le Haut commis*saire des Nations unies pour les droits de l'homme, José Ayala-Lasso, qui achevait une visite de deux jours en République fédérale de Yougoslavie (RFY-Serbie et Monténégro). Trois officiers de l'ex-armée yougoslave (JNA), citoyens de la RFY, sont accusés de crimes de guerre par le TPI, qui a lancé des mandats d'arrêt contre eux. – *(AFP.)*

■ **TURQUIE : le Premier ministre,** Mesut Yilmaz, qui sera en visite officielle en Allemagne du 16 au 18 mai, s'est déclaré favorable, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Der Spiegel,* daté lundi 13 mai, à une levée de l'état d'exception dans les régions kurdes de Turquie. Il a annoncé son intention de « *renforcer l'administration locale dans le sud-ouest de la Turquie, d'accorder aux Kurdes le droit de s'administrer davantage eux-mêmes* » et de « *mettre en œuvre les réformes culturelles* ». – (AFP.)

AFRIQUE

■ **ALGÉRIE : le président Liamine Zeroual** a présenté, samedi 11 mai, des propositions de réformes constitutionnelles, devant être soumises à référendum avant la fin de l'année. Ce mémorandum prévoit l'instauration d'un parlement bicaméral, l'introduction du scrutin proportionnel et fait interdiction aux partis d'utiliser l'islam, la langue arabe et la culture berbère dans le cadre des compétitions politiques. – *(AFP, Reuter.)*

■ **Le « climat d'insécurité » a réduit de près de 10 % les capacités de production industrielle,** *depuis 1992, selon un rapport du ministère de l'indus*trie, rendu public, samedi 11 mai. Plusieurs attentats ont été commis, en fin de semaine dernière, notamment à Blida (sud d'Alger) où l'explosion d'une voiture piégée a fait trois morts et plusieurs dizaines de blessés, selon la presse privée. – *(Reuter.)*

■ **NIGER : le nouveau projet de Constitution** a été approuvé, dimanche 12 mai, par environ 90 % des votants, mais le taux d'abstention atteint près de 67 %, selon des résultats partiels, communiqués, lundi, par la commission électorale. D'autre part, le Niger et le FMI ont signé, le 6 mai, une lettre d'in*tention* pour la conclusion d'un programme d'ajustement structurel renforcé d'un montant de quelque 90 millions de dollars, a annoncé, samedi, le premier ministre. – *(AFP, Reuter.)*

■ **ZAIRE : treize personnes ont été tuées dans une embuscade,** vendredi 11 mai, contre un convoi humanitaire, à proximité d'un camp de réfugiés rwandais, près de Goma, dans l'est du pays, a-t-on appris de différentes sources durant le week-end. Les agresseurs n'ont pas été identifiés. Cette attaque survient alors que l'on note une recrudescence de la tension dans cette partie du Zaïre, en raison des troubles persistants au Burundi et d'un regain des conflits interethniques dans la région zaïroise de Masisi, proche des camps de Goma. – *(AFP.)*

ASIE

■ ***AFGHANISTAN* : le régime du président Burhanuddin Rabbani et le Hezb-i-Islami du chef intégriste Gulbuddin Hekmatyar,** qui s'étaient jusque-là *combattus, ont conclu une alliance, ont indiqué,* lundi 13 mai, des sources concordantes du Hezb et du gouvernement à Kaboul. Des centaines d'hommes du Hezb seraient déjà entrés dans la *capitale afghane pour* prêter main forte aux troupes gouvernementales qui affrontent les talibans (étudiants religieux) – *(AFP.)*

■ **BIRMANIE : la dissidente et prix Nobel de la paix,** Aung San Suu Kyi, a demandé aux entreprises britanniques de ne pas investir en Birmanie et estimé que les touristes étrangers devraient attendre la mise en place de la démocratie avant de se rendre dans le pays, a rapporté, lundi 13 mai, la BBC. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

■ **COLOMBIE : neuf habitants d'un petit village de la province du Choco,** à 200 kilomètres au nord-ouest de *Bogota, ont été massacrés, samedi* 11 mai, par des membres d'une organisation de guérilla marxiste, a annoncé, dimanche, la police. Les assaillants, membres des forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC), avaient revêtu des uniformes de l'armée, a-t-on ajouté de même source. – *(Reuter.)*

■ ***HAITI* : une personne a** *été* **tuée et deux autres ont été blessées** par balles par des inconnus, samedi 11 mai soir, à Port-au-Prince. Auparavant trois hommes armés avaient tiré des coups de feu, *pendant* un spectacle musical, dans le même quartier. Récemment, trois policiers ont été abattus à Port-au-Prince par des inconnus, meurtres que le président René Préval a *qualifiés « d'actes de déstabilisation commis par des ennemis de la démocratie* ». – *(AFP.)*

Umberto Bossi franchit un nouveau pas dans sa lutte pour la fédéralisation de l'Italie

Le chef de la Ligue du Nord a institué un « gouvernement du Nord »

Après avoir institué son propre Parlement, le chef de la Ligue du Nord, Umberto Bossi, a procédé, dimanche 12 mai, à la nomination d'un « *gouvernement du Nord* » et d'un comité de libération chargé de préparer l'autonomie, voire la sécession, des provinces du Nord. Les maires du nord-est de l'Italie ont, pour leur part, « *donné six mois* » à Romano Prodi, futur président du conseil, pour renforcer la structure fédérale du pays.

ROME
de notre correspondante

Deux pas en avant, un pas en arrière. Fidèle à sa méthode, le chef de *la* Ligue du Nord, Umberto Bossi, qui réunissait ses troupes, dimanche 12 mai, à Mantoue, siège d'un « Parlement du Nord » qu'il a lui-même institué, a franchi un degré supplémentaire en procédant cette fois, à l'élection symbolique du « gouvernement du Nord ».

Il comprend dix membres et est assorti d'un « comité de libération padanien », les « chemises vertes ». Après l'annonce, la semaine dernière, de son *désir* de voir l'Italie se diviser « *pacifiquement, à la tchécoslovaque* », pour laisser sa liberté au Nord, c'est-à-dire à la « Padanie » (plaine du Pô, Piémont, Lombardie, Vénétie), la nouvelle provocation d'Umberto Bossi était presque prévisible.

A cela près que, à peine proférée, cette nouvelle, inquiétante pour le futur gouvernement de centre-gauche de Romano Prodi, était assortie d'un nombre considérable de bémols. Ainsi le chef, fraîchement désigné, du gouver*nement de la « Padanie », le dé*puté Giancarlo Pagliarini, qui est aussi le chef du groupe des députés de la Ligue, au Parlement de Rome, a-t-il bien précisé qu'« *il n'utiliserait jamais la force, ni les armes pour parvenir à la liberté* ».

Déclarations qui semblaient venir fort à propos pour répondre au discours d'intronisation, vendredi dernier, du nouveau président de la Chambre des députés, Luciano Violante. *Ce dernier avait été très applaudi* en réaffirmant la nécessité de l'unité *nationale, et la légitimité* du « *recours à la force pour la protéger* ».

Comme pour calmer encore davantage le jeu, M. Pagliarini ajoutait, au nom de la « Padanie », que « *si le gouvernement de Romano Prodi prenait de bonnes initiatives* », son propre « *gouvernement* » l'applaudirait, *sans quoi* il prendrait « *ses dispositions* ». Autre précision : Umberto Bossi a estimé que « *le Parlement du Nord n'avait pas encore choisi entre le fédéralisme ou la sécession* ».

*Pour de nombreux commenta*teurs, la Ligue, en faisant ainsi monter la pression, cherche simplement à monnayer son score inattendu de 10,1 % des suffrages remporté lors des élections législatives du 21 avril ?

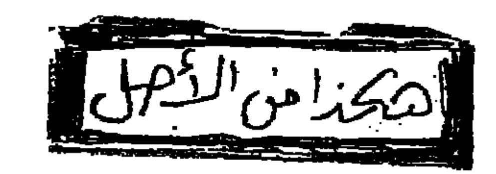
> Les exigences du mouvement expriment un profond malaise, qui doit trouver une réponse

Ou encore, comme l'ont titré certains, qu'Umberto Bossi est *désormais prêt,* à *condition d'ob*tenir quelques concessions à soutenir Romano Prodi ? Il est vrai que pour le futur gouvernement de centre-gauche, un appui supplémentaire ne *gâterait* rien, au moment où son allié indispensable *pour obtenir la majorité,* Rifondazione comunista, devient bien gênant, avec son *insistance* à vouloir faire sortir l'Italie de l'OTAN, et ralentir Maastricht.

Au-delà du calcul politique immédiat, et du folklorique « Parlement du Nord », les exigences fédéralistes d'Umberto Bossi, dont le mouvement a recueilli jusqu'à 30 % des suffrages dans certaines régions industrieuses du Nord, qui s'estiment lésées par une fiscalité *trop lourde, exprimen*t un profond malaise, qui doit trouver une réponse.

Et à cet égard, plus préoccupant était l'appel lancé, samedi, par tous les maires du nord-est de l'Italie qui, réunis à Mestre sous la houlette du maire de Venise, le philosophe Massimo Cacciari, ont donné « six mois » à Romano Prodi, pour mettre vraiment *en route le fédéralisme,* sans quoi ils ne répondraient plus de rien.

Marie-Claude Decamps



AFFAIRES La *justice suisse* a transmis au juge Eric Halphen, qui enquête sur un réseau de fausses factures mis en place autour de l'office HLM de Paris, des documents *qui confortent* la piste d'un financement occulte au profit du RPR. Jean-Claude Méry, ancien membre du comité central du RPR, a perçu, sur un compte suisse ouvert au nom d'une société panaméenne, des commissions de plusieurs millions de francs. ● LE COMPTE « FARCO » a notamment reçu 2 millions de francs émanant d'une société derrière laquelle se dissimule une importante filiale de la Lyonnaise des Eaux, la Cofreth. ● LA DEMISSION DE CLAUDE-ANNICK TISSOT *de la présidence* de la commission des marchés du conseil régional d'Ile-de-France, *samedi 11 mai, relance, par ailleurs,* la polémique sur les conditions d'at*tribution* des marchés publics dans la région.

La justice suisse précise la piste d'un financement occulte du RPR

A la demande du juge Eric Halphen, qui enquête depuis deux ans sur un réseau de fausses factures mis en place autour de l'Office HLM de Paris, un magistrat de Genève a mis au jour des commissions de plusieurs millions de francs sur un compte géré par un ancien responsable du RPR

LA PATIENCE du juge Halphen est récompensée. Le juge d'instruction de Créteil, qui enquête depuis deux ans sur un réseau de fausses factures mis en place autour de l'office HLM de la Ville de Paris et sur les conditions d'attribution, par cet office, de certains marchés publics, vient de recevoir des documents transmis par la justice suisse, en réponse à une commission rogatoire internationale délivrée le 12 mai 1995.

Les investigations menées par le juge genevois Claude Wenger précisent la piste d'un financement politique occulte au profit du RPR, avancée dès les prémices de l'affaire. Elles établissent que le promoteur Jean-Claude Méry, ancien membre du comité central du RPR, a perçu, sur un compte suisse, plusieurs millions de francs de commissions, versées par des entreprises en échange d'interventions en leur faveur auprès de l'office HLM de Paris.

Le 7 mai, *Le Canard enchaîné* avait indiqué que cette commission rogatoire internationale avait été reçue par la voie diplomatique le 16 avril. De là, les pièces ont été transmises à la chancellerie, puis au parquet général de Paris, et enfin, le 6 mai, au procureur de Créteil, qui les a remises au juge Halphen.

« FINANCEMENT POLITIQUE »

Dans sa demande, M. Halphen estimait à 36 millions de francs le montant des commissions occultes encaissées par M. Méry. Pour accueillir ces fonds, ce dernier s'était adressé à une société fiduciaire de Genève, dénommée Gestoval. C'est ce cabinet d'experts en montages financiers qui devait ouvrir et gérer pour lui les comptes ouverts dans plusieurs banques au nom d'une société panaméenne spécialement créée le 10 octobre 1990 et baptisée Farco Enterprise.

« La société Farco a été créée à la fin de 1990 pour les besoins de M. Méry, a ainsi reconnu devant le juge Wenger le directeur de Gestoval, Robert Niestle, le 20 juin 1995. *Nous savions qu'il était membre de l'appareil du RPR. Il avait probablement besoin de cette société pour faire du financement politique, c'est ce qu'il nous a dit à Gestoval. »* Questionné par le magistrat suisse, le responsable du département « Gestion » de la société fiduciaire, Maurice Giriens, précisait : *« Le compte Farco auprès de l'Union de banques suisses (UBS) était alimenté par des versements d'ordre du mandant* [Jean-Claude Méry]. *Des opérations de retraits étaient effectuées, presque essentiellement en « cash », surtout sur instructions téléphoniques de M. Méry, et les fonds étaient remis sur son ordre à une ou des personnes s'identifiant par mot-code, et se présentant à la fiduciaire. Je précise que ces personnes ne déclinaient pas leur identité. Si mes souvenirs sont exacts, il s'agissait de sommes allant de 100 000 à 200 000 francs suisses, à l'exception d'une ou deux opérations plus importantes dont je ne me souviens plus du montant. Ces transactions ont dû être effectuées avant 1993. »*

Il sera donc difficile au juge Halphen de suivre la piste de ces retraits d'espèces. Les éléments transmis par son collègue suisse lui permettent en revanche de remonter le cours de ces mouvements financiers jusqu'aux pourvoyeurs du compte Farco. Certains documents attestent ainsi que M. Giriens a effectué deux virements sur le compte Farco, à partir d'un autre compte géré par Gestoval, et ouvert, lui, au nom d'une société irlandaise, Electric Thermic and Climatic Company Limited (ETCC Ltd). Les registres bancaires attestent de l'entrée sur le compte Farco, le 27 mars 1992, de deux millions de francs, puis, le 7 décembre 1992, de 1,7 million de francs en provenance de cette société.

Les investigations menées, parallèlement à celle du juge Halphen, par le conseiller rennais Renaud Van Ruymbeke et le juge toulonnais Thierry Rolland avaient déjà permis d'établir que, derrière ETCC, se dissimulait une importante filiale de la Lyonnaise des eaux, la Compagnie française d'exploitation thermique (Cofreth), désormais rebaptisée Elyo, et dont l'ancien directeur général est Raymond Roux, déjà sous le coup de deux mises en examen *(lire ci-dessous)*. M. Halphen s'intéresse depuis longtemps aux *conditions* dans lesquelles cette entreprise avait obtenu, le 1er juin 1992 – à égalité avec une filiale de la Générale des eaux – le marché de l'entretien des ascenseurs dans les HLM parisiens.

MONTAGE TORTUEUX

« Je connais M. Roux, a indiqué au juge Wenger Robert Niestle. *Il représente une société domiciliée chez Gestoval et représentant la Cofreth. »* Les responsables d'une autre société fiduciaire suisse, Coopers et Lybrand, elle-même détentrice de l'intégralité du capital de Gestoval – sa *« maison mère »*, en d'autres termes –, ont précisé par courrier au juge Claude Wenger que les fonds destinés à M. Méry avaient transité par deux autres sociétés-écrans, panaméenne et irlandaise, *« par mesure de simplification »*. C'est pourtant au prix d'un montage tortueux que plusieurs sommes en francs suisses ont ainsi transité jusqu'au compte de l'UBS. *« Les instructions de transfert à partir de ETCC*, ont écrit les représentants de Coopers et Lybrand, *ont été données par Raymond Roux, Cofreth, Nanterre. »*

Au terme des investigations suisses, des mouvements représentant au total environ 10 millions de francs auraient été enregistrés entre 1990 et 1995 sur le compte Farco. L'ensemble de ces fonds est-il constitué de commissions versées sur les marchés des HLM de Paris ? L'enquête ne permet pas de le dire. Elle ne précise pas non plus, pour l'instant, par quelle filière pourrait avoir transité le reste des 36 millions que le juge estimait avoir été remis par des entreprises, en contrepartie des interventions décisives de M. Méry.

H. G.

Les « affaires internationales » de Raymond Roux

ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL de la Cofreth-Elyo, Raymond Roux était en outre *« chargé des affaires internationales »* au sein de cette importante filale du groupe Lyonnaise des eaux, spécialisée dans la gestion, la production et la distribution d'énergie. Mis en examen le 2 février 1995 par M. Halphen pour *« abus de biens sociaux »*, M. Roux est soupçonné d'avoir versé [redacted] à l'an[redacted] policier Rémy Halbwax, proche collaborateur de Ro[redacted] groupe [redacted] au conseil régional d'Ile-de-France. Par ailleurs, M. Roux avait été interpellé le 11 septembre 1995 et placé en détention après avoir été mis en examen par le juge d'instruction toulonnais Thierry Rolland, qui le soupçonnait d'avoir versé des commissions sur le compte suisse du sénateur (UDF) du Var, Maurice Arreckx.

Remis en liberté le 5 octobre, il avait entre-temps livré des détails, le 15 septembre, sur les *« affaires internationales »* dont il avait la responsabilité : *« J'anime vingt-cinq sociétés à l'étranger, qui sont soit des filiales, soit des participations de la Cofreth. Dans le cadre des marchés à l'étranger, il est apparu rapidement nécessaire de verser certaines commissions à des responsables locaux. Il a donc fallu concevoir une société particulière impossible à confondre avec la Cofreth. »* Ainsi fut créée la société-écran irlandaise Electric Thermic and Climatic Compa[redacted]ulaire d'[redacted] des banques suisses (UBS) de Genève gérée par le cabinet fiduciaire gene[redacted].

CONTRÔLE DOUANIER

« Le compte UBS, dont je suis l'ayant-droit économique, est chargé de recevoir les commissions ou rémunérations de nos divers marchés à l'étranger », notait M. Roux avant d'indiquer le 22 septembre 1995 : *« C'est Gestoval qui a dû mettre au point ce système, étant entendu que c'est moi qui ai dit à Gestoval à qui il faut livrer. Moi, je connais le nom du destinataire, le nom de code du coursier. Je sais que le coursier n'appartient pas à la Cofreth. Je connais le montant de la somme à livrer. »*

L'enquête menée en Suisse à la demande de M. Halphen mont[redacted]que ETCC a versé deux commissions sur [redacted]compte dont le détenteur véritable était Jean-Claude Méry. A quels *« marchés à l'étranger »* peut correspondre ce versement au profit d'un homme d'affaires [redacted]t travaill[redacted]t dans la région parisienne ? Suivant une piste sem[redacted]nseiller V[redacted]it mis au jour un virement entre le compte ETCC de la Cofreth et celui de Michel Reyt, intermédiaire lié aux socialistes. *Le Monde* avait par ailleurs révélé qu'au cours d'un contrôle douanier à Genève, le 14 ma[redacted] M. Roux avait été surpris en possession de documents laissant entrevoir ses liens avec des banques suisses : Crédit lyonnais-Genève, Crédit lyonnais-Zurich, Crédit suisse...

H. G.

COMMENTAIRE

COURSE DE LENTEUR

Dans une lettre adressée le 4 août 1995 à son homologue *suisse, le garde des sceaux,* Jacques Toubon, s'inquiétait de l'usage *« excessivement fréquent »* de la procédure d'urgence permettant à deux juges d'instruction de se transmettre directement des élements intéressant une enquête, par-delà les frontières. Cette pratique, écrivait-il, « *peut* [...] *avoir pour effet de vider les procédures d'acheminement normales de leur contenu* ». Préconisant le retour à la procédure classique de transmission par voie diplomatique, M. Toubon ne réclamait, *après tout, qu'une application* stricte de la loi.

En matière de justice, l'urgence est l'exception. Mais ce choix n'est pas sans conséquence : le juge Halphen aura donc dû patienter un an avant de pouvoir disposer des docu*ments et témoignages qu'il avait* sollicités. Certes, aucun indice n'a disparu, les banques suisses ayant autant le goût des archives bien tenues que celui du secret. Mais les auteurs de ces virements clandestins et leurs véritables bé*néficiaires auront disposé* d'un délai précieux pour préparer leur défense, c'est-à-dire *pour* accorder leurs violons. M. Toubon ne veut pas voir les procédures se vider de leur contenu. Son intervention a surtout eu pour effet d'empêcher les dossiers des juges de se remplir.

Hervé Gattegno

Mme Tissot démissionne de la présidence de la commission des marchés d'Ile-de-France

LA DÉMISSION, samedi 11 mai, de Claude-Annick Tissot, vice-présidente (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, de la présidence de la commission des marchés, relance la polémique sur les conditions d'attribution des marchés publics dans la région parisienne (*Le Monde* du 10 mai). Sa démission, deux jours avant que Michel Giraud, le président (RPR) du conseil régional, rende public un rapport de l'inspection générale des services sur *« les procédures relatives aux marchés publics passés par la région Ile-de-France »*, place ce dernier dans une position embarrassante.

Dans sa lettre de démission, Mme Tissot souligne que, pendant sa présidence, elle s'est *« attachée à bâtir* [...] *une analyse critique et constructive du fonctionnnement de la commission des marchés ». « Je l'ai fait dans des conditions difficiles »*, observe-t-elle, rappelant à M. Giraud qu'elle lui avait adressé *« de fréquentes notes »*. Le départ de Mme Tissot est l'aboutissement d'une crise ouverte depuis plusieurs mois au sein de l'exécutif du conseil régional à propos des conditions d'attribution de certains marchés, tout particulièrement le programme phare du conseil régional, le Marché d'entreprises de travaux publics (METP), combinant rénovation et entretien des lycées.

Début 1996, une note interne établie sous l'autorité de Mme Tissot avait conforté ceux qui soupçonnaient, depuis des années, le marché des lycées – une vingtaine de milliards de francs depuis dix ans – de favoriser des financements occultes (*Le Monde* du 2 mai). Adressé à l'inspection des services du conseil régional, elle dressait la liste des multiples dysfonctionnements et irrégularités constatés dans l'attribution des marchés et présentait les mesures destinées à renforcer la transparence, la concurrence et les contrôles. Le texte soulignait notamment *« le recours excessif »* à la *procédure des marchés négociés*, aux appels d'offres restreints et aux procédures groupées. Il épinglait tout particulièrement la direction des affaires scolaires et s'interrogeait sur les pouvoirs considérables accordés par la Région au bureau d'études Patrimoine Ingénierie.



Longtemps tenu confidentiel, le bras de fer entre Mme Tissot et les instances régionales était devenu public du fait de la publicité donnée, entre décembre 1995 et mars 1996, au rejet de quatre appels d'offres par la commission et à la saisie par sa présidente de la direction de la concurrence. En février, les remous politiques et médiatiques suscités par cette affaire avaient conduit M. Giraud à demander un rapport à l'inspection des services sur le fonctionnement de la commission des marchés. Mme Tissot avait par avance récusé les conclusions de ce rapport : *« Si c'était la Cour des comptes, je dirais d'accord, mais une inspection interne n'a pas à intercéder de cette façon. C'est un non sens, on n'a jamais vu ça ! »*, avait-elle déclaré au *Parisien*.

UN RAPPORT PRUDENT

Etabli sous l'autorité de l'ancien directeur de cabinet de Michel Giraud au ministère du travail, Henri Rouanet, ce rapport, dont *Le Monde* a obtenu copie, est pour l'essentiel un exposé administratif prudent. Dans sa lettre de mission du 29 février, Michel Giraud en avait d'ailleurs lui-même délimité le cadre : *« Devant le foisonnement des textes et la complexité des procédures*, écrivait-il, *l'application stricte des critères de forme peut conduire parfois à un faible nombre d'entreprises consultées ce qui réduit, paradoxalement, l'exercice de la concurrence ». « Il convient de trouver*, ajoutait M. Giraud, *le juste point d'équilibre entre l'application rigoureuse du Code des marchés, la recherche d'une concurrence maximale, la nécessité de respecter les délais des procédures de dévolution qui ne peuvent prendre de retard, en particulier dans le domaine de la sécurité des lycées. »*

Se limitant à des remarques générales, le rapport note cependant que *« le choix par l'administration régionale de « l'externalisation » de la préparation et de l'exécution des marchés scolaires ne s'est pas traduit par la mise en place des procédures de suivi et de contrôle suffisantes »*. Selon le rapport, ces dysfonctionnements sont à mettre sur le compte de la *« surcharge de travail »* des services de tutelle.

Pour l'essentiel, M. Rouanet atténue les critiques de Mme Tissot. *« La grande majorité des marchés publics a été passée dans des conditions parfaitement satisfaisantes à tous points de vue »*, estime-t-il, ajoutant que *« des progrès significatifs doivent être accomplis »* pour améliorer *« l'instruction et l'exécution des marchés publics régionaux »*. La véritable enquête sur les conditions d'attribution des marchés en Ile-de-France, entre 1986 et 1994, reste à faire.

Roland-Pierre Paringaux

« Je demande que M. de la Gorce soit déchargé de ses attributions... »

DANS UNE NOTE adressée le 11 mars à Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France, Claude-Annick Tissot mettait violemment en cause le directeur général adjoint des services, Xavier de la Gorce, soupçonnant celui-ci « d'une volonté claire de déstabilisation de la commission et de désinformation du président ».



VERBATIM

« Certains de vos collaborateurs [...], faisant peu de cas de la souveraineté de la commission d'appel d'offres, de l'indépendance de ses membres élus et du respect du code des marchés publics, ont milité pour qu'une *« proportion raisonnable »* de marchés soient attribués à Patrimoine-Ingénierie... Ayant considéré que ces conseils s'apparentaient à des pressions inadmissibles, je n'en ai jamais tenu compte... », *écrit Mme* Tissot.

« Le directeur général adjoint a créé, de toutes pièces, un problème politique tout en entravant [...] l'action que je mène à la tête de la commission d'appel d'offres », *ajoute-t-elle. Ces pressions auraient été particulièrement fortes lors de la refonte du cahier des charges de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO), qui, selon Mme Tissot,* « visait à mettre fin à la délégation excessive et illégale de compétences ainsi consentie par la région à des prestataires de services privés. Celle-ci confinait à un abandon de responsabilités du maître d'ouvrage et nous faisait courir des risques importants. [...] L'AMO, loin d'être un assistant au maître d'ouvrage, comme sa dénomination l'indiquait, s'est substitué à lui pour jouer, en liaison avec un tout petit nombre de responsables de la direction des affaires scolaires et du cabinet, et en dehors des services, le rôle principal dans l'analyse des offres des entreprises ou l'attribution des marchés ».

Mme Tissot calcule qu'à son arrivée le total des marchés METP attribués par la région s'élevait à 9,2 milliards de francs. « Sur ce total, 3,6 milliards ont été attribués dans le cadre d'une négociation directe entre l'AMO et les entreprises désireuses de se voir accorder le marché », *précise-t-elle.*

En conclusion de cette note, Mme Tissot demandait « instamment que M. de la Gorce soit, au minimum, déchargé de toute attribution dans les domaines concernant les marchés publics et l'activité de la commission d'appel d'offres ». *Elle se déclarait* « prête à gérer au mieux la communication politique autour du travail de la commission, dès lors qu'[elle] ne subirait plus les entraves permanentes du directeur général adjoint ».

L'extrême droite fête Jeanne d'Arc en ordre dispersé

PRÈS DE TROIS CENTS MILITANTS ou sympathisants de l'Action française ont manifesté, drapeaux noir et blanc des *« Camelots du roi »* en tête, en l'honneur de Jeanne d'Arc, dimanche 12 mai, entre la place Saint-Augustin et la place des Pyramides, à Paris. Le cortège, ouvert par des jeunes du mouvement scandant des slogans tels que *« le roi à Paris, à bas la République »*, *« génération Maurras »* ou *« demain verra les commandos du roi »* était fermé par une poignée de familles entonnant des cantiques. Parmi les manifestants on notait la présence du général Le Groignec, auteur d'ouvrages sur Pétain, de Farid Smahi, président d'Arabisme et francité, ou de François Dop qui, exhibant sa carte du Front national, faisait de la propagande pour le récent livre controversé de Roger Garaudy et des auteurs négationnistes.

Juste avant l'arrivée du cortège des royalistes de l'AF, une dizaine de militants du groupuscule d'extrême droite Œuvre française avaient déposé une gerbe au pied de la statue de Jeanne d'Arc. Plus tard, ce fut le tour des militants de l'Association nationale Pétain-Verdun, de déposer leur gerbe avant d'entonner *Maréchal nous voilà*.

Jean-Claude Gaudin n'est pas favorable au durcissement des lois Pasqua

JEAN-CLAUDE GAUDIN, MINISTRE (UDF-PR), de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, a indiqué, dimanche 12 mai au « Grand Jury RTL-*Le Monde* », qu'il n'est *« pas favorable à un durcissement des lois Pasqua »* sur l'immigration. A propos des effets attendus de la création de zones franches dans les quartiers en difficulté, M. Gaudin a confirmé que celles-ci *« devraient en effet permettre la création de 5 000 à 7 000 emplois, mais aussi le maintien des 25 000 emplois existants »*. Quant à la zone franche qui doit être créée en Corse, elle procède *« d'une autre analyse et d'une autre volonté »*. *« Le premier ministre veut encourager la majorité des Corses qui veulent rester unis au sein de la République française,* a indiqué M. Gaudin. *Beaucoup de choses* [leur] *ont déjà été apportées, et le problème (...) est de trouver* [quoi leur] *donner en plus. »* Enfin, au sujet du dossier Gigastorage, M. Gaudin s'est engagé à faire *« tout ce qu'il faut pour sauvegarder ou créer des emplois à Belfort »*, s'il est prouvé que cette entreprise peut fonctionner.

DÉPÊCHES

■ **RPR : Pierre Lellouche, député RPR du Val-d'Oise, a déclaré,** dimanche 12 mai, *qu'il n'était « pas exclu »* qu'un remaniement du gouvernement ait lieu à l'automne dans la perspective des élections législatives de 1998. *« La campagne sera commencée au mois de septembre,* a estimé M. Lellouche sur Radio J, *à l'automne ; il n'est pas exclu que le problème de la recomposition du gouvernement se pose et que l'ensemble des sensibilités de la majorité, qui vont de Philippe Séguin à Edouard Balladur (...) soient représentées »*, a-t-il affirmé.

■ **FRAUDE FISCALE : Pierre Mauroy, maire socialiste de Lille, a** déclaré dimanche 12 mai sur France 3 *qu'« il y a de fieffés réactionnaires dans la majorité »*. Réagissant au rapport de la Commission parlementaire sur la fraude fiscale qu'il juge *« proprement scandaleux »*, M. Mauroy a ajouté que *« faire un rapport qui manque à ce point d'objectivité et qui finalement tire la conclusion qu'il faut s'en prendre à ceux qui sont les petits, ceux qui sont au bas de la société, qui sont les exclus en difficulté, est proprement scandaleux. »*

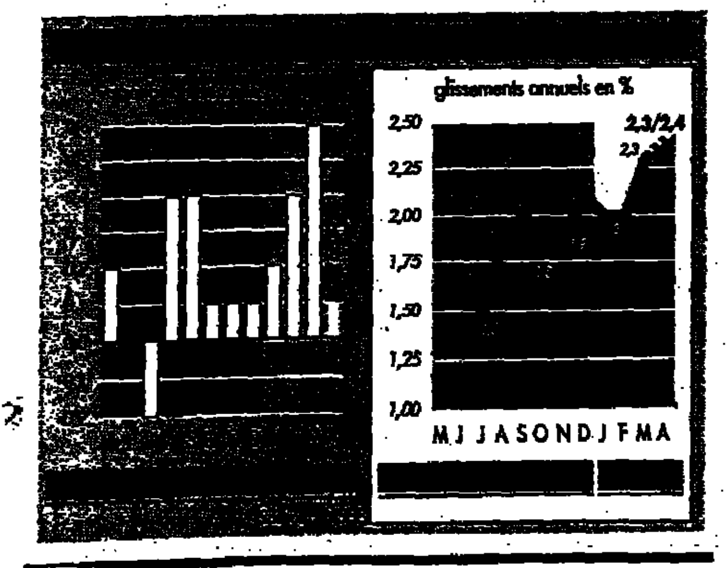
■ **ASSURANCE-MALADIE : le président de la Mutualité sociale agricole (MSA),** Claude Amis, estime que les ordonnances réformant la Sécurité sociale *« ne justifient pas l'élaboration d'une nouvelle convention »* médicale, comme le demande le syndicat de médecins généralistes MG-France. *« A la MSA, nous sommes prêts à négocier un avenant »* à la convention conclue en octobre 1993 entre les caisses et les syndicats de médecins, a-t-il déclaré dans un entretien au *Quotidien du médecin* publié vendredi 10 mai.

■ **MANIFESTATION : les unions régionales de la CFDT, la CGT, la CFTC, la FSU, l'UNSA et FO Paris** appellent à une manifestation commune le 23 mai à Paris, dans le cadre de la journée nationale d'action pour la réduction du temps de travail, lancée par la CFDT. Les manifestants se rendront l'après-midi de la gare Montparnasse au siège du CNPF, 31, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, derrière une banderole unitaire portant l'inscription *« Réduire massivement le temps de travail pour créer des emplois »*.

■ **POLYNÉSIE : selon les premiers résultats des élections territoriales** en Polynésie française, les listes indépendantistes du Tavini Huiraatira, présidé par Oscar Temaru, seraient en nette progression. En raison de l'isolement de certaines îles et du décalage horaire, les résultats définitifs ne pouvaient pas être connus avant lundi soir (heure de Paris).

Les prix ont progressé de 0,1 % ou 0,2 % en avril

LES PRIX À LA CONSOMMATION ont enregistré en avril une hausse comprise entre 0,1 % et 0,2 %, selon l'indice provisoire publié lundi 13 mai par l'Insee. En glissement sur un an, la progression atteint 2,3 % ou 2,4 %. Cet indicateur était particulièrement attendu car, en mars, l'inflation avait progressé de 0,6 %. A l'époque, ce ressaut avait suscité une certaine crainte, car les économistes se demandaient si la hausse de la TVA, survenue le 1er août 1995, ne continuait pas de se diffuser dans l'économie et de pousser les prix à la hausse. L'indice d'avril apaise cette inquiétude. Depuis juillet 1995, l'inflation, en rythme annuel, a donc atteint 0,8 ou 0,9 point.



Six fédérations de fonctionnaires devraient signer l'accord sur la résorption de la précarité

Le ministre de la fonction publique propose la titularisation de 150 000 agents en quatre ans

Alors que la négociation sur le temps de travail piétine, que la négociation sur les salaires semble reportée à la rentrée et qu'une réduction des effectifs est envisagée, le gouvernement vient de faire un pas en direction des fonctionnaires, en proposant un protocole d'accord de résorption de la précarité dans la fonction publique, qui permettrait d'améliorer la situation de 150 000 agents sur quatre ans.

L'ENTHOUSIASME n'y est pas. C'est après avoir longuement pesé le pour et le contre que les responsables des fédérations de fonctionnaires, à l'exception de la CGT, souhaitaient, lundi 13 mai, signer le *texte proposé par le gouvernement* prévoyant une résorption de l'emploi précaire (*Le Monde* du 27 avril). Ils espéraient que leurs syndiqués, qu'ils doivent consulter dans la journée, ne seront pas d'un avis contraire.

L'UNSA (la FEN et d'autres syndicats autonomes), la CFDT, la CFTC, la CGC, FO et la FSU considèrent que le texte ne répond pas suffisamment à leurs attentes. Mais elles ne veulent pas laisser passer l'occasion d'améliorer la situation de quelque 150 000 agents (dont 37 000 dans la fonction publique d'Etat), au cours des quatre prochaines années. Seule la CGT *refuse tout compromis*. Elle estime que *« le texte proposé ne répond pas à la gravité de la situation de la précarité »*. Elle proteste notamment contre l'absence de mesures en faveur des contrats emploi-solidarité (CES), et contre la non-prise en compte de La Poste et de France Télécom.

Les organisations les plus réticentes, comme la FSU ou FO, sont tentées de donner leur accord en raison d'une clause qui stipule que *seuls les signataires du protocole* en assureront le suivi. Au sein de Force ouvrière, *la fédération des* services publics et de santé fait valoir que les dispositions concernant les agents des collectivités locales et des hôpitaux méritent la signature, alors que les dirigeants d'origine trotskiste de certaines fédérations de fonctionnaires de l'Etat rejettent le texte. Tout en regrettant *qu'il n'y ait* qu'un seul protocole pour les trois fonctions publiques, Roland Gaillard, secrétaire général de la fédération des fonctionnaires FO, devrait signer le protocole.

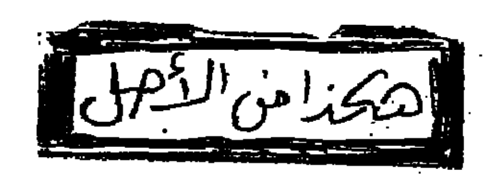
Le ministre de la fonction publique, *Dominique* Perben, *peut se* féliciter d'avoir mené à bien cette négociation, déclenchée par le conflit de l'hiver 1995. L'affaire a pourtant donné lieu à un véritable bras de fer avec Bercy. La transformation d'emplois précaires en emplois stables n'induit certes que des coûts marginaux pour les finances de l'Etat, mais le ministère de l'économie et des finances s'inquiète de l'effet que produira, sur les marchés financiers, l'annonce *de la création de nouveaux emplois* budgétaires d'agents publics.

PAS DE DÉCONCENTRATION

Le plan de résorption de l'emploi précaire couvre les trois fonctions publiques (Etat, hôpitaux, collectivités locales y compris Paris), les établissements publics administratifs, ainsi que les établissements d'enseignement privé sous contrat. Dans la fonction publique d'Etat, il concerne principalement les agents du bas de l'échelle (catégorie C) et les maîtres auxiliaires de l'enseignement. Il ne prend pas en compte, toutefois, les vacataires rémunérés sur les ressources *propres des établissements*. Les auxiliaires ayant travaillé pendant l'équivalent de quatre années à temps plein, au cours des huit dernières années, pourront être titularisés, à condition qu'ils soient en fonctions à la date de la signature du protocole. Cette dernière disposition mécontente l'ensemble des organisations syndicales, qui réclamaient un dispositif rétroactif sur un an.

Le protocole améliore, aussi, le *régime de protection sociale des* agents non titulaires. FO, opposé à toute *gestion localisée* des carrières des fonctionnaires de l'Etat, a obtenu que ne soient pas prévus des concours déconcentrés, alors que le ministère proposait leur mise en place comme frein à la réembauche de personnels temporaires. Dans la fonction publique territoriale, des concours seront organisés pour les agents des filières sportive, culturelle et médico-sociale. La CFDT a pratiquement obtenu la création d'une filière des métiers de l'animation. La titularisation des agents concernés par le plan se fera par la voie de concours « spécifiques ». Commme cette disposition déroge aux règles du statut général des fonctionnaires, elle devra être inscrite dans un texte de loi.

Rafaële Rivais



Lionel Jospin accentue ses attaques contre la politique de Jacques Chirac

Le premier secrétaire du Parti socialiste affirme que son parti et lui-même seront prêts à gouverner en 1998 si les électeurs optent pour l'alternance. Il estime que la cohabitation exige du PS la « cohérence » des propositions et la « cohésion » dans ses rangs

Lionel Jospin a assuré, dimanche 12 mai, au cours de l'émission de TF 1 « 7 sur 7 », que le Parti socialiste sera prêt, en 1998, en cas de victoire aux élections législatives, avec un programme qui *« redonnera confiance aux Français »* en faisant de l'emploi sa première priorité. Le premier secrétaire du PS a insisté sur son approche réaliste – *« Il ne faut pas promettre n'importe quoi, le problème est de faire des choix »* – et affirmé : *« S'il doit y avoir un rêve Jospin, que ce soit un rêve éveillé ! »* Le conseil national du PS, samedi, avait fait le point sur les débats relatifs au service national et sur la préparation de la convention sur la démocratie. Les commissions ont présenté, dimanche, leurs *« pré »-propositions* aux secrétaires de section. Celle sur la démocratie citoyenne, présidée par Martine Aubry, reprend l'idée du droit de vote des immigrés aux élections municipales et de l'abrogation des lois Pasqua, défendue par les rocardiens et la Gauche socialiste, alors que M. Jospin veut d'abord *« définir une politique de l'immigration »*.

« IL NE FAUT PAS promettre n'importe quoi, le problème est de faire des choix », a souligné Lionel Jospin, dimanche 12 mai, au cours de l'émission de TF 1 « 7 sur 7 ». Le premier secrétaire du Parti socialiste a voulu montrer qu'il est décidé à passer à la vitesse supérieure et que le PS sera prêt à l'alternance, en 1998, pour mener une une politique qu'il est en train d'élaborer. Le congrès socialiste devrait se réunir en mars 1997, ce qui permettra l'adoption d'un programme en bonne et due forme avant la désignation des candidats aux élections législatives. La préparation de l'alternance a donc été au cœur d'un week-end chargé pour le PS avec la réunion de son conseil national, samedi, puis celle des secrétaires de section, à la salle de la Mutualité, dimanche. Déterminé à élaborer des *« propositions fortes, mais applicables »*, M. Jospin a insisté sur ce *« réalisme de gauche »* qu'il avait présenté dès son élection en octobre 1995. *« Ne faisons pas fantasmer les Français sur des choses que nous serions incapables d'appliquer si nous étions au pouvoir en 1998 ! »*, a-t-il dit.

LE SERVICE NATIONAL

Ce réalisme s'est manifesté dans le premier débat du conseil national, sur la réforme du service national, sujet sur lequel le premier secrétaire s'était avancé, à titre personnel, en se déclarant partisan d'un *« service volontaire »* de préférence à un service obligatoire. Samedi, M. Jospin a jugé la professionnalisation *« inéluctable »*, mais il a souligné qu'il faut *« garder un lien entre l'armée et la nation »* et, là aussi, faire des propositions *« techniquement possibles et politiquement applicables »*.

M. Jospin a rejoint la proposition de Paul Quilès – contestée samedi par Jean Glavany, Jean-Michel Boucheron et Marie-Noëlle Lienemann – en faveur d'un service d'éducation à la défense, de cinq à six semaines, couplé avec un service national volontaire. Le PS n'arrêtera définitement sa position qu'après que le gouvernement aura défini les siennes, M. Quilès se félicitant de ce *« réalisme »*, surtout, là encore, dans la perspective d'une cohabitation en 1998. M. Jospin a aussi récusé clairement l'option de Jean-Luc Mélenchon et de la Gauche socialiste pour une *« cohabitation de combat »* en 1998. Il a insisté sur la nécessaire *« cohérence »* des propositions, la *« cohésion »* de la majorité et la *« qualité des rapports avec les citoyens »*. *« Ce sera la cohabitation conformément aux institutions républicaines »*, a renchéri Daniel Vaillant, le numéro deux du PS, en soulignant : *« Nous serons au gouvernement pour appliquer ce pour quoi les électeurs nous auront mandatés. »*

Dans l'immédiat, après le débat difficile sur l'Europe, des clivages sont en train de réapparaître à l'occasion de la préparation de la convention sur la démocratie. Jack Lang, qui en est le « chef d'orchestre », a souligné, samedi, que l'objectif est de *« réduire la fracture civique entre la classe dirigeante, qui accapare le pouvoir, et les citoyens qui se sentent à l'écart »*.

Les premières *« pré »-propositions* ont été présentées dimanche à la Mutualité. A travers les premières contributions, les rocardiens comme la Gauche socialiste reprennent ainsi la proposition sur le droit de vote aux élections municipales des immigrés résidents depuis cinq ans dans leur commune, qui figurait dans les cent dix propositions du candidat François Mitterrand en 1981 et qui avait été très vite abandonnée. D'accord sur le principe, les fabiusiens, qui ont sur ce point une approche assez similaire à celle de M. Jospin, jugent que l'opinion n'est pas encore prête à accepter cette réforme.

Dans ses pré-propositions, qui doivent encore donner lieu à un débat au sein du PS, la commission sur la démocratie citoyenne, présidée par Martine Aubry, estime que le droit de vote est d'abord lié à la nationalité, mais elle se prononce en faveur du droit de vote aux élections municipales des étrangers présents depuis cinq ans ou ayant une présence minimale sur le territoire et ayant obtenu une carte de résident de dix ans.

Dimanche, à « 7 sur 7 », M. Jospin a, à la fois, durci ses critiques contre Jacques Chirac et contre le gouvernement, en prévenant : *« Nous serons désormais très sévères. »* Il a esquissé quelques orientations en assurant que le PS est *« en train de préparer un programme de gouvernement pour 1998 »*. *« Nous serons prêts »*, a-t-il affirmé. Soulignant que son objectif est de *« rendre confiance aux Français »*, en substituant le *« contrat »* à la *« promesse »*, il a ajouté : *« Les [élections] législatives partielles et les cantonales montrent que nous sommes en train de progresser. »*

Jugeant que le gouvernement a fait *« fausse route »* et mené *« une politique contradictoire »*, qui *« s'est fracassée sur la réalité »*, M. Jospin a dénoncé la *« tromperie »* de M. Chirac, en ajoutant : *« On peut avoir l'impression que l'homme est sympathique, mais sa politique ne l'est pas. »* Il a redit que l'emploi doit être la première priorité en cas de victoire en 1998.

Michel Noblecourt

Les rocardiens et la Gauche socialiste relancent le débat sur le vote des étrangers

RÉUNIS DIMANCHE 12 MAI à Villepinte, en Seine-Saint-Denis, autour de Laurent Fabius, plus de sept cents militants ont réfléchi à leurs propositions en vue de la convention nationale du Parti socialiste, les 29 et 30 juin, sur la démocratie. Pour améliorer la démocratie sociale, ils veulent renforcer les pouvoirs des délégués du personnel dans les entreprises de moins de cinquante salariés. Dans celles de plus de cinq cents salariés, ces derniers seraient représentés à hauteur d'au moins un tiers dans les conseils de surveillance. L'idée d'un contrat d'itinéraire professionnel des salariés, conciliant mobilité et sécurité de l'emploi, serait avancée.

Les fabiusiens sont plus réservés sur le droit de vote des immigrés aux élections locales, un travail préalable de « maturation » leur paraissant nécessaire. De leur côté, les rocardiens de l'Action pour le renouveau socialiste, dans une contribution intitulée « Pour une République citoyenne », affirment : *« Nous devons à la fois améliorer les possibilités d'action et l'efficacité du politique et chercher les moyens de mieux y associer les citoyens. »* Alain Bergounioux, Claude Evin, Michel Sapin et Jean-Pierre Sueur, signataires de ce texte, défendent notamment le principe d'un minimum de garanties sociales, celui de la laïcité, celui de l'accès à la justice, l'abrogation des lois Pasqua et le droit de vote, aux élections municipales, des étrangers en situation régulière résidant depuis cinq ans dans la commune.

« La démocratie peut se développer dans sa double dimension, gouvernante et délibérante », affirment les rocardiens, qui proposent un renforcement du Parlement, une réforme des modes de scrutin (scrutin mixte pour les élections législatives avec dominante majoritaire, interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire *« avec des fonctions locales importantes »*, mandat de cinq ans pour le chef de l'Etat avec possibilité de se représenter, possibilité pour chaque citoyen de saisir le Conseil constitutionnel. Hostiles à la cogestion, ils s'interrogent sur la possibilité, dans les conventions collectives, *« de ne faire bénéficier de certains avenants que les adhérents des organisations qui en seraient signataires »*. Les conseils d'agglomération devraient être élus au suffrage universel, suggestion évoquée aussi par les fabiusiens.

« VIe RÉPUBLIQUE »

Dans un texte de trente-quatre pages, intitulé : « Un nouvel horizon pour la démocratie : la République sociale », la Gauche socialiste affirme que *« l'engagement des socialistes pour un changement de République est l'une des conditions pour préparer l'alternative politique en 1998 »*. Ils préconisent une *« VIe République »*, consacrant le choix d'un régime parlementaire.

L'Assemblée nationale serait élue au scrutin proportionnel de liste, complété *« par une composante majoritaire »*. Le premier ministre serait désigné par l'Assemblée nationale, l'élection du président de la République au suffrage universel étant maintenue. De nouveaux droits seraient consacrés, comme *« le principe de la parité des hommes et des femmes dans la représentation politique »* et *« le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales »*. Le texte se prononce pour une *« limitation forte »* du cumul des mandats.

La Gauche socialiste veut aussi *« libérer la citoyenneté sociale »*. Des délégués du personnel seraient mis en place au-delà de cinq salariés, des comités d'entreprise au-delà de trente. Un droit de veto du comité d'entreprise serait étendu aux plans sociaux et aux licenciements, *« aux changements fondamentaux affectant l'entreprise »*, ce droit suspensif revenant à rétablir le pouvoir de contrôle de l'inspection du travail sur les licenciements. La Gauche socialiste estime, enfin, que *« c'est dans la logique d'une cohabitation de combat que doit s'inscrire le projet de la gauche »*.

M. N.

M. Hue s'engage pour la construction d'une autre « Europe sociale »

Les PC européens mèneront un combat commun sur le temps de travail

Les quinze représentants des partis « progressistes », en majorité communistes, réunis le 11 mai à la Défense, près de Paris, pour la première fois depuis l'échec de l'eurocommunisme, à la fin des années 70, se retrouveront le 8 juin à Madrid. Ils veulent engager une lutte commune sur la réduction du temps de travail.

LORS de la *« marche pour l'emploi »* organisée par les Jeunesses communistes (JC), samedi 11 mai, les Italiens avaient donné le ton. Tee-shirts rouges et foulards sang à l'effigie du « Che », poing levé et *« bandera rossa »* brodés de la faucille et du marteau... Si les JC françaises ne mobilisent plus comme avant – 5 000 personnes avaient répondu à l'appel, – les Italiens, dopés par le succès du jeune Parti de la refondation communiste (PRC), formé en 1991 par les « orthodoxes » de l'ex-PCI, aux élections législatives du 21 avril, n'ont peur de rien. Même pas de cet attirail d'un autre âge que, *« franchement, on n'oserait plus ressortir »*, s'amuse la jeune présidente *« d'ouverture »* de l'UNEF, Marie-Pierre Vieu.

Pour les 4 000 à 5 000 communistes – italiens, espagnols, portugais – réunis à la Grande Arche de la Défense, près de Paris, pour entendre les quinze représentants des forces *« progressistes »* d'Europe (*Le Monde* daté 12-13 mai) conviés par Robert Hue, l'heure est à la grande fête européenne et solidaire. La salle ovationne le coordonnateur général de la Gauche unie espagnole, Julio Anguita, qui souhaite *« établir un cadre territorial politique immédiat de lutte, qui ne peut plus être seulement l'Etat-nation »*, et réveiller *« l'héritage universel et internationaliste de la gauche »*. Carlos Carvalhas, secrétaire général du PC portugais, appelle de ses vœux une *« autre Europe, celle des Lumières et de la Révolution française »*, mais aussi *« de la révolution d'Octobre »*. *« C'est un printemps politique pour les masses populaires d'Europe »*, lance Fausto Bertinotti (PRC), très applaudi. *« Ensemble, arrachons-leur leurs couteaux, montrons-leur nos dents par millions ! »*, conclue Lothar Bisky, secrétaire général du PSD d'Allemagne.

Rendez-vous est pris pour le 8 juin, à Madrid. M. Anguita, qui défend dans son discours *« l'union politique de l'Europe »*, est évidemment loin des communistes français, qui y sont peu avorables. Mais le ciment anti-maastrichtien est là, et, pour le PCF, il s'agit incontestablement d'un pas en avant : M. Hue s'aligne sur la construction d'une Europe sociale avec ses voisins communistes d'Allemagne, d'Espagne et d'Italie.

UN GESTE VERS LA BASE

Mieux : les communistes européens se retrouvent sur une revendication commune : la réduction du temps de travail sans baisse de salaires. *« C'est une revendication juste, nécessaire et urgente »*, a insisté M. Carvalhas, tandis que M. Bisky réclamait *« une législation tarifaire unitaire, une loi-cadre concernant le droit du travail et une législation européenne du travail »*. M. Hue, qui clôturait la rencontre, rajoutait cette revendication, *in extremis*, au texte qu'il avait préparé.

Ce meeting a aussi été un geste vers la base, internationaliste, que le dialogue avec le socialistes a inquiété. Samedi soir, place du Colonel-Fabien, le plan de table en a dit plus que tous les discours sur les deux camps communistes, *« ouverts »* ou *« orthodoxes »*, qui existent en Europe, mais aussi... au sein du PCF. M. Hue était entouré de MM. Anguita et Bertinotti. Georges Marchais, qui s'est imposé sur la photo de famille des « quinze », est assis en face. Entre Kostas Paraskevas, membre de la direction du PC grec, et le Portugais Carvalhas...

Reste la fonction « interne » de la rencontre. Elle tombe à pic pour apaiser une base internationaliste, voir nostalgique, qui s'inquiète, en voyant le PCF discuter avec le PS lors des « forums », d'une formule de participation communiste à un gouvernement socialiste en cas de victoire de la gauche aux élections législatives de 1998. A deux reprises, dimanche 12 mai, M. Hue a rappelé, sur France-Culture et au « Club de la presse » d'Europe 1, que, s'il se plaçait en *« opposition résolue face à Jacques Chirac »*, il le faisait *« dans un esprit constructif »*, afin d'*« arracher tout ce qui peut être arraché »*.

Ariane Chemin

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Vial-Massat

A la suite de notre article intitulé « La première réponse du PCF sur la disparition, en 1943, de résistants trotskistes » (Le Monde *du 10 mai), Théo Vial-Massat, ancien commandant de l'armée de l'air, ancien député de la Loire et ancien maire de Firminy, nous a adressé la lettre suivante :*

1) Je tiens à préciser que je n'étais pas communiste en 1943, ni engagé politiquement. Je ne connaissais rien des tensions entre le PCF et les mouvements trotskistes. J'étais seulement un patriote *engagé volontaire pour la durée de la guerre*, écœuré par la défaite de 1940 et qui voulait participer à la libération de la France.

2) Je n'étais pas le chef du Wodli en octobre 1943. Je ne le suis devenu qu'en juin 1944, après mon évasion des griffes de la Gestapo.

3) Après notre évasion de la prison du Puy, la nuit du 1er au 2 octobre, *j'ai, avec des dizaines* d'autres évadés, rejoint le maquis de la forêt du Meygal. A plusieurs reprises, suite à des alertes, certains, dont *j'étais*, ont perdu le contact avec le maquis. Pour ma part, *j'ai* vécu plusieurs semaines au Chambon-sur-Lignon, avec deux autres camarades, chez des paysans. A la reprise de contact, en novembre 1943, *j'ai été désigné* responsable dans le Puy-de-Dôme, que j'ai dû quitter précipitamment, ayant par hasard croisé *dans les rues de Clermont-Ferrand* les policiers qui m'avaient arrêté en mai 1943. Affecté à Avignon, je ne devais retrouver le maquis Wodli qu'en 1944. J'ajoute que, la prison du Puy étant cellulaire, je n'ai jamais rencontré les disparus, ni *M. Demazière, pas plus en prison* qu'au maquis.

4) Ayant adhéré au PCF au lendemain de la Libération, je ne pouvais être membre du comité central. J'y ai été élu en avril 1950.

5) Je précise, en outre, qu'aucun dirigeant ne m'a donné de consigne de silence et que je n'ai pas rencontré M. Hue à ce propos. N'ayant pris part, ni de près ni de loin, à cette affaire, de toute façon douloureuse, puisqu'il y a quatre disparus, je ne peux valablement confirmer ni contester les affirmations de M. Demazière.

Le PS est bien placé pour conserver la 9e circonscription du Pas-de-Calais

Le candidat socialiste, Bernard Seux, enregistre néanmoins une baisse de plus de six points par rapport au score de Jacques Mellick lors des législatives de 1993

BÉTHUNE
de notre correspondant

Le PS a de bonnes chances de conserver au second tour la 9e circonscription du Pas-de-Calais, dont les électeurs étaient appelés, *dimanche 12 mai*, à élire le successeur de Jacques Mellick, condamné à un an de prison et à deux ans d'inéligibilité pour subornation de témoins dans le cadre de l'affaire VA-OM. M. Mellick avait préféré abandonner son mandat de parlementaire dès février pour se ménager la faculté d'être de nouveau candidat en mars 1998.

Au terme de ce premier tour, c'est le candidat présenté par le PS, Bernard Seux, vice-président du conseil général, qui arrive en tête, même s'il est en recul de six points et demi sur le score obtenu en mars 1993 par M. Mellick. Bernard Seux sera opposé au second tour au RPR André Flajolet, qui subit la même érosion. M. Seux a sans doute pâti de la concurrence de Marie-France Deleffie (div.), conseiller général sans étiquette, soutenue par Jean-Louis Borloo, député (divers droite) et maire de Valenciennes, qui, avec 12,55 % des voix, ne peut cependant pas se maintenir au second tour. Le candidat communiste Lucien Andries, maire de Lillers, bien implanté hors de Béthune, est le seul à progresser significativement (de près de trois points et demi) par rapport à 1993. Le Front national se maintient à son niveau précédent.

Une étrange atmosphère régnait dans la salle des fêtes lors de la proclamation des résultats. Jacques Mellick a fait une une apparition : *« Simple militant, je me félicite du succès de la gauche avec un candidat qui perd quelques points parce qu'il n'a pas ma notoriété »*, a lancé le député déchu, qui a nié, en outre, avoir soutenu même implicitement le candidat radical Francis Lainé, arrivé bon dernier. Bernard Seux se voyait, pour sa part, député au-delà de 1998. Il est difficile de savoir si le vote d'hier a mis réellement fin à l'ère Mellick, même si l'ancien député est apparu quelque peu dépité et sans illusions. L'ancien maire de Béthune, qui demeure trésorier de la fédération socialiste du Pas-de-Calais, sera, mardi soir, à Isbergues, au côté de Lionel Jospin pour soutenir M. Seux. Celui-ci devrait rassembler les voix de gauche au second tour, les communistes du Béthunois n'adhérant pas à la ligne « pure et dure » affichée par le PCF du Pas-de-Calais.

Yves Jouannic

9e circonscription (Béthune, 1er tour).

I., 76 200 ; V., 41 825 ; A., 45,11 % ; E., 40 136.

Bernard Seux, PS, c. g., 12 082 (30,10 %) ; André Flajolet, RPR, c. r., c. g., 10 020 (24,96 %) ; Lucien Andries, PC, m. de Lillers, 7 046 (17,55 %) ; Marie-France Deleffie, div., c. g., 5 036 (12,54 %) ; Didier Deville, FN, 3 189 (7,94 %) ; Alain Dubois, GE, 1 176 (2,93 %) ; Régis Debliqui, LO, 794 (1,97 %) ; Francis Lainé, Radical, 793 (1,97 %)... *BALLOTTAGE*

[21 mars 1993 : I., 75 802 ; V., 58 667 ; A., 22,60 % ; E., 55 330 ; Jacques Mellick, PS, 20 267 (36,62 %) ; André Flajolet, RPR, 17 453 (31,54 %) ; Lucien Andries, PC, 7 824 (14,14 %) ; José Sawras, FN, 4 317 (7,80 %) ; Serge Pacheka, Verts, 2 489 (4,49 %) ; Irène Champell, NE, 2 356 (4,25 %) ; Zygmond Krzcink, div., 627 (1,13 %).]

Raymond Barre veut élargir jusqu'à l'aéroport de Satolas le périmètre de la Communauté urbaine de Lyon

LYON
de notre bureau régional

La Communauté urbaine de Lyon (Courly), créée en 1966, en même temps que celles de Bordeaux, de Lille et de Strasbourg, se sent aujourd'hui à l'étroit, dans les limites de ses cinquante-cinq communes. Son gros million d'habitants et ses 550 000 emplois ne lui permettent pas d'égaler les grandes agglomérations européennes avec lesquelles elle se compare volontiers. De plus, son tissu économique s'est effiloché ces dernières années, parfois en raison du départ d'entreprises vers des communes périphériques qui bénéficient de toutes les infrastructures communautaires, administratives, financières ou culturelles, sans en supporter les charges financières.

« Cette situation n'est plus tenable », affirme le maire (UDF) de Lyon, Raymond Barre, qui a pris, en septembre 1995, la présidence de la Courly. Présentant son plan de mandat communautaire, vendredi 10 mai, M. Barre a indiqué qu'il allait, *« dès la fin de l'année »*, *« poser au gouvernement le problème des limites de la Communauté urbaine »*. *« Je souhaite*, a-t-il précisé, *que l'Etat nous aide à les revoir dans le sens d'une extension »*. Il lui faudra beaucoup de persuasion, car aucune des villes qui profitent, gratuitement, des aménagements communautaires n'est très désireuse de devoir contribuer, à l'avenir, à leur financement.

Le président de la Communauté urbaine voudrait étendre son périmètre vers l'Est lyonnais, et d'abord en direction de l'aéroport international de Satolas – les communes sur lesquelles est implanté cet équipement n'appartiennent pas à la Courly –, dont il souhaite faire *« le grand aéroport du Sud-Est européen »*. Il regarde aussi, avec une certaine insistance, vers les plus proches communes de la plaine de l'Ain où sont installées des industries.

M. Barre veut aussi *« faire un pas important vers une réforme fiscale interne »*. Il a annoncé l'instauration, en 1999, d'une taxe professionnelle d'agglomération. *« Nous allons prendre trois années parce que c'est un bouleversement de la fiscalité qu'il faut préparer en estimant toutes les conséquences pour les communes, les habitants, les entreprises »*, explique M. Barre. *« Si nous y parvenons*, se félicite-t-il à l'avance, *nous aurons enfin les conditions d'un développement harmonieux de notre agglomération. Nous aurons aussi contribué à réduire la fracture sociale dont on parle tant aujourd'hui »*.

Pierre Le Hir

RELIGION Les communautés charismatiques, sont-elles des sectes ? *C'est ce qu'affirment trois* de leurs anciens adeptes dans un livre à paraître au Seuil le 15 mai – *Les Naufragés de l'Esprit* – et qui dénonce les dérives de certains *groupes* : *omnipuissance* du leader – le *« berger »* –, autoritarisme, perte d'autonomie des individus, etc. Une audience de référé contre ce livre devait avoir lieu lundi 13 mai au tribunal de Paris. ● APPARU EN EUROPE après 1968, le Renouveau charismatique regroupe en France quelques milliers de personnes. Le degré d'engagement varie selon les communautés, du simple groupe de prière à la « communauté de vie », *où sont prononcés* des vœux religieux. ● SELON JEAN VERNETTE, *responsable de l'épiscopat pour les* nouveaux mouvements religieux, ce livre ne doit pas jeter *le discrédit* sur *« l'ensemble »* du Renouveau.

L'Eglise catholique est accusée d'abriter des sectes

D'anciens membres de communautés charismatiques se plaignent d'avoir été victimes de pratiques sectaires. Leur livre, intitulé « Les Naufragés de l'Esprit », jette le trouble dans le Renouveau français, inspiré du Pentecôtisme américain

PENDANT longtemps, l'Eglise a eu pour ses charismatiques les yeux de Chimène. C'est après 1968 que le Renouveau – variante catholique du pentecôtisme américain – se met à *souffler sur l'Europe*. En *1975*, il reçoit la bénédiction du pape Paul VI et le patronage d'une sommité du concile Vatican II, le cardinal belge Suenens (décédé le 6 mai dernier). *Empêtrée dans ses divisions* postconciliaires, victime de l'hémorragie de son clergé, contestée dans son autorité (après l'encyclique *Humanae vitae* de 1968 sur la contraception), minée par les *idéologies* séculières et le choc avec la modernité, *l'Eglise catholique* salue dans le Renouveau charismatique l'arrivée d'un courant d'air frais, la promesse d'une relève jeune et joyeuse, l'aube d'une nouvelle « Pentecôte ».

Les charismatiques invoquent l'Esprit-Saint, reconnaissent en leurs rangs des dons (ou *charismes*) de prophétie et de guérison. Par la place donnée à la prière, à l'émotion, à l'affectivité (le chant, le corps en mouvement, le parler *« en langues »*), ils attirent toute une clientèle jeune et marginale des *Eglises et de la société*. Ils prônent une lecture plutôt littérale des Ecritures, une évangélisation directe (dans la rue), des pratiques communautaires radicales. Avant de rentrer dans le rang au début des années 80, les charismatiques sentaient le soufre pour *toute une* partie de l'épiscopat, du clergé et des militants laïcs, méfiante à l'égard de cette spiritualité à l'état brut.

Longtemps considérées comme des moyens de faire barrage à la séduction des sectes, les communautés charismatiques sont rattrapées aujourd'hui par leur réputation. Le *livre qui doit sortir au Seuil, intitulé Les Naufragés de l'Esprit – Des sectes dans l'Eglise catholique*, lève des tabous. Mais il a aussi toutes les faiblesses d'un règlement de comptes, bâti à partir de récits, de témoignages et d'analyses d'anciens membres exclus et déçus, à l'image des trois auteurs : Thierry Baffoy, ethnologue, en rupture avec la communauté du *Chemin neuf*, Antoine Delestre, sociologue, avec *La Famille de Nazareth*, et Jean-Paul Sauzet, professeur de philosophie, exclu de *La Théophanie*.

Fait de bric et de broc, leur livre consacre quatre chapitres très critiques au *Chemin neuf*, réputé pourtant la communauté la plus sage, reconnu par l'Etat (avec le statut de congrégation) et par l'Eglise (en charge de plusieurs paroisses dans le monde, dont une à Paris). Mais il est silencieux sur la communauté *de L'Emmanuel, la plus puissante* et la plus contestable (les auteurs invoquent des pressions sur d'éventuels témoins de ce groupe). Il s'attarde sur les pratiques de *Fondations du monde nouveau qui*, après une lamentable affaire de mœurs touchant son fondateur, Jean-Michel Rousseau, vient de se doter d'une direction collégiale et a opéré un *spectaculaire* rétablissement.

FASCINATION POUR LE BERGER

Toutefois, les traits communs dégagés par cet ouvrage sont suffisamment accablants pour que le discrédit atteigne l'ensemble du Renouveau charismatique. Sa publication fait donc l'effet d'une bombe. Après diverses pressions et intimidations sur les témoins pour en retarder la sortie, ses responsables devaient se réunir en urgence lundi 13 mai, avant une audience de référé au tribunal de Paris. La principale dérive sectaire en milieu charisma*tique serait la fermeture du groupe* autour d'un leader (le Fondateur ou le Berger), sacralisé par une sorte de vocation divine. Dans des séances de formation, de guérison ou d'évangélisation, s'établirait entre lui et la communauté une relation *« quasi hypnotique »*. C'est lui, parfois nommé à vie, qui régit autoritairement la vie du groupe, décide du vrai et du bien, incarne une image de « père », refuse la *confrontation* et *transforme* la moindre insoumission en manque de *« foi »* ou de *« conversion »*. *« L'analyse critique équivaut au doute, le doute à la division, la division au diable »*, explique Thierry Baffoy, décrivant des procédés de culpabilisation et *d'exclusion* typiques de tout groupe sectaire.

La communauté charismatique se voit également accusée de reproduire des modèles d'élection et de sainteté (*« Monde nouveau »*, *« Royaume de Dieu sur terre »*), qui se traduisent par des recherches de type narcissique ou un rejet du monde extérieur. Le rythme dévorant des réunions, des sessions et des offices a aussi pour conséquence (volontaire ?) de priver les sujets d'autonomie et de leur interdire, de fait, des relations normales avec *leur* environnement *amical ou* familial. Enfin, diverses formes de contrainte *s'exerceraient sur* les « néophytes », en vue de leur renonciation à un travail professionnel ou à des biens personnels.

Le lien officiel avec l'institution *épiscopale ne devrait-il pas garantir* les communautés charismatiques de telles pratiques « sectaires » ? Rien n'est moins sûr, accusent les auteurs du livre, qui décrivent des *évêques bernés* par des manipulations destinées à protéger le secret du groupe. Plus sérieusement, invoquant une théologie « intégraliste » (visant la totalité de la personne et du monde), la communauté charismatique serait devenue une *« Eglise dans l'Eglise »*, une *« société globale »*, reproduisant la variété des états de vie et des vocations ecclésiales (mariés, célibataires, prêtres, religieux, laïcs).

Tous ces griefs ne sont sans doute pas suffisants pour intenter un procès en sorcellerie et confondre les communautés charismatiques avec les « sectes » décrites dans le récent rapport de la commission d'enquête parlementaire. On se souviendra pourtant du cas de l'Office culturel de Cluny, poursuivi depuis longtemps par les ADFI (*Associations de défense de la* famille et de l'individu) et épinglé *dans le rapport* Guyard, *dont six* évêques viennent de prendre publiquement la défense. *De même*, est-il besoin de rappeler l'accusation de secte régulièrement portée contre l'Opus Dei, qui est loin d'avoir convaincu ses détracteurs sur des pratiques (secret, *abus de pouvoir*) voisines de celles décrites dans le milieu charismatique ?

L'Eglise catholique abriterait-elle des « sectes » ? Les auteurs sont les premiers conscients *des défauts de* cet ouvrage. Mais, plaident-ils, comment sortir de la machination, typiquement sectaire, qui consiste à récuser d'emblée toute accusation d'un adepte *démissionnaire ou exclu*, pour ne soutenir que des témoignages de l'intérieur, dont l'objectivité est au moins aussi suspecte ? Ils soulignent également la responsabilité d'un *épiscopat qui*, pris à la gorge par les urgences, semble aveugle sur des stratégies de pouvoir dont les communautés ne font même plus mystère. Le Renouveau a mis fin à ses péchés de jeunesse, mais, même à la faveur d'un livre contestable, doit se laisser interroger sur sa transparence et sa démocratie interne.

Henri Tincq

Le Renouveau charismatique

● Les communautés charismatiques regroupent en France *quelques milliers de* personnes. Elle sont souvent à l'initiative de « groupes de prière » plus larges (au nombre de 1 755, selon une enquête récente). Elles *organisent des sessions de* formation et des rassemblements, comme à Paray-le-Monial chaque été (6 000 participants), à l'initiative de *l'Emmanuel*, à *Lourdes et à Lisieux, à l'appel des Béatitudes*. Elles ont aussi des « filiales » dans quelques pays du tiers-monde. Il faut distinguer entre les « communautés d'alliance » et les « *communautés* de vie ».

● Dans les « communautés d'alliance » – comme *le Chemin neuf, l'Emmanuel, les Fondations pour un monde nouveau* –, les membres restent en général insérés dans la vie sociale et professionnelle, mais se retrouvent en petits groupes (*maisonnées*) *pour la prière* et la formation. Ils versent une « dîme » et s'engagent dans des servives pris en charge par la communauté. Il existe plusieurs degrés d'engagement et leurs responsables se retrouvent souvent en « maisonnées » de vie commune.

● Dans les « communautés de vie » – comme *les Béatitudes, le Pain de vie* ou *le Verbe de vie* –, les choix sont plus radicaux. On y prononce des vœux religieux : pauvreté (abandon de tous les biens et salaires), obéissance, chasteté. Mais, à la différence des communautés monastiques *traditionnelles, il s'agit* de communautés mixtes, réunissant des hommes et des femmes, des couples et des célibataires, des religieux et des prêtres, des adultes *et des enfants. Une instance de* coordination nationale existe depuis quatre ans, avec une direction élue, en liaison constante avec l'épiscopat.

Jean Vernette, délégué de l'épiscopat pour les nouveaux mouvements religieux

« Faut-il condamner tous les mystiques ? »

« Quelle est votre réaction à la lecture des *Naufragés de l'Esprit* ?

– Les faits relatés sont durs, mais, pour ceux qui les rapportent, ils ne me semblent pas constituer un rejet ou une condamnation. Ce sont des *témoins qui souhaitent prendre* la parole pour engager un débat. Il serait dommage que leur souffrance – que l'on doit entendre – soit l'occasion de jeter le discrédit sur tout *le Renouveau, car celui-ci représente* une chance pour l'Eglise, comme mouvement d'innovation religieuse, et pour la société, comme expérience communautaire *alternative mûrie par l'expérience*.

– Quels moyens l'Eglise a-t-elle pour lutter contre ces dérives ?

– Les dérives sectaires sont à l'horizon de *tout engagement fort* au sein d'une institution de vie commune, régie par un leader élu ou désigné, comme un père abbé, une maîtresse de novices ou un supérieur. Aussi l'Eglise *multiplie* les directives pour éviter de telles pratiques dans ses monastères, ses congrégations et ses groupes de fidèles. Les communautés du Renouveau relèvent de la vigilance de l'évêque du lieu. Des recours existent aussi contre une communauté suspectée de tendances sectaires, *car l'Eglise possède son* propre droit – la protection du faible – pour garantir la pleine liberté de chacun de ses membres. Le premier recours pourra se faire au*près du tribunal ecclésiastique du* diocèse. C'est une procédure à développer. Quand les motifs sont sérieux, l'évêque pourra même dissoudre le groupe, comme en 1984 à *Grenoble pour la communauté de* la Sainte-Croix.

» J'ajoute que l'intensité d'une adhésion, les renoncements qu'elle entraîne, le caractère émotionnel *des rencontres ne sont pas pour au*tant des signes de manipulation mentale. Il n'est pas requis, pour être « normal », de s'aligner sur tous les fonctionnements de la so*ciété dite « normale », ou sur le pu*rement rationnel. Faut-il condamner tous les mystiques et tous les prophètes ? Mais le discernement et la vigilance sont plus nécessaires en *ces domaines*.

– Quels sont vos critères pour identifier des tendances sectaires ?

– Le premier est le pouvoir du leader : est-il contrôlé, et comment ? La dérive sectaire s'appelle ici l'oppression. Le deuxième, c'est la place faite à la parole de chacun : *le groupe a-t-il l'assurance d'avoir* raison contre quiconque ? Se sent-il investi d'une mission de faire la leçon à tous les autres groupes d'Eglise ? Les dérives s'appellent ici *autosuffisance et endoctrinement*. Enfin, comment sont vécues les relations dans le groupe et avec les autres groupes d'Eglise ? Pense-t-il se suffire à lui-même ? La dérive *s'appelle alors fermeture*.

» Toutefois, il serait injuste d'extrapoler des faits relatés à l'ensemble du Renouveau, dans le contexte d'un délire médiatique où *l'on tend à amalgamer tous les* groupes. Dans l'intention généreuse de lutter contre des sectes dangereuses et en s'appuyant sur l'autorité de la commission parlementaire, *on voit publier des listes de* groupes insuffisamment fiables, en pratiquant la condamnation publique, sans que l'accusé soit entendu suivant les règles du droit. Il est *urgent de reprendre le débat sur les* sectes, qui, dans le contexte d'éclatement et de recomposition de l'ensemble du champ religieux, est dans l'impasse. »

Propos recueillis par Henri Tincq

Dix mille marcheurs contre le sida à Paris

***DIX MILLE PERSONNES**, selon la préfecture, ont défilé, dimanche* 12 mai, à Paris, à l'appel d'Aides et de l'Association de lutte contre le sida, pour mobiliser l'opinion et les pouvoirs publics contre l'épidémie et recueillir des fonds. Plusieurs ministres étaient présents au départ de cette manifestation – Jacques Toubon, Xavier Emmanuelli, Anne-Marie *Couderc, Eric Raoult, Hervé Gaymard –, de même que Lionel Jospin*, premier secrétaire du PS, Jack Lang, Martine Aubry, Harlem Désir, les anciens ministres de la santé Simone Veil et Michèle Barzach, le maire de Paris, Jean Tiberi, et le président de SOS Racisme, Fodé Sylla. Le garde des sceaux a été pris à parti par des militants de l'association Act *Up, qui ont dénoncé sa présence en tête du cortège aux cris de « Toubon, vous expulsez des étrangers malades ! »*.

De nombreux artistes se sont également mêlés au cortège, dont les chanteuses Nicole Croisille et Line Renaud et la comédienne Emmanuelle Laborit. Cette « Marche pour la vie » était la troisième du genre. *La précédente, en 1995, avait permis de recueillir plus d'un million de* francs. *« Il est vrai que nous devons progresser dans l'organisation des soins, notamment des soins à domicile »*, a admis Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale, en admettant qu'il y avait encore *« beaucoup de pain sur la planche »*. Une autre marche a eu lieu le même jour à Bordeaux.

■ **HOMOSEXUELS : la SNCF accepte de délivrer des « cartes couples »** offrant une réduction à deux personnes qui voyagent ensemble, quel que soit le sexe des deux personnes, à partir du moment *où elles sont déclarées « vivant sous le même toit »*, a indiqué le Collectif pour le contrat d'union civile, dans un communiqué publié dimanche 12 mai. Selon ce collectif, *« 270 communes, comprenant au total près de huit millions d'habitants »*, délivrent actuellement des certificats de concubinage à tous les couples, quelle que soit leur composition.

■ **EDUCATION : la Fédération indépendante démocratique lycéenne (FIDL)** a élu une nouvelle présidente lors de son congrès, samedi 11 et dimanche 12 mai à Saint-Denis. Léa Filoche, dix-huit ans, élève de 1re au lycée Victor-Hugo, à Paris, remplace Sonia Samadi à la tête de cette organisation proche de SOS-Racisme. La FIDL s'est prononcée *en faveur d'une réforme des rythmes* scolaires, de la maternelle à la terminale, par une diminution des heures de cours et des vacances.

■ **AFFAIRE KAMAL : l'ancien procureur de Nice, Paul-Louis Auméras**, estime, dans un entretien paru dans *Le Figaro* du 12 mai, que le garde des sceaux, Jacques Toubon, a réagi *« trop tardivement »* aux accusations contre les magistrats niçois *dans un dossier de* pédophilie (*Le Monde* du 9 avril). *« Nous avons été traînés dans la boue, et aucune voix ne s'est élevée en notre faveur. (...) J'étais le dos au mur et la chancellerie était absente. Je n'ai pas compris ce manque de réaction. »* Le 3 mai, M. Toubon avait engagé des poursuites pour *« diffamation envers des fonctionnaires publics »* contre *Libération, Le Monde* et *Minute*.

■ **HÉMOPHILIE : Edmond-Luc Henry a été élu nouveau président de l'Association française des hémophiles (AFH)** lors du congrès de l'association, organisé samedi 11 et dimanche 12 mai à Toulouse. Vice-président de l'association, séropositif à la suite de transfusions sanguines effectuées en 1985, Edmond-Luc Henry succède à ce poste à Patrick Wallet.

L'interdiction de prothèses mammaires bientôt reconduite

LA FORMULE est alambiquée, mais le message est clair : la commercialisation des prothèses mammaires remplies de gel de silicone ne pourra être *autorisée que* si des tests supplémentaires sont effectués sur les matériaux. Les pouvoirs publics devraient décider, mercredi 15 mai, de suivre cette recommandation de l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale (Andem). A l'issue d'une revue de la littérature spécialisée, rendue publique lundi 13 mai, l'Agence a estimé que seule la mise en œuvre des évaluations *toxicologiques et cliniques exigées* par la directive européenne du 14 juin 1993 sur les dispositifs médicaux *« permettrait de justifier l'abrogation de l'arrêté interdisant la commercialisation des prothèses mammaires remplies d'autres produits que le sérum physiologique »*.

Or, aucune de ces expertises ne sont actuellement menées. L'interdiction devrait donc, en toute logique, être reconduite pour un an (*Le Monde* du 7 mai).

La prothèse constitue, quel qu'en soit le type, *« un corps étranger qui entraîne, de la part de l'hôte, le développement d'une fibrose dans tous les cas »*, écrivent les auteurs. L'apparition de *« coques contractiles »* serait *« la complication la plus fréquente »* observée avec les prothèses mammaires à base de gel de silicone. Au total, précise le rapport de l'Andem, pour les implants à paroi texturée, *« les plus utilisés à l'heure actuelle »*, la probabilité de contraction *« serait inférieure de 10 % à quatre ans »*. Pour les prothèses à paroi lisse, cette probabilité *« serait comprise entre 41 % et 58 % à quatre ans »*.

La première pose d'implants mammaires date de 1962, et la première publication évoquant des complications, de 1982. Trente-quatre ans plus tard, aucune étude *sur l'usure ou le vieillissement* de ces matériaux n'est disponible. Les risques de rupture et de suintement du liquide de remplissage dans l'organisme demeurent difficiles à quantifier. L'*« estimation minimale »* évalue la probabilité de rupture entre 2 % et 14 % neuf ans après la reconstruction mammaire. *« Cette probabilité pourrait être égale à 14 % à dix ans et augmenter avec le temps »*, ajoute l'étude, qui évalue le risque de « fuites » à *« 17 % à dix ans »*.

L'état de la recherche n'a *pas* permis d'établir de lien entre l'apparition de connectivites (groupes d'affections cliniquement très diverses comme le lupus érythémateux ou la polyarthrite rhumatoïde) et la silicone chez les porteuses de prothèses. Une seule étude conclut à un risque de maladies auto-immunes associé multiplié par 1,24, ce qui représenterait *« moins d'un cas supplémentaire pour les cinq mille à dix mille femmes implantées chaque année en France »*. Il s'agit pourtant d'*« évévements suffisants pour engager des études épidémiologiques »*.

L'Andem préconise *« un suivi clinique régulier »* des femmes implantées et note que *« le risque de décès opératoire semble excéder celui de laisser en place une prothèses rompue »*. Enfin, l'agence insiste sur l'information des candidates à l'implantation.

L. F.



VISITEZ NOS MAGASINS
Adresses complètes, plans de situations, horaires, nouveaux points de vente par minitel (2F,23 la mn) : 3615 code LMDB

PARIS

61, Rue Froidevaux - 75014
"En Montparnasse" (à 300 m de la gare). Tél. (1) 43.20.13.00. Ouvert le lundi de 14h à 19h30 et du mardi au samedi inclus de 10h à 19h30 sans interruption. Métros : Gaîté - Montparnasse Bienvenüe - Denfert-Rochereau - Edgar Quinet - Autobus : 28-38-48-58-68-91-92-94-95-96 - RER : Denfert-Rochereau - SNCF : Gare Montparnasse.

REGION PARISIENNE

ARPAJON 91290 : "Ambiances Plus". 13, Route Nationale 20. Tél. (1) 64.90.05.47.
MELUN 77000 : 6, quai Hippolyte Rossignol. Tél. (1) 64.37.02.52.
VERSAILLES 78000 : 64-70, rue des Chantiers. Tél. (1) 39.53.66.09.

PROVINCE

ANGERS 49000 : "Espace Samo". 87, av. du Gal. Patton. Tél. 41.48.44.99.
ARRAS 62008 : "SNEB". 4, rue Roger Salengro. Tél. 21.23.52.01
AVIGNON CEDEX 84145 : "Hemes" Route de Marseille. Zone C[ale] "la Cristole". Tél. 90.87.72.48.
BESANÇON 25000 : 38, rue d'Arènes. Tél. 81.82.82.40.
BORDEAUX 33000 : 10, rue Bouffard. Tél. 56.44.39.42.
BREST 29200 : 23, rue de la 2e D.B. Tél. 98.80.67.03.
BRIVE 19100 : "Ambiances". 30, rue Louis-Latrade. Tél. 55.74.07.32
CAEN 14000 : "Intérieurs Décors". 51-53, rue des Jacobins. Tél. 31.86.29.14
CLERMONT-FERRAND 63000 : 22, rue Georges-Clemenceau. Tél. 73.93.97.06
DIJON 21000 : 100, rue Monge. Tél. 80.45.02.45.
GRENOBLE 38000 : 59, rue Saint-Laurent. Tél. 76.42.55.75.
LA ROCHELLE 17000 (Point-Standards). "Conforlax" - 71, rue du Rempart St-Claude Le Bastion. Tél. 46.50.57.77.
LILLE 59800 : 88, rue Esquermoise. Tél. 20.55.69.39.
LIMOGES 87000 : 3, rue Jules Guesde. Tél. 55.32.88.55
LYON 69001 : 9, rue de la République. (métro Hôtel-de-Ville/Louis Pradel). Tél. 78.28.38.51.
MARSEILLE 13006 : 109, rue Paradis. (métro Estrangin). Tél. 91.37.60.54.
MONTPELLIER 34000 : 8, rue Sérane. (près gare) Tél. 67.58.19.32
NANCY 54000 : 8, rue Saint-Michel. (face St-Epvre). Tél. 83.32.84.84
NANTES 44000 : 2 bis, rue du Château. Tél. 40.47.74.38
NICE 06000 : 2, rue Offenbach. Tél. 93.88.84.55
ORLEANS 45000 : "Décor & Lumière". 37, rue de la République. Tél. 38.53.53.84
PAU 64320 IDRON : Route de Tarbes, RN 117. Tél. 59.84.54.36
PERPIGNAN 66000 : 17, cours Lazare-Escarguel. Tél. 68.35.61.54
POITIERS 86000 : 42, rue du Moulin-à-Vent. Tél. 49.41.68.46
QUIMPER 29000 : "Idées Maison". 17, av. de la Libération. Tél. 98.90.63.33
REIMS 51000 : "Atmosphère" 1, rue Saint Just. Tél. 26.47.57.44
RENNES 35000 : 59, bd de la Tour d'Auvergne. Tél. 99.30.56.07
ROUEN 76000 : 43, rue des Charrettes. Tél. 35.71.96.22
STRASBOURG 67000 : 11, rue des Bouchers. Tél. 88.36.73.78
TOULON 83000 : 61, cours Lafayette. Tél. 94.93.55.98
TOULOUSE 31000 : 1, rue des Trois Renards. (près place St-Sernin). Tél. 61.22.92.40
TOURS 37000 : 5, rue Henri Barbusse (près des Halles). Tél. 47.38.63.66.
VALENCE 26000 : (Point Standards) Place de la Pierre. Tél. 75.43.75.71.

La maison des BIBLIOTHEQUES

Le plus grand choix de Bibliothèques JUXTAPERPOSABLES®

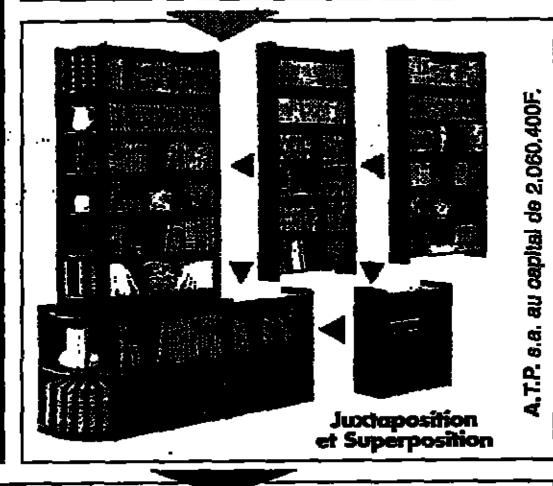
pour créer des ensembles à la mesure de votre espace, de vos besoins, de votre budget...



par simples **JUXTAPOSITIONS** et **SUPERPOSITIONS** à partir de **175 MODÈLES** de notre ligne "Standards", vitrés ou non.

Démontable et déménageable à volonté... votre bibliothèque évolue et s'agrandit au fur et à mesure de vos besoins !





A.T.P. s.a. au capital de 2.060.400F.





18 VERSIONS, TEINTES OU ESSENCES
A gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en version placage frêne clair, composée de 6 meubles juxtaposés. A droite, bibliothèque avec TV incorporée, composée de 12 meubles version acajou, juxtaposés et superposés. La ligne "Standards", suivie depuis plus de 40 ans, est toujours la plus vendue !
REPRISE EN CAS DE NON-CONVENANCE

Demandez nos catalogues gratuits
DANS TOUS NOS MAGASINS OU EN RENVOYANT LE BON CI-CONTRE

Catalogue général "nouvelle édition"
88 pages en couleurs, 600 modèles
de bibliothèques, vitrines, bureaux, meubles coordonnés.
20 lignes et styles
85 coloris, teintes et essences de bois ...

DANS TOUS NOS MAGASINS :
PROJETS D'IMPLANTATIONS ET DEVIS GRATUITS A PARTIR DE VOS PRINCIPALES MESURES
FACILITÉS DE PAIEMENT
CRÉDITS PERSONNALISÉS

"Catalogue vitrines"
bureaux, tables basses, abouts de canapés
102 nouveautés contemporaines

ACTUELLEMENT
et jusqu'au 8 juin 96 dans tous nos magasins profitez de nos
PRIX PRINTEMPS
sur tous les modèles de notre ligne
"STANDARDS"
(versions Essences, sauf acajou et érable).

BON POUR RECEVOIR GRATUITEMENT NOS 2 NOUVEAUX CATALOGUES

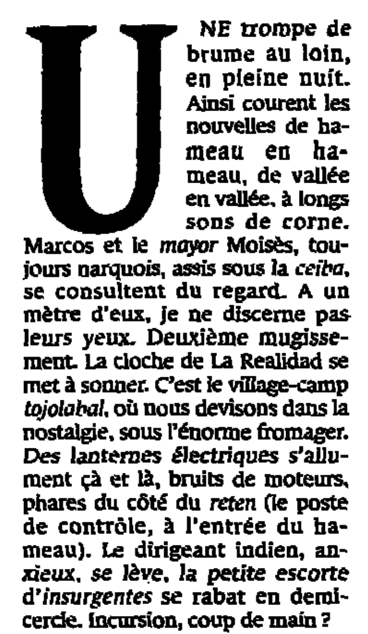
A RETOURNER A :
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES 75680 PARIS CEDEX 14
Veuillez m'envoyer gratuitement et sans aucun engagement, votre catalogue général et votre nouveau "catalogue vitrines" contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, teintes, contenances) sur tous vos *modèles avec les tarifs complets (prix TTC franco pour toute la France)* MO89

Nom ____________
Prénom ____________
Adresse ____________
____
Ville ____________
Code Postal |_|_|_|_|_| Tél. ____________
Profession ____________

Demandes de catalogues 24h/24 par :
Tél: 16 (1) 43 20 73 33 ● Minitel : 3615 LMDB (2,23F la mn.)

La guérilla autrement

Régis Debray s'est rendu au Chiapas. Il y a rencontré le sous-commandant Marcos, chef des insurgés zapatistes en rébellion contre le pouvoir mexicain. L'écrivain et ancien compagnon de Che Guevara raconte



UNE trompe de brume au loin, en pleine nuit. Ainsi courent les nouvelles de hameau en hameau, de vallée en vallée, à longs sons de corne. Marcos et le *mayor* Moisès, toujours narquois, assis sous la *ceiba*, se consultent du regard. A un mètre d'eux, je ne discerne pas leurs yeux. Deuxième mugissement. La cloche de La Realidad se met à sonner. C'est le village-camp *tojolabal*, où nous devisons dans la nostalgie, sous l'énorme fromager. Des lanternes électriques s'allument çà et là, bruits de moteurs, phares du côté du *reten* (le poste de contrôle, à l'entrée du hameau). Le dirigeant indien, anxieux, se lève, la petite escorte d'*insurgentes* se rabat en demi-cercle. Incursion, coup de main ?

Deux minutes après, Moisès revient. Fausse alerte. Ce n'était qu'une Jeep de la Croix-Rouge qui ramenait le cadavre d'un petit garçon victime d'anémie. Il s'appelait Francisco, il avait neuf ans. Sa famille l'avait conduit trois jours plus tôt au dispensaire, à une dizaine de kilomètres, en bordure de la zone zapatiste. Il sera inhumé ici. Le maïs se fait rare, la malnutrition gagne les communautés. Un enfant est mort ce matin. Quelle importance puisqu'il n'est jamais né ? Chez la plupart des indigènes du Chiapas, faute de registre d'état civil, il n'y a pas d'acte de naissance, donc pas d'acte de décès. On enterre à la bonne franquette. La routine.

Pourquoi alors cette soudaine crispation et ces cliquetis d'armes sur l'esplanade où errent poules et chiens, bordée de coquettes cahutes au toit de chaume ou de zinc ? C'est que la sécurité du village a détecté, ces dernières semaines, une ou deux tentatives d'infiltration de civils armés. Il n'est pas sûr que le gouvernement, aujourd'hui, veuille ajouter au mythe le martyre. Circonscrire et laisser pourrir, calcule-t-il, lui est moins dommageable que liquider. Restent les *guardias blancas*, les hommes de main des grands propriétaires terriens. On se doute que les latifundistes donneraient cher pour avoir la peau de Marcos. Ce serait même, dans l'abstrait, la solution la plus économique, qu'on habillerait en règlement de comptes entre chefs, ou en une sombre histoire de *narcos*.

Du Chiapas zapatiste, la première chose à dire est ceci : l'invité y va rencontrer le *subcomandante* et, surprise, il trouve les indigènes. Tzotzils, Chols, Tzeltals, Tojolabals, Zoques, anciens zombies devenus citoyens à part entière, avec ou sans foulard rouge sur le nez. Révoltés anonymes, organisés par communautés entières, sur plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés, depuis les hautes terres froides d'Ocosingo, qui évoquent un paysage d'Auvergne, jusqu'aux épaisseurs étouffantes de la forêt Lacandone, qui rappellent l'Amazonie humide. Un territoire moitié Suisse et moitié tropiques. Une population, avec son administration, ses milices, ses sauf-conduits, ses règlements. Ses *municipios*, ses *ejidos* (terres communales), ses *milpas* (champs de maïs, ou parcelles familiales), ses amphithéâtres de bois édifiés à ciel ouvert, pour les grands rassemblements, surnommés *Aguascalientes* (du nom de la convention révolutionnaire de 1914). Ses basses-cours, ses chevaux et ses vaches. On s'attend à une guérilla, et on tombe sur un peuple – en l'occurrence une mosaïque de *communidades*.

Depuis New York, Paris ou même « Mexico City », on voit les enfants de Zapata par le trou de serrure des caméras : un Zorro au passe-montagne noir, casquette trois étoiles, vareuse marron, cartouchières croisées, sac à dos, pipe à la Che – pourquoi ces bottes déchirées et cette casquette mal recousue ? « *C'est plus scénographique* », me répond-il avec un clin d'œil. Manque le substrat : le monde maya, avec sa mémoire, ses langues, ses costumes, ses cérémonies. Avec ses blessures, sa faim, sa neuve espérance. Et cela change tout. « Marcos », c'est l'interface. Les médias, qui personnalisent par obligation, retiennent seulement le « dehors » occidental, quand la symbolique vedette puise sa force, et sans doute son style, ses fables et ses personnages, dans un « dedans » asiatique et caché.

Guérillero ou superstar ? Ni l'un ni l'autre. Un militant inventif. L'EZLN [l'Armée zapatiste de libération nationale] n'est pas – plus ou pas encore – une guérilla (même si elle a commencé ainsi, il y a dix ans, sur le modèle élitiste du *foco*, l'avant-garde armée). C'est devenu l'organisation d'autodéfense de quelques centaines de milliers d'exclus – sur trois millions d'habitants, le Chiapas compte un million d'indigènes. Et le « *Sub* » n'a pas la publicité pour but mais pour moyen. Les médias, pour lui, c'est la guerre de Clausewitz sur papier journal : du politique prolongé par d'autres moyens. Il a porté des coups à l'establishment ; lequel les lui rend généreusement. Normal.

S'il a pris l'imprimé pour arme et pour interlocuteurs, au départ, quatre organes de la presse écrite, il s'est aussi battu contre le petit écran et les mass media, en ridiculisant, en humiliant les plus puissants, les officiels, et la facture se paye. Quand je lui dis qu'il est parlé du Chiapas, dans un grand journal du soir, comme du dernier rendez-vous de la « *red-set* » internationale, il éclate de rire. « *A la guerre comme à la guerre*, murmure-t-il en haussant les épaules. – *Ils risquent de te transformer en attraction. Pas fameux, non ? – Et puis après ? Zapatur ? Marcos perdra en image, mais les indigènes gagneront en sécurité. C'est l'essentiel. Ils auront plus de chances de manger, et moins de menaces au-dessus de la tête. Bienvenues donc les célébrités. On a besoin de tenir jusqu'à la saison des pluies. Un mois encore, et nous sommes sauvés jusqu'à l'année prochaine.* »

LES pluies commencent à la fin mai. Cela rend les sentiers boueux, peu praticables, et cela empêche surtout les commandos héliportés d'opérer – l'hélicoptère étant la seule menace sérieuse, celle que les paysans n'ont pas le temps d'annoncer aux insurgés, comme ils le font du moindre déplacement terrestre. Quand une « personnalité » monte à La Realidad, elle entraîne quelques journalistes et dissuade, pour le cas où, toute sortie des militaires. Danielle Mitterrand, de passage au Mexique, a annoncé sa venue dans la région où sa fondation a envoyé des fonds pour l'alimentation et les médicaments. Il se réjouit de venir à sa rencontre afin de la remercier. Cela fera une photo dans la presse nationale, donc un répit, et une fissure dans le blocus informatif.

Le maïs, c'est la priorité. Chassés de leurs villages d'origine par l'avancée de l'armée, les paysans peinent de plus en plus à semer et récolter. A « *faire du bois* », combustible essentiel et matériau de base. Les militaires, m'explique le *Sub*, essayent de les acheter en leur offrant de la farine pour les *tortillas*, des haricots, du lait, contre un reniement. Les indigènes zapatistes refusent. Cela peut donner faim, la dignité.

La guerre des images ? Plus qu'une métaphore. Chaque côté filme l'autre. A 10 heures du matin, tous les trois jours, une colonne de blindés traverse lentement La Realidad, le long du chemin de terre principal. Prétexte : amener des vivres au campement militaire de San Quintin, au-delà du rio Euseba. En tête et en queue du convoi, un soldat casqué actionne une caméra vidéo. Et des sympathisants zapatistes, médecins ou travailleuses sociales, prennent des photos en contrechamp. C'est ainsi, me dit-on, qu'on a surpris un jour un conseiller militaire américain juché sur un half-track. Cette faute de goût, le témoignage aidant, ne s'est pas répétée.




Le sous-commandant Marcos et Régis Debray, quelque part dans le Chiapas.

Les lois et garanties constitutionnelles – dont la liberté d'aller et venir – restent en vigueur. Un poste de police, à Las Margaritas, contrôle l'identité des voyageurs, les photographie, mais sans agressivité particulière. Les voitures ne sont pas fouillées. On hésite entre le brutal et le bonhomme. Ce n'est pas une « République libérée » mais une sorte d'Etat dans l'Etat, que ce dernier encercle et voudrait sans doute étouffer, mais poliment, sans stridences inutiles. Pour le moment, l'équivalent en superficie de deux ou trois Corse est calme, malgré les intimidations auxquelles se livrent çà et là les soldats. On s'entre-tue plus dans les Etats voisins, le Guerrero et Oaxaca, que dans cette zone de combats virtuels. Rapport de forces oblige.

> L'invité y va rencontrer le « subcomandante », et, surprise, il trouve les indigènes. Tzotzils, Chols, Tzeltals, Tojolabals, Zoques, anciens zombies devenus citoyens à part entière

Depuis 1988, sur tout le territoire mexicain, on a recensé 421 assassinats de militants de gauche. Etat de droit de basse intensité, le Mexique n'est plus une dictature sans être une démocratie. Le Chiapas n'est ni en guerre ni en paix. Les insurgés ne forment ni une bande clandestine ni un parti enregistré. Les armes sont là pour conforter la négociation, après l'avoir rendue possible. Les autorités dialoguent à présent avec des hors-la-loi, qu'elles pourchassent par ailleurs. Agent de liaison entre le ministre de l'intérieur et les insurgés, Javier Elorriaga, arrêté au moment de l'offensive de février 1995, est aujourd'hui condamné à quatorze années d'emprisonnement. Des indigènes souvent illettrés ont pour assesseurs et invités, à la table de négociation, la crème de l'intelligentsia universitaire (anthropologues, historiens ou juristes). Des guérilleros qui s'efforcent de ne pas tirer un coup de feu, une armée qui fait de l'occupation mais esquive l'affrontement. C'est à qui, dans ce face-à-face, ne rompra pas la trêve. Ici, le premier qui tire aura perdu, car la bataille est psychologique plus que militaire.

Pour un révolutionnaire, l'entre-deux n'est pas une situation commode. Elle enferme Marcos dans ce dilemme ingrat d'être ou bien criminalisé, s'il reprend le combat – qui n'a éclaté qu'une fois, quand il a occupé, le 1er janvier 1994, jour d'entrée en vigueur du traité de libre commerce avec le voisin du Nord, les grandes villes de l'Etat, cinquante morts –, ou bien folklorisé, s'il reste l'arme au pied. Diabolisé comme assassin, s'il répond à la pression militaire en tirant ; ridiculisé comme bluffeur, s'il répond en se retirant. Comment s'extraire du piège ? En sortant du périmètre, en nationalisant toujours plus les enjeux. Le second round de la négociation ne porte plus sur les questions indigènes mais sur la structure du régime. Programme explosif – auquel les zapatistes auront servi de détonateur.

« *Le Chiapas*, me dira Manuel Camacho, l'ancien ministre des affaires étrangères désigné par l'ex-président Salinas pour ramener la paix après l'insurrection de janvier 1994, *c'est le laboratoire de la démocratisation du pays.* » Porté par l'opinion, Camacho a su éviter le pire. La ligne dure du PRI, le parti d'Etat, voulait la guerre sans phrases. Dix ans plus tôt, le jeune Camacho, alors haut fonctionnaire, avait préparé un projet de réforme agraire pour le Chiapas. Sous la pression des caciques, *el señor Presidente* avait alors discrètement enterré le plan de réformes. Résultat : l'explosion.

MARCOS a l'histoire du Mexique dans le sang. Etrange libertaire qui pense en patriote, commande une armée hiérarchisée et réagit en termes communautaires, non individualistes. Car le nouveau zapatisme, la rusticité du leader en moins, c'est la même équation que l'ancien : l'Evangile plus le poncho, la tradition biblique des missionnaires plus la tradition agraire des Indiens déracinés, le tout au service d'une religion de la patrie. Comme en 1910, la restitution des terres et l'expulsion des marchands du temple sont les deux aspirations majeures du soulèvement.

L'empreinte religieuse est évidente, jusque dans l'ordonnancement puritain et discipliné des lieux d'implantation, îlots d'ordre avec quelque chose, à La Realidad du moins, des « réductions » jésuites du Paraguay. Les petits cadeaux personnels sont prohibés, seule la communauté donne et reçoit. Ainsi prévient-on la corruption. On reconnaît un village zapatiste notamment à ce qu'il n'y a pas de gamins qui tendent la main dans les rues, alors qu'à Chamula, encore sous l'emprise des caciques traditionnels, le visiteur est harcelé par des volées de petits mendiants pieds nus, en guenilles. Alcool interdit. Drogue aussi, cela va sans dire. Nudité prohibée. Accès séparés à la rivière pour hommes et femmes, où l'on se baigne le soir, à côté des chevaux. Chacun doit se laver, qui en slip, qui avec blouse et soutien-gorge. Le tout stipulé avec force flèches et pancartes. Il y a une petite église pour la communion du dimanche. Un dispensaire, une école. Des dortoirs avec hamacs. Des petits autels où la Vierge de la Guadalupe jouxte un chromo de Zapata, au mur des baraques. Nourriture frugale : haricots noirs et tortillas. Pas d'électricité. Le soir, on entend chanter en chœur sous les arbres, avant le sommeil des justes. Ecologistes et cœurs purs se sentiront chez eux aux lisières de la forêt Lacandone. Un camp de vacances idéal. Du moins tant que l'armée sera tenue en respect, car chaque nouvelle garnison ramène les impuretés que l'évangélisme des insurgés, un rien martial, s'est efforcé de circonscrire : la marijuana, la tequila et la prostitution.

Sur la façade de l'évêché de San Cristobal, qui fut le siège de Bartolomé de las Casas, le défenseur des Indiens au XVIe siècle, on distingue encore les éclaboussures d'œufs et de fruits pourris lancés par les *coletos* en fureur, les anti-zapatistes du cru. Don Samuel Ruiz, l'évêque de la ville, a des gardes du corps. L'évêque « rouge », mal vu du Vatican, est depuis trente-six ans dans la place. Le gouvernement avait demandé à Rome son rappel avant même la prise de la ville par les zapatistes, jusqu'à s'apercevoir peu après qu'il était l'homme le mieux placé pour servir de médiateur entre l'Etat et les insurgés, de par son prestige auprès des indigènes.

Aujourd'hui, il assiste à un conseil épiscopal. C'est son adjoint dominicain qui me reçoit, Gonzalo Ituarte, douze ans de présence au sein des *comunidades*. Dans le bureau-sacristie, on voit des portraits d'anciens évêques, celui de Jean XXIII, pas celui de Jean Paul II – faute de place, sans doute. Nous évoquons la guerre civile froide, les accusations de l'oligarchie locale contre l'Eglise, les premiers incidents lors de la célébration du cinquième centenaire de la « découverte » de l'Amérique, quand la statue d'un *conquistador* fut renversée sur une place de la ville par des manifestants indiens. « *Je ne suis pas d'accord avec la lutte armée*, me dit-il, *mais j'en comprends les raisons. Les zapatistes luttent pour la même chose que nous. Si je raisonnais en théologien, je parlerais d'une "guerre juste". La situation sociale était intolérable. Mais qu'est-ce qu'une insurrection juste si on extermine tout le monde ? Voyez le Guatemala. Cent cinquante mille morts en vingt ans. Et cinquante mille réfugiés chez nous.* » Nulle trace de découragement, au demeurant, chez ce petit homme jovial et vif qui en tient pour la communion des martyrs et des saints, et pense que « *la vie, comme l'Esprit, triomphe toujours à la fin* ».

AU lendemain matin d'un chaleureux et spectaculaire accueil à La Realidad, point de rendez-vous habituel des visiteurs, Marcos et les siens viennent me tirer d'un hamac réparateur et nous partons à cheval en direction de la forêt. Une petite heure de trot à travers les collines à moitié pelées. Jusqu'à un campement dans une clairière, propret et camouflé, qui me rappelle celui de Nancahuazu, trente ans plus tôt. Assourdissante stridulation de grillons et d'insectes. Des sentinelles tout autour. Le commandant Tacho, membre du comité clandestin révolutionnaire indigène, nous a rejoints. On se met à parler de *lo humano* et de *lo divino*, comme on dit en espagnol, des rapports humains et aussi religieux dans les communautés.

Tacho est catholique mais il ne faut pas en tenir compte. La laïcité est indispensable pour éviter les affrontements interethniques et maintenir l'unité. Ils disent comment l'armée tente de diviser pour régner, en opposant tel secteur, tel credo à tel autre. Marcos, qui a le parler rapide et calme, sans lyrisme, écoute mes objections en tirant sur sa pipe d'un air méditatif. Il raconte combien la solidarité internationale l'a surpris, et combien l'ont déçu les attaques des anciens révolutionnaires d'Amérique centrale, Guatémaltèques exceptés. Combien c'est difficile de vouloir appartenir à tous et à personne, dans le jeu d'exclusions réciproques de la gauche internationale, et combien la cause indigène a besoin d'oxygène extérieur pour parer à tout repli de type fondamentaliste ou racial.



MARTIN POPE/REA

Barrage dressé par les Indiens sur la route menant à Las Margaritas, en 1995.



Internet ne peut-il donner des ailes technologiques à l'internationalisme d'antan ? « *Les sympathisants, oui, mais je ne peux m'en servir moi-même. Avec la localisation par satellite, j'aurais une bombe sur la tête au bout de huit minutes.* » Le Tchétchène Doudaïev n'a pas eu cette prudence. « *Au départ,* résume-t-il, *on croyait qu'on n'en avait pas pour longtemps ; ensuite, on a découvert qu'on n'était qu'un symptôme, une parcelle d'un mouvement de protestation beaucoup plus vaste que nous, y compris à l'étranger.* » Quelques mois plus tôt, malgré le boycottage des nouvelles, un million et demi de Mexicains ont répondu dans les villes au référendum sur les issues à donner à la rébellion.

Que faudrait-il pour qu'il dépose les armes et s'enlève le passe-montagne ? Quand jugera-t-il le but de guerre atteint ? « *Le jour,* me répond-il, *où un indigène pourra jouir des mêmes droits qu'un Blanc en n'importe quel coin de la République ; le jour où le système du parti-Etat sera terminé, et où élection ne sera plus synonyme de fraude. Aujourd'hui, un opposant, ou ils le tuent ou ils l'achètent : c'est cela qui doit changer.* » « *Pas demain dimanche* », lui fais-je observer.

Pourront-ils tenir le coup d'ici là ? « *Dans le pire des cas, on retourne à la forêt. Nous avons déjà résisté dix ans. Nous pouvons replonger dans les catacombes encore dix ans ou plus. Le régime nous sous-estime militairement. Tant mieux pour nous. Pour le reste, c'est vrai, on s'use. Mais les autres aussi, et encore plus vite. Tout le monde ici est vulnérable, mais nous le sommes un peu moins que le gouvernement, celui-là ou un autre. Le temps joue en notre faveur. La situation économique n'est pas près de changer. Pas de doute, nous finirons par gagner. Le seul problème,* ajoute-t-il en riant, *c'est que nous ne savons pas du tout quoi faire après.* »

Etrange alliance de confiance en soi et d'humilité programmatique. Marcos, qui ne manque pas une occasion de se tourner en dérision, ne donne pas l'impression d'être imbu de lui-même. Ce qui ne manque pas de mérite, quand on a un peu, de son vivant, cette sorte de légende qui a rejoint le « Che » à titre posthume. Cet errant reçoit par tous les biais un courrier présidentiel, auquel il ne peut évidemment répondre et qu'il lui faut de plus brûler dans les moments de péril. Il y a de tout. Lettres de détenus des quatre azimuts lui demandant de venir les libérer – il a ouvert les prisons au Chiapas, les premiers jours de l'insurrection. Lettres d'auteurs de pièces de théâtre qui n'arrivent pas à se faire jouer, d'apprentis romanciers en quête d'éditeur, de réformateurs sociaux cherchant un frère en paranoïa. Mais aussi, plus sérieusement, de la veuve et de l'orphelin.

La fonction de Robin des Bois a des inconvénients, surtout en l'absence de secrétariat. Appartenant à cette espèce odieuse au dormeur moyen, celle qui peut se contenter de quatre heures de sommeil par nuit, Marcos, lanterne électrique aidant, dévore consciencieusement livres et imprimés, comme on faisait au temps jadis. Il y a des retards qui donnent de l'avance. Un libraire d'origine française, à San Cristobal de las Casas, m'a glissé sur le chemin du retour : « *Depuis les zapatistes, les gens d'ici regardent moins la télé. Ils viennent acheter des livres. Mes affaires vont mieux.* »

Arriver dans la capitale, c'est comme sauter de l'Orénoque à la Défense. Le Chiapas appartient au Mexique nord-américain comme la Guyane à la République française : même drapeau, autre planète. Les questions pleuvent sur le revenant. Stratégie, style, couleur des yeux, alliances, nocivité... Personne, ici, adversaire ou ami, ne dispute au mouvement l'art de n'être jamais là où on l'attend. Surprendre, déstabiliser, ce n'est peut-être pas assez pour faire une politique, mais cela suffit pour qu'aucune politique ne puisse se faire sans lui.

VIEILLE gauche dogmatique resurgie intacte des décombres ? Graine de Fidel encagoulé masquant un autoritarisme sectaire ? Manipulateur astucieux des masses indiennes enrégimentées ? As de la société du spectacle ? Caudillo classique, rafraîchi par l'humour postmoderne et la lecture de Cortazar, ou bien premier représentant d'un éventuel postcaudillisme ? Tout cela prête à controverse.

« *Il m'étonne pour le pire comme pour le meilleur* », me confie Octavio Paz, pourtant sans tendresse pour les césars révolutionnaires et réfractaire aux naïvetés de gauche. « *Le côté spectaculaire m'agace un peu, mais sa capacité à établir des liens assez profonds avec les groupes indiens est admirable. Ce que je voudrais, c'est qu'il rentre dans la vie politique et qu'il aide à la transition démocratique.* » Je quitte l'accueillante bibliothèque du grand poète historien pour un dîner d'amis. Carlos Fuentes, là, n'y va pas par quatre chemins : « *C'est un fier bonhomme, point final. Il a changé l'histoire de ce pays. Je l'apprécie, je l'admire, et je le dis.* »

Débarquant de sa Colombie décapitée, où il n'y a pas que les terroristes pour l'imaginer en suprême recours et président de transition – « *Pas question, si je me présentais, ils seraient capables de m'élire, une vraie catastrophe.* » – Garcia Marquez opine du bonnet en souriant : Marcos est un confrère par la main gauche mais un Colombien ne peut se mêler des affaires intérieures du Mexique. « *Evidemment la personnalité la plus intéressante de ce pays – qui en compte beaucoup, me dis-je in petto –,* ajoute Julio Scherer, le doyen des journalistes mexicains. *Ce fut aussi, un moment, la plus importante, mais l'aura s'effrite et l'Histoire peut changer de cheval. Les choses vont vite.* »

« *Il a laissé passer son heure, dommage* », renchérit pour sa part Jorge Castaneda, analyste respecté et politique de centre gauche. « *Il ne m'aime pas ; et pourtant, moi, je l'aime bien,* lance l'étincelant Porfirio Munoz Ledo, qui préside le parti d'opposition de la gauche légale, le PRD. *S'il se laisse couper du pays réel par la petite gauche radicale qui est devenue sa cour, ce sera une grande perte pour le Mexique.* » D'autres convives s'en mêlent, et nous voilà partis pour la nuit. Cette ville intense n'est pas faite pour les couche-tôt.

> « Le régime nous sous-estime militairement. Tant mieux pour nous. Pour le reste, c'est vrai, on s'use. Mais les autres aussi, et encore plus vite »

Mexique 1996. Fin de règne, fin de régime, fin d'une époque. Le plus vieux parti d'Etat du monde, fondé en 1929, hésite à tourner la page. Les Etats-Unis observent, inquiets, leur frontière sud avec ces millions de *braceros* affamés par la crise qui poussent derrière les barbelés. Des deux pays, lequel va conquérir l'autre ? Quelle culture l'emportera sur sa concurrente ? Rien n'est joué, à terme. Dans l'immédiat, le *cul-de-sac* est manifeste : un gouvernement qui ne gouverne plus rien, ou à peu près ; des petites villes qui rentrent en dissidence ; la rue qui s'agite, demande des comptes ; des technocrates formés à Yale ou au MIT qui alignent des chiffres sur le papier, et sur Sirius. Un nouveau pacte social se cherche de tous côtés. Certains prédisent une tempête ; d'autres un lent pourrissement.

« *Bienvenue dans l'enfer* », a lancé le *Sub* au nouveau président après son élection. Quand il m'a accueilli, au milieu de la *comandancia* zapatiste, à cheval, avec le sens de l'éclat qui le caractérise, le prophète cinéphile m'a pris par le bras et emmené voir, de l'autre côté d'un ravin, un carré de forêt en flammes : les paysans tojolabal défrichent en brûlant. « *C'est cruel la vie, tu ne trouves pas ? Il faut que le feu passe pour que le maïs repousse. Tu ne peux pas construire si tu ne détruis pas d'abord.* » Il me passe par la tête que la culture par brûlis épuise la terre et dévaste les meilleures forêts, mais après tout, c'est lui qui connaît le terrain. Je ne dis rien et contemple, dans la nuit, flamber cette métaphore d'Apocalypse.

« *On ne veut pas d'une révolution imposée par en haut : elle se retourne toujours contre elle-même. Nous ne sommes pas une avant-garde. On n'est pas là pour fermer mais pour relancer,* m'a-t-il répété dans son campement. *Notre but : donner la parole à la société civile, partout, sous toutes les formes, sur tous les fronts. Nous ne sommes ni les seuls ni les meilleurs. Nous n'avons pas la vérité, ni réponse à tout. Pourvu qu'on suscite les bonnes questions, cela nous suffit...* » Ce « *et maintenant, à vous de jouer* » tranche sur cinquante ans d'avant-garde autoproclamée. Prendre les armes, mais préférer la stimulation à la confrontation : première originalité. *Se poser en force nationale* sans viser le pouvoir d'Etat, sans appétence pour les fonctions de député, gouverneur ou président : deuxième paradoxe. « *La politique autrement* » : c'est déroutant, agaçant, problématique. Mais de nature à concerner, au-delà des frontières mexicaines, tous ceux qui s'exposent aux amers démêlés de l'exercice d'un pouvoir et d'une volonté de justice.

Golfe de Campeche
Tuxla
Ocosingo
San Quintin
San Cristobal de las Casas
Guadalupe Tepeyac
Las Margaritas
CHIAPAS
GUATEMALA
Golfe de Tehuantepec
500 km

C'est le propre des communautés indigènes – *empreinte asiatique* – que le pouvoir y remonte de bas en haut. Ce culte du consensus, ce « *tous ensemble ou rien* », a déteint sur la petite poignée de guévaristes verticaux et sûrs d'eux, à l'ancienne, qui ont *plongé dans l'inconnu en 1984. Ces* Blancs venaient convertir les Indiens à la Révolution, comme leurs ancêtres, jadis, à l'Evangile ; et voilà que les Indiens les ont convertis, eux, à une tout autre conception du monde, horizontale et modeste. *Les uns* ont amené de la ville le sens de l'individu, de la nation et, au-delà, du vaste monde ; les autochtones celui de l'harmonie, du référendum permanent, de l'écoute.

Chaque élément s'est déconstruit et reconstruit au contact de l'autre. Ce métissage de deux microcosmes a fait progresser les deux. Le zapatisme, c'est l'exact opposé, et sans doute l'antidote, du Sentier lumineux péruvien. « *Si nous venions à disparaître,* insiste Marcos, *alors oui, ce serait sauvage et sans espoir. Ce serait la Yougoslavie dans le Sud mexicain. L'Etat fédéral n'aurait plus d'interlocuteur, mais seulement des ennemis.* » *Cette dissidence ombrageuse joue,* très probablement, un rôle fédérateur et constructif. Elle ressoude au corps national ce qui risquerait autrement de s'en séparer, voire de le faire éclater.

> Sans promettre la lune, les zapatistes mobilisent. Ils ont transformé des centaines de milliers d'hommes-objets en sujets de l'histoire

Un rebelle des confins, on l'envoie toujours balader avec un sobriquet coupe-feu : « *romantique* ». L'homme au passe-montagne rassure par son côté terre-à-terre, le sens du détail pratique venant tempérer l'indispensable mégalomanie – il en fallait, j'imagine, pour supporter « *la longue traversée de la douleur à l'espérance* », soit onze années de moustiques, de haricots noirs et de travail clandestin, *une décennie* avec les pieds mouillés, sans chocolat et sans conférence de presse. Et maintenant, l'ordre du jour ? « *Gagner,* me répond-il. *Et trouver du maïs.* » Pas de rhétorique chez ce poète ; s'il parle volontiers de la mort, il *ne paraît pas doué pour* le suicide. Un pied dans la longue durée indigène, un autre chez les hommes pressés de la mégapole.

Difficile, ce grand écart entre la mémoire et les urgences. Lequel l'emportera sur l'autre, le temps long des *mayas* ou le temps court des *yuppies* ? Hamlet, *that is the question.* Les cultures orales sont à rythme lent, on y délibère en prenant son temps, échelon par échelon. En terre zapatiste, désarroi des urbains hâtifs, il faut toujours attendre, sous la pluie ou le soleil ; les indigènes consultent et laissent passer les heures avec une souriante indifférence.

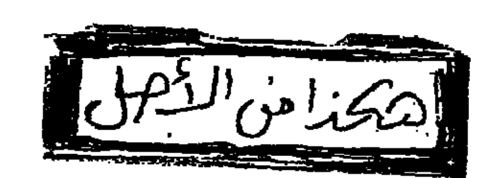
REFUSER les jeux et délices du pouvoir, à l'instar d'une *gauche de témoignage,* protestataire et moralisante, tout en se donnant en même temps les moyens de la force, à l'instar d'une gauche volontariste et sans illusions, cela fait une gageure insolite. Pour la gestion de la dissidence, et *la digestion des* opposants, le système mexicain est le premier du monde – le PC soviétique eût-il envoyé une mission d'information auprès du Parti révolutionnaire institutionnel que l'Union soviétique serait sans doute encore debout. Pas de lame d'acier qui ne fonde dans cet estomac. *Les insurgés le savent. Le* ni-ni zapatiste – ni guérilla ni parti –, on peut y voir une façon de fuir l'épreuve du réel et des responsabilités.

Demandons-nous plutôt si ces Mexicains ne sont pas en train d'inventer un nouveau réalisme. Une assez bonne façon de ne pas *éteindre le feu de la révolte sous* des cendres d'Etat. Assumer jusqu'au bout la fonction tribunitienne de défense des opprimés, mais par une menace de nuisance et l'affichage d'une certaine capacité à monter aux extrêmes, et pas seulement par des défilés dans la rue. C'est l'équivalent d'une dissuasion du faible au fort. *Une* troisième voie entre l'incantation verbo-radicale et la résignation démocrate-réaliste ? Localement, cela a fonctionné. Sans promettre la Lune, les zapatistes mobilisent. Ils ont transformé des centaines de milliers d'hommes-objets en sujets de l'Histoire.

C'est du moins ce que je me disais en observant la fierté avec laquelle nous regardait, près d'Oventic, dans les Altos, ce petit milicien de seize ans qui, perdu dans la brume, en capuche et tenue kaki, montait stoïquement la *garde avec des camarades devant Aguascalientes III,* l'un des endroits aménagés par les indigènes pour recevoir les milliers d'étrangers attendus cet été pour la rencontre « *entre galaxies, contre le néo-libéralisme* ». Après nous avoir fait attendre une heure derrière un barbelé, le temps d'aller consulter par radio les échelons supérieurs – histoire de vérifier qu'il y avait accord général pour nous voir franchir l'enceinte sacrée –, il nous fait visiter le résultat de plusieurs mois de travail à mains nues : les cuisines, les cantines, les dortoirs, le tout en palissades de bois coupé sur place, et, adossé à la colline, un amphithéâtre de gradins en planches autour d'un vaste terre-plein de terre battue – l'équivalent du *Aguascalientes I* détruit par l'armée à Guadalupe Tepeyac. « *Les militaires cherchent depuis une semaine l'affrontement avec nos forces. Mais nous avons donné notre parole et nous respecterons le cessez-le-feu* », nous lance-t-il, le regard droit. *Nuestras fuerzas, nuestra palabra.* Les yeux de l'adolescent brillent de fierté.

Le Mexique compte cent millions d'habitants, et seulement quinze millions d'indigènes... Les insurgés, sauf à pourrir sur pied, devront multiplier les passerelles entre marges et majorités, clandestins et légalistes. *Un simple « Paumés de tous les pays, unissez-vous »* ne renversera pas le néo-libéralisme du jour ; les zapatistes ne disent pas avoir trouvé la clé de l'énigme, ce n'est pas une doctrine. Mais à San Cristobal, sur le marché indien, un *corrido* scande à tue-tête dans une radiocassette : « *Marcos ès toda la gente, Marcos ès un camarada.* » « La fin des utopies », ce n'était donc pas la reddition. Mais un retour à l'essentiel : la résistance.

© Régis Debray



L'ascension du nationalisme hindou

par Christophe Jaffrelot

LES élections générales qui viennent d'avoir lieu en Inde ont permis au Bharatiya Janata Party, connu pour son nationalisme hindou, de devenir le premier parti à la Lok Sabha, la Chambre basse du Parlement. Cette formation confirme ainsi sa montée en puissance : de 2 sièges en 1984, elle était passée à 85 en 1989 puis à 121 en 1991.

Son succès ne doit cependant pas être exagéré : le BJP a largement bénéficié des faiblesses de ses opposants. Le parti du Congrès reste en tête en termes de suffrages exprimés, mais il a souffert de nombreuses dissidences ainsi que du manque de charisme et de sens politique de son leader. Quant à la « troisième force », centrée sur le Janata Dal, elle n'a pas pu inclure le parti intouchable, le Bahujan Samaj Party, influent dans le Nord. Ces divisions ont aidé le BJP à remporter de nombreux sièges dans les Etats du Nord et de l'Ouest, tandis qu'il reste marginal dans la plupart des Etats du Sud et de l'Est.

Le BJP n'a pas renoncé à l'*hindutva*, thème éminemment xénophobe selon lequel l'identité indienne doit se résumer à la culture hindoue, mais sa propagande vise davantage la corruption du parti du Congrès, *« la vente de l'Inde aux multinationales »* dans le cadre de la libéralisation économique et les menaces que le gouvernement Rao fait peser sur l'unité nationale.

Seul ce dernier volet se rattache directement à l'idéologie nationaliste hindoue puisque le BJP dénonce pêle-mêle la pérennisation des droits coutumiers (dont la charia) aux dépens d'un code civil uniforme, l'entrée d'immigrés clandestins du Bangladesh et le laxisme du pouvoir envers les séparatistes cachemiris, eux aussi musulmans.

Au total, si le BJP a bénéficié d'une certaine banalisation du discours nationaliste hindou (dont témoigne un récent arrêt de la Cour suprême selon lequel faire campagne au nom de l'*hindutva* n'est pas répréhensible parce qu'il ne s'agit pas là d'un concept religieux mais d'un mode de vie national), le parti ne s'est pas présenté devant les électeurs au nom d'un hindouisme militant.

En fait, ce parti a surtout tiré profit d'une certaine désaffection du citoyen indien envers l'establishment politique liée à la corruption, voire à la criminalisation du politique. L'affaire de pots-de-vin, dévoilée en janvier, qui a conduit sept ministres du gouvernement Rao parmi les plus impliqués à démissionner, a finalement favorisé le BJP, bien que son président, L. K. Advani, ait aussi été mis en cause, ce qui l'a amené, lui, à renoncer à son siège de député.

Les classes moyennes urbaines semblent particulièrement sensibles au discours du BJP, mêlant fermeté nationaliste et intégrité morale. Comme les hautes castes des campagnes du Nord, elles apprécient aussi l'opposition du parti aux quotas que l'Etat a récemment accordés aux basses castes dans la fonction publique : cette politique de discrimination positive y ampute leurs débouchés et renforce la conscience politique d'une plèbe jusqu'alors soumise.

Le BJP est donc autant apparu à ses électeurs comme un mouvement idéologique que comme un instrument de statu quo social et de changement politique. Mais peut-il être le pivot d'une coalition d'alternance ?

Le BJP n'est que le front politique d'un mouvement bien plus ample, centré sur le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) (l'Association des volontaires nationaux). C'est de cette organisation secrète et disciplinée que procèdent ses cadres. Chaque fois que le parti a dilué son engagement doctrinal par opportunisme politique, la « maison mère » a su le rappeler à l'ordre. Les chefs du RSS préfèrent sans doute, aujourd'hui, maintenir le BJP dans l'opposition, plutôt que de le voir rassembler une majorité hétéroclite autour de lui.

De fait, les nationalistes hindous attendront sans doute leur heure, tandis que le parti du Congrès, la « troisième force » et d'autres formations régionales s'efforceront de tenir ensemble une coalition dont le principal objectif sera de faire barrage au BJP et qui se révélera trop disparate pour durer. Suivant un tel scénario, le BJP pourrait apparaître comme la seule autre solution nationale à l'occasion d'élections anticipées.

Que le BJP accède au non au pouvoir, son score va lui permettre de peser davantage sur le débat politique. Même s'ils négocient plutôt de façon pragmatique avec les multinationales implantées dans les Etats qu'ils gouvernent (le Maharashtra, le Gujerat et le Rajasthan), les nationalistes hindous s'opposent aux investissements étrangers dans des secteurs autres que les infrastructures, ce qui risque de contrarier la réforme économique en cours dans son volet extérieur. Le BJP est par contre acquis au libéralisme à usage interne, et même aux privatisations.

S'agissant du Cachemire, le RSS prône la répression à outrance – y compris contre les camps d'entraînement qu'il dit situés au Pakistan –, et le BJP était hostile à la tenue d'élections dans cette région avant le retour des hindous qui l'ont fuie. Le maintien, ou non, de cette consultation prévue pour la fin du mois sera le premier test de l'influence dont jouissent désormais les nationalistes hindous.

Christophe Jaffrelot
est chercheur au CNRS et au CERI.

Le « politiquement correct » à la française

par Eric Fassin

HARCELEUR » ou *« harcelé »* ? s'interroge en première page, à propos du poète Derek Walcott, *Le Monde* du 9 mai. Nul n'en sait rien, au moins jusqu'au procès. L'auteur de l'article en convient mais n'hésite pourtant pas à conclure : *« Toujours est-il que sa mise en accusation (...) témoigne, une nouvelle fois, des progrès du « politiquement correct » dans les universités américaines. »*

Est-ce bien sûr ? Dans les deux cas rapportés, aujourd'hui comme en 1992, le Prix Nobel ne se voit pas seulement reprocher des *« remarques »* suggestives ou un *« style d'enseignement »* trop ardent : il est accusé par ses étudiantes de chantage à l'examen. Il ne s'agirait pas de propos ambigus, ni même d'une séduction maladroite, mais d'une menace directe. Que l'accusation soit fondée ou non, *« toujours est-il que »* les termes de ces deux plaintes ne sont nullement *« la manifestation d'une idéologie »* spécifiquement américaine de la *« vertu »* : à défaut des moeurs, la vertu ne s'accommode pas mieux en France du chantage sexuel.

D'ailleurs, les exemples que prend le journaliste américain Richard Bernstein dans son essai polémique contre la *« dictature de la vertu »* relèvent d'une autre définition du harcèlement sexuel : non pas le chantage ou *« quid pro quo »*, simple extension de l'abus de pouvoir, mais *« l'environnement hostile »*, qui ne se limite pas aux rapports hiérarchiques. La loi américaine reconnaît qu'empoisonner l'atmosphère de travail d'une femme, en tant qu'elle est femme, constitue une forme de discrimination sexuelle. En France, le législateur a renoncé à cette seconde définition, parce que, trop ample, elle laisse la part belle aux interprétations subjectives, et ferait ainsi le lit d'une guerre des sexes « à l'américaine ».

En effet, depuis dix ans qu'elle lui a accordé sa reconnaissance unanime, la Cour suprême des Etats-Unis n'a pas réussi à expliciter clairement les critères de *« l'environnement hostile »*. L'existence de cette forme seconde du harcèlement ne fait aucun doute, mais les limites en sont rien moins qu'assurées. Aussi la définition imprécise prête-t-elle le flanc aux abus, et du même coup à la critique. Mais tel n'est pas le cas dans le procès intenté au poète antillais : les termes de l'accusation relèvent d'une logique incontestée, tant en France qu'aux Etats-Unis. Rien de flou dans le chantage, guère de marge d'interprétation. Seuls restent à établir les faits.

Il serait naïf de croire que le harcèlement sexuel n'existe que dans l'esprit des féministes américaines

Car bien sûr, il est fort possible que ces accusations répétées ne soient pas fondées. Elles témoigneraient alors des fortes tensions, tant sexuelles que raciales, qui traversent effectivement les campus, et singulièrement la relation pédagogique, aujourd'hui aux Etats-Unis. Elles confirmeraient que le registre du *« harcèlement sexuel »* est aussi disponible pour signifier d'autres problèmes : c'est sans doute devenu un langage de prédilection pour exprimer de multiples griefs. Il serait pourtant bien naïf, ou du moins optimiste, de croire que le harcèlement sexuel n'existe que dans l'esprit des féministes américaines.

Ce n'est pas sans arrière-pensées que certains prennent plaisir à rappeler (à juste titre) les cas d'accusations abusives, qu'elles soient mensongères ou exagérées, sans prendre la peine (oubliant la justice) de souligner l'importance du harcèlement dans le monde du travail, y compris à l'université, comme d'autres (mais ce sont souvent les mêmes) manifestent une lucidité partielle en dénonçant les abus de la *« discrimination positive »* au profit des femmes ou des minorités, mais trahissent un aveuglement partial devant la discrimination bien réelle qu'elle a pour vocation de compenser.

La vigilance sélective nous en dit long, non pas sur les scrupules moraux, mais sur les choix idéologiques de chacun. Surtout, elle n'est pas sans effets, si elle donne à croire au lecteur que l'Amérique serait aujourd'hui dominée par un *« maccarthysme de gauche »* triomphant. Enfin, il faut le redire, malgré la mode intellectuelle française, le *« politiquement correct »* n'est pas le plus grand des maux qui accablent les Etats-Unis (ou qui menacent la France). Le sens de la perspective, et des proportions, sinon de la mesure, voilà sans doute ce qui fait le plus défaut dans ces tableaux inquiétants.

Si les plaintes pour harcèlement contre Derek Walcott, coupable ou victime, ne sont donc pas nécessairement *« américaines »*, en revanche, on peut penser que le discrédit jeté *a priori* sur ces étudiantes dans les colonnes du *Monde*, grâce à la dénonciation rhétorique du « politiquement correct », manifeste une fois encore une idéologie *« bien de chez nous »*. Sans doute faut-il *« prendre avec précaution »* ces accusations (comme *toute* accusation), mais, en matière de harcèlement comme de viol, la nécessaire présomption d'innocence de l'accusé ne doit pas se transformer en présomption de culpabilité des plaignantes, sous peine d'alimenter un sexisme ordinaire avec les approximations d'un anti-américanisme facile.

Eric Fassin, *sociologue et américaniste, enseigne à l'Ecole normale supérieure.*

Robert Hue, secrétaire national du PCF

« Les communistes français ont définitivement écarté toute idée de modèle »

Le successeur de Georges Marchais reconnaît qu'il doit encore convaincre les Français que son parti a complètement rompu avec son passé stalinien. Il se dit toutefois résolu à rester fidèle au « beau mot » de communisme, qui porte en lui l'idée de « communion »

ROBERT HUE, secrétaire national du PCF, était l'invité, dimanche 12 mai, sur France-Culture, du « Rendez-vous des politiques », une émission organisée en association avec *Le Monde*, à laquelle participaient également Alain Finkielkraut, philosophe, Alain-Gérard Slama, historien des idées, et Philippe Sollers, écrivain.

LE MONDE. « Une enquête de la SOFRES publiée il y a quelques jours par *L'Humanité* montre que des électeurs potentiels du PC hésitent à voter pour lui parce qu'ils le perçoivent comme *« un parti encore ambigu sur son passé »*. Pour dissiper cette méfiance, ne devrez-vous pas aller jusqu'à renoncer, comme les communistes italiens, au mot même de communisme ?

– Il est vrai que cette enquête fait apparaître un blocage chez des Français qui ont de la sympathie pour le Parti communiste et qui ne perçoivent pas suffisamment la rupture qu'il a opérée avec son passé. Nous devons donc persister dans la réflexion sur ce passé en revisitant notre histoire, sans complexes, et aussi en pratiquant un type de militantisme qui s'associe à ces changements nécessaires.

– LE MONDE. Dans votre livre, *Communisme : la mutation* (Stock), vous écrivez que, si vous aviez participé au Congrès de Tours, en 1920, qui a conduit à la séparation entre socialistes et communistes, vous auriez voté avec Cachin contre Blum. Donc, vous n'avez pas de regrets ?

– Si on identifie le communisme d'aujourd'hui au modèle soviétique, il est évident qu'on ne peut pas s'inscrire dans cette démarche. Mais, pour moi, le communisme n'est pas né avec le Congrès de Tours, il n'est même pas né avec la révolution bolchevique, c'est un beau mot français qui traduit, dans l'esprit de l'époque et du XIXe siècle, une grande volonté de libération humaine. Celle-ci s'est inscrite ensuite dans une pratique politique qui n'a pas été fidèle à la démarche d'origine. La dogmatisation du communisme est devenue la source d'une véritable caricature. Nous devons donc mieux montrer combien nous avons rompu avec le mode de pensée soviétique, et, pourquoi ne pas le dire ?, je pense que nous n'avons pas rompu assez tôt. Chacun sait bien qu'au moment du XXe congrès du Parti communiste soviétique les communistes auraient pu prendre leurs distances avec ce qu'avait été le stalinisme et ce qu'il était encore à bien des égards. Ils ne l'ont pas fait à l'époque. En revisitant notre propre histoire, nous voyons qu'il n'y avait pas seulement ce modèle de référence extérieur ; il y avait aussi dans notre propre pratique politique les éléments d'un stalinisme à la française.

– LE MONDE. Un geste symbolique tel que l'abandon du mot de communisme ne serait-il pas un moyen de manifester votre volonté de rupture ?

– S'il y a un geste symbolique à faire, pour moi, ce n'est surtout pas de renoncer au mot de communisme. Au contraire, il faut lui donner toute la puissance de son identité. Le communisme, je le répète, ce n'est pas la caricature qu'on en a donné à l'Est. Dans ce mot, il y a l'idée de communion, mise en commun.

– PHILIPPE SOLLERS. On pourrait se demander, du communisme ou du socialisme, lequel de ces mots est le plus usé. En revisitant votre histoire, vous serez conduits à accomplir plus qu'une visite touristique ou un changement de décor, vous devrez reprendre les choses à la racine. Vous-même, vous êtes né en 1946, comment avez-vous vécu les événements de 1968 ? Et quel est votre jugement sur François Mitterrand ?

– En 1968, je suis déjà dans la vie active, infirmier à Paris et militant communiste (j'ai adhéré en 1963). Je ressens profondément l'aspiration à changer les choses. Mais la réponse que j'apporte à l'époque – je le dis *a posteriori* – ne me semble pas adaptée, c'est une réponse de transition, plutôt socialiste, alors que je devrais pouvoir apporter une réponse plus communiste.

– P. S. Donc, plus révolutionnaire...

– Profondément révolutionnaire. Le retard pris par le PCF en 1956 fait que je suis encore dans la *matrice* du passé. Le Parti communiste m'a beaucoup apporté comme à tous les militants de ma génération. Je suis d'une famille ouvrière très modeste, j'aurais voulu être médecin. Si je suis infirmier, c'est pour des raisons qui ne tiennent pas seulement à ma capacité d'aller en faculté de médecine, mais à des raisons sociales. J'ai donc déjà envie que les choses bougent, mais je ne trouve pas alors les chemins appropriés : je continue de plaider pour la recherche d'un programme commun et une volonté d'union, mais non pour les solutions révolutionnaires qu'il faudrait sans doute apporter dans cette période.

» Sur François Mitterrand, mon regard, comme celui des Français, est assez contrasté. Je n'oublie pas qu'aussitôt après avoir signé le programme commun il a annoncé qu'il allait prendre trois millions de voix aux communistes.

– LE MONDE. Et il l'a fait...

– Il l'a fait, au nom du rééquilibrage de la gauche. Il fallait, disait-il, que le PC soit moins fort pour que la gauche gagne. La démonstration a été faite, en 1993, que le PC a été affaibli et que la gauche a perdu

– P. S. *Oui, mais elle avait gagné en 1981.*

– Sans doute, mais pour faire quelle politique ? C'est cela la question. François Mitterrand a fait alors un choix politique en rupture avec les engagements pris.

– ALAIN FINKIELKRAUT. Pour en revenir au mot de communisme, que vous rapprochez de celui de communion, le mouvement gauchiste était aussi guidé par l'utopie de la communion. Mais si vous menez la critique jusqu'au bout, n'êtes-vous pas conduit à établir un lien entre l'idéal de la communion et la déchéance totalitaire ? Car si communion il y a, quelle est la place de la discorde ? Une véritable réconciliation avec la démocratie, dans ce qu'elle a d'inachevé, ne passe-t-elle pas par le deuil d'une certaine espérance fusionnelle ?


DESSIN PATRICK LESTIENNE

– Je ne pense pas qu'il puisse y avoir de mouvement porteur qui soit en quelque sorte un deuil d'espérance. Il faut aujourd'hui donner les moyens aux hommes et aux femmes de ce pays, de cette planète, d'espérer en un monde meilleur. Je ne veux pas figer le communisme dans un cadre, je n'ai pas de réponse achevée sur la nature de la société à construire. Le modèle soviétique a échoué et le modèle social-démocrate, visant à adapter la société, ne fonctionne pas non plus. Nous avons rarement connu une société où les inégalités soient si fortes et les souffrances si violentes.

– ALAIN-GÉRARD SLAMA. En vous entendant, j'ai cru entendre le discours de Jacques Chirac contre la « fracture sociale », l'exclusion, la souffrance des plus démunis. N'avez-vous pas le sentiment de draguer les mêmes eaux ? Cela ne vous rappelle-t-il pas la vieille diagonale entre les communistes et les gaullistes ?

– Etant moi-même candidat à la présidence de la République, j'étais attentif aux propos du candidat de droite, Jacques Chirac, et je voyais bien que son discours traduisait une grande réalité. Sur la fracture sociale, le constat était le même. J'en étais même à penser qu'il reprenait une bonne partie de mon programme. Mais son discours avait un caractère *démagogique*. Il l'a confirmé, une fois élu, en particulier depuis son discours du 26 octobre, qui a rompu avec celui de sa campagne électorale. Les moyens de s'attaquer à la fracture sociale ne sont pas mis en œuvre.

Au contraire, cette fracture est plus béante que jamais. Pourquoi ? Parce que toute politique visant à améliorer la situation sociale doit prendre ses distances avec les marchés financiers. Or Jacques Chirac a cédé aux marchés financiers.

– P. S. Pouvait-il faire autrement ?

– On pouvait faire autrement. Le pouvait-il, lui ? S'il s'inscrit dans la politique de droite pour laquelle un grand nombre de gens l'ont élu, il choisit les marchés financiers. Je n'avais pas d'illusions sur Jacques Chirac. Il reste qu'une autre politique peut être menée, y compris avec Jacques Chirac au pouvoir, parce qu'une partie de la politique mise en œuvre tient aussi à la façon dont le mouvement social se fait entendre. Quand je vois qu'on propose des économies drastiques, 60 milliards de francs, je me demande dans la poche de qui on va les prendre. Ce seront toujours les mêmes. La situation est gravissime. Elle ne peut pas aller dans le sens d'une réduction de la fracture sociale. Ce qui ne signifie pas que, sur certains aspects de la politique menée par Jacques Chirac, je ne regarde pas les choses avec intérêt.

– LE MONDE. Dans votre livre, vous proposez de *« dépasser le capitalisme »* ? Qu'est-ce que cela signifie ? Sortir du capitalisme ? Le rendre meilleur ?

– Je n'aspire pas à une société capitaliste meilleure, mais à une société débarrassée du poids écrasant de l'argent-roi.

– LE MONDE. Ce sera encore le capitalisme ou ce ne sera plus le capitalisme ?

– Je crois qu'il peut y avoir aujourd'hui, dans la société française, dans son mode de production actuel, des réformes profondes telles que l'on dépasse le capitalisme. Si on va vers une autre utilisation de l'argent, si on taxe différemment les revenus financiers, si on introduit des réformes de nature à mettre l'argent au service de la société, il y aura des ruptures.

– LE MONDE. En restant dans le capitalisme ?

– Les modifications toucheront à son essence même, en provoquant une sorte de mixité conflictuelle.

– P. S. Il y a, au sein même de votre parti, ceux qui veulent aller plus vite dans la rénovation et ceux qui tirent en arrière. Est-il vrai, comme le dit la rumeur, que votre prédécesseur, Georges Marchais, appartient à la seconde catégorie ?

– On m'oppose en effet à Georges Marchais ou on l'oppose à moi. Il y a aujourd'hui au Parti communiste de larges possibilités d'exprimer sa sensibilité. Chacun le fait à sa manière. Mais, d'une façon générale, je sens un immense accord, dans le parti, avec les mutations en cours. Je leur donne une accélération, puisque j'ai été élu pour cela, mais ce renouvellement profond est parti de loin. Je mets le meilleur de moi-même dans cette transformation, qui touche à notre identité même, pour nous permettre d'être non pas moins communistes, mais mieux communistes.

– P. S. Puisque nous parlons de « l'argent-roi », quelle est votre opinion sur ce qui se passe à la télévision, dans le service public ?

– Je suis très choqué quand j'entends les sommes en jeu. Cela ne met pas en cause le talent des animateurs, mais ces chiffres me donnent un peu le vertige. J'ai dit quelle était mon origine sociale, et je continue de vivre comme j'ai toujours vécu. Tout ce qui participe du gâchis financier me pose problème. On peut faire une télévision avec l'argent public, sans le gaspiller. Dans une société moderne, où une grande partie des recettes de la télévision provient de la redevance, on est au moins en droit d'attendre plus de transparence.

– A. F. Vous vous souvenez de la célèbre formule de Guy Mollet : *« Le PC n'est pas à gauche, il est à l'Est. »* La formule est un peu abrupte, mais vous l'avez plus ou moins ratifiée en reconnaissant qu'il y avait eu allégeance au modèle soviétique. Cette allégeance, le PCF s'en est affranchi. Que reste-t-il, avec la Russie d'aujourd'hui, de ce lien ancien ? Le PCF est-il favorable au candidat communiste plutôt qu'à Boris Eltsine ? Et comprenez-vous l'inquiétude des petits pays d'Europe de l'Est qui réclament la protection de l'OTAN contre leur grand voisin parce qu'il y a, selon eux, une sorte de continuité entre l'impérialisme tsariste, l'impérialisme soviétique et les tentations impériales de la Russie actuelle ?

– La formule de Guy Mollet n'était pas juste. C'est le même Parti communiste, aux pratiques staliniennes, qui a contribué à écrire les plus belles pages de l'histoire de notre peuple, en 1936, dans la Résistance ou dans la lutte contre les guerres coloniales. L'histoire du Parti communiste ne s'identifie pas seulement aux défauts que nous dénonçons, mais aussi à la lutte contre l'injustice et les inégalités.

> Je n'aspire pas à une société capitaliste meilleure, mais à une société débarrassée du poids écrasant de l'argent-roi

» Pour nous, l'idée d'un modèle est complètement écartée. Nous n'avons pas à regarder vers l'Est pour nous déterminer. Le lien est rompu, définitivement rompu. Mais ceux qui ont voulu mettre un terme au régime soviétique ne s'attendaient pas que la thérapie de choc ultralibérale ait l'allure qu'elle a aujourd'hui. Quand je vois qu'on donne des milliards à Boris Eltsine, y compris le gouvernement français, alors qu'il est en train d'écraser la Tchétchénie, je me dis qu'il y a dix ou quinze ans on m'aurait demandé de m'exprimer sur une telle intervention, et je voudrais que ceux qui se taisent sur la Tchétchénie parlent.

– P. S. Cela vous distingue de Chirac...

– Oui, nettement.

– A. F. Ziouganov lui-même, le dirigeant communiste, veut reconstituer l'empire, et c'est de cela que les petits pays d'Europe de l'Est ont peur.

– Tout ce qui est de nature à reconstituer ce qui a été dans le passé source de domination est à rejeter. Cela dit, il ne faut pas abandonner une domination pour en rechercher une autre. Sous quelle domination ces petits pays veulent-ils se placer ? Sous le bouclier de l'OTAN. Mais l'ultralibéralisme aujourd'hui mis en œuvre en Russie est soutenu par les Etats-Unis et l'OTAN. Le Parti communiste français ne soutient aucun candidat en Russie. Ce que je constate, c'est un rejet de la politique de Boris Eltsine.

– LE MONDE. Dans quelques mois sera commémoré le quarantième anniversaire de l'insurrection hongroise et de son écrasement par les troupes du pacte de Varsovie. Le PCF a désapprouvé en 1968 l'intervention en Tchécoslovaquie. Il n'a toujours pas condamné, à ma connaissance, celle de 1956 en Hongrie. Rétrospectivement, la condamnez-vous aujourd'hui ?

– Ce que j'ai dit sur le XXe congrès du PCUS et sur le fait qu'à cette époque nous n'avions pas suffisamment pris nos distances par rapport à ce modèle de pensée vaut aussi pour les interventions de l'époque.

– LE MONDE. C'était donc une erreur...

– Oui. Certes, il faut regarder exactement ce qu'était l'évolution de ces pays, mais je ne peux pas m'inscrire dans tout ce qui participe d'une démarche...

– P. S. Impériale...

– Imprégnée d'une domination, d'une pratique, qui ont été celles du stalinisme, c'est clair et sans ambiguïté.

Propos recueillis par Thomas Ferenczi

L'homme de la « mutation » ?

IL N'EST PAS – encore – député et n'a jamais été secrétaire de fédération. *« Je suis simplement maire, militant parmi les militants »*, aime à répéter cet élu de Montigny-lès-Cormeilles, dans le Val-d'Oise. Il n'est pas métallo, comme Georges Marchais, parle des *« gens »* plutôt que des *« travailleurs »*, peut-être parce qu'il est infirmier de profession. Membre – discret – du comité central du PCF depuis 1987 et du bureau politique depuis 1990, adoubé par son prédécesseur pour lui succéder à la tête du PCF en janvier 1994, Robert Hue fut la grande surprise du 28e Congrès. Deux ans plus tard, le nouveau secrétaire national du PCF, nommé pour ne pas brader l'héritage, continue de surprendre.

Fils d'un maçon et d'une ouvrière du textile, petit-fils d'un cheminot de la SFIO qui, au congrès de Tours, en 1920, préféra rallier la majorité communiste, Robert Hue *« a eu la chance*, dit-il, *d'avoir des parents communistes »*. Il adhère aux Jeunesses communistes à seize ans, juste après la manifestation anti-OAS du métro Charonne, à Paris, en février


ROBERT HUE

1962. L'année suivante, il entre au Parti communiste. En 1977, à vingt-neuf ans, il enlève la mairie de Montigny-lès-Cormeilles. En 1988 il est élu dans le canton de Cormeilles-en-Parisis, la ville où il est né. Passionné d'histoire, et notamment d'histoire locale, Robert Hue a consacré trois livres au Parisis et prépare une biographie de... l'abbé Suger.

Le successeur de Georges Marchais se veut l'homme de la *« mutation »*. Depuis qu'il en a fait un livre (*Communisme : la mutation*, 1995), ce mot-étendard fait le miel de tous les militants. A quarante-neuf ans, Robert Hue a le visage de sa nouvelle politique : barbe poivre et sel rassurante, sourire jovial, regard où brille un enthousiasme indéfectible. S'il n'a guère amélioré le score électoral du PCF (8,64 % à l'élection présidentielle), il peut se flatter d'avoir fait porter, comme il le dit, *« un regard nouveau sur le parti »*. Aussi continue-t-il d'afficher sa volonté d'ouverture. Sur la scène internationale : il a reçu, le 11 mai, les dirigeants de quinze partis communistes ou « progressistes » européens. Sur le plan intérieur : il a réuni à Bercy, il y a un mois, les principaux responsables de la gauche.

Aujourd'hui, Robert Hue prépare *« son »* premier vrai congrès, le 29e du PCF, en décembre. Il ne dispose plus que de quelques mois pour convaincre, dans ses propres rangs, ceux qui, à l'été 1995, attaquaient sa ligne d'*« opposition constructive »* face à Jacques Chirac ou qui, aujourd'hui, s'interrogent sur la nature de son dialogue avec le Parti socialiste.

Ariane Chemin



Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction :
Thomas Ferenczi, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann,
Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhomeau, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance
SIÈGE SOCIAL : 21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : (1) 42-17-20-00. Télécopieur : (1) 42-17-21-21 Télex : 206 806 F

Les désenchantements du couple franco-britannique

Suite de la première page

« Dans ma circonscription, assure Douglas Hurd, ancien secrétaire au Foreign Office, *la monnaie unique ne vient qu'au 7e ou 8e rang des préoccupations des électeurs. On n'en parlera guère pendant la prochaine campagne législative. »*

Plus généralement, la politique économique du tandem Chirac-Juppé inspire aux Britanniques pas mal de scepticisme et un brin de condescendance. *« Comme tant d'autres, Chirac remporte plus de succès à l'extérieur que dans son pays »*, note Geoffrey Howe, prédécesseur de Douglas Hurd au Foreign Office. On regrette à Londres, plus qu'ailleurs, les six mois *« perdus »* avant le tournant de la rigueur, tout en déplorant le limogeage d'Alain Madelin, héros et martyr de la cause libérale. Après l'annonce en novembre du plan Juppé, les disciples de Margaret Thatcher se félicitaient d'une France enfin soucieuse de combattre l'hydre étatique, de réduire les déficits et les coûts de production, de diminuer les dépenses sociales.

Le mouvement social de décembre 1995 s'est soldé, vu de Londres, par une défaite sans appel d'Alain Juppé

Hélas, les Français seraient-ils incorrigibles ? Suivi avec inquiétude, le mouvement social de décembre 1995 *s'est soldé, vu de Londres, par une* défaite sans appel d'Alain Juppé.

Cet épilogue a conforté les dirigeants britanniques dans leur vision d'une France décidément incapable d'entreprendre sans heurts les réformes qu'ils souhaitent pour son bien-être, au nom de la doctrine du « moins d'Etat » qui leur est chère.

Certains déplorent sincèrement ce qu'ils tiennent pour un échec du gouvernement français, en admettant que sa tâche est lourde. D'autres espèrent secrètement que les difficultés du pouvoir le contraindront à renoncer à la monnaie unique. Tous, ou presque, aimeraient que la France suive la voie tracée par Margaret Thatcher il y a dix ans. *« A cet égard, les grèves de décembre ont refroidi les thatchériens purs et durs*, remarque David Goldey, professeur au Lincoln College d'Oxford. *Ils auraient tant voulu démontrer qu'on pouvait mener leur politique ailleurs qu'en Grande-Bretagne, et si possible sans troubles majeurs. Ils tenaient surtout à voir valider leurs thèses. »* A l'inverse, les travaillistes apprécient le langage chiraquien sur la « fracture sociale ». *« Il tient un discours social qui est largement le nôtre »*, relève Joyce Quin, porte-parole du labour sur les affaires européennes.

Avec Jacques Chirac, la Grande-Bretagne a succombé, comme à plusieurs reprises depuis vingt ans, à la vieille tentation de rééquilibrer l'axe Paris-Bonn en suscitant un rapprochement avec la France. Le problème est toujours le même : le flirt franco-britannique ne peut se poursuivre avec bonheur que s'il s'épanouit dans une meilleure entente au sein de la famille européenne, donc aux côtés de l'Allemagne.

Le Royaume-Uni s'est toujours défendu de courtiser la France dans le seul but de semer la zizanie entre Paris et Bonn. Il n'empêche : cette fois *aussi, il attendait d'elle qu'elle « desserre l'étreinte étouffante »* qui unit le *couple franco-allemand*. Et elle a dû, de nouveau, se rendre à l'évidence : ce couple, malgré ses doutes, reste solide, et fera tout pour surmonter ses crises, comme l'atteste encore la récente décision de tenir des rendez-vous plus rapprochés entre Helmut Kohl et Jacques Chirac. *« C'est vrai*, reconnaît Douglas Hurd, *la Grande-Bretagne est un peu schizophrène. Elle ne peut que se réjouir de la réconciliation entre la France et l'Allemagne, mais elle refuse leur directoire européen. »* En janvier 1995, le même Douglas Hurd, alors encore en fonctions, avait bien exprimé la vision britannique, celle d'*« une Europe polygame, où l'on choisit son partenaire selon les domaines et les besoins »*.

« Quand il parle de l'Europe, il pense à la France », disait le premier ministre Harold Macmillan à propos du général de Gaulle. Aujourd'hui, les conservateurs britanniques reprocheraient plutôt à Jacques Chirac de trop *« penser à l'Europe »*. Ils attendent de lui qu'il se comporte en *« médiateur honnête »* entre eux-mêmes et l'Europe, en *« architecte du compromis »* entre les visions britannique et allemande – comme lorsqu'il prône une *« construction originale »* à mi-chemin entre l'Europe *« fédérale »* et celle du *« libre-échange »* –, qu'il se fasse l'écho des soucis de Londres, qu'il aide à dresser, si c'est inévitable, des constats de désaccord à l'amiable, par exemple sur le chapitre social, la politique agricole ou l'aménagement du commerce international. Car la grande peur de la Grande-Bretagne reste, malgré tout, de se retrouver politiquement trop isolée par rapport au continent.

Les Britanniques, comme beaucoup d'autres, voient dans le président français non pas un *« européen de cœur »*, mais un *« converti par la raison »*, *« condamné à l'Europe »*. Ils lui prêtent donc une certaine inclination, en même temps qu'une marge de manoeuvre, pour entendre leurs arguments. Après tout, croient-ils, à tort ou à raison, un homme naguère si sourcilleux envers l'Europe ne peut rester sourd, dans ce domaine, aux appels d'Albion.

Jean-Pierre Langellier

Le Monde

ÉDITORIAL

Le dangereux jeu nucléaire chinois

LA Chine s'apprêterait, selon de bonnes indications, à procéder à un nouvel essai nucléaire sur son site du Lop Nor. Bien que ce pays soit, de toutes les puissances atomiques, celle qui a effectué le moins de tirs, il ne peut se mettre si évidemment en contradiction avec la sensibilité de l'époque sur un tel sujet sans subir un large opprobe international.

C'est ce qu'a compris Greenpeace, qui annonce l'envoi d'un bateau vers le « pays du Milieu ». Fer de lance de la contestation, l'an dernier, à la campagne d'essais menée par la France, l'organisation écologiste commençait en effet d'être soupçonnée de cibler ses indignations, visant les démocraties plutôt que les dictatures. Procès un peu biaisé au demeurant, si l'on se remémore que Greenpeace a perdu un photographe dans l'attentat mené en 1985 à Auckland par les services français contre le *Rainbow-Warrior*. Reste à souhaiter que l'éventuel face-à-face avec la marine chinoise ne tourne pas, cette fois aussi, à la tragédie.

Quoi qu'il en soit, la politique nucléaire de Pékin ne peut manquer de faire l'objet d'un soupçon généralisé. En particulier à Genève – où les discussions visant à conclure un traité bannissant les essais (NTBT) sont poussées par les trois puissances occidentales et la Russie vers une conclusion dès 1996 –, la Chine est l'enfant terrible. En insistant, contre « l'option zéro » défendue désormais par ces quatre pays, sur son souci de se garder un créneau d'« essais pacifiques » – dont on voit mal ce qu'il recouvre, sinon la volonté des hiérarques post-communistes de poursuivre la modernisation de leur panoplie –, Pékin perturbe un jeu qui semblait fait. Déjà l'Inde – en concertation avec son grand voisin asiatique ? – montre à Genève une intransigeance tranchant avec sa position antérieure.

Sur un sujet connexe, Pékin doit également être montrée du doigt : la prolifération. La Chine a été accusée par Washington d'avoir vendu au Pakistan un lot d'aimants circulaires utilisables à l'enrichissement de l'uranium, à des fins bien sûr militaires : Islamabad développe en effet de longue date une bombe parfois dite « islamique », qui est surtout le moyen de ne pas rester démuni face à l'ennemi indien.

La Chine, après avoir joué de mots, a reconnu que la vente avait bien été réalisée, mais à l'insu du « centre », par une société « indépendante ». Or on sait que de telles firmes, nées dans le cadre de « l'économie socialiste de marché », peuvent d'autant moins être tenues pour indépendantes qu'elles sont volontiers contrôlées par des militaires, ou par des fils de hiérarques. La Maison Blanche, pourtant tatillonne sur le sujet, a décidé d'accepter cette explication. Elle peut ainsi renoncer aux sanctions que la loi lui faisait obligation de prendre. Le poids pris par le géant asiatique sur le marché américain explique pour une bonne part un tel arrangement. Il n'empêche : la Chine joue, en matière nucléaire comme en d'autres (que l'on songe à Taïwan) un jeu dangereux, contre lequel la vigilance est en effet de mise.

Les gens *par Kerleroux*



DANS LA PRESSE

NEW YORK TIMES
Thomas L. Friedman

■ Les élections israéliennes sont décisives, non pas parce qu'elles opposent deux visions profondément différentes de l'avenir, mais parce que les deux principaux candidats au poste de premier ministre, Shimon Pérès et Binyamin Netanyahu, divergent profondément sur leur vision du présent. Pour la première fois, Israël a un partenaire palestinien pour faire la paix, et un vaste processus de négociation de paix avec le monde arabe est actuellement en cours. (...) C'est parce que les sondages lui indiquent que les Israéliens sont favorables à la paix que M. Netanyahu essaie d'attirer les électeurs centristes flottants, en déclarant qu'il ne reviendra pas sur les accords de paix d'Oslo. Il a mis une sourdine au programme de son parti, qui peut détruire la paix. C'est pourquoi je crois que la coalition de M. Netanyahu ne peut tenir que jusqu'au jour de l'élection. (...) Pour M. Pérès, les choses sont plus faciles. S'il gagne, tout le monde saura pourquoi. Et il aura un mandat pour poursuivre le processus de paix jusqu'à sa conclusion logique. N'ayons pas peur des mots. Une victoire de M. Netanyahu, dans un moment où tant de choses ont été réalisées entre Israël et les Palestiniens, mais où tant de choses restent à faire, serait un désastre.

THE GUARDIAN
Mark Lawson

■ La réhabilitation est à l'ordre du jour. Eric Cantona, dont la carrière semblait ruinée l'an passé, a conduit son équipe à la victoire dans la *Cup*. (...) Ce que nous montre le triomphe final de Cantona, c'est que la réhabilitation publique dépend de deux choses. La première est de faire des efforts réels pour réprimer ses instincts. Samedi, le jour de la victoire, il fut l'objet d'une provocation, quand un voyou cracha sur lui alors qu'il s'approchait de la loge royale... pendant un instant, on vit sa gorge se serrer, mais il se força à se détendre. Ensuite, cela nous montre que la meilleure manière de retrouver la faveur du public est tout simplement de faire magnifiquement son travail. Tel un homme politique en difficulté, Cantona a gagné sa réhabilitation par le succès.

Pédagogie budgétaire à hauts risques

EN DÉCIDANT d'organiser, les 14 et 15 mai à l'Assemblée nationale, un débat d'orientation budgétaire, le gouvernement d'Alain Juppé a retenu une méthode inverse de celle qui avait précipité la crise sociale de novembre et décembre 1995. Plutôt que d'annoncer à la hussarde des réformes explosives, puis de découvrir tardivement les mérites du dialogue social, comme il le fit à l'automne dernier, il a préféré procéder en sens contraire. C'est-à-dire dans le bon sens. Alors que la politique budgétaire va connaître l'un des plus grands tournants de son histoire récente, il a voulu, avant toute annonce, préparer les parlementaires – et, au-delà, l'opinion – à des décisions douloureuses. D'abord la pédagogie, ensuite le grand choc...

Dans ce registre nouveau de la pédagogie budgétaire, le *Rapport sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques* que le gouvernement vient de transmettre au Parlement (*Le Monde* du 7 mai) est un modèle du genre. Il présente le mérite de mettre en évidence l'impasse dans laquelle se trouve la politique budgétaire.

Au fil des ans – et des déficits budgétaires successifs –, la dette de l'Etat n'a cessé de se creuser : de 1 195 milliards de francs en 1986, elle devrait atteindre 3 534 milliards de francs en 1996. Conséquence implacable : chaque année, par un « effet boule de neige », le remboursement de cette dette mobilise des crédits de plus en plus considérables ; de 159 milliards de francs en 1993, cette charge devrait passer à près de 245 milliards en 1997, soit, à un ou deux milliards près, la totalité du déficit budgétaire escompté pour l'année prochaine.

Cette seule indication justifie donc une réforme. Sauf à admettre qu'il faille chaque année mobiliser plus de crédits pour rembourser cette dette, et, en contrepartie, moins d'argent pour l'éducation ou la lutte pour l'emploi, il est inévitable de procéder à une remise en ordre des finances publiques. Mais une remise en ordre de quelle ampleur ? Et selon quel calendrier ?

FRAPPER VITE ET FORT

Pour sa part, le gouvernement est visiblement déterminé à frapper vite et fort. Même si, dans son souci de concertation avec le Parlement, il s'est bien gardé d'annoncer le détail de son projet de loi de finances pour 1997, on dispose dès à présent d'une première indication : les crédits de 1996 seront seulement reconduits en francs courants en 1997. C'est donc bel et bien un tournant majeur qui se prépare dans la conduite de la politique budgétaire. Un tournant plus accentué qu'au cours des récentes alternances. Car, si la gauche et la droite se sont fréquemment divisées sur quelques symboles, les grands équilibres budgétaires ont, en réalité, été beaucoup plus affectés au cours de ces dernières années par les à-coups de la conjoncture que par ceux de la vie politique. En faut-il une preuve, on la trouve dans le poste des dépenses : depuis le début de la décennie, la progression a presque été invariablement de 4 %. De Pierre Bérégovoy à Edouard Balladur, cette priorité-là a peu varié.

Concrètement, quelles seront donc les conséquences de ce brutal changement de cap ? Pour l'heure, le pays n'a pas encore pris la mesure des décisions difficiles qui s'annoncent. Il ne fait pourtant guère de doute que le budget de 1997 constituera un véritable électrochoc. Cette norme de reconduction des crédits en francs courants signifie en effet que le gouvernement devra procéder à 60 ou 70 milliards de francs d'économies par rapport à la dérive spontanée des dépenses. Si, de surcroît, le gouvernement décide de procéder à une baisse fiscale, pour mettre en oeuvre la directive présidentielle, de 10 à 20 milliards de francs supplémentaires devront être trouvés. Soit un total d'économies pour 1997 compris entre 70 et 90 milliards.

La nouvelle méthode Juppé est donc peut-être plus habile ; elle n'en est pas moins à hauts risques. A cela il y a une première raison : de nombreux autres grands pays européens, à commencer par l'Allemagne, sont engagés comme la France dans des plans de stabilisation de leurs finances publiques. On ne peut donc évidemment pas sous-estimer les risques récessifs d'une semblable coordination des politiques économiques européennes, toutes orientées simultanément dans un sens restrictif.

L'économie française, déjà sérieusement ébranlée par 120 milliards de francs de prélèvements nouveaux en 1996, sera-t-elle donc en état de supporter une nouvelle saignée de 70 à 90 milliards de francs en 1997 ? Après avoir eu la main très lourde dans les hausses d'impôts, le gouvernement – comme pour se racheter – semble tenté de l'avoir de nouveau dans la réduction des dépenses.

OÙ TAILLER ?

Au-delà du choc conjoncturel apparaît aussi le risque d'un choc social. Nul ne mesure pour l'instant les effets concrets du projet gouvernemental. Mais qu'en sera-t-il quand le couperet tombera ? Quel sera alors le climat social ? Le dossier de la fonction publique permet de s'en faire une idée. Depuis bientôt dix ans, tous les gouvernements ont affiché leur ambition de diminuer le nombre des fonctionnaires ou à tout le moins de stabiliser les effectifs. Craignant les vagues que cela pourrait susciter, aucun n'y est parvenu : depuis 1988, on compte 72 300 emplois budgétaires supplémentaires. M. Juppé réussira-t-il là où ses prédécesseurs ont échoué ? Parviendra-t-il, lui, à faire baisser de près de 25 000 le nombre des fonctionnaires ? Quand bien même ce serait le cas, l'économie ainsi réalisée ne serait que de 4,5 milliards de francs. A travers cet exemple, on mesure l'ampleur du problème à résoudre, qui porte sur des économies... vingt fois supérieures !

Mais alors où tailler ? Dans les aides à l'emploi ? C'est une autre des pistes souvent évoquées. Mais le dossier est tout aussi difficile, car, même si tout le monde s'accorde maintenant à penser que de nombreuses formules de traitement social du chômage sont coûteuses et souvent inefficaces – à commencer par le fameux contrat d'initiative emploi (CIE) créé à l'instigation de Jacques Chirac –, nul ne sait vraiment comment procéder. Pense-t-on vraiment qu'il serait possible d'économiser 10 ou 20 milliards de francs sur ces aides à l'emploi, voire plus, sans que, mécaniquement, cela fasse gonfler les chiffres du chômage ?

On comprend donc les mérites de la pédagogie : s'il faut réorienter de fond en comble la politique budgétaire française, le gouvernement a indéniablement raison d'innover dans la procédure et d'inviter les parlementaires à en discuter dès le printemps. On peut cependant en prendre le pari : ce débat – sans vote, et donc sans passion – ne mobilisera guère l'opinion. A l'automne, une fois que sera dévoilé le projet de loi de finances pour 1997, la partie sera autrement plus difficile.

Laurent Mauduit

MARCHÉS Blé, maïs, cacao, café, pétrole.... les cours de certaines matières premières *flambent.* ● APRÈS UNE DÉCENNIE morose, ces augmentations brutales semblent annoncer une inversion de tendance. Certains analystes prédisent même un nouvel âge d'or pour les matières premières, qui pourrait amener un retour de l'inflation. ● CES HAUSSES ne touchent jusqu'à présent que les produits agricoles et le pétrole, très sensibles aux conditions climatiques, désastreuses ces derniers mois. ● LES COURS DES MÉTAUX, très liés à la production industrielle, restent très bas. Les producteurs ne prévoient pas une remontée des prix tant que l'activité économique dans les pays occidentaux ne sera pas redressée. ● LES FONDS D'INVESTISSEMENT, qui sont entrés sur le marché des matières premières depuis deux ans, entretiennent, cependant, la spéculation.

Les métaux restent à l'écart de la flambée des prix des matières premières

Les hausses des prix des produits agricoles et du pétrole conduisent certains analystes financiers à prédire un mouvement de grande ampleur. Les experts londoniens se veulent rassurants : l'activité économique mondiale n'est pas suffisante pour entraîner une véritable inflation

LONDRES
de notre envoyée spéciale

Les cours du blé flambent depuis deux mois. Les stocks sont à leur plus bas niveau depuis cinquante ans et l'annonce par le département américain de l'agriculture d'une très mauvaise récolte de blé d'hiver, en baisse de 12 % par rapport à 1995, a déclenché une quasi-panique sur le marché des céréales. La peur de manquer est dans tous les esprits. Les prix du blé et du maïs ont atteint des records. En apprenant l'arrivée de premières pluies, le marché s'est un peu détendu vendredi 10 mai. Mais le prix du blé reste accroché à des sommets, à 5,80 dollars le boisseau.

La fièvre atteint d'autres matières premières. Malgré de bonnes récoltes, les prix du cacao ont grimpé de plus de 16 % depuis mars et dépassé le seuil de 1 500 dollars la tonne. Le café affiche plus de 25 % de hausse en quelques mois et se négocie désormais à plus de 1,25 dollar la livre. Le pétrole aussi connaît des tensions fortes. Le prix du baril, qui peinait depuis plusieurs années entre 15 et 17 dollars, s'est propulsé au-delà de 21 dollars, entraînant une forte augmentation des prix de l'essence aux Etats-Unis, moins en Europe, où les produits pétroliers, surchargés de fiscalité, n'ont plus que des liens très éloignés avec le marché 5 (*Le Monde* du 2 mai).

Serions-nous à un tournant ? Les matières premières après une décennie flamboyante au tournant des années 70, puis une décennie de contrecoups autour de 1980, s'engagent-elles vers un nouvel âge d'or ? Certains analystes le croient, redécouvrant même pour l'occasion les cyles de l'économiste Kondratieff. Certitude : après quinze années de baisse ininterrompue, une nette inflexion s'est amorcée. L'indice "matières premières", établi par la banque Goldman Sachs a crû de 45 % depuis mi-1995. Celui du CBR (Commodity Research Bureau) est à ses plus hauts niveaux, atteignant 259,08 points la semaine dernière. Avec à l'esprit l'expérience des années 70, quelques économistes et de nombreux intervenants sur les marchés financiers craignent que ces hausses de prix ne durent et qu'elles ne soient annonciatrices d'un retour général de l'inflation.

Cet avis est loin d'être partagé par tous. Beaucoup d'observateurs du LME (London Metal Exchange) soulignent que les dernières hausses ont surtout touché les produits agricoles, en raison de conditions climatiques désastreuses. Le prix du pétrole devrait sensiblement diminuer cet été, l'offre mondial de brut étant excédentaire. Elle pourrait même l'être encore plus si l'Irak obtient la levée de l'embargo qui le frappe.

De leur côté, les prix des métaux, très liés à la production industrielle, n'ont pas connu la même flambée. Depuis le retournement conjoncturel du début 1995, leurs cours au LME se languissent. Seul, le plomb échappe à cette tendance : l'offre, après la diminution des arrivages russes, est inférieure à la demande. Les cours du métal mou ont atteint leur plus haut niveau historique à 857 dollars la tonne. Dans une moindre mesure, le cuivre connaît aussi des mouvements intempestifs. A la suite d'une grève dans une des principales mines de cuivre au Chili, les prix, ces derniers jours, ont gagné plus de 5 %. La reprise du travail décidée, samedi 11 mai, devrait faire retomber les cours.

« Rien ne justifie une montée des cours. L'activité en Europe reste morose, le Japon est tout juste en train de sortir de la crise et la croissance aux Etats-Unis se stabilise autour de 2 % », explique Angus MacMillan, économiste chez le négociant Billiton. Un tel contexte rend peu probable une flambée des métaux. L'arrivée des consommateurs asiatiques ne peut à elle seule tirer les prix, même si la région est de plus en plus acheteuse de matières premières. Selon les estimations de Billiton, la consommation des pays asiatiques a représenté 29 % de la demande mondiale de zinc en 1995, 26 % de celle du cuivre et seulement 15 % de celle de nickel.



INCERTITUDE RUSSE

A plus long terme, les analystes prévoient bien un redressement des prix des métaux, accompagnant la reprise économique dans les pays occidentaux. Mais sans que ces hausses prennent de grandes proportions qui viendraient enclencher un mouvement inflationniste.

Seule incertitude : la Russie. Les exportations russes, devenues essentielles au marché mondial, ont été interrompues subrepticement, comme pour le nickel et le plomb. *« Les ventes de leurs stocks stratégiques, massives au début des années 90, semblent épuisées. Mais il est impossible de faire la moindre prévision. Nous ne connaissons pas l'état de leur outil productif »*, selon Allan Newey, économiste dans le groupe minier Anglo-American.

Les fonds d'investissement, qui ont pris goût aux matières premières depuis deux ans, se réjouissent de ces incertitudes. Profitant des moindres à-coups du marché, ils entretiennent une certaine effervescence sur les cours. Les autorités du LME s'inquiètent de ce que le scénario rassurant soit démenti par la spéculation. Refusant de laisser entraîner le marché vers des jeux financiers, elles viennent de limiter à 1 % les emprunts de métaux par jour pour les livraisons immédiates, avertissant ainsi les financiers qu'ils ne pouvaient plus prendre des positions trop aventureuses.

Martine Orange

Le retour des cycles Kondratieff ?

Après être tombée en désuétude, la théorie sur l'existence de cycles économiques de longue durée, appellés aussi cycles Kondratieff du nom de l'économiste russe (1892-1938), revient à la mode. Il existerait trois catégories de cycles économiques marqués à chaque fois par des phases d'expansion, de crise, de contraction et de reprise. Les plus courts seraient de quarante mois (Kitchin) suivis des cycles Juglar de huit ans et des Kondratieff de cinquante ans. Quatre cycles longs de ce type auraient été décelés depuis 1790. L'avant-dernier aurait commencé au milieu des années 1940 et serait terminé. Nous serions actuellement dans la première phase, celle d'expansion, d'un nouveau cycle. Mais si les économistes s'accordent, plus ou moins sur leur réalité, ils divergent à la fois sur leur datation et sur leur origine. Leur existence serait liée à l'influence des guerres, des innovations et ruptures techniques et des modifications de rapports de force entre économies dominantes et économies dominées...

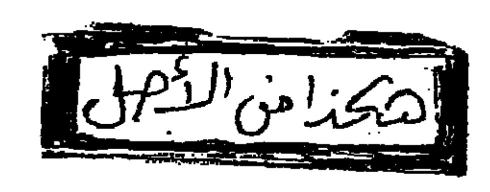
Le Lloyd's s'approche d'une issue dans le conflit qui l'oppose aux « names »

APRÈS trois années de bataille juridique acharnée, le célèbre marché londonien de l'assurance, le Lloyd's, va peut-être trouver une issue au conflit avec les *names*. *Depuis trois cents ans, ces investisseurs* particuliers garantissent les contrats sur leur fortune personnelle en échange d'une rémunération souvent attrayante. Mais les *names* croulent sous les dettes depuis qu'ils ont dû éponger les pertes gigantesques *accumulées par le Lloyd's au cours des dernières années.* Du coup, ils se sont tournés vers la justice pour obtenir réparation.

Entre 1988 et 1992, le Lloyd's a failli disparaître après une succession de catastrophes comme la marée noire après le naufrage de l'*Exxon-Valdez* ou le cyclone Hugo dans le golfe du Mexique. Les pertes, d'environ 12 milliards de dollars (62 milliards de francs), se sont transformées en dettes. Beaucoup de *names* ont été ruinés.

Afin de mettre un terme au conflit, le Lloyd's vient de réviser à la hausse ses propositions d'indemnisations. Les dédommagements et annulations de dettes en faveur des *names* seront portés de 2,8 milliards de livres à 3,1 milliards de livres (24 milliards de francs environ), et la somme totale que devront payer ces investisseurs pour quitter le marché sera réduite à 900 millions de livres, a annoncé, vendredi 10 mai, le président du Lloyd's, David Rowland.

Selon les analystes de la City, le plan apparaît désormais acceptable pour la plupart des 34 000 *names*. Ces derniers seront appelés à se prononcer par vote, en juillet ou en août, sur l'ensemble du plan de restructuration. Le plan de sauvetage, dont les grands principes ont été annoncés au printemps 1995, repose *sur la création d'Equitas, une compagnie de réassurance* qui prendra en charge tous les contrats antérieurs à 1993. Les *names* devront financer Equitas. dont le coût de la mise en place, d'abord estimé à 1.9 milliard de livres, a été révisé en baisse et ne devrait pas dépasser 1 milliard de livres. – *(AFP.)*



Les constructeurs automobiles occidentaux peinent à pénétrer en Asie

Face à la saturation de leurs débouchés en Europe et aux Etats-Unis, tous investissent sur les marchés émergents du Sud-Est asiatique. Mais les fabricants locaux, souvent épaulés par les Japonais, les contraignent à limiter leurs ambitions

Peugeot commence à monter des 309 en Inde. Plus de 75 000 précommandes ont été enregistrées, grâce à l'accord conclu en octobre 1994 avec le groupe local Premier Automobiles. Mais la hausse du marché de l'ordre de 25 % l'an, a attiré les concurrents : Fiat, Volkswagen, Rover, Mercedes, les Coréens et les Japonais. La concurrence sera acharnée et une implantation est difficile à rentabiliser. D'autant que Maruti, associé à *Suzuki depuis 1984, profite d'une* solide position établie. L'embouteillage risque d'être plus important au Vietnam. Chrysler, Ford, Toyota, Isuzu, sont les derniers bénéficiaires de licence d'assemblage. *En tout, douze projets de ce type,* dont celui de Peugeot, ont reçu l'aval du gouvernement. *Certains industriels, comme* Ford, commencent en conséquence à limiter prévisions et investissements. Les constructeurs occidentaux face à la saturation de leurs marchés intérieurs vont chercher en Asie de nouveaux débouchés, où les industriels locaux, aidés par les gouvernements, *les attendent.*

L'ASIE, nouvel Eldorado des industriels européens ? Dans tous les secteurs, ils multiplient leur présence sur le continent asiatique. Les pouvoirs publics les encouragent. Les exportations françaises vers les pays émergents du continent (Chine, Corée du Sud, Thaïlande, Indonésie, Philippines, Hongkong...) ont crû de 20 % en 1994 et encore de 28 % en 1995. Même les PMI sont de la fête, puisqu'elles représentent plus de la moitié de nos ventes dans la zone. Airbus et matériels d'équipement professionnel sont les branches qui profitent le plus de ces nouveaux marchés.

Il est un secteur qui, en revanche, en trouve difficilement les voies d'accès : l'automobile. Les importations françaises de véhicules et de camions croissent tandis que les exportations des constructeurs nationaux restent à plat. Pour réagir, ils essayent d'aller sur place bâtir des usines. Mais cette solution n'est pas non plus aisée. Ils affrontent une concurrence acharnée, qui provient de leurs concurrents occidentaux habituels mais aussi des constructeurs locaux.

Les pays asiatiques, contrairement à ceux d'Amérique latine, ont toujours cherché à développer leur propre industrie, en s'appuyant sur le capitalisme local et le protégeant par des droits de douane élevés. Si nécessaire, ils ont fait appel à des entreprises étrangères, triées sur le volet, pour leur apporter l'expertise et la technologie manquantes. En aucun cas, ils n'ont ouvert leurs portes à tous les candidats. Les constructeurs japonais ont été les grands gagnants de cette politique : par le biais d'alliances et d'accords, ils détiennent aujourd'hui 70 % du marché asiatique.

C'est ainsi qu'en 1984, l'Inde a choisi le japonais Suzuki pour former avec le constructeur national Maruti une société commune et développer une voiture nationale. Renault et Peugeot avaient répondu à l'appel d'offres et regrettent encore de n'avoir pas été sélectionnés : Suzuki-Maruti, qui a bénéficié d'un quasi-monopole jusqu'en 1991, date d'une libéralisation plus grande décidée par New Delhi, détient plus de 70 % du marché indien et mène la vie dure aux nouveaux entrants.

De la même manière, la Malaisie a choisi Proton, associé à Mitsubishi d'abord, puis à Citroën, pour développer une industrie automobile nationale. Ainsi, la marque aux chevrons est quasiment exemptée de droits de douane sur l'importation de pièces, normalement taxée à 70 %. Les barrières douanières appliquées aux autres constructeurs étrangers sont dissuasives. Proton représente plus de 60 % du marché national et a commencé en 1995 à exporter des voitures. En mars dernier, l'Indonésie a adopté exactement le même schéma, créant un constructeur national autour du groupe local PT Birrantara et du coréen Hyundai.

En Chine, c'est le gouvernement de Pékin qui orchestre la venue des étrangers : il leur impose un partenaire local et une participation minoritaire. Une politique qui ne réussit pas à tout le monde, comme le montrent les difficultés de Peugeot et de Renault. L'exemple coréen est également significatif. Grâce à des transferts de technologie japonais puis américains, Séoul a développé une industrie automobile qui, aujourd'hui forte de cinq constructeurs, lance l'offensive en Europe et aux Etats-Unis. Les Japonais avaient montré les mérites de ces politiques industrielles, il y a trente ans.

Virginie Malingre

Au Vietnam, la vague de projets laisse prévoir une surproduction

HÔ CHI MINH-VILLE
de notre envoyé spécial

Fin 1995, quatre grands constructeurs automobiles – Chrysler, Ford, Toyota, Isuzu – ont reçu l'autorisation d'assembler des véhicules au Vietnam pour un investissement total de quelque 400 millions de dollars (2 milliards de francs). Ils ont rejoint l'allemand Mercedes-Benz, le sud-coréen Daewoo et les japonais Daihatsu, Suzuki et Mitsubishi associé pour l'occasion au malaisien Proton. Le français PSA Peugeot-Citroën, en partenariat avec un malaisien, a demandé en décembre dernier une licence pour construire, pour un investissement de 30 millions de dollars, une ligne d'assemblage de 5 000 voitures par an.

Le marché vietnamien n'a pourtant rien d'un eldorado. Seulement 11 500 véhicules, dont 4 000 automobiles, se sont vendus en 1994. Ce chiffre devrait passer à 60 000 unités en l'an 2000. En outre, les constructeurs étrangers sont tenus de produire au moins 5 % des éléments de la voiture sur place au bout de cinq ans de présence et 30 % au bout de la dixième année de production. Ce qui semble difficile, même si les délais de formation, au Vietnam, se sont révélés, à l'expérience, parmi les plus brefs de la région.

Les premières lignes d'assemblage connaissent d'ailleurs des difficultés. La production de Mékong Co (Jeep, Fiat) et de Vietnam Motors (Kia, Mazda, BMW), qui a démarré en 1991, est, pour l'instant, supérieure de dix fois à la demande. Daewoo (1993) et Mitsubishi (1994) sont également victimes de surproduction.

Car les Vietnamiens sont revenus sur leur intention, initiale – lorsqu'ils ont ouvert leurs portes à la construction automobile – de limiter à quatre ou cinq le nombre d'implantations étrangères. En conséquence, aujourd'hui, la prudence est de rigueur et les prévisions à la baisse. Ford limite ses investissements à l'aménagement d'un premier plan d'assemblage à Hai Duong, dans le nord, en compagnie de son partenaire vietnamien Sông Công Diesel (75 %-25 %), d'où sortiront 7 500 véhicules par an à compter de fin 1997.

UN PARI SUR L'AVENIR

Vinapro, fabricant de moteurs Diesel, et Chrysler (30 %-70 %), qui devaient assembler à Dong-Nai, à proximité de Hô Chi Minh-Ville, des pick-up Dodge-Dakota, hésitent à se lancer dans ce qui est devenu une aventure. La production de Néon et de Jeep Cherokee, qui était envisagée pour la suite, est, elle aussi, suspendue. Toyota, qui envisageait de produire, en partenariat avec une filiale du ministère vietnamien de l'industrie lourde (20 %) et le singapourien KUO (10 %), 10 000 unités (voitures, minibus et camionnettes) en 1997, mise désormais sur 3 000 véhicules en 1997 et peut-être 10 000 en l'an 2000.

C'est donc un pari sur l'avenir que font les constructeurs en investissant au Vietnam. Le marché automobile augmente certes de 20 % chaque année et rien ne laisse prévoir un ralentissement de la croissance économique (8 % par an de 1993 à 1995 et au-delà de 10 % cette année). Les taxes sur les importations de véhicules neufs de 150 % pour les camions et de 200 % pour les voitures ne baisseront que progressivement dans le cadre de l'intégration du Vietnam au sein de la zone de libre-échange de l'Asean. Mais la capacité globale de production pourrait atteindre 150 000 véhicules à la fin du siècle, soit près de trois fois plus que la demande prévue.

Jean-Claude Pomonti

En Inde, Maruti-Suzuki défend efficacement ses positions

BOMBAY
de notre envoyée spéciale

Ces derniers mois, 75 000 Indiens se sont rendus chez les concessionnaires PAL Peugeot pour réserver une 309. Campagne habituelle de « *booking* » qui sera suivie d'un tirage au sort désignant l'ordre de livraison des voitures. Adaptée à la situation de pénurie du marché automobile indien, ce système hautement spéculatif permet aux premiers livrés de revendre leur voiture avec une prime importante.

L'accord signé entre Automobiles Peugeot et le constructeur indien Premier Automobiles en octobre 1994 se concrétise enfin. D'un coût total de 1,2 milliard de francs sur quatre ans – mais financé en partie en Bourse, ce qui limite la mise du groupe français à 120 millions de francs – l'investissement doit permettre de porter la capacité de l'usine PAL Peugeot de Kalyan, dans la banlieue de Bombay, à 60 000 unités par an. Cette année, les premières six mille 309 sont sorties des chaînes. La cadence sera portée à 22 000 en 1997 et 40 000 en 1998. PAL Peugeot produit par ailleurs... des anciens modèles Fiat (la NE 118 et sa version Diesel, la 138) au rythme de 11 000 unités cette année et 20 000 en 1998. A moins que, d'ici là, il ne décide de lancer un second modèle Peugeot.

MARCHÉ PROMETTEUR

Le marché automobile indien est certes promis à une belle croissance. De 335 000 unités en 1995, en hausse de 25 % par rapport à l'année précédente, il devrait encore croître à nouveau de 30 % en 1996. « *Il représentera entre 500 000 et 800 000 unités en l'an 2000* », estime Bruno Grundeler directeur de la zone Asie-Pacifique de Peugeot.

Mais la concurrence s'annonce féroce. La plupart des grands noms de l'automobile ont contracté des projets en Inde. Mercedes-Benz s'est associé au constructeur local Telco, filiale du premier groupe privé indien Tata. Depuis la fin du mois de mars, Fiat produit des Uno dans une usine de Premier Automobiles (295 000 précommandes). Ford collabore avec Hindustan, filiale automobile du conglomérat Birla (30 000 précommandes), et avec Mahindra, le spécialiste local de la Jeep. Rover s'est lié avec Sipani et Volkswagen avec Eicher, un constructeur de véhicules utilitaires légers et de motos. Même BMW est présent, associé au premier fabricant mondial de... bicyclettes, Hero Motors.

Faibles coûts mais syndicats puissants

Les coûts salariaux de l'Inde font pâlir d'envie bien des industriels occidentaux : 2 dollars de l'heure, contre 26 aux Etats-Unis et 37 en Allemagne. Airbus fabrique des portes d'avion. Lufthansa y embauche une partie de ses hôtesses et stewards. Mais les salariés sont représentés par des syndicats très puissants dans certaines régions et ils n'hésitent pas à mener des grèves de plusieurs semaines.

« *Nous avons eu un mal de chien à négocier le passage de la production de 16 à 20 Peugeot 309 par jour* », explique Yves Barbé, directeur de l'international chez Peugeot. En mars, les ouvriers de l'usine de PAL-Peugeot ont fait deux semaines de grève, parce qu'ils refusaient une nouvelle procédure qui, en échange de 10 % d'augmentation salariale, leur réclamait plus de flexibilité. A l'inverse de Calcuta et Bombay, le sud du pays est plus à l'abri des revendications. Les salaires de Madras représentent 40 % de ceux de Bombay.

Les constructeurs asiatiques sont de la partie : Honda a conclu un accord avec Shriram pour monter des Civic et Mitsubishi a choisi Hindustan pour vendre sa Lancer en Inde. Toyota étudie actuellement la possibilité de faire le voyage. Le coréen Daewoo s'est marié à la société indienne DCM. Son compatriote Hyundai s'implante, seul, avec un projet de 1,8 milliard de dollars. Il compte produire à terme 200 000 modèles Accent dans son usine de Madras.

Mais dans cette vague déferlante de projets, aucun ne s'attaque au créneau des voitures populaires solidement détenu par Maruti-Suzuki. Détenu à parité par Suzuki et par l'Etat indien, Maruti est aujourd'hui le leader incontesté avec 75 % du marché indien. En situation de monopole entre 1984 – date à laquelle le gouvernement indien l'a choisi pour devenir le constructeur national d'une petite voiture populaire (la Maruti 800) – et 1991, quand New Delhi a décidé d'ouvrir son économie pour moderniser son industrie, Maruti a su rester compétitif avec des produits relativement bon marché et aux standards internationaux. Il apparaît aujourd'hui inattaquable et dicte implicitement leur politique de produits et de prix aux nouveaux entrants.

C'est parce que la Maruti est quasiment en situation de monopole sur le segment de la petite voiture (90 % du marché) que les constructeurs européens, américains ou coréens ont choisi de venir en Inde avec des voitures de gamme moyenne. Ils n'avaient pas les moyens d'attaquer Maruti sur son point fort. Avec 95 % des composants achetés sur place, les Maruti sont moins chères que les modèles nouveaux montés à partir de pièces importées soumises à des droits de douane de 50 %. « *Notre taux d'intégration actuel est de 23 %. La 309 ne sera rentable que lorsqu'elle aura un contenu local de plus de 50 %, courant 1997. Nous perdons aujourd'hui près de 8 000 francs par 309 vendue* », explique-t-on chez PAL Peugeot.

En attendant, le groupe se rattrape sur les ventes de la vieille NE 118 qui, elle, est rentable. Opel et Ford ont la même stratégie : ils comptent sur l'Ambassador pour le premier et la Jeep pour le second pour équilibrer leurs comptes au départ.

Maruti sait qu'on ne lui laissera pas la paix longtemps sur ses terres. Déjà, Fiat a annoncé que la Palio, sa petite voiture bon marché pour pays émergents, serait assemblée en Inde. Chrysler et Renault discutent avec Bajaj, spécialiste indien du scooter, pour lancer une petite voiture économique. Le leader du marché a préparé sa réplique : il a annoncé en septembre 1995 l'augmentation de ses capacités de production de 250 000 aujourd'hui à 350 000. Suzuki va lui transférer sa technologie pour qu'il fabrique sur place les boîtes de vitesses. Le déloger ne sera pas de tout repos, d'autant qu'il a les moyens de lancer une guerre des prix.

V. Ma.





Volkswagen porte plainte contre General Motors dans l'affaire Ignacio Lopez

NOUVEAU rebondissement dans l'affaire Ignacio Lopez. Membre du directoire de Volkswagen, il est accusé d'espionnage industriel par General Motors et sa filiale allemande Opel. VW a déposé plainte auprès du tribunal de Francfort, à la fin de la semaine passée, contre le groupe américain, selon la Frankfurter Allgemeine Zeitung du lundi 13 mai. L'objet de cette contre-attaque du constructeur allemand est de contraindre la partie adverse à retirer des accusations *« qui portent atteinte à son image »*, sauf à prouver le bien-fondé de ses allégations.

Après plus de trois ans, l'affaire Lopez n'est toujours pas réglée. L'origine en remonte à mars 1993 lorsque M. Lopez avait brutalement quitté son poste de directeur des achats de GM pour rejoindre Volkswagen avec le même titre. En quelques semaines, il faisait venir plusieurs de ses principaux collaborateurs en Allemagne. GM, mari de cette fuite, accusait M. Lopez et son équipe d'être partis avec des documents confidentiels.

Une plainte a été déposée contre Ignacio Lopez et plusieurs de ses collaborateurs auprès du parquet de Darmstadt (ouest de l'Allemagne) en 1993. L'enquête est terminée. Mais une décision est toujours attendue quant à une éventuelle mise en accusation.

Opel, qui trouve que la justice allemande est trop lente, avait annoncé le 8 mars avoir déposé avec General Motors une plainte civile auprès d'un tribunal du Michigan pour obtenir des dommages et intérêts de Volkswagen. La plainte, dirigée contre le constructeur mais aussi contre ses principaux dirigeants – tels Ferdinand Piëch, président du directoire, et José Ignacio Lopez de Arriortua, directeur des achats –, l'était au titre de *« conspiration criminelle »* et de *« détournement et pillage de droits et de secrets d'un tiers »*, précisait Opel. Le titre en Bourse avait encaissé ces déclarations de GM par une baisse de 3,5 %. VW tire argument de cette chute pour faire valoir ses dommages et réclamer des indemnités.

Lagardère Groupe et British Aerospace constituent une société commune de missiles

Cette fusion générerait un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs

Le groupe British Aerospace et le groupe Matra-Défense ont annoncé, lundi 13 mai, la fusion de leurs activités dans les missiles tactiques. Certaines dispositions de l'accord doivent encore être formalisées avant la fin de 1996 au niveau des conseils d'administration et des ministres de tutelle des deux pays.

A LA VEILLE de la visite officielle de Jacques Chirac à Londres, le groupe British Aerospace et le groupe Matra-Défense ont annoncé, lundi 13 mai, la fusion de leurs activités dans les missiles tactiques. Cette nouvelle entité industrielle devrait générer un chiffre d'affaires estimé à plus d'un milliard de livres (de l'ordre de 10 milliards de francs), ce qui en fait le numéro un européen du secteur. Certaines dispositions de l'accord doivent encore être formalisées avant la fin de 1996 au niveau des conseils d'administration et des ministres de tutelle des deux pays.

Les négociations entreprises depuis deux ans environ ont abouti à la constitution d'une société commune à parts égales 50/50 qui sera appelée Matra BAe Dynamics. Elle aura un « patron » (chief executive officer) français, son siège social sera en France et des équipes de direction paritaires devront s'installer de part et d'autre de la Manche. British Aerospace occupe aujourd'hui plus de 2 800 salariés sur trois sites en Angleterre (Stevenage, Bristol et Bolton). Matra-Défense emploie 3 200 personnes sur trois sites également (Vélizy. Compiègne et en Sologne).

Cette fusion va permettre à Matra-Défense de soumissionner à trois programmes majeurs d'armement que le Royaume-Uni a lancés pour ses armées et qui, de fait, sont les seuls à être conçus en Europe dans la décennie qui vient. Le premier projet est celui d'un missile air-sol de croisière, baptisé Casom, qui porte à 300 kilomètres de distance, pour les Tornado et les Eurofighter britanniques. Le second est celui d'un missile air-air à longue portée (plus d'une centaine de kilomètres de portée). Le dernier programme concerne celui d'un missile antichars tiré par un hélicoptère.

L'opération qui vient d'intervenir entre Matra-Défense et British aerospace vise à établir une alliance idnustrielle, de part et d'autre de la Manche, sur les deux premiers programmes : le missile Casom, à partir d'un modèle dérivé de l'Apache conçu par Matra, et le missile air-air à longue portée, pour lequel le groupe français peut justifier de son expertise acquise sur le missile Mica qui équipe les Mirage 2000 actuels.

Au terme de l'accord, British Aerospace versera une soulte de 50 à 100 millions de livres, qui correspond à la différence des apports de chaque partenaire et dont le montant variera en fonction des prises de commandes reçues dans les quatre ans. En tout état de cause, Matra-Défense garde le résultat économique de certains de ses contrats existants, qui lui ont rapporté des bénéfices appréciables, comme les missiles Mica à Taïwan.

Au-délà de cette première étape, British Aerospace s'est engagé à soutenir l'action entreprise par Lagardère Groupe (duquel Matra-Défense relève) pour emporter le marché éventuel de la privatisation de Thomson. On sait que Lagardère Groupe est en compétition avec Alcatel. Mais, dans cette perspective, le groupe Lagardère n'a jamais dissimulé son intérêt pour devenir l'actionnaire majoritaire de la seule société Thomson-CSF. British Aerospace devrait participer à l'acte de candidature de Lagardère Groupe, qui devrait rester fortement majoritaire dans cette opération. En effet, le projet envisagé par Lagardère Groupe vise à associer, s'ils le veulent, d'autres partenaires français et européens à cette action de privatisation de Thomson. C'est le cas notamment pour le groupe allemand DASA (déjà allié à Matra-Défense pour la réalisation du missile air-sol Apache) et pour le groupe britannique GEC-Marconi, qui pourraient prendre une participation minoritaire dans l'offre menée par Lagardère Groupe.

Jacques Isnard

Elf-Atochem construira un complexe pétrochimique au Qatar

LE QATAR A SIGNÉ DIMANCHE 12 MAI un accord préliminaire avec les compagnies française Elf-Atochem et norvégienne Norsk Hydro pour la construction d'un complexe pétrochimique de 500 millions de dollars, (2,5 milliards de francs). En vertu de l'accord, signé par le conglomérat d'Etat Qatar General Petroleum Corporation (QGPC), le complexe sera opérationnel en 1999, avec une production annuelle de 798 000 tonnes de produits pétrochimiques (soude, dichloréthane, et chlorure de vinyle). Dans ce projet, QGPC devrait détenir 51 % du capital. Les 49 % restant se répartiraient entre Elf Atochem pour un tiers et Norsk Hydro pour deux tiers.

■ **BRITISH GAS : l'Ofgas, autorité de régulation du secteur gazier en Grande-Bretagne,** obligera le groupe privé gazier a réduire la facturation des frais de transport de l'énergie, ce qui devrait se traduire par une baisse d'environ 10 % des factures. Il estime que la filiale de transport Transco de British Gas peut réaliser 4 % de gains de productivité par an. British Gas a immédiatement rejeté ces recommandations d'Ofgas, affirmant qu'elles coûteraient de 650 à 850 millions de livres de chiffre d'affaires chaque année à Transco.

■ **MICRO-ORDINATEURS : les ventes d'ordinateurs personnels en Europe** au premier trimestre 1996 ont progressé de 12,8 % à 3,98 millions d'unités, selon la société d'études Dataquest, alors qu'elles avaient progressé de 29,5 % sur les trois premiers mois de 1995. Compaq, premier fournisseur sur le marché européen, a cédé des parts de marché, au profit d'IBM, de Siemens Nixdorf et Hewlett-Packard. Apple s'effondre, sa part de marché tombant à 4,4 % contre 6,6 % un an plus tôt.

■ **UNIBANK : le deuxième groupe bancaire danois a acheté les activités internationales de courtage** en Bourse du groupe industriel suédo-hélvétique Asea Brown Boveri (ABB), a indiqué lundi 13 mai Unibank, dans un communiqué. Ces activités comprennent les unités ABB en Suède, Norvège, Finlande et aux Etats-Unis. Cette acquisition permettra la création d'une banque d'investissement importante de 225 employés, ayant des activités boursières dans les pays nordiques, à Londres et New York.

■ **AIRBUS : une décision sur le projet d'avion très gros porteur de plus de 500 places** du consortium européen sera prise à l'automne, a indiqué dimanche 12 mai à Berlin Manfred Bischoff, le président du directoire de Daimler-Benz Aerospace (DASA).

La veille socioculturelle

JACQUES ANTOINE connaît de près les firmes hexagonales et leurs dirigeants. L'ancien patron de la Sofres, l'un des pionniers de la SEMA, s'étonne qu'aujourd'hui les entrepreneurs et les décideurs s'inquiètent peu de développer une veille du « troisième type » à la fois sociale, culturelle et politique.



Les entreprises n'ignorent plus les activités de vigilance. Tout un chacun se doit de surveiller les marchés, la conjoncture économique et les concurrents. Plus récente, la veille technologique est un impératif stratégique. Ces conduites managériales risquent d'être insuffisantes si les entreprises ne maîtrisent pas une « intelligence », pour parler comme les Anglo-Saxons, des mouvements d'opinion, des valeurs et des idéologies qui activent ou agitent le monde contemporain.

Les directeurs des ressources humaines adorent se renseigner sur le climat social des personnels, des officines spécialisées procédant à des sondages internes. *« Ce qui est très bien,* écrit Jacques Antoine, *si ce n'est que la plupart de ces enquêtes dites de veille sociale oublient de prendre en compte, parce que le siège en est extérieur à l'entreprise, les courants d'opinion et les mentalités qui animent la société globale. »*

En contrepoint, les baromètres du climat social proposés par Jacques Antoine n'en recueillent pas simplement des opinions souvent éphémères et trompeuses, ils enregistrent des phénomènes sociologiques de fond tout à la fois externes et internes à l'entreprise, comme ceux de l'élévation du niveau d'instruction ou des rapports entre hommes et femmes.

Cet exemple illustre l'ambition de *Valeurs de société et stratégies des entreprises* et l'intérêt pour les managers de lire cet ouvrage avec attention. Jacques Antoine dresse un remarquable panorama des grandes tendances des sociétés post-modernes et il excelle à en tirer des conséquences sur les stratégies et la gestion des entreprises ou des services publics.

CROYANCE DISCUTABLE

Cette œuvre d'analyse prospective et rigoureuse évite autant que faire se peut l'extrapolation. Jacques Antoine traque les phénomènes antagonistes dans lesquels une tendance coexiste avec son contraire. Par exemple, la standardisation des produits cohabite avec l'hypersegmentation des marchés et la personnalisation des objets.

Une croyance discutable guide ce livre très instructif. En guise d'ouverture, Jacques Antoine cite avec déférence le sociologue Mendras. *« Dorénavant, ce sont les mœurs et la culture qui provoquent le dynamisme de la société nouvelle que nous sommes en train d'édifier. »* Cette sociologie spiritualiste décrivant un arc-en-ciel de valeurs n'est pas sans charme. Elle suprendra, non sans de bonnes raisons, les gens d'entreprises et le monde des affaires aux prises avec les révolutions technologiques ou les luttes concurrentielles et affrontant conflits sociaux et rapports de force.

Jean-Gustave Padioleau

★ *Valeurs de société et stratégies des entreprises*, de Jacques Antoine, préface de Jacques Lesourne, PUF, Paris, 233 p, 148 F.

هكذا من الأصل

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 13 MAI

Liquidation : 23 mai
Taux de report : 3,25
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↘ PARIS
−0,33 %
CAC 40 : 2107,85

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	% variation 31/12 (1)
EDF-GDF 3%	7735	7740	+ 0,06	+ 2,11
B.N.P. (T.P)	920	928	—	− 1,98
Cr.Lyonnais(T.P.)	830	820	− 1,20	− 0,60
Renault (T.P.)	1812	1814	+ 0,11	− 5,07
Rhone Poulenc(T.P)	2058	—	—	+ 0,64
Saint Gobain(T.P.)	1260	1260	—	+ 11,04
Thomson S.A (T.P)	1086	1086	—	+ 0,55
Accor	701	710	+ 1,28	+ 11,98
Air Liquide	918	926	+ 0,87	+ 14,18
Alcatel Alsthom	487,40	489	+ 0,32	+ 13,30
Alcatel Cable	480,50	481	+ 0,10	+ 35,87
Alspi	483	485	+ 0,41	+ 47,41
AGF-Ass.Gen.France	138,30	140,20	+ 1,37	+ 14,51
Axa ■	297,30	295,80	− 0,50	− 7,59
Axime	656	650	− 0,91	+ 72,40
Bail Investis	850	855	+ 0,58	+ 2,76
Bancaire (Cie)	604	597	− 1,15	+ 8,94
Bazar Hot. Ville	510	510	—	+ 36,72
Bertrand Faure	166,40	167,80	+ 0,84	+ 34,74
BIC	569	573	+ 0,70	+ 15,06
BIS	637	633	− 0,62	+ 74,38
B.N.P.	206,80	203,50	− 1,59	− 7,87
Bollore Techno.	565	565	—	+ 32,62
Bongrain	2872	2873	+ 0,03	+ 4,88
Bouygues	513	513	—	+ 3,98
Canal +	1221	1215	− 0,49	+ 32,35
Cap Gemini Sogeti	180,30	180	− 0,16	+ 30,49
Carbone Lorraine	750	753	+ 0,40	+ 79,28
Carrefour	2660	2681	+ 0,78	+ 35,29
Casino Guichard	205,10	205,60	+ 0,24	+ 44,87
Casino Guich.ADP	146	145,40	− 0,41	+ 30,99
Castorama Dl (Li)	982	968	− 1,42	+ 20,67
C.C.F.	253	253,50	+ 0,19	+ 1,44
CCMX(ex.CCMC) Ly	58,20	57,80	− 0,68	+ 25,65
Cegid (Ly)	480	483	+ 0,62	+ 30,56
CEP Communication	442	442,50	+ 0,11	+ 8,99
Cerus Europ.Reun	95,90	101,90	+ 6,25	+ 68,42
Cetelem	1110	1100	− 0,90	+ 19,69
CGIP	1152	1151	− 0,08	+ 18,90
Chargeurs	1389	1385	− 0,28	+ 41,03
Christian Dior	674	680	+ 0,89	+ 28,78
Ciments Fr.Priv.B	249	249	—	+ 27,69
Clarins	738	770	+ 4,33	+ 65,23
Club Mediterranee	492	495	+ 0,60	+ 26,58
Coflexip	189	192	+ 1,58	+ 5,20
Colas	915	909	− 0,65	+ 10,85
Comptoir Entrep.1	16,80	16,40	− 2,38	+ 32,25
Comptoir Moder.	2053	2060	+ 0,34	+ 29,55
CPR ■	416,60	419	+ 0,57	+ 4,77
Cred.Fon.France	39,35	35,50	− 9,78	− 49,85
Credit Local Fce	397	396,70	− 0,07	+ 1,19
Credit Lyonnais CI	171,50	171	− 0,29	− 27,23
Credit National	363,50	364	+ 0,02	+ 1,11
CS Signaux(CSEE)	269	274,80	+ 2,15	+ 37,40
Damart	3950	3950	—	+ 1,43
Danone ■	769	773	+ 0,52	+ 4,33
Dassault-Aviation	474	485	+ 2,32	+ 52,03
Dassault Electro	305	302,10	− 0,95	+ 36,97
De Dietrich	269	268,80	− 0,07	+ 25,02
Degremont	483,50	484	+ 0,10	+ 15,10
Dev.R.N-P.Cal #Li	53	52	− 1,88	− 7,47
DMC (Dollfus Mi)	258,10	258	− 0,03	+ 29,06
Docks France	1102	1116	+ 1,27	+ 50
Dynaction	141,30	142,40	+ 0,77	+ 56,48
Eaux (Gle des)	555	553	− 0,36	+ 13,11
Ecco	1256	1275	+ 1,51	+ 72,08
Eiffage	825	825	—	+ 13,07
Elf Aquitaine	386,70	384,50	− 0,56	+ 6,50
Eramet	389	387	− 0,51	+ 28,93
Eridania Beghin	840	837	− 0,35	− 0,35
Essilor Intl	1265	1275	+ 0,79	+ 36,21
Essilor Intl ADP	990	993	+ 0,30	+ 45,37
Esso	614	610	− 0,65	+ 24,48
Eurafrance	1967	1977	+ 0,50	+ 26,24
Euro Disney	14,85	14,75	− 0,67	+ 92,28
Europe 1	1122	1125	+ 0,26	+ 13,63
Eurotunnel	6,50	6,75	+ 3,84	+ 1,50
Filipacchi Medias	995	998	+ 0,30	+ 27,29
Finextel	79	79	—	+ 11,31
Fives-Lille	545	542	− 0,55	+ 47,28
Fromageries Bel	4940	4930	− 0,20	+ 6,06
Galeries Lafayette	1613	1640	+ 1,67	+ 37,35
GAN	151,50	151	− 0,33	− 15,64
Gascogne (B)	506	505	− 0,19	+ 22,27
Gaz et Eaux	2199	2185	− 0,63	+ 28,32
Geophysique	338	308	− 8,87	+ 91,30
G.F.C.	419,90	416	− 0,92	+ 13,04
Groupe Andre S.A.	525	513	− 2,28	+ 64,71
Gr.Zannier #(Ly)	117	116	− 0,85	+ 56,67
GTM-Entrepose	327,50	327,50	—	− 4,66
Guilbert	816	820	+ 0,49	+ 42,60
Guyenne Gascogne	1716	1719	+ 0,17	+ 28,76
Havas	432,80	433	+ 0,04	+ 11,65
Havas Ad.Euro RSCG	600	604	+ 0,66	+ 51
Imetal	757	761	+ 0,52	+ 30,08
Immeubl.France	354,30	355,90	+ 0,45	+ 21,88
Ingenico	69,20	69,80	+ 0,86	+ 99,71
Interbail	263	265	+ 0,76	+ 0,37
Intertechnique 1	540	565	+ 4,62	+ 32
Jean Lefebvre	320,10	323	+ 0,90	+ 14,53
Klepierre	618	620	+ 0,32	+ 7,82
Labinal	718	737	+ 2,64	+ 35,72
Lafarge	323,90	323	− 0,27	+ 2,37
Lagardere (MMB)	133,60	134,60	+ 0,74	+ 48,55
Lapeyre	292,60	293,50	+ 0,30	+ 20,28
Lebon	221,50	220,10	− 0,63	+ 18,33
Legrand	920	905	− 1,63	+ 19,70
Legrand ADP	607	609	+ 0,32	+ 24,28
Legris indust.	280	270,20	− 3,50	+ 69,51
Locindus	872	865	− 0,80	+ 4,21
L'Oreal	1558	1561	+ 0,19	+ 19,06
LVMH Moet Vuitton	1257	1256	− 0,07	+ 23,13
Lyonnaise Eaux	529	526	− 0,56	+ 11,55
Marine Wendel	431	430	− 0,23	+ 20,19
Matra-Hachette	129,90	130,60	+ 0,53	+ 35,11
Metaleurop	59,90	59,80	− 0,16	+ 37,71
Metrologie Inter.	19,05	21,50	+ 12,86	+ 80,48
Michelin	246,80	245	− 0,72	+ 25,44
Moulinex	79,55	79,40	− 0,18	+ 18,50
Nord-Est	138	138	—	+ 21,60
Nordon (Ny)	422,20	—	—	+ 34,45
NRJ #	650	670	+ 3,07	+ 35,52
OLIPAR	137,50	136,90	− 0,43	− 57,48
Paribas	314,50	315,90	+ 0,44	+ 13,65
Pechiney	229	222,70	− 2,75	+ 31,15
Pechiney CIP	252,50	251	− 0,59	+ 35,61
Pechiney Intl	110,50	110	− 0,45	+ 26,58
Pernod-Ricard	344	343,50	− 0,14	+ 23,42
Peugeot	727	724	− 0,41	+ 12,07
Pinault-Prin.Red.	1567	1580	+ 0,82	+ 67,71
Plastic-Omn.(Ly)	456	457,50	+ 0,32	+ 36,16
Poliet	534	532	− 0,36	+ 38,76
Primagaz	545	551	+ 1,10	+ 51,64
Promodes	1413	1411	− 0,14	+ 22,58
Publicis	397,50	401	+ 0,88	+ 38,75
Remy Cointreau	151	151	—	− 3,20
Renault	150,80	149,40	− 0,92	+ 5,95
Rexel	1210	1210	—	+ 46,31
Rhone Poulenc A	124,70	124	− 0,56	+ 18,20
Rochette (La)	30,80	31,15	+ 1,13	+ 5,68
Roussel Uclaf	1184	1196	+ 1,01	+ 44,09
Rue Imperiale(Ly)	4255	4260	+ 0,11	+ 20,64
Sade (Ny)	203	203	—	+ 16,58
Sagem SA	3193	3194	+ 0,03	+ 16,14
Saint-Gobain	646	649	+ 0,46	+ 28,53
Saint-Louis	1509	1499	− 0,66	+ 15,30
Salomon (Ly)	3550	3570	+ 0,56	+ 25,26
Salvepar (Ny)	445	450	+ 1,12	+ 43,31
Sanofi	388,30	385,40	− 0,74	+ 22,77
Sat	2084	2034	− 2,39	+ 14,81
Saupiquet (Ns)	1550	1545	− 0,32	+ 25,60
Schneider SA	244	241,60	− 0,98	+ 34,83
SCOR SA	190,10	192	+ 0,99	+ 25,49
S.E.B.	815	824	+ 1,10	+ 38,48
Sefimeg	365	364	− 0,27	+ 32
SEITA	191,50	190,90	− 0,31	+ 7,54
Selectibanque	103,60	104,60	+ 0,96	+ 4,49
SFIM	1120	1100	− 1,78	+ 29,41
SGE	113,50	112	− 1,32	+ 4,18
Sidel	1110	1114	+ 0,36	+ 26,99
Simco	488	489	+ 0,20	+ 5,16
S.I.T.A	1098	1099	+ 0,09	+ 27,93
Skis Rossignol	1815	1840	+ 1,37	+ 37,18
Sligos	480	495	+ 3,12	+ 22,52
Societe Gale A.	577	574	− 0,51	+ 5,12
Sodexho	1980	1979	− 0,05	+ 37,48
Sommer-Allibert	1455	1460	+ 0,34	+ 12,39
Sophia	226,80	226,60	− 0,08	+ 5,46
Spir Communication	548	550	+ 0,36	+ 22,49
Strafor Facom	363	360	− 0,82	+ 37,93
Suez	209,10	207,50	− 0,76	+ 2,72
Synthelabo	402,20	403,50	+ 0,32	+ 33,51
Technip	453	459	+ 1,32	+ 36,20
Thomson-CSF	137,90	138,10	+ 0,14	+ 26,58
Total	354,20	350	− 1,18	+ 5,90
UAP	107,70	106,50	− 1,11	− 14,73
UFB Locabail	489,50	485	− 0,91	+ 27,25
UGC DA (M)	319,50	316	− 1,09	+ 43,44
UIC	81,25	81,20	− 0,06	+ 37,26
UIF	447,90	445	− 0,64	+ 4,95
UIS	180	180	—	+ 38,46
Unibail	502	499	− 0,59	− 7,38
Union Assur.Fdal	622	626	+ 0,64	+ 7
Usinor Sacilor	80,90	81	+ 0,12	+ 25,07
Valeo	281,60	293	+ 4,04	+ 29,38
Vallourec	258,50	257	− 0,58	+ 37,20
Via Banque	195,10	196	+ 0,46	+ 31,54
Worms & Cie	275	275,10	+ 0,03	+ 18,83
Zodiac ex.dt divid	1225	1225	—	+ 18,34
Elf Gabon	1075	1080	+ 0,46	+ 25,72

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	% variation 31/12 (1)
ABN Amro Hol.#	265	[illegible]	+ 0,41	+ 28,40
Adidas AG #	405,20	[illegible]	− 0,09	+ 58,32
American Express	245	246,50	+ 0,61	+ 21,82
Anglo American #	329	[illegible]	− 0,27	+ 18,29
Amgold #	511	519	+ 1,56	+ 34,87
Arjo Wiggins App.	14,50	[illegible]	+ 0,34	+ 11,69
A.T.T. #	313,10	317	+ 1,24	[illegible]
Banco Santander #	345,40	[illegible]	—	[illegible]
Barrick Gold #	161,80	[illegible]	+ 0,18	+ 27,35
B.A.S.F. #	1359	[illegible]	− 0,07	+ 38,45
Bayer #	1665	[illegible]	− 0,90	+ 26,49
Blenheim Group	25,50	[illegible]	− 0,19	+ 35,37
Cordiant PLC	10,35	[illegible]	+ 0,48	+ 58,22
Crown Cork ord.	228	[illegible]	+ 3,02	[illegible]
Crown Cork PF CV	221	[illegible]	+ 3,12	[illegible]
Daimler Benz #	2792	[illegible]	− 0,07	+ 12,09
De Beers #	165	170,90	+ 3,57	+ 18,33
Deutsche Bank #	248,20	[illegible]	− 0,04	+ 6,02
Dresdner Bank # ■	127,60	[illegible]	− 0,15	+ 2,89
Driefontein #	78,50	79	+ 0,63	+ 28,45
Du Pont Nemours #	407,90	[illegible]	+ 0,17	+ 28,87
Eastman Kodak #	379,40	[illegible]	+ 2	+ 17,27
East Rand #	3,48	[illegible]	− 2,91	[illegible]
Echo Bay Mines #	65,30	[illegible]	+ 0,51	+ 32,16
Electrolux #	254	[illegible]	+ 1,45	[illegible]
Ericsson #	110	[illegible]	+ 0,81	[illegible]
Exxon Corp. #	425,20	[illegible]	+ 2,53	[illegible]
Ford Motor #	185	[illegible]	− 1,56	[illegible]
Freegold #	58,30	[illegible]	− 1,62	[illegible]
Gencor Limited #	19,55	[illegible]	+ 3,58	[illegible]
General Elect. #	400	[illegible]	+ 0,27	[illegible]
General Motors #	273,90	[illegible]	− 0,29	[illegible]
Gle Belgique #	396,20	399	+ 0,70	[illegible]
Grd Metropolitan	34,50	34,45	− 0,14	[illegible]
Guinness Plc #	38,55	38,65	+ 0,25	+ 9,18
Hanson Plc	15,60	15,65	+ 0,32	[illegible]
Harmony Gold #	58,90	57,50	− 2,37	+ 33,10
Hitachi #	52,05	51,65	− 0,76	+ 3,30
Hoechst #	1618	1621	+ 0,18	+ 22,06
I.B.M # ■	559	551	− 1,43	+ 26,79
I.C.I #	68,35	68,55	+ 0,29	+ 21,30
Ito Yokado #	296	291	− 1,68	− 4,27
Matsushita #	88,90	88,25	− 0,73	+ 11,86
Mc Donald's #	246	246,70	+ 0,28	+ 15,29
Merck and Co #	305,70	307,50	+ 0,58	− 4,94
Mitsubishi Corp.#	70,60	71,80	+ 1,69	+ 19,66
Mobil Corporat.# ■	575	583	+ 1,39	+ 5,04
Morgan J.P. #	441	440,30	− 0,15	+ 14,06
Nestle SA Nom. #	5840	5800	− 0,68	+ 6,61
Nipp. MeatPacker #	77,20	—	—	+ 5,86
Nokia A	183,50	177,60	− 3,21	− 6,58
Norsk Hydro #	229,90	232,80	+ 1,26	[illegible]
Petrofina #	1495	1524	+ 1,93	[illegible]
Philip Morris #	452,60	455,30	+ 0,59	+ 3,90
Philips N.V #	181,50	182,50	+ 0,55	[illegible]
Placer Dome Inc #	148,50	148,80	+ 0,20	[illegible]
Procter Gamble #	442	445,50	+ 0,79	[illegible]
Quilmes	252	251	− 0,39	[illegible]
Randfontein #	35,80	34,80	− 2,79	+ 5,77
Rhone Poul.Rorer #	305,30	309	+ 1,21	+ 20,60
Royal Dutch #	758	763	+ 0,65	+ 11,58
R T Z #	81,35	81,80	+ 0,55	+ 16,85
Sega Enterprises	255,10	255	− 0,03	[illegible]
Saint-Helena #	32,80	32,80	—	+ 23,38
Schlumberger #	456,90	450,30	− 1,44	[illegible]
SGS Thomson Micro.	225,50	227,60	+ 0,93	+ 21,38
Shell Transport #	71,85	72,10	+ 0,34	[illegible]
Siemens #	283,60	283,30	− 0,10	[illegible]
Sony Corp. #	330	325,10	− 1,48	+ 10,57
Sumitomo Bank #	102	102	—	+ 3,27
T.D.K #	294,90	292	− 0,98	+ 16,35
Telefonica #	88,60	88,95	+ 0,39	[illegible]
Toshiba #	39,10	38,50	− 1,53	[illegible]
Unilever #	698	698	—	[illegible]
United Technol. #	560	573	+ 2,32	[illegible]
Vaal Reefs #	531	525	− 1,12	[illegible]
Volkswagen A.G #	1815	1802	− 0,71	+ 18,44
Volvo (act.B) #	115,20	117,90	+ 2,34	[illegible]
Western Deep #	250	246	− 1,60	+ 53,46
Yamanouchi #	119	119	—	[illegible]
Zambia Copper	3,42	3,45	+ 0,87	+ 99,42

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation – sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 13 MAI

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	115,35	4,795
CEPME 8,5% 88-97CA	—	7,453
CEPME 9% 89-99 CA#	111,28	6,889
CEPME 9% 92-06 TSR	114	8,098
CFD 9,7% 90-03 CB	119,10	2,703 o
CFD 8,6% 92-05 CB	113,30	2,279
CFF 10% 88-98 CA#	110,25	5,683 o
CFF 9% 88-97 CA#	105,37	5,582 d
CFF 10,25%90-01CB#	115,91	1,202
CLF 8,9% 88-00 CA#	112,02	8,653 o
CLF 9%88-93/98 CA#	107,10	2,009
CNA 9% 4/92-07	—	8,321
CRH 8,6% 92/94-03	112,31	7,590
CRH 8,5% 10/87-88#	109,10	7,706
EDF 8,6% 88-89 CA#	110,81	2,162 d
EDF 8,6% 92-04 #	113,43	0,895
Emp.Etat 6%93-97 #	102,03	5,016
Finansder 9%91-06#	116,68	4,254
Finansd.8,6%92-02#	112,51	2,988
Floral9,75%90-99#	113,04	7,930
OAT 8,5% 87-97CA#	104,58	7,594
OAT 9,90%85-97 CA#	108,19	4,220
OAT 86-98 TME CA	102,45	1,665
OAT 9/85-98 TRA	—	4,348
OAT 9,50%88-98 CA#	109,72	6,408
OAT TMB 87/99 CA	99,79	1,317
OAT 8,125% 89-99 #	108,89	7,592
OAT 8,50%90/00 CA#	111,22	1,164
OAT 85/00 TRA CA	—	5,057
OAT 10%5/85-00 CA#	116,62	9,722
OAT 89-01 TME CA	103,50	7,805
OAT 8,5% 87-02 CA#	113,36	4,061
OAT 8,50% 89-19 #	114,68	4,261
OAT 8,50%92-23 CA#	114,85	8,512
SNCF 8,8% 87-94CA	108,90	2,525
Lyon.Eaux 6,5%90CV	910	—

ACTIONS FRANÇAISES		Cours précéd.	Derniers cours
Arbel		225	230
Bains C.Monaco	◆	570	570
B.N.P.Intercont.		340	345
Bidermann Intl	◆	110	110
B T P (la cie)	◆	7,60	7,60
Centenaire Blanzy		405	405
Ceragen Holding	◆	20,25	20,25
Champex (Ny)	◆	23,50	23,50
CIC Un.Euro.CIP		365	[illegible]
C.I.T.R.A.M. (B)	◆	2940	2940
Cpt Lyon Alem.		391	388
Concorde-Ass Risq		845	845
Gpe Valfond ex.CMP	◆	12,20	12,20
Darblay	◆	460	460
Didot Bottin		760	760
Eaux Bassin Vichy	◆	4750	4750
Ecia		735	720
Ent.Mag. Paris	◆	1192	1192
Eridania Beghin CI	◆	848	[illegible]
Fidei		47	[illegible]
Finalens		383	[illegible]
F.I.P.P.	◆	104	104
Fonciere (Cie)		544	[illegible]
Fonciere Euris		231,10	[illegible]
Foncina #	◆	449	[illegible]
France I.A.R.D.	◆	1006	[illegible]
France S.A.		1379	[illegible]
From. Paul-Renard	◆	2050	[illegible]
Gaumont #		416	[illegible]
Genefim		153,90	[illegible]
Gevelot		1790	[illegible]
G.T.I (Transport)		372,70	[illegible]
Immobail		128	[illegible]
Immobanque		770	[illegible]
Lucia		51,35	[illegible]
Monoprix	◆	159	[illegible]
Metal Deploye	◆	445	[illegible]
Mors #		17,10	[illegible]
Navigation (Nle)		62,75	[illegible]
Paluel-Marmont	◆	275	[illegible]
Exa.Clairefont(Ny)		1350	[illegible]
Parfinance	◆	213,10	213,10
Paris Orleans		277	277
Piper Heidsieck		1399	[illegible]
Promodes (CI)		930	[illegible]
PSB Industries Ly	◆	330	[illegible]
Rougier #		497	[illegible]
Saga		169	[illegible]
Salins du Midi		469	[illegible]
Silic		748	[illegible]
S.I.P.H.	◆	215	[illegible]
Sofal	◆	89	[illegible]
Soffo	◆	261,30	[illegible]
Sofragi	◆	3806	[illegible]
Soudure Autogene	◆	995	[illegible]
Sovabail	◆	340	[illegible]
Taittinger		1820	[illegible]
Tour Eiffel	◆	284	[illegible]
Vicat		463	[illegible]

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 13 MAI

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #		60	59,95
AFE #		504	515
Aigle #		193,90	192
Albert S.A (Ns)	◆	130	130
Altran Techno. #		1415	1410
Montaignes P.Gest.		700	701
Assystem #		570	595
Bque Picardie (Li)		610	615
Bque Sofirec (M)	◆	570	570
Bque Tarneaud(B)#		235	235
Bque Vernes		494,80	494,80
Beneteau #		650	650
B I M P		73,20	73,50
Boiron (Ly) #		659	660
Boisset (Ly)#	◆	211,90	211,90
But S.A.		357	357
Cardif SA		760	773
C.E.E #		300	302
CEGEP #	◆	160,60	160,60
Cermex # (Ly)		369	369
CFPI #		245	250
Change Bourse (M)		325	330
Christ.Dalloz #		1530	1545
Cipe France Ly #		469	488
CNIM CA#		206	204
Codetour		329,90	330
Comp.Euro.Tele-CET		340	340
Confiandey S.A.		310	319
C.A.Haute Normand.		334,50	334
C.A.Ile & Vilaine		335,20	336
C.A.de l'Isere Ly#		382	385
C.A. Oise CCI		263,60	264
Creeks		58	58
Devanlay		530	539
Devernois (Ly)		545	545
Ducros Serv.Rapide	◆	74,90	74,90
Ecco Trav.Tempo Ly		453	454
Europ.Extinc.(Ly)	◆	254,50	254,50
Europ Propulsion		638	639
Expand s.a	◆	195	214,90
Factorem		688	700
Faiveley #		312	318
Finacor		125,10	126
Fininfo		534	530
Fructivie		681	664
Gautier France #		286,50	288,10
Gel 2000		76	79,20
GFI Industries #		789	770
Girodet # (Ly)		42	42
GLM S.A.		268,50	270
Grandoptic.Photo #		620	620
Gpe Guillin # Ly		220	219,90
Kindy #		180	180
Guerbet		375	380
Hermes internat.1#		1283	1308
Hurel Dubois		530	528
ICBT Groupe #		231	229
I.C.C.		178	178
Idianova		67	67
Int. Computer #	◆	107	107
IPBM		64	64
M6-Metropole TV		511	518
Manitou #		569	569
Manutan		921	925
Marie Brizard		1260	1280
Maxi-Livres/Profr.		207,20	205
Mecelec (Ly)	◆	88,70	88,70
MGI Coutier		275	271,50
Monneret Jouet Ly#		74,60	73,20
Naf-Naf #		82,80	82,90
N.S.C Schlum. Ny		726	726
OGF Omn Gest.Fin	◆	900	900
Onet #		1115	1062
Paul Predault #		183	189
P.C.W.	◆	19	19
Petit Boy #		112	112,50
Pochet		950	980
Poujoulat Ets (Ns)		246	236
Radiall #		625	628
Rallye(Cathiard)Ly		220	215
Reydel Indust.Li	◆	890	898
Robertet #		1385	1389
Rouleau-Guichard		455	449
Securidev #		74	76,50
Smoby (Ly)#		620	615
Sofco (Ly)		118,90	118,90
Sofibus	◆	366	366
Sogepag #	◆	137	137
Sogeparc (Fin)		697	693
Sopra		328,20	322
Steph.Kelian #	◆	92,05	92,05
Sylea		460,10	489,10
Teisseire-France		215	208
TF1-1		546	548
Thermador Hold(Ly)		380	380
Trouvay Cauvin #		84	82
Unilog		595	556
Union Fin.France		521	520
Via Credit(Banque)	◆	121,60	121,60
Viel et Cie #		144	140
Vilmorin et Cie #		475	488
Virbac		734	730

NOUVEAU MARCHÉ

Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 13 MAI

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
High Co.	275	270
Infonie	502	504
Joliez-Regal	100,10	100,50
Proxidis	80	82

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 13 MAI

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
B.A.C.	◆	0,05	[illegible]
Crédit Gén.Ind.	◆	29	[illegible]
Générale Occidentale	◆	38,15	[illegible]
Mumm	◆	1200	1200
Nobel	◆	181	181
Sté lecteurs du Monde	◆	132	135,20

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

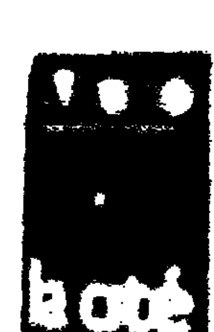
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation – sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 10 mai

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI			
Agipi Ambition (Axa)		120,88	115,12
BANQUE POPULAIRE			
Valorg		2401,38	2365,89
BANQUE TRANSATLANTIQUE			
Arbitr. Court Terme	◇	9415,91	9415,91
Arbitr. Première		8975,34	8886,48
Arbitr. Sécurité	◇	17249,35	17163,53
BNP			
Antigone Trésorerie		852471	852471
Natio Court Terme		13695	13695
Natio Court Terme2		372033	372033
Natio Epargne		2153,92	2132,59
Natio Ep. Capital C/D		15413,08	15260,48
Natio Ep. Croissance		2312,68	2267,33
Natio Ep. Obligations		211,18	207,04
Natio Epargne Retraite		140,56	137,80
Natio Epargne Trésor		10545,29	10524,24
Natio Epargne Valeur		545,90	535,20
Natio France Index		1111,50	1089,71
Natio Immobilier		1229,18	1205,08
Natio Inter		1844,95	1808,77
Natio Monétaire C/D		5327,57	5327,57
Natio Opportunités		164,34	161,12
Natio Patrimoine		1520,45	1490,64
Natio Perspectives		1245,68	1221,25
Natio Placements C/D		76285,73	76285,73
Natio Revenus		1074,33	1063,69
Natio Sécurité		11548,86	11548,86
Natio Valeurs		1034,44	1014,16
CDC TRÉSOR			
Moneden		89103,19	89103,19
Oblig. ttes caté.		232,58	229,14
CDC GESTION			
Livret Bourse Inv.	◇	636,17	617,64
Le Livret Portefeuille	◇	864,76	839,57
Nord Sud Dévelop.	◇	2155,48	2151,18
Patrimoine Retraite	◇	297	291,18
Sicav Associations	◇	2357,25	2357,25
BRED BANQUE POPULAIRE			
Fonsicav	◇	18981,58	18943,69
Mutual. dépôts Sicav	◇	18208,40	18172,06
CAISSE D'EPARGNE			
Ecur. Actions futur	◇	212,09	205,91
Ecur. Capicourt	◇	221,08	220,53
Ecur. Capitalisation	◇	226,78	224,53
Ecur. Distrimonétaire	◇	10262,69	10262,69
Ecur. Expansion	◇	79790,19	79472,30
Ecur. Géovaleurs	◇	2955,68	2869,59
Ecur. Investissement	◇	173,53	168,48
Ecur. Monétaire	◇	12658,61	12658,61
Ecur. Trésorerie	◇	311,37	311,37
Ecur. Trimestriel	◇	1998,12	1978,34
Epargcourt-Sicav	◇	191,31	190,83
Horizon	◇	1702,53	1652,94
Prévoyance Ecur.	◇	98,58	97,60
Fonds communs de placements			
Ecur. Capipremière	◇	11285,39	11262,86
Ecur. Sécuripremière	◇	11491,10	11479,62
Ecur. Sensipremière	◇	11800,77	11771,34
CNCA (CRÉDIT AGRICOLE)			
Amplia	◇	115609,60	115608,68
Atout Amérique		140,60	137,17
Atout Asie		106,61	104,01
Atout Futur C		604,27	589,53
Atout Futur D		576,42	562,36
Coexis		1806,49	1772,81
Dieze		1863,95	1829,20
Elicash	◇	916792,11	916792,11
Epargne-Unie		167,01	162,94
Eurodyn		1755,27	1712,46
Indicia	◆	1245,56	1214,96
Moné.JC	◇	11561,18	11561,18
Moné.JD	◇	11561,18	11561,18
Oblifutur		3922,28	3849,15
Oraction		1843,05	1798,10
Proficius		1016,39	997,44
Revenu-Vert		1192,18	1168,97
Sévéa	◆	106,67	104,07
Synthésis		15798,43	15488,66
Uni Foncier		1278,54	1249,36
Uni France		662	645,85
Uni Garantie C		1692,05	1660,58
Uni Garantie D		1375,75	1350,30
Uni-Régions		1635,53	1595,64
Univar C	◇	299,66	299,66
Univar D	◇	299,66	299,66
Univers Actions		187,25	182,68
Univers-Obligations		2176,01	2135,44
CIC BANQUES			
Francic		566,79	558,28
Francic Pierre		120,86	117,35
Francic Régions		1673,70	1624,95
CIC PARIS			
Cicamonde		1308,78	1270,66
Converticic		356,70	351,43
Ecocic		1414,07	1322,88
Oblicic Mondial		3327,81	3278,63
Oblicic Régions		1178,72	1161,30
Rentacic		164,88	162,40
CRÉDIT LYONNAIS			
Eurco Solidarité		1296,45	[illegible]
Lion 20000		16672,48	[illegible]
Lion Association		11112,08	[illegible]
Lion Plus		1394,74	[illegible]
Lion Trésor		2308,02	[illegible]
Oblilion		1794,04	[illegible]
Sicav 5000		565,37	[illegible]
Slivafrance		939,46	[illegible]
Slivam		475,21	[illegible]
Slivarente		236,15	[illegible]
Slivinter		602,02	590,22
Trilion		5258,90	[illegible]
CRÉDIT MUTUEL FINANCE			
Avenir Alizes		2034,32	1994,43
Crédit Mutuel Capital		1708,19	1669,79
Créd.Mut.Ep.Cour.T	◆	861,60	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Ind.Cap		102,42	99,68
Créd.Mut.Ep.J		22301,13	22301,13
Créd.Mut.Ep.long.T		228,89	222,76
Créd.Mut.Ep.Monde		1224,45	1191,68
Créd.Mut.Ep.Quatre		1104,22	1082,57
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE			
Asie 2000		739,36	707,52
Saint-Honoré Capital		17730,95	17214,51
St-Honoré March. Emer.		636,97	809,54
St-Honoré Pacifique		807,52	772,75
LEGAL & GENERAL BANK			
Sécuritaux	◇	1784,04	1784,04
Stratégie Actions		966,48	[illegible]
Stratégie Rendement		1771,26	1715,51
LA POSTE			
Amplitude Monde C	◇	809,81	[illegible]
Amplitude Monde D	◇	788,90	[illegible]
Elanciel D	◇	132,10	[illegible]
Emergence Poste D	◇	110,41	[illegible]
Géobilys C	◇	610,38	[illegible]
Géobilys D	◇	595,17	[illegible]
Intensys C	◇	113,31	[illegible]
Intensys D	◇	108,49	[illegible]
Latitude C	◇	144,21	[illegible]
Latitude D	◇	135,68	[illegible]
Oblitys D	◇	575,53	[illegible]
Plénitude D	◇	157,93	[illegible]
Poste Gestion C	◇	43053,35	[illegible]
Revenus Trimestr.	◇	5358,41	[illegible]
Solstice D	◇	2350,27	[illegible]
Thésora C	◇	912,47	[illegible]
Thésora D	◇	830,56	[illegible]
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE			
Actimonétaire C		36832,74	[illegible]
Actimonétaire D		31349,05	[illegible]
Cadence 1 D		1069,04	[illegible]
Cadence 2 D		1055,09	[illegible]
Cadence 3 D		1060,34	[illegible]
Capimonétaire C		1996,32	[illegible]
Capimonétaire D	◇	105680,33	[illegible]
Capiobilg C		8435,16	[illegible]
Interoblig C		6388,86	[illegible]
Intersélection France D		584,10	[illegible]
S.G. France opport. C		1699,27	[illegible]
S.G. France opport. D		1638,67	[illegible]
Sogenfrance C		1488	[illegible]
Sogenfrance D		1373,25	[illegible]
Sogépargne D		312,29	[illegible]
Soginter C		1774,95	[illegible]
Fonds communs de placements			
Favor D		1231,97	[illegible]
Sogeliance D		1697,85	[illegible]
Sogenfrance Tempo D		143,44	[illegible]

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.



هكذا من الأهل

DISPARITIONS

Pierre Debizet

L'ancien « patron » du SAC

PIERRE DEBIZET, ancien secrétaire général du Service d'action civique (SAC), le service d'ordre du mouvement gaulliste, est décédé, samedi 11 mai à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), à l'âge de soixante-treize ans.

Fondé en 1958 par Jacques Foccart, l'homme des missions africaines du général de Gaulle, le SAC avait à l'origine pour mission d'assurer la sécurité du mouvement gaulliste, en particulier au cours des campagnes électorales. Au fil des années, notamment lors de la lutte contre l'OAS, l'Organisation de l'armée secrète, pendant la guerre d'Algérie, cette « police parallèle » acquiert une réputation sulfureuse ; certains de ses adhérents sont mêlés à des affaires du milieu. En 1969, lors de son arrivée au pouvoir, le président Georges Pompidou avait chargé Pierre Debizet d'épurer le SAC. Cet ancien résistant des services de renseignement et d'action de la France libre, surnommé « Gros sourcils » ou « le Colonel », reprend alors officiellement du service, dix ans après avoir pris ses distances avec le pouvoir gaulliste, en raison de son propre engagement pour « l'Algérie française ».

En 1981, toutefois, Pierre Debizet est arrêté : un commando de trois hommes (condamnés par la suite à la prison à perpétuité) avaient tué, le 19 juillet, à Auriol (Bouches-du-Rhône), un inspecteur de police, Jacques Massié, membre du SAC, et cinq membres de sa famille. Inculpé pour complicité d'assassinat, il avait bénéficié d'un non-lieu après un mois de détention préventive à la prison des Baumettes, à Marseille. Peu après, à la suite du rapport d'une commission d'enquête parlementaire sur ses activités, le SAC était dissous, le 28 juillet 1982.

Titulaire de la croix de guerre et de la médaille de la Résistance, Pierre Debizet a aussi effectué de nombreuses missions sur le continent africain. Il était réapparu, peu avant les élections législatives de 1986, comme délégué général du Mouvement initiative et liberté (MIL), dont le président d'honneur était le général Alain de Boissieu, gendre du général de Gaulle. Le MIL était destiné à *« rassembler les gens attachés aux valeurs fondamentales et prêts à manifester leur volonté, y compris par des manifestations dans les rues »*.

J.-L. S.

Cecilia Reeves Gillie

L'âme du service français de la BBC

CECILIA REEVES GILLIE est morte le 20 avril en Pologne, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Aux pires heures de 1940, cette jeune femme intelligente et énergique, née le 18 août 1907, a joué un rôle décisif dans la création du service français de la BBC, qui allait être pendant quatre ans, pour les Français de France, la voix de la liberté. *Diplômée de Cambridge*, attachée à la BBC depuis 1933, démocrate ardente, *elle est*, pendant la « drôle de guerre », officier de liaison au bureau parisien de la BBC. Elle regagne Londres peu avant la débâcle. Les émissions en français se limitent alors à six bulletins quotidiens d'information d'un quart d'heure, dont deux seulement, le soir, sur ondes moyennes. C'est dans le cadre d'un de ces bulletins que le général de Gaulle prononce son appel du 18 juin. Dès le lendemain, Cecilia Reeves est, avec le critique d'art Raymond Mortimer, l'artisan d'un accord de coopération qui, jusqu'à l'armistice, met, à 20 h 30, un quart *d'heure d'émission londonienne* à la disposition de la Radiodiffusion nationale.

ENTENTE CORDIALE

Mais c'est presque aussitôt la rupture franco-anglaise : la radio reste le seul lien permettant aux Britanniques de communiquer avec la France. Tandis que Churchill accorde à de Gaulle cinq minutes d'émissions quotidiennes, la BBC entreprend de créer un programme français de trois quarts d'heure à une heure de grande écoute. Il lui faut une équipe, et une équipe française. Cecilia Reeves persuade un homme de théâtre évacué de Dunkerque, le *metteur en scène Michel Saint*-Denis, neveu de Jacques Copeau, d'en être l'animateur. Elle contribue à ses côtés à la conception du programme « Les Français parlent aux Français ». *C'est elle qui suggère* l'idée de l'émission dialoguée « Les trois amis », qui peut passer pour un modèle de propagande politique au meilleur sens du terme.

Le service français, en constante expansion, comptera en mai 1944 dix-sept émissions par jour, totalisant six heures et demie. 70 % des foyers français ayant un récepteur écouteront alors la radio de Londres. La BBC aura été un des rares secteurs où Français et Britanniques auront, pendant ces quatre années travaillé en symbiose. Cecilia Reeves aura été un des meilleurs agents de l'Entente cordiale radiophonique, aux côtés du directeur anglais de la section française, le journaliste *Darsie Gillie*, dont elle devint la femme en 1955.

Après la guerre, Cecilia Reeves *Gillie fut* jusqu'en 1967 le représentant de la BBC à Paris, tandis que Darsie Gillie était le correspondant du *Guardian*. Ils se retirèrent à Mirabeau, dans le Vaucluse, où Gillie mourut en 1972. C'est en Pologne, auprès d'amis qui l'avaient recueillie, que Cecilia Reeves Gillie, gravement handicapée depuis plusieurs années, est morte.

Jean-Louis Crémieux-Brilhac (historien)

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M. Bernard FLOBERT
et
Mme née Emmanuelle PRAT,

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils.

Emile,

Paris, le 7 *mai* 1996.

Cristina FAUTINO
et
***Régis* TOMAT,**
Teddy,

sont heureux de faire part de la naissance de

Rosanne,

le 9 mai 1996.

10, allée du Val-Fleuri,
93160 Noisy-le-Grand.

Mariages

Catherine BERNE
et
***Guillaume* FLACHAT,**

font part de leur mariage, le 27 avril 1996, à la mairie de Roquemaure (Gard).

Anniversaires de mariage

Ginette,

merci de m'avoir accompagné pendant ces trente-cinq ans, avec autant d'intelligence que d'amour ; mais aussi de courage, d'audace et de volonté de savoir et comprendre qui ne te quitte jamais.

Jean Pierre.

Décès

– Les membres de l'Association et entraide des veuves et orphelins de guerre
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de leur présidente,

Mme la maréchale Philippe LECLERC de HAUTECLOCQUE,

survenu dans sa quatre-vingt-treizième année.

Une messe solennelle sera célébrée le mardi 14 mai 1996, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

(*Le Monde* daté 12-13 mai.)

– Jean-Pierre Bertrand,
son père,
Danielle Bertrand-Ruffet,
sa mère,
Stéphane Bertrand,
son frère,
Anne-Laure et Marie-Cécile Bertrand,
ses sœurs,
Charlotte de Montauzan,
Mathieu et Antoine Schmit,
Jean-Michel Ruffet,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Renaud BERTRAND,

survenu le 9 mai 1996, à l'âge de vingt-deux ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 14 mai, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse.

On se réunira à la porte principale, 3, boulevard *Edgar-Quinet*, Paris-14e.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

97, rue de Courcelles,
75017 Paris.
19, rue Antoine-Chantin,
75014 Paris.

– **Electricité de France-Gaz de France.**
Les présidents des conseils d'administration,
Les directions générales,
Et l'ensemble des équipes dirigeantes,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BONNAFÉ,
délégué à la modernisation
des concessions de distribution publique
à la *direction EDF-GDF Services*,
chevalier de l'ordre national
du Mérite,

survenu le 9 mai 1996, à l'âge de soixante ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 14 mai, à 15 heures, en la chapelle Notre-Dame-des-Anges, 102 *bis*, rue de Vaugirard, Paris-6e.

– Paris. Québec. Montréal.

Ceux qui ont connu et aimé

Danielle THIBAULT,

se souviendront d'elle.

Elle nous a quittés brutalement, le 6 mai, à Montréal, à l'âge de quarante-neuf ans.

Ses obsèques ont eu lieu à Québec, le 10 mai.

– Le professeur et Mme Paul Barjon,
M. et Mme Jacques Blanc,
Michel Barjon et Evelyne Gernigon,
Etienne et Margot,
Jean-Noël et Geneviève Barjon,
Rémi et Pierre,
Marianne et Antoine Mesré
et Basile,
Jean-Dominique Blanc
et Nicole Petit,
Christine et Philippe Macrek,
Thibaut et Robin,
Nicolas Blanc et Muriel Alotto,
La famille de Mme Robert Brenac,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Gaston GIRAUD,
née Germaine VILLARD,

survenu le 7 mai 1996, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité le 13 mai, à Montpellier.

Elle a rejoint pour toujours son époux, le doyen

Gaston GIRAUD

et son fils,

Jean-François.

« Ne crains rien, car je suis avec toi. »
Esaïe 43.5.

2, avenue Jean-Mermoz,
34000 Montpellier.
11, rue Rébéval,
75019 Paris.

– Mme le docteur Suzanne Jouin-Brissy,
Mme Marie-Christine Jouin,
M. le docteur Hervé Jouin et Nicole,
Gilles, Irène, Patricia, Gaëlle, Kenan, Mégane,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger JOUIN,

survenu le 11 mai 1996, dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 mai, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Lourdes, à Strasbourg.

8, rue d'Andlau,
67000 Strasbourg.
25, boulevard du Montparnasse,
75006 Paris.

– Mme Gérard Loyau,
son épouse,
Sophie Loyau et Christophe Yvon,
Caroline et Gilles Blanchot,
Eric et Sophie Loyau,
ses enfants,
Charlotte, Arthur, Valentin, Philipine, Marie,
ses petits-enfants,
Jean-Claude et Catherine Loyau,
et leurs enfants,
Ses frère, belle-sœur, neveux et nièces,
Les parents et les amis,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Gérard LOYAU,
professeur agrégé de médecine,

survenu à Caen, le 10 mai 1996, à l'âge de soixante-sept ans.

Et vous invitent à assister à la messe d'inhumation qui sera célébrée le mardi 14 mai, à 15 heures, en la chapelle du Hôme à Varaville (Calvados).

Un registre à signatures sera ouvert à la chapelle.

Il ne sera pas envoyé de faire-part, cet avis en tenant lieu.

3, place Fontette,
14000 Caen.

– Claudine Herzlich, Janine Pierret
et les membres du CERMES,

Serge Gruzinski, Nathan Wachtel,
Et les membres du CERMA,

ont la douleur de faire part de la mort du

docteur Pedro PEREZ,

le 9 mai 1996.

L'incinération aura lieu le mercredi 15 mai, à midi, au cimetière du Père-Lachaise.

16, villa de l'Oursine,
75013 Paris.

– Le personnel de la division sida de la *direction générale de la santé*,
a la douleur de faire part du décès de

Pedro PEREZ,

survenu dans sa trente-huitième année, le 9 *mai* 1996.

– Jacqueline Tramalloni,
Florence et Yves Bodeur-Crémieux,
ses enfants,
Ainsi que ses petits-enfants,
Et arrière-petits-enfants,
font part du décès de

Mme Madeleine SAFFORES,

survenu le 10 mai 1996.

Le service religieux aura lieu le mercredi 15 mai 1996, à 9 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, rue Brémontier, Paris-17e.

5, rue Cardinet,
75017 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

– Mme Suzy Smadja, née Bellaïche,
ses enfants,
M. Michel Smadja,
M. Philippe Smadja,
Mme Kim, Caroline Smadja,
épouse Ktorza,
Ses belles-filles, son gendre,
Ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur regretté époux bien-aimé, père vénéré, beau-père et grand-père chéri,

M. Nessim Jules SMADJA,

survenu à Paris, le 9 mai 1996, dans sa quatre-vingtième année.

Les obsèques ont eu lieu le 10 mai 1996, au cimetière parisien de Pantin.

Des prières seront célébrées le mercredi 15 mai 1996, à 19 heures, à la grande synagogue de la Victoire, Paris-9e.

Anniversaires de décès

– Il y a trois ans, le 15 mai 1993, disparaissait

Gina ALESSANDRI.

Ses fils,
François, Philippe, Dominique, Patrick Bon,
Et sa famille,
demandent une pensée à tous ceux qui l'ont aimée et connue.

– Vingt ans après la mort de

Jacques CHAINE,

Sa famille,
Ses amis,
Ses collaborateurs,
se souviennent.

– Pour l'amour de

Liora,

renversée à douze ans sur un passage protégé,

sa famille et ses amis se retrouveront comme chaque année, le 16 mai, à 14 h 30, cimetière de Pantin, entrée principale.

Familles Cicurel et Wiener.

Colloques

– La Fondation François-Perroux (président Raymond Barre) et l'ISMEA organisent un colloque sur **« Les mouvements internationaux de capitaux »**, ouvert aux décideurs, économistes et journalistes financiers. Lyon, 31 mai et 1er juin 1996. Les rapports seront présentés par les professeurs Cartapanis, Plihon et Léonard.
Inscriptions avant le 20 mai.
ISMEA - Tél. : 44-08-51-42.
Fax : 44-08-51-34.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● **Séminaires**

Jacques Colléony : **« Sentir. Art et phénoménologie »**, 22 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures, Ecole des beaux-arts de Metz, 1, rue de la Citadelle, Metz.

François Noudelmann : **« Image et absence »**, 23 mai, 18 heures-20 heures, salle des Résistants, ENS, 45, rue d'Ulm, Paris, 30 mai, 6, 13 juin, 18 heures-20 heures, amphi A et B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5e.

Jean-Marc Besse **« Habiter le lieu terrestre et le représenter »**, interventions d'Etienne Tassin et Alain Lhomme, 23, 30 mai, 18 heures-20 heures, salle RC2, université Paris-VII, place Jussieu, Paris-5e.

Rastko Mocnik : **« Explication et interprétation dans les sciences humaines »**, 22, 24 mai, 18 heures-20 heures, salle de débats A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris, 23 mai, 18 heures-20 heures, salle E, ENS, 45, rue d'Ulm, Paris.

Michaël Wetzel : **« Les langues de l'oubli. Les lieux de la terreur »**, 28, 30 mai, 18 heures-20 heures, salle de débats B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

André Scala : **« Philosophie de la distance. Corps/esprit, espace, sensation »**, 14, 21, 28 mai, 17 heures-19 heures, salles des actes, Samuel Beckett, Paul Celan, ENS, 45, rue d'Ulm, Paris.

● **Forum**

Autour de l'œuvre de Jean-Toussaint Dessanti, sous la responsabilité de Frédéric Cossutta, en présence de J.-T. Dessanti, avec Gilles Châtelet, Dominique Grisoni, Patrice Loraux, Jean-Michel Salanskis et Jean-Jacques Szczeciniarz, 21 mai, 18 h 30-22 heures, amphi Stourdzé, Carré des sciences, 1, rue Descartes.

Toutes les activités du Collège international de philosophie sont libres et gratuites.

Renseignements sur salles, répondeur : 44-41-46-85.

Autres renseignements : 44-41-46-80.

Communications diverses

– Mercredi 15 mai 1996, à partir de 19 heures : rencontre avec **Luis Fernandez : « Le Foot ma passion »**. PAF.
Centre Communautaire de Paris.
Tél. : 49-95-95-92.
5, rue de Rochechouart,
75009 Paris (métro Cadet).

Soutenances de thèse

– **M. Kamal Naït-Zerrad** soutiendra une thèse de doctorat intitulée **« Lexique *religieux et néologie* : un essai de traduction du Coran en berbère »**, le mardi 21 mai 1996, à 14 heures, dans les salons de l'INALCO.

AUJOURD'HUI

SPORTS

FOOTBALL *L'AJ Auxerre est devenu champion de France de première division, samedi 11 mai, en faisant match nul (1-1) à Guingamp, tandis que Metz était battu à Nantes (1-0) et Paris-SG tenu en échec à Bordeaux (2-2).* ● **GUY ROUX** a laissé éclater sa joie après le premier doublé *Coupe-championnat* d'un club dont il est l'entraîneur depuis 1961. C'est la première fois depuis la Libération qu'une ville de moins de 40 000 habitants est championne de France. ● **SAINT-ÉTIENNE**, Gueugnon et Martigues joueront la saison prochaine en deuxième division, tandis que Monaco, Metz, Lens et Montpellier joueront la Coupe de l'UEFA. ● **ÉRIC CANTONA** a marqué le but victorieux de Manchester United en finale de la Cup, samedi 11 mai à Wembley, face à Liverpool. Artisan du deuxième doublé de « MU », le Français jouera-t-il l'Euro 96 avec l'équipe de France ?

L'AJ Auxerre gère son premier titre de champion de France

Obtenue huit jours après son deuxième succès en Coupe de France, la victoire finale des Bourguignons en première division ne devrait pas changer la philosophie du club, malgré de nombreuses sollicitations

ET GUY ROUX s'est fait homme heureux. Ses joueurs en ont été les premiers surpris. Bernard Diomède s'est même effrayé en voyant cet hystérique en survêtement pénétrer sur la pelouse, en moulinant des bras, dès le coup de sifflet final, samedi 11 mai à Guingamp. Il s'est immobilisé devant l'intrusion de l'histrion. Son premier réflexe a été sans doute de se demander ce qu'il avait fait de mal. *Guy Roux fou de joie*, l'ailier formé au club ne savait sans doute pas que ça pouvait ressembler à ça, à ces rondeurs bondissantes, à ce visage décomposé par l'émotion.


FOOTBALL

Passé le moment de stupeur, ses ouailles ont à leur tour compris. Ils étaient champions de France. Ils ont alors entamé la même sarabande désordonnée que leur patron. Ils ont exulté, eux qui ont, pour la plupart, vingt ans, le talent et, devant eux, bien d'autres promesses *de gloire dans* leur carrière. Mais que dire de celui qui voyait l'aboutissement de trente-cinq ans de patient labeur, de cet entraîneur qui n'a obtenu son diplôme du troisième degré qu'à l'ancienneté.

Guy Roux aura mis un tiers de siècle pour hisser l'Association de la *jeunesse auxerroise de la fin de* tableau de la division d'honneur à la première place de la division 1. Cet homme dont la passion brute s'ancre sur une solide carcasse n'a raté qu'un seul match dans sa carrière, un derby Auxerre-Avallon en 1965, à cause d'une jaunisse. Mais, *samedi, l'entraîneur, quoique* présent physiquement, avait un peu l'esprit ailleurs, à Nantes, où *Metz se déplaçait, et* à Bordeaux, qui recevait le Paris-SG. Pour la première fois, il n'a pas irrigué entièrement ses pensées vers les acteurs qui évoluaient sur la pelouse.

A une journée de la fin, le match nul (1-1) de son équipe n'aurait en effet pas suffi sans les faux pas de *ses adversaires pour le titre. Les* Lorrains et les Parisiens ont trébuché. Guy Roux pouvait laisser exploser sa joie.

Les joueurs qui lui ont apporté la consécration méritaient bien de voir enfin cette chaleur humaine que l'entraîneur réservait jusque-là à un cercle très restreint d'intimes. Il les a donc embrassés un par un, maladroitement, comme à chaque fois qu'il tente d'exprimer ses sentiments. Pour un peu, il les *auraient tutoyés, ces petits gars*, ce qu'il n'a plus jamais fait depuis la génération de Gérard Hallet et Serge Mesonès, celle qui avait participé à la finale perdue de la Coupe de France en 1979. Ces joueurs-là ont également été les derniers à le porter un jour en triomphe.

Sept ans après Marseille, Auxerre réussit le doublé Coupe-championnat, après avoir rattrapé lentement les onze points de retard au classement général qu'elle avait sur le Paris-SG en décembre. Elle n'a pas fait que briller, encaissant même dix défaites, presqu'un record. Mais elle a persévéré, tout en faisant mine de ne pas y croire, et a *finalement enlevé son premier* titre de champion de France.

« FIER D'ÊTRE BOURGUIGNON »

L'AJA succédera la saison prochaine à Nantes – *un autre club qui* a fondé sa réussite sur la formation – en Ligue des champions. Elle retrouvera notamment le Milan AC, Manchester United, Dortmund et l'Ajax d'Amsterdam. *Les dirigeants* bourguignons assurent que cette nouvelle donne ne leur fera *pas changer d'un iota leur ligne de* conduite. Le seul recrutement annoncé pour l'instant est celui d'un jeune joueur de D2, Steve Marlet, qui vient du Red Star.

Il n'y aura ni strass ni paillettes sur les bords de l'Yonne la saison prochaine. Le club aimerait cependant *bien garder son habit du dimanche*. Ces joueurs, l'entraîneur les prit en affection parce qu'*« ils sont les premiers qui aient compris quelle était la main qui les nourrissait. »* Que Franck Rabarivony, d'origine malgache, Corentin Martins, d'ascendance portugaise, Taribo West, le Nigérian, Moussa Saïb, l'Algérien, chantent à l'unisson *« fier d'être bourguignon »* dans les vestiaires a dû réchauffer le cœur de celui qui a lié son destin à ce club régional.

Même si la période des transferts est rarement le moment où le *football brille par sa franchise*, il semble bien qu'Auxerre veuille encore faire un bout de chemin avec son effectif actuel. Guy Roux entend juste céder à Lyon Christophe Cocard, qui n'est plus en odeur de sainteté depuis qu'il s'est répandu en propos acerbes contre le paternalisme *de son mentor, et prêter* Stéphane Guivarc'h, dont la saison fut hachée par les blessures. Les autres, il y tient.

Les esprits chagrins rappelleront que Guy Scherrer, le président de Nantes, tenait le même discours à la fin de la saison dernière, mais avait dû *se résoudre à laisser partir* Christian Karembeu et Patrice Loko, deux pièces essentielles. Toutefois, le club bourguignon a sur son prédécesseur de Loire-Atlantique l'avantage d'être un club riche, même s'il se plaît à faire pitié. Il le sera probablement un peu plus encore la saison prochaine.

Outre la promesse d'argent direct de la Ligue des champions (qui pourrait avoisiner 50 millions de francs), Auxerre a reçu trois ou quatre propositions de nouveaux commanditaires.

Benoît Hopquin

Des négociations avec TF 1

TF 1 et Auxerre ont confirmé que des pourparlers avaient été entamés sur la sponsorisation de l'équipe par la chaîne de télévision privée. Les dirigeants de l'AJA ont rencontré Patrice Le Lay, président de TF 1, *au cours de la semaine dernière.* TF 1, *qui était déjà en négociation* avec Marseille, hésite sur l'opportunité de s'engager dès la saison prochaine. Les dirigeants auxerrois, eux, examinent les multiples propositions arrivées après leurs récents succès. *« Nous n'avons toujours pas pris de décision,* affirme Jean-Claude Hamel, le président du club. *De toute façon, nous solliciterons d'abord l'avis de notre sponsor actuel, Gérard Bourgoin, qui nous suit depuis toujours* [NDLR : depuis 1977, exactement]. » Guy Roux, l'entraîneur auxerrois, est déjà *sous contrat* avec la chaîne.



Européens et relégués

Sans attendre la fin de la compétition, l'avant-dernière journée du championnat de France a *délivré toutes ses* bonnes et ses mauvaises nouvelles. Les clubs français qualifiés pour les différentes coupes d'Europe 1996-97 ou relégués en deuxième division sont les suivants :

● **Ligue des champions** : Auxerre
● **Coupe des coupes** : Paris-SG (tenant du trophée) et Nîmes (finaliste de la Coupe de France)
● **Coupe de l'UEFA** : Monaco, Metz, Lens, Montpellier (et Bordeaux, s'il gagne la Coupe de l'UEFA)
● **Coupe Intertoto** : Nantes, Rennes, Guingamp, Strasbourg (peut-être Bordeaux, qui pourrait être invité s'il perd la finale de la Coupe de l'UEFA)
● **Relégués en deuxième division** : Saint-Etienne, Gueugnon, Martigues.

Eric Cantona dans la légende après le « double doublé » de Manchester United

LONDRES
de notre correspondant

Manchester a célébré avec un enthousiasme indescriptible le retour, dimanche 12 mai, de ses joueurs après leur victoire de la veille, à Wembley, lors de la finale de la Cup contre Liverpool. Manchester United est en effet le premier club anglais à faire le « double doublé » : remporter deux fois la Cup et le championnat dans la même saison (1994 et 1996) ; et surtout, au cours des quatre dernières années, il a dominé le football anglais avec deux victoires dans la Cup et et trois dans le championnat. Cette supériorité est essentiellement due à Cantona (*qui portait samedi le brassard de capitaine*) et à l'entraîneur Alex Ferguson, qui a su construire une équipe cohérente en intégrant une génération de jeunes parmi ses vedettes.

C'est donc par un résultat minimum de 1-0 que l'United s'est débarrassé à l'économie de son vieux rival Liverpool sous un soleil glacial, devant 79 000 spectateurs entassés dans le vieux stade de Wembley. Les deux tribus arboraient leurs couleurs, brandissaient des drapeaux – dont des centaines tricolores, frappés du portrait de Cantona – et avaient encouragé leurs champions pendant *quatre-vingt-cinq minutes d'un match médiocre*. On s'acheminait vers les prolongations quand l'inévitable Eric reprit de volée un mauvais dégagement du poing du goal adverse David James.

Une fois de plus, « Cantona l'incomparable » avait sauvé son équipe. Avec 19 buts à son palmarès cette saison – qu'il avait reprise en retard du *fait de sa suspension de huit mois pour avoir* agressé un supporter adverse qui l'avait insulté, – Cantona a une fois de plus sauvé la mise de l'United. Il a permis aux *Devils* de dépasser son autre rival, Newcastle, qui avait longtemps caracolé en tête du championnat.

Ce sens de l'opportunité a fait du joueur non seulement le footballeur de l'année, mais le plus populaire des îles Britanniques, *et sans doute le* Français le plus célèbre de ce côté-ci de la Manche. Jacques Chirac aura fort à faire, lors de *la visite d'Etat qu'il entame mardi à Londres*, pour obtenir la même couverture médiatique que son compatriote. Certains journalistes se sont même étonnés que le joueur-miracle ne soit pas invité à la table du président français lorsqu'il recevra, *jeudi, la reine Elizabeth*.

NOBLESSE AURAIT OBLIGÉ !

On ne saurait imaginer l'étendue de la popularité de Cantona ici. Plus qu'un dieu du stade, il est un dieu tout court pour le public populaire qui se presse dans les tribunes le week-end, qui dévore ses exploits dans la presse à sensations et les arrose *copieusement avec la bière des pubs*. Les Français peuvent ne pas être toujours appréciés des Britanniques, mais « l'énigmatique Français », « Eric le toujours-prêt », ce « génie » « au nez de Cyrano » dépasse ces préjugés. Certes, après l'incident de janvier 1995 et sa condamnation, il avait été sévèrement critiqué, parfois insulté.

Il a montré qu'il avait compris la leçon, rendant hommage à ses camarades, à son public et à son entraîneur dans cet anglais mâtiné d'accent « frenchie » que l'on apprécie tant ici.

La lune de miel risque de se prolonger puisque Cantona a annoncé qu'il avait l'intention de rester dans le club qui lui a tant réussi. D'autant qu'il *n'est toujours pas en odeur de sainteté chez le sélectionneur* de l'équipe tricolore ; encore une chose que les Anglais ont du mal à admettre. Mais Cantona n'est pas le premier sportif à mieux s'épanouir à l'étranger.

Manchester United a les moyens de sa politique et dispose d'un vivier de jeunes apparemment inépuisable. Selon le *Financial Times*, Manchester United *devrait encaisser* entre 5 et 11 millions de livres (1 livre vaut environ 8 francs) en droits d'entrée et de retransmission télévisée et en vente de produits dérivés à la suite de ses succès. Le chiffre d'affaires du club a quadruplé en cinq ans, pour atteindre 60 millions de livres, la valeur de ses actions a septuplé et ses bénéfices ont doublé au cours du dernier semestre de 1995.

De quoi mettre du baume au cœur de la métropole du centre de l'Angleterre après la relégation de l'autre club local, Manchester City.

Patrice de Beer

COMMENTAIRE

UN HÉROS ENCOMBRANT

Eric Cantona figurera-t-il sur la liste des vingt-deux sélectionnés français pour l'Euro 96 qu'Aimé Jacquet doit rendre publique dimanche 19 mai ? Samedi 11 mai, le sélectionneur a assisté discrètement, dans les tribunes de Wembley, *à la finale de la Cup* et au but d'Eric Cantona, mais il s'est éclipsé sans faire le moindre *commentaire. De son côté*, le joueur de Manchester United élude les questions sur le sujet. L'Angleterre du football, qui regarde le héros de Manchester *avec des yeux enamourés*, ne comprendrait pas qu'on puisse se passer des services d'un tel héros.

Pourtant, les chances de voir Cantona de retour au sein d'une équipe de France, dont il fut le capitaine jusqu'en janvier 1995, sont infimes. Pendant ses huit *mois de suspension*, un groupe est né. Sur le terrain, et en dehors.

L'ambiance, plutôt lourde au début de la campagne des éliminatoires, s'est peu à peu détendue. *Les résultats aidant*, une solidarité s'est instaurée. Des personnalités se sont épanouies, *comme libérées du poids de ce* leader historique. Aimé Jacquet, conscient de la fragilité des rapports humains pendant une cohabitation de trois semaines, ne pourrait que prendre un risque en appelant « Eric the King » comme simple remplaçant lors *de l'Euro*.

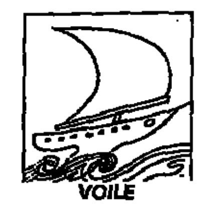
Car sur le terrain Cantona n'est plus indispensable au jeu français. C'est à ce *niveau que se situe* le vrai paradoxe. S'il brille en Angleterre, c'est parce que le jeu de Manchester lui est entièrement dédié. Or, ce rôle de pivot, qui lui vaut l'admiration générale outre-Manche, il ne l'a jamais vraiment assumé chez les Bleus, *trouvant rarement sa place entre* la pointe de l'attaque et l'entrejeu. Comment pourrait-il espérer le reconquérir alors que deux artistes se le partagent aujourd'hui avec bonheur, Youri Djorkaeff et Zinedine Zidane ?

Jean-Jacques Bozonnet

Florence Arthaud réussit sa traversée d'équipière modèle de Jean Le Cam

SAINT-BARTHÉLEMY
de notre envoyé spécial

A l'arrivée de la 3e Transat en *double AG2R, samedi 11 mai*, 1 heure et 25 minutes après les vainqueurs, Alain Gautier et Jimmy Pahun (*Le Monde* daté 12-13 mai), Florence Arthaud est descendue sur le quai de Gustavia avec un ciré rouge. Une couleur éclatante, à l'image de son moral. *« Nous ne sommes pas les premiers, mais il y a encore dix-sept spécialistes de la classe Figaro derrière nous »*, dit-elle en éclatant d'un rire sincère. Car Florence Arthaud sait qu'elle a réussi, une fois de plus, à faire taire les sceptiques.


VOILE

Ceux-ci plaisantaient Jean Le Cam sur le choix de son équipière. Le meilleur spécialiste français de la course *en solitaire sur monotype prenait un* risque. Il faisait certes appel au formidable marin qui a tordu le cou à la plupart des préjugé machistes en 1990. Cette année-là, Florence Arthaud *avait battu le record de la traversée* de l'Atlantique en solitaire et remporté un triomphe sur la Route *du Rhum*.

Mais il y a un abîme de technologie entre les grands multicoques de 60 pieds, capables de relier l'Amérique à l'Europe en neuf jours, et les petits monocoques de 9,14 mètres. Florence Arthaud l'a bien compris quand elle a accepté l'offre de son vieil ami. Modestement, elle est retournée sur les bancs de l'école de voile. Aux côtés de tous les premiers de cette Transat, elle a suivi les cours théoriques et les régates d'entraînement du centre « Finistère course au large » de Port-la-Forêt (*Le Monde* daté 14-15 avril).

Alain Gautier a été le premier à rendre hommage à cette adversaire qui lui vole un peu la vedette. *« La reine des multicoques est entrée dans l'arène de la monotypie avec beaucoup d'abnégation et de volonté*, a-t-il dit. *La présence de Florence Arthaud au milieu d'un plateau de spécialistes montre que cette Transat a été la course la plus disputée de ces dix dernières années. »*

Jean Le Cam ne tarit pas d'éloges sur son équipière modèle. *« J'ai beaucoup appris avec elle. C'est Florence qui nous a permis de bien supporter la remontée de* Brocéliande *deux jours avant l'arrivée, alors que nous pouvions gagner. »* Et la remarque du skipper sur le désordre dans le bateau lui vaut cette répartie cinglante : *« La prochaine fois, tu embarqueras avec une femme de ménage. »* Les ongles cassés, la peau mangée par le sel, Florence Arthaud est cependant la seule à se permettre des remarques sur l'aménagement du petit monocoque : *« Je trouve débile de faire des bateaux aussi peu confortables. C'est très bien de courir avec des petits budgets, mais on pourrait avoir au moins de quoi s'asseoir devant la table à cartes. »*

Florence Arthaud ne se plaint cependant pas de la durée de cette Transat : vingt-quatre jours, soit quatre de plus qu'en 1994, en raison de vents contraires sur une partie du parcours depuis Lorient. *« J'ai adoré la bagarre constante, à la régulière, sur le même matériel, avec des gens compétents que j'apprécie. Aux heures difficiles après Madère, je préfère garder le souvenir d'une nuit par vent arrière, avec de longs surfs sous la pleine lune. Il n'y avait pas le stress du multicoque, qui risque de chavirer au pied des plus grosses vagues. »*

A trente-huit ans, elle a le projet d'un grand multicoque pour le Trophée Jules-Verne, mais, *« pour ne pas être traitée de fiotte »*, elle confirme qu'elle s'alignera un jour dans « le Figaro », la course en solitaire par étapes la plus exigeante de la voile.

Christophe de Chenay

« Brocéliande » pénalisé

Arrivés avec près de une heure trente d'avance sur *Cotten-Chattawak*, *Brocéliande* d'Alain Gautier et Jimmy Pahun ne figurera sur les tablettes de la Transat AG2R Lorient-Saint-Barthélemy qu'avec un écart de 5 min 37 sur Jean Le Cam et Florence Arthaud. Pour un scellé absent sur le cardan de son réchaud, *Brocéliande* a été pénalisé de 80 minutes, autant de fois 5 minutes que de jours de course entre l'étape de Madère et Saint-Barthélemy. L'aveu de la découverte de ce plomb manquant au cours de la dernière vacation radio avec le PC de la course ne pouvait pas adoucir une sanction prévue contre le « matossage », cette manœuvre qui consiste à déplacer le matériel pour lutter contre la gîte du bateau.

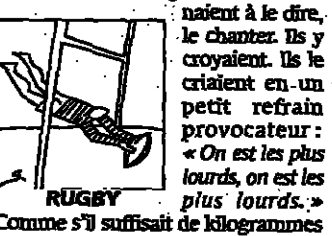
Pau, vainqueur de Bourgoin, est l'invité surprise des demi-finales du championnat de France

L'équipe béarnaise affrontera Brive, tandis que Dax rencontrera Toulouse

Les demi-finales du championnat de France opposeront Toulouse à Dax et Brive à Pau, samedi 18 mai. Le Stade toulousain l'a emporté sans convaincre face à Narbonne. Les avants dacquois ont imposé leur physique à Toulon. Brive a été accroché jusqu'au bout par Agen. La sensation est venue de Pau, qui a dominé Bourgoin. C'est la première fois depuis 1974 que la Section paloise parvient à ce stade de la compétition.

BRIVE
de notre envoyé spécial

Dans l'après-midi corrézien, la tribune du Stadium se déchaînait. Ils venaient de Bourgoin et s'acharnaient à le dire, le chanter. Ils y croyaient. Ils le criaient en un petit refrain provocateur : *« On est les plus lourds, on est les plus lourds. »*


RUGBY

Comme s'il suffisait de kilogrammes à la pelle pour bâtir les victoires. Comme si le rugby moderne préférait les bons gros aux musculeux coureurs de fond. Qui dira le présomptueux aveuglement du supporteur rongé du désir de voir son équipe en demi-finale ?

En face de Bourgoin, il y avait Pau. En face de la force, il y avait la maîtrise d'une jeune classe, née dans un pénible début de saison, et grandie en un impeccable parcours depuis le début des phases finales. Les rusés gamins ont tenu tête au poids de l'expérience, sans que *Marc Cecillon, le capitaine de Bourgoin*, y trouve à redire. Ils ont imposé leur vérité sur le terrain, cette *« synthèse basco-béarnaise »* que vante Pierre Labourdette, le président de la Section paloise. La recette n'exige qu'une charretée d'avants de devoir, et derrière quelques jeunes aux jambes longues.

Hier encore, Pau faisait rire ou provoquait d'ironiques sous-entendus. Ce club n'était plus rien. Pour extraire de douloureuses archives rugbystiques la moindre performance de choix, il fallait remonter vingt-deux ans en arrière. En 1974, les Béarnais avaient atteint les demi-finales du championnat de France. Une défaite contre Narbonne, et depuis un anonymat obstiné, malgré le passage dans l'équipe de deux internationaux de grande renommée, Robert Paparemborde et Laurent Cabannes.

Comment donc expliquer cette soudaine résurrection ? Comment justifier cette organisation impeccable du jeu qui a tourneboulé les ambitions berjaliennes ? Sur la pelouse de Brive, Marc Cecillon et ses co-équipiers ne riaient pas. A chaque faute commise, ils tremblaient devant l'étonnant état de grâce du buteur palois. En six pénalités et un drop, il a inscrit la totalité des points de son équipe.

David Aucagne n'est pourtant pas l'un de ces petits gars du pays, né un ballon ovale dans le berceau. C'est au Paris Université Club (PUC) qu'il s'est formé. Il a passé sept ans dans la capitale, avant de débarquer à Pau, cette saison, pour y déployer aussitôt une rassurante aisance dans la direction du jeu.

LE RENOUVEAU

A vingt-trois ans tout juste, cet étudiant en éducation physique pourrait être l'emblème du renouveau de la vieille Section. Une petite dizaine de joueurs ont été recrutés. A lui seul, le comité du Béarn n'est pas capable de répondre aux besoins de l'équipe. Derrière, la moyenne d'âge ne dépasse pas vingt-deux ans. Devant, elle est à peine plus élevée. Pour donner corps à cet ensemble, Pierre Labourdette a fait venir un duo de techniciens bayonnais. Avant d'être palois, Francis Leta et Jean-Louis Luneau entraînaient l'Aviron. Ils ont apporté à leur nouvelle formation le goût du combat des avants basques et les étincelles d'arrières parfois capables de réinventer l'attaque.

« Il y a de l'amour dans cette équipe. » Francis Leta n'a pas peur des grands mots pour qualifier l'état d'esprit qui anime ses joueurs. Au fil des trois entraînements hebdomadaires suivis depuis le début de la phase finale, il dit avoir découvert des ressorts inattendus de solidarité. Chacun joue pour l'autre.

A Pau, il n'y a pas de stars. Et l'on tient à ce statut de club sans grand nom. Jean-Louis Jordana, le pilier, a connu la sélection en équipe de France. Il se refuse à en tirer gloire. Comme si Pau se voulait le chantre des valeurs traditionnelles du rugby, comme si l'abnégation devait être un mot d'ordre. C'est grâce à cette philosophie que le club est aujourd'hui en demi-finale du championnat de France après avoir disputé la finale du challenge Yves-du-Manoir, estime le président. C'est aussi parce que Pau n'a pas les moyens des plus grosses formations du groupe A1, qui attirent les meilleurs joueurs de la compétition.

La semaine prochaine, la Section paloise affrontera Brive en demi-finales, l'occasion d'un furieux choc des contraires. Elle sera le porte-parole des petits face à l'une des équipes les plus riches du championnat, qui appuie son rugby sur des internationaux anciens et modernes. Battu par les Corréziens pour le Challenge Du-Manoir, Pau ne désespère pas d'une revanche, pour démontrer que le club peut représenter la part d'imprévisible du rugby.

Pascal Ceaux

Les demi-finalistes du Super 12

L'équipe australienne du Queensland, victorieuse du Transvaal (25-16), samedi 11 mai, à Johannesbourg, a terminé première de la phase de classement du Super 12, une nouvelle compétition entre équipes des trois grandes nations rugbystiques de l'hémisphère Sud (Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande, Australie). Cette performance permettra aux « rouges » de recevoir en demi-finale l'équipe sud-africaine du Natal, samedi 18 mai, à Brisbane.

Les Néo-Zélandais d'Auckland, qui ont réussi l'exploit de battre à Durban le Natal (30-23), accueilleront le lendemain, dans l'autre demi-finale, le Northern Transvaal, une autre formation d'Afrique du Sud. En cas de victoire en demi-finale, le Queensland, grâce à sa première place à l'issue de la phase de classement, recevrait également lors de la finale, prévue pour le 25 mai.

Qualifiés pour l'Europe

Avant les demi-finales du championnat, sont désormais connus huit des onze représentants français pour l'Europe.

● **Coupe d'Europe** : Toulouse, Brive, Dax et Pau.

● **Conférence européenne** : Narbonne, Toulon, Agen et Bourgoin. Les trois autres places sont actuellement disputées, dans les barrages européens, par Périgueux, Montferrand, Castres et Bègles.

Le cavalier de concours complet Jean-Lou Bigot renonce aux JO

L'ÉQUIPE DE FRANCE de concours complet sera considérablement handicapée aux Jeux olympiques d'Atlanta. Son leader, Jean-Lou Bigot, champion d'Europe en 1993, vice-champion du monde et d'Europe en 1994, doit renoncer à se rendre aux Etats-Unis, son cheval *Twist La Beige* étant porteur de la piroplasmose, une maladie transmise par les tiques dont les autorités vétérinaires de l'Etat de Géorgie craignent la propagation à l'élevage local, à l'occasion de l'épreuve de cross du concours complet olympique. Selon Pierre Durand, d'autres chevaux pourraient être sous la menace de cette mesure d'interdiction.

■ **L'équipe de France de sauts d'obstacles a gagné la Coupe des nations du CSIO de La Baule**, dimanche 12 mai, devant la Suisse, l'Allemagne et l'Italie. De bon augure pour la suite de la préparation olympique, cette victoire a été acquise aisément par les quatre meilleurs couples français du moment – Michel Robert sur *Vondéen*, Patrice Delaveau sur *Roxane de Gruchy*, Alexandra Ledermann sur *Rochet M* et Roger-Yves Bost sur *Souviens-toi III* – alors que les équipes étrangères étaient privées de leurs éléments les plus redoutables.

■ **Un protocole d'accord, signé jeudi 8 mai à Paris, a mis fin à trois ans de conflit** entre le monde de l'élevage et celui de l'équitation. Le différend, qui portait sur l'organisation des épreuves de jeunes chevaux, s'était envenimé en septembre 1995 à l'occasion des premiers championnats du monde des cinq et six ans, à Lanaken (Belgique). La Fédération française d'équitation (FFE) souhaitait avoir la maîtrise de la sélection des couples chevaux-cavaliers, ce que contestait la Société hippique française (SHF) estimant qu'il s'agissait là davantage de tests pour l'élevage que de compétition. Le bras de fer entre l'administration des Haras nationaux et la FFE avait même été porté devant les tribunaux, le ministère de l'agriculture décidant quant à lui de geler toutes ses aides aux organisateurs de compétitions, soit quelque 14 millions de francs par an. L'accord conclu par les parties ne change guère la répartition des responsabilités entre éleveurs et compétiteurs, mais il fixe désormais clairement, selon Pierre Durand, le président de la FFE, *« les conditions d'un partenariat renforcé »*.

■ **AUTOMOBILISME : l'Espagnol Carlos Sainz**, sur Ford-Escort, a obtenu un succès contesté, dimanche 12 mai, dans le rallye d'Indonésie, épreuve comptant pour le championnat du monde. Sa voiture ayant reçu une assistance extérieure à un endroit où le règlement ne l'y autorisait pas, il a dû attendre la confirmation officielle de sa victoire par les commissaires de course. – *(Reuter.)*

■ **BASKET-BALL : Antibes, le tenant du titre**, s'est qualifié pour les demi-finales du championnat de France, en battant le Paris-SG (99-87), lors d'une belle disputée samedi 11 mai. Le club rencontrera, au meilleur des trois matches, Pau-Orthez, à partir du mardi 14 mai. L'autre demi-finale opposera Villeurbanne à Limoges.

■ **GYMNASTIQUE : le Français Patrice Casimir a remporté la médaille de bronze** au cheval d'arçon, lors des championnats d'Europe, à Copenhague. Un autre Français, Eric Poujade a terminé quatrième. Le Biélorusse Ivan Ivankov a obtenu la médaille d'or du concours général.

■ **ESCRIME : le Cubain Oscar Garcia Perez a remporté samedi 11 mai la septième édition du Challenge UAP** (Souvenir Adrien Rommel), dernière épreuve de la Coupe du monde de fleuret (messieurs) avant les JO d'Atlanta. Les trois meilleurs Français, Lionel Plumenail, Franck Boidin et Philippe Omnès, déjà assurés d'aller aux JO, ont été éliminés avant le tableau final.

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE (*Pro A*)
Quart de finale (match d'appui)
Antibes-Paris SG 99-87
Pau-Orthez, Limoges, Villeurbanne et Antibes sont qualifiés pour les demi-finales
NBA (phases finales)
Demi-finales
Conférence Est
New York-Chicago 102-99 a. p.
Chicago mène 2-1.
Atlanta-Orlando 96-103
Orlando mène 3-0.
Conférence Ouest
Utah Jazz-San Antonio Spurs 105-75
Utah Jazz mène 2-1.

CYCLISME

QUATRE JOURS DE DUNKERQUE
Classement final : 1. P. Gaumont (Fra., GAN) ; 2. T. Laurent (Fra.), à 2 s ; 3. O. Ludwig (All.), à 18 s.
TOUR DE ROMANDIE
Classement final : 1. A. Olano (Esp. ; Mapei) ; 2. A. Gontchenkov (Rus.), à 1 min 18 s ; 3. G. Guerini (Ita.), à 1 min 25 s.

ESCRIME

CHALLENGE UAP
Quarts de finale : R. Tucker (Cub.) b. P. Lhôtellier (Fra.), 15 touches à 9 ; L. Taddei (Ita.) b. R. Bissdorf (All.), 15-14 ; L. Schache (All.) b. E. Gregory (Cub.), 15-14 ; O. Garcia Perez (Cub.) b. S. Cerioni (Ita.), 15-14
Demi-finales : R. Tucker (Cub.) b. L. Taddei (Ita.), 15-8 ; O. Garcia Perez (Cub.) b. L. Schache (All.), 15-14
Finale : O. Garcia Perez (Cub.) b. R. Tucker (Cub.), 15-8.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D2
Quarantième journée (match en retard)
Epinal-Lorient 1-2
Classement : 1. Caen, 75 pts ; 2. Marseille, 74 ; 3. Nancy, 70 ; 4. Laval, 69 ; 5. Le Mans, 61 ; 6. Châteauroux et Toulouse, 60 ; 8. Sochaux, 59 ; 9. Red Star, 58 ; 10. Perpignan, 57 ; 11. Lorient, 55 ; 12. Louhans-Cuiseaux, 54 ; 13. Amiens, 51 ; 14. Mulhouse, 50 ; 15. Valence, 48 ; 16. Niort, 47 ; 17. Poitiers, 44 ; 18. Epinal, 42 ; 19. Charleville, 42 ; 20. Dunkerque, 40 ; 21. Angers, 37 ; 22. Alès, 24.
CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE
Trente-troisième journée
Fribourg-Bayer Leverkusen 2-1
Cologne-Werder Brême 1-2
Schalke 04-Bayern Munich 2-1
F. Düsseldorf-E. Francfort 2-2
Hambourg-VfB Stuttgart 3-0
Karlsruhe-Sankt Pauli 2-2
Uerdingen-B. Moenchengladbach 0-2
Munich 1860-Borussia Dortmund 2-2
Kaiserslautern-Hansa Rostock 2-0
Classement : 1. Borussia Dortmund, 65 pts (champion) ; 2. Bayern Munich, 61 ; 3. Schalke 04 et Borussia Moenchengladbach, 53 ; 5. Hansa Rostock, 49 ; 6. Karlsruhe, 48 ; 7. Hambourg, 47 ; 8. Werder Brême, 44 ; 9. Munich 1860, 42 ; 10. Fribourg, 42 ; 11. VfB Stuttgart, 40 ; 12. Fortuna Düsseldorf, 39 ; 13. Sankt Pauli, 38 ; 14. Bayer Leverkusen et Cologne, 37 ; 16. Kaiserslautern, 35 ; 17. Eintracht Francfort, 32 ; 18. Uerdingen, 23
CHAMPIONNAT D'ESPAGNE
Quarantième journée
Espanol Barcelone-FC Barcelone reporté
Atletico Madrid-Salamanque 2-1
FC Séville-Valence 1-2
Real Sociedad-Albacete 8-1
Racing Santander-Ténériffe 1-2
Sporting Gijon-Compostelle 2-1
Deportivo La Corogne-Oviedo 0-4
Celta Vigo-Betis Séville 2-0
Valladolid-Real Madrid 0-3
Merida-Rayo Vallecano 0-1
Saragosse-Athletic Bilbao 1-0
Classement : 1. Atletico Madrid, 83 pts ; 2. Valence, 79 ; 3. FC Barcelone, 75 ; 4. Espanol Barcelone, 69 ; 5. Ténériffe, 68 ; 6. Real Madrid, 64 ; 7. Deportivo La Corogne, 60 ; 8. Betis Séville et Real Sociedad, 59 ; 10. Compostelle, 57 ; 11. Celta Vigo, 51 ; 12. Saragosse, 48 ; 13. Oviedo, 48 ; 14. Sporting Gijon et Racing Santander, 46 ; 16. Athletic Bilbao et FC Séville, 44 ; 18. Valladolid, Albacete et Rayo Vallecano, 41 ; 21. Merida, 39 ; 22. Salamanque, 30
CHAMPIONNAT D'ITALIE
Trente-quatrième et dernière journée
Milan AC-Cremonese 7-1
Torino-Lazio Rome 0-2
Plaisance-Fiorentina 0-1
AS Rome-Inter Milan 1-0
Bari-Juventus Turin 2-2
Atalanta Bergame-Padoue 3-0
Cagliari-Parme 2-0
Naples-Udinese 2-1
Vicence-Sampdoria Gênes 2-2
Classement final : 1. Milan AC, 73 pts (champion) ; 2. Juventus, 65 ; 3. Lazio Rome et Fiorentina, 59 ; 5. AS Rome et Parme, 58 ; 7. Inter Milan, 54 ; 8. Sampdoria Gênes, 52 ; 9. Vicence, 49 ; 10. Udinese, Cagliari et Naples, 41 ; 13. Atalanta Bergame, 39 ; 14. Plaisance, 37 ; 15. Bari, 32 ; 16. Torino, 29 ; 17. Cremonese, 27 ; 18. Padoue, 24
COUPE D'ANGLETERRE
Finale
Manchester United-Liverpool 1-0
CHAMPIONNAT D'EUROPE DES MOINS DE SEIZE ANS
Finale
Portugal-France 1-0

GYMNASTIQUE

CHAMPIONNATS D'EUROPE
Messieurs
Sol : 1. V. Scherbo (Bul.), 9,800 pts ; 2. E. Podgorny (Rus.), 9,725 ; 3. G. Matsourine (Ukr.), 9,687.
Cheval d'arçons : 1. L. Donghua (Sui.), 9,812 pts ; 2. I. Ivankov (Bul.), 9,750 ; 3. P. Casimir (Fra.), 9,712 ; 4. E. Poujade (Fra.) et A. Kan (Bul.), 9,700
Saut de cheval : 1. V. Scherbo (Bul.), 9,643 pts ; 2. D. Rehm (Sui.), 9,556 ; 3. C. Lenc (Rou.), 9,512.
Anneaux : 1. Y. Chechi (Ita.), 9,837 pts ; 2. J. Jovtchev (Bul.) et M. Toba (All.), 9,750
Barres parallèles : 1. V. Scherbo (Bul.) et R. Charipov (Ukr.), 9,725 ; 3. I. Ivankov (Bul.), 9,712.
Barre fixe : 1. K. Dounev (Bul.) et A. Voropaev (Rus.), 9,762 ; 3. V. Scherbo (Bul.) et A. Svetlichny (Ukr.), 9,725.

MOTOCYCLISME

GRAND PRIX D'ESPAGNE
250 cm³ : 1. M. Biaggi (Ita., Aprilia), les 114,998 km en 46 min 6 s 154 ; 2. T. Harada (Jap., Yamaha), à 12 s 238 ; 3. R. Waldmann (All., Honda), à 15 s 476.
Championnat du monde : 1. M. Biaggi (Ita., Aprilia), 95 pts ; 2. T. Harada (Jap., Yamaha), 65 ; 3. L. D'Antin (Esp., Honda), 46
500 cm³ : 1. M. Doohan (Aus., Honda), les 119,421 km en 47 min 28 s 064 ; 2. L. Cadalora (Ita., Honda) à 2 s 677 ; 3. T. Okada (Jap., Honda) à 14 s 644.
Championnat du monde : 1. M. Doohan (Aus., Honda), 71 pts ; 2. L. Cadalora (Ita., Honda), 55 ; 3. A. Barros (Bré., Honda), 48.

RUGBY

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Quarts de finale
Dax-Toulon 25-11
Brive-Agen 13-12
Toulouse-Narbonne 12-9
Pau-Bourgoin 21-18

SPORTS ÉQUESTRES

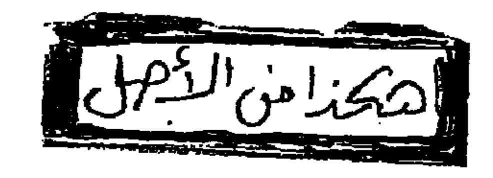
CSIO DE LA BAULE
Coupe des nations : 1. France, 8,25 pts ; 2. Suisse, 12,25 ; 3. Allemagne, 24.

TENNIS

TOURNOI DE HAMBOURG
Simple messieurs
Demi-finales : R. Carretero (Esp.) b. E. Kafelnikov (Rus., nº 3), 7-5, 6-2 ; A. Corretja (Esp.) b. M. Rios (Chi., nº 5), 6-4, 6-4.
Finale : R. Carretero (Esp.) b. A. Corretja (Esp.), 2-6, 6-4, 6-4, 6-4
TOURNOI DE ROME
Simple dames
Demi-finales : M. Hingis (Sui., nº 6) b. I. Spirlea (Rou., nº 7), 6-2, 7-5 ; C. Martinez (Esp., nº 2) b. I. Majoli (Cro., nº 4), 6-4, 6-7, 6-2.
Finale : C. Martinez (Esp., nº 2) b. M. Hingis (Sui., nº 6), 6-2, 6-3.

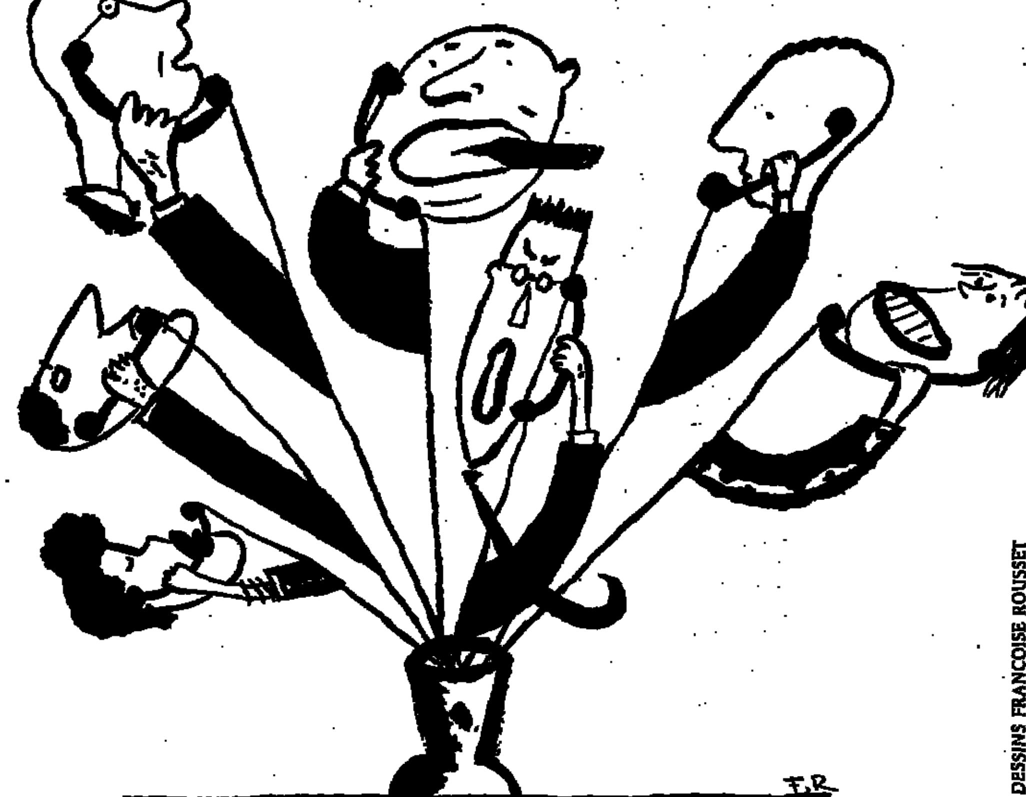
VOILE

TRANSAT EN DOUBLE
LORIENT-SAINT BARTHÉLEMY
Classement final : 1. Gautier-Pahun (*Brocéliande*), 24 j. 11 h 54 min 32 s (+ 80 minutes de pénalité) ; 2. Le Cam-Arthaud (*Guy-Cotten-Chattawak*), à 1 h 25 min 37 s ; 3. Cammas-Nélias (*Skipper-Elf*), à 3 h 40 min 37 s.



Les réunions à distance préparent l'entreprise virtuelle

Pratiques, les visioconférences et réunions-téléphones connaissent un essor sans précédent. Résultat : on voyage moins



DESSINS FRANÇOISE ROUSSET

RÉUNION stratégique à 9 heures avec des clients réunis à Tokyo puis, à 15 heures, briefing avec la filiale américaine et, dans la foulée, bouclage du montage financier avec le banquier suisse resté à Bâle et l'avocat d'affaires new-yorkais. Agenda onirique d'un businessman de publicité pour carte de crédit haut de gamme ? Non, simple série de rendez-vous organisés par visioconférence. Ou, plus modestement, par réunion-téléphone.

Les grèves de novembre et décembre ont offert un tremplin inespéré aux réunions à distance, qui permettent de mettre en contact, par le son et/ou par l'image de multiples interlocuteurs éloignés les uns des autres. Pour 1995, France Telecom a dénombré un millier de visioconférences, ce qui correspond à un doublement. Quant aux réunions-téléphones, qui peuvent compter jusqu'à vingt participants, 100 000 ont été organisées en France l'an passé, soit une progression de 21 % (un rythme qui n'a pas faibli depuis janvier).

Ces deux modes de communication reflètent bien la grandeur et les servitudes des affaires telles qu'elles se traitent aujourd'hui : efficacité maximale pour une dépense minimale. Tant pis si le prestige de l'attaché-case doit en souffrir.

« Tout a un coût. Deux heures de transport, c'est une journée de travail perdue », lâche, un brin lapidaire, Marie-France de Rose, directeur de la communication d'Ugine, filiale d'Usinor-Sacilor spécialisée dans la production d'aciers inoxydables et d'alliages.

L'entreprise, qui compte six usines en France et des activités aux Etats-Unis et en Thaïlande, a fait ses comptes. Le studio de visioconférences installé pour 1 million de francs depuis juin 1995 sera amorti en trente-six mois. Les cent quatre-vingt-six conférences d'une durée moyenne de deux heures qui ont déjà eu lieu ont permis de supprimer 20 % des voyages d'affaires. L'addition de France Telecom pèse moins lourd que les notes de frais.

STRUCTURE HIÉRARCHISÉE

Tout en admettant que *« les déplacements demeurent irremplaçables pour les visites d'usines »*, Marie-France de Rose insiste sur les mérites d'une forme de mise en relation qui impose *« une certaine rigueur dans la préparation et, en tout état de cause, un esprit de synthèse supérieur »*.

Dans les années à venir, la visioconférence devrait se développer avec l'essor et la normalisation de terminaux intégrés sur l'écran des micro-ordinateurs. En attendant, les entreprises françaises l'utilisent moins souvent que leurs homologues britanniques ou allemandes.

« Peut-être, cette résistance s'explique-t-elle également par la structure plus hiérarchisée des entreprises françaises, s'interroge Dominique Cardon, chercheur au Centre national d'études des télécommunications (CNET). *Imposer son autorité implique un contact direct, en face à face, au cours duquel le rapport de forces se noue à travers des signes, des mouvements du corps. Or l'écran impose d'être un peu figé et tend plutôt à introduire un comportement d'égal à égal. »*

De plus, il semble que certains cadres éprouvent des réticences devant un outil de communication dont l'effet premier est de limiter leurs déplacements, notamment à l'étranger. Un « acquis » statutaire non négligeable.

La réunion-téléphone, pour sa part, implique un formalisme plus prononcé car elle ne peut se dérouler sans une réelle discipline dans la prise de parole, distribuée par un animateur qui, le plus souvent, est le responsable hiérarchique. Des entreprises apprécient tant ce service (facturé 75 francs par ligne réservée, plus le prix de la communication) qu'elles le jugent irremplaçable.

COMPLÉTER LES SERVICES

« La réunion-téléphone permet de résoudre les inextricables difficultés d'agenda qui surgissent lorsqu'il s'agit de trouver une date pour se rencontrer de visu », assure Jean Touret, responsable d'une société spécialisée dans la formation médicale. *« Ces contacts*, poursuit-il, *sont en général plus denses, même si, parfois, on se doute bien que certains ne suivent la réunion que d'une oreille, affairés à signer du courrier, voire à dialoguer discrètement sur une autre ligne. La conférence-téléphone coûte cher en communications facturées, mais elle reste très intéressante si l'on mesure le temps gagné. »*

Pour consolider sa position, France Telecom – exposé à la concurrence de sociétés privées – s'efforce de compléter ses services. Dès le mois prochain, les habitués des conférences-téléphones pourront protéger leurs échanges en convenant d'un code chiffré qui permettra de filtrer les appels. *« La notion de sécurisation des communications est devenue essentielle*, souligne Véronique Morlighem, responsable des activités de réunion à distance chez France Telecom. *Désormais, les entreprises veulent être assurées que la confidentialité des communications est respectée et qu'aucun intrus ne peut s'introduire dans les réunions-téléphones, surtout si le nombre de participants est élevé. »*

A terme, chacun sera-t-il condamné à rester cloîtré dans sa « bulle », les contacts directs devenant exceptionnels et les rendez-vous obligatoirement virtuels ? *« Tendanciellement, les déplacements professionnels sont à la hausse et cela va perdurer*, répond Dominique Boullier, fondateur de la société de conseil rennaise Euristic. *La réunion-téléphone crée sa propre demande. Elle ne concurrence les réunions traditionnelles que lorsqu'il s'agit de mettre en rapport des gens qui ont déjà une connaissance réciproque et qui savent précisément de quoi ils vont parler. »*

Lentement, les comportements évoluent pourtant. Il est de moins en moins rare de voir des entreprises recourir à la visioconférence pour auditionner des candidats ayant répondu à une offre d'emploi. Alors qu'aux Etats-Unis des mariages ont été célébrés par visioconférence, France Telecom compte parmi ses clients un curé de campagne qui, de temps à autres, réunit ses ouailles par l'intermédiaire d'une réunion-téléphone.

Jean-Michel Normand

Le consommateur entre mousseux et champagne

Tout ce qui brille n'est pas or et tout ce qui pétille n'est pas champagne. La prestigieuse boisson et le renom dont elle bénéficie suscitent tellement de convoitises que ses producteurs ne cessent de batailler pour éviter toute confusion dans l'esprit des consommateurs.

Pour cela, ils peuvent compter sur les enquêteurs de la DGCCRF (direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes), qui font la chasse aux distributeurs et restaurateurs peu scrupuleux.

Ceux-ci viennent de réaliser une enquête édifiante. Alors que l'on pourrait penser que le public a depuis longtemps appris à opérer une distinction entre champagne et mousseux, il apparaît que les tentatives visant à faire passer du mousseux ordinaire pour du champagne n'ont pas tout à fait disparu. Et que les ficelles les plus grosses ne sont pas forcément les moins efficaces.

Le consommateur, que l'on présente volontiers comme un agent économique avisé doublé d'un négociateur habile, voire madré, peut aussi être désarmant de naïveté. Ou d'une incorrigible étourderie.

Ainsi, il apparaît que la dénomination du rayon des boissons pétillantes, les dépliants publicitaires promotionnels ou les cartes des vins constituent les meilleures tribunes pour induire le client en erreur. Dès que les bouteilles se ressemblent, le consommateur ne maîtrise pas les subtilités des étiquettes et ne différencie pas toujours prix et qualités. Présenter champagnes et mousseux sous la même têtière permet d'engendrer une coupable ambiguïté qui permet de gonfler artificiellement le prix de boissons bas de gamme. Sur 1 033 établissements contrôlés lors de la dernière période de fêtes, la DGCCRF a déniché soixante-neuf présentations « confusionnelles ». Pour vingt d'entre elles, elle ne s'est pas contentée de rappeler la législation, mais a engagé des poursuites, car l'intention frauduleuse était établie (une unique affiche « Champagne » pour un rayon comprenant également des mousseux, par exemple).

Cette vigilance protège le consommateur contre lui-même. Mais il s'agit également – et peut-être surtout – de veiller sur l'intégrité commerciale du plus célèbre des vins pétillants. Car ne mérite l'appellation « champagne » que le vin mousseux produit dans cette région de France.

Yves Saint Laurent l'a appris à ses dépens : le grand couturier s'est trouvé dans l'obligation de débaptiser le dernier-né de ses parfums.

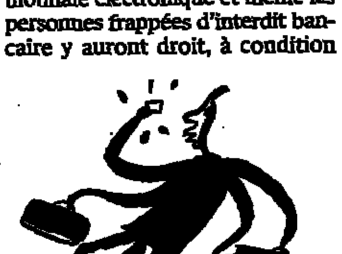
Depuis 1993, les mousseux traditionnellement élaborés suivant la « méthode champenoise » ont dû transformer cette mention en « méthode traditionnelle », même si les procédés de fabrication restent strictement identiques. On imite, mais on n'égale pas le champagne.

Aude Dassonville

Une carte à puce va permettre aux jeunes voyageurs de retirer de l'argent à l'étranger

DES CARTES À PUCE comme celle-ci, les portefeuilles en regorgent déjà. Pourtant, dès le mois de juin, la Visa Travel Money fera son apparition. Comme son nom le suggère aux anglophiles, ce « plastique » permet des retraits d'argent liquide à l'étranger. Moins pratique qu'une Carte bleue internationale avec laquelle on peut en plus régler des achats, elle s'adresse particulièrement aux 18-34 ans amateurs de voyages mais ne disposant pas de carte bancaire utilisable hors des frontières.

A certains, elle dispensera d'ouvrir un compte avant de partir. A d'autres, elle évitera les frais d'un service à l'utilité limitée dans le temps. La Visa Travel Money fonctionnera sur le même principe qu'une carte de téléphone dont on choisirait la charge : son propriétaire déterminera lui-même le montant qu'il souhaite lui attribuer. Elle fera donc office de porte-monnaie électronique et même les personnes frappées d'interdit bancaire y auront droit, à condition d'apporter la preuve de disposer effectivement de la somme fixée.



« Les gens aiment bien prévoir le budget de leurs vacances, mais ils ne sont pas sûrs d'être raisonnables », explique Frédéric Toumelin, chef du projet au Groupement Carte bleue, qui se charge d'adapter au marché français la formule inventée par Visa. Encore expérimentale, la carte à puce de voyage n'a d'équivalent qu'en Ecosse. Partout ailleurs, la recharge est impossible. Mieux vaut donc prévoir, au risque d'entamer à son tour la marge de manœuvre qu'on s'était ménagée... Au retour, le crédit restant sera restitué à son propriétaire.

TEST À PARIS ET LYON

Le coût du service reste à déterminer. Il sera évalué en fonction du comportement des premiers clients qui auront manifesté leur intérêt pour ce produit, uniquement proposé dans quinze agences-tests du Crédit lyonnais, à Paris et Lyon. La banque prélèvera vraisemblablement une commission sur la somme chargée sur la carte (ce qui lui permet de court-circuiter les organismes intermédiaires) dont un montant plancher pourrait être fixé.

Chaque retrait sera taxé, comme avec une carte internationale ou des chèques de voyage, qui ont tout lieu de redouter cette concurrence inopinée. Indispensables dans les pays qui ne disposent pas de guichets de retrait automatique, ils apparaissent moins fiables qu'une carte dont il faut connaître le code secret.

Pour lancer la Visa Travel Money, le Groupement Carte bleue est parti du constat que 48 % du marché potentiel restaient à conquérir : 15 millions de Français résistent encore et toujours au petit rectangle électronique. Pour les séduire, il faut inventer de nouveaux produits. Si, d'aventure, les voyageurs assuraient le succès de la Visa Travel Money, il pourrait alors s'agir d'une prometteuse première étape.

A. D.

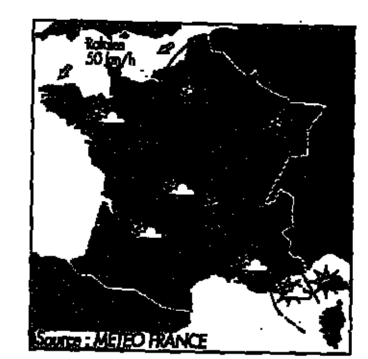
Des températures matinales fraîches

LES HAUTES PRESSIONS restent stationnaires sur l'Islande et le sud du Groenland. Une dépression va persister sur le proche Atlantique, à l'ouest du Portugal. Entre ces deux centres d'action, le flux va s'orienter à l'est. Des masses d'air nuageuses reviendront sur le Nord-Est et le Nord.

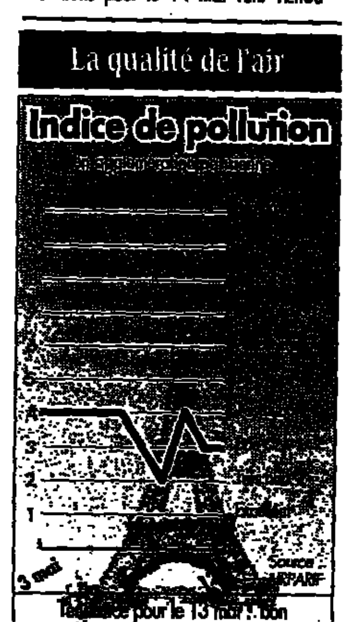
Mardi matin, le ciel sera couvert en Lorraine, en Alsace, en Bourgogne, en Franche-Comté, avec quelques petites pluies faibles. Dans la région Champagne-Ardenne, en Ile-de-France, dans le Centre, le Limousin, en Poitou-Charentes, les nuages domineront, mais le temps sera sec. Ailleurs, le soleil sera présent malgré quelques passages nuageux. Dans l'après-midi, Nord-Pas-de-Calais, Ile-de-France, Centre, Normandie et Champagne-Ardenne auront encore un ciel nuageux malgré des éclaircies. Ailleurs, le temps sera agréable, avec du soleil. Les nuages se feront de moins en moins nombreux en Poitou-Charentes, dans le Limousin et en Auvergne.

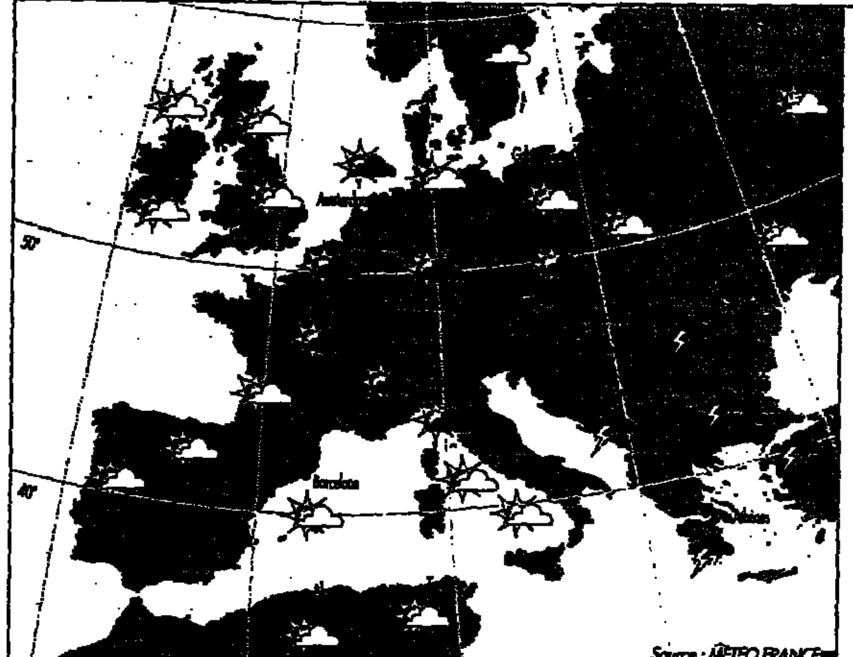
Les températures matinales seront fraîches, entre 3 et 6 degrés sur le Nord, 6 à 10 degrés en général et 10 à 13 près de la Méditerranée. L'après-midi, le thermomètre atteindra 13 à 18 degrés sur la moitié nord et 18 à 22 degrés sur la moitié sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 14 mai vers 12h00





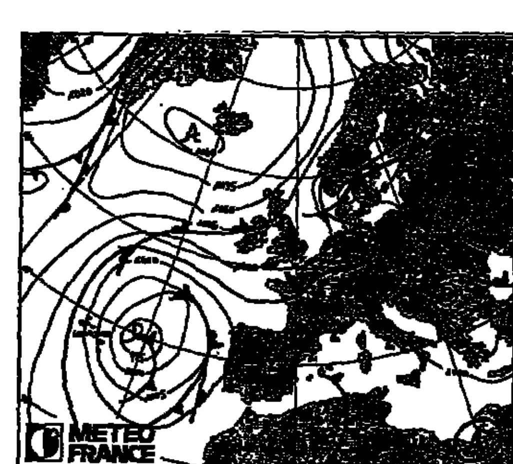
Prévisions pour le 14 mai vers 12h00

- Ensoleillé
- Éclaircies peu nuageux
- Nuageux courtes éclaircies
- Brumes et brouillard
- Très nuageux ou couvert
- Pluie ou bruine
- Averses
- Orages
- Vent fort
- Neige

TEMPÉRATURES		GRENOBLE	13/10	TOURS	14/4	CHICAGO	11/3	LISBONNE	18/10	PRETORIA	23/9
du 12 mai		LILLE	11/3	ÉTRANGER		COPENHAGUE	13/9	LONDRES	15/4	RABAT	20/8
maxima/minima		LIMOGES	13/8	ALGER	20/8	DAKAR	27/21	LOS ANGELES	24/16	RIO DE JAN.	24/19
FRANCE		LYON	12/9	AMSTERDAM	12/7	DJAKARTA	32/23	LUXEMBOURG	12/6	ROME	20/11
AJACCIO	19/11	MARSEILLE	20/13	ATHÈNES	24/16	DUBAI	40/28	MADRID	16/5	SAN FRANC.	21/12
BIARRITZ	13/5	NANCY	14/8	BANGKOK	37/25	DUBLIN	11/2	MARRAKECH	26/12	SANTIAGO	17/4
BORDEAUX	16/6	NANTES	14/4	BARCELONE	13/10	FRANCFORT	16/10	MEXICO	27/14	SÉVILLE	22/11
BOURGES	11/7	NICE	19/14	BELGRADE	24/12	GENÈVE	13/10	MILAN	17/12	ST-PÉTERS.	21/8
BREST	12/3	PARIS	12/6	BERLIN	11/9	HANOÏ	19/24	MONTRÉAL	9/2	STOCKHOLM	21/8
CAEN	13/5	PAU	15/4	BOMBAY	33/27	HELSINKI	14/11	MOSCOU	28/17	SYDNEY	23/16
CHERBOURG	12/0	PERPIGNAN	17/11	BRASILIA	27/16	HONGKONG	27/22	MUNICH	12/9	TENERIFE	23/18
CLERMONT-F.	11/7	POINTE-À-PIT.	30/23	BRUXELLES	10/5	ISTANBUL	24/17	NAIROBI	22/15	TOKYO	20/11
DIJON	14/8	RENNES	14/2	BUCAREST	24/13	JÉRUSALEM	—	NEW DELHI	38/24	TUNIS	18/13
FORT-DE-FR.	30/23	ST-DENIS-RÉUNION	27/21	BUDAPEST	25/16	KIEV	24/17	NEW YORK	14/8	VARSOVIE	27/15
		ST-ÉTIENNE	10/7	BUENOS AIRES	22/14	KINSHASA	28/22	PALMA DE M.	20/10	VENISE	16/14
		STRASBOURG	15/10	CARACAS	—	LE CAIRE	36/19	PÉKIN	30/15	VIENNE	18/14
		TOULOUSE	15/7			LIMA	22/16	PRAGUE	13/9		



Situation le 13 mai, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 15 mai à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

De Gaulle au pays de Clemenceau

CERTES, le général de Gaulle, en sortant enfin de sa retraite, hier, pour visiter celle de Georges Clemenceau, n'a fait que tenir sa promesse : dans son discours du 11 novembre 1941, n'avait-il pas annoncé que lorsque la victoire serait gagnée les Français iraient le dire au Tigre pour qu'il pût enfin se rendormir dans sa tombe hautaine ?

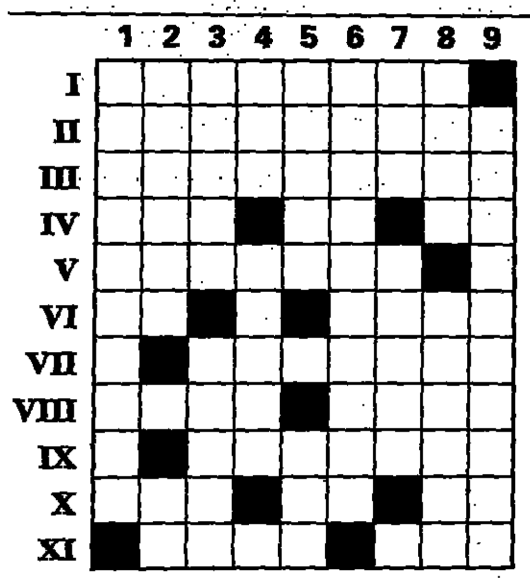
Mais, à l'étranger comme chez nous, ce geste, accompli un an après la capitulation de l'Allemagne, est apparu d'abord comme une sorte de manifestation politique en raison du moment et des circonstances où il allait intervenir. Les gens du bocage vendéen n'ont pas cherché si loin. Ils ont pavoisé et fleuri leurs villes ou leurs villages, uni, sur les portiques de verdure, des têtes de tigre et des portraits du général de Gaulle, partagé la croix de Lorraine entre les combattants de 1914-1918 et ceux de 1939-1945, célébré l'une et l'autre victoire ensemble avec la certitude que les mânes de Clemenceau leur déléguaient le soin d'acclamer son continuateur.

Après cela, ce n'est pas leur faute si l'on ne surprit nulle part une voix discordante, ni même un murmure. Ceux qui, par centaines en vérité, crièrent *« De Gaulle au pouvoir ! »* n'y entendaient certainement pas malice et ne s'exposaient à nulle réprobation locale. Ils souhaitaient seulement, et chacun le savait, qu'une trêve des partis, une conciliation des tendances permettent d'établir un régime parlementaire dans lequel l'exercice du pouvoir exécutif serait légalement confié d'abord au chef incontesté de tous les résistants français, ensuite à tout homme décidé, comme lui, à tenir la balance égale entre les nuances de l'opinion dans toute la mesure permise par les circonstances et le souci de l'intérêt commun.

Raymond Millet
(14 mai 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6820



HORIZONTALEMENT

I. Dont on pourrait dire qu'elle est comme la Lune. – II. Parmi ceux qu'on passe. – III. Un homme arrivé dans un fauteuil. – IV. Portait les armes. Adverbe. Participe. – V. Qui ne frappe pas fort. – VI. Pour faire l'appel. Meurtri. – VII. Comme un titre qui n'existe pas. – VIII. Qui se rapporte à des grains. Ville de Moldavie. – IX. Traita comme une vieille chaussette. – X. Trouve toujours un admirateur. Terme musical. Pronom. – XI. Arbre d'Afrique. Grand, pour les bonnes œuvres.

VERTICALEMENT

1. N'aiment pas voir tourner en rond. – 2. Petit, s'il n'y a pas le centre. Rongé par celui qui a eu des haricots. – 3. Pas commune si elle est marine. On n'est pas juste quand il est pris. – 4. Pronom. Prend des formes. – 5. Jeune, il a laissé des lettres. Le vrai fait du bon travail. – 6. Ne se déplace pas. – 7. D'un auxiliaire. Passai la main. – 8. Coule dans une île. Rendre poli. – 9. Qui peut nous frapper et nous renverser.

SOLUTION DU N° 6819

HORIZONTALEMENT

I. Spontanéité. Bec. – II. Air. R.G. Clubs. Ré. – III. Lecture. Été. Cid. – IV. Adhésions. N.B. Ni. – V. Entôle. Diesel. – VI. Rist. Nègres. – VII. Entées. Lentille. – VIII. Pintes. – IX. Déménageurs. St. – X. Nô. Utile. Rioter. – XI. Encrée. Suées. – XII. S.R. Ers. SSS. Pat. – XIII. Essai. Gent. – XIV. Ulve. Ronfleuse. – XV. Tiercés. Aréoles.

VERTICALEMENT

1. Salaires. Né. Zut ! – 2. Pied. In. Dons. Li. – 3. Orchestre. Crève. – 4. Tente. Mur. Ser. – 5. Trust. Etêtées. – 6. Agrions. Niera. – 7. Eole. Pal. Sirs. – 8. EC. Négligés. – 9. Îles. René. Usina. – 10. Tut. Dentures. FR. – 11. Ebénisteries. Le. – 12. Be. Issos. Géo. – 13. Sol. Peul. – 14. Erine. Lise. Anse. – 15. Cédille. Trottes.

Guy Brouty

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** La compagnie Emeraudes Lines mettra en service, en juin, un catamaran rapide entre Saint-Malo et les îles Anglo-Normandes de Jersey et Guernesey. Le *Solidor 3* reliera Jersey en une heure et quart trois fois par jour et Guernesey en deux heures, à raison d'un aller et retour quotidien. – *(AFP.)*

■ **IRAN.** Un premier train a quitté vendredi 10 mai la ville iranienne de Machhad pour Sarrakhs, à la frontière turkmène, mettant en service le dernier tronçon, long de 165 kilomètres, de la voie ferrée qui relie Pékin à Istanbul. – *(AFP.)*

■ **AMÉRIQUE LATINE.** D'après une étude de la Flight Safety Foundation (FSF), les aéroports latino-américains sont parmi les plus risqués du monde et l'Amérique latine a le plus fort taux d'accidents d'avions à l'atterrissage devant l'Afrique et l'Europe de l'Est. Les taux les plus faibles sont enregistrés en Europe occidentale et en Amérique du Nord. – *(AFP.)*

■ **POLOGNE.** Sheraton a ouvert, le 7 mai, un hôtel de 350 chambres, dont 200 disponibles immédiatement, à Varsovie. Construit en plein centre de la capitale polonaise, il comprend un restaurant, des salles de conférences et une salle de bal également ouverts au public. L'ouverture complète de l'établissement est prévue pour septembre. – *(AFP.)*

■ **ALLEMAGNE.** Le projet de Transrapid, train à sustentation magnétique qui doit circuler entre Berlin et Hambourg à une vitesse pouvant atteindre 450 km/h, a été adopté par la Chambre basse du Parlement allemand. – *(AFP.)*

■ **DANEMARK.** L'aéroport international de Copenhague, ouvrira, mercredi 15 mai, un salon de prières, pouvant accueillir une trentaine de personnes de différentes confessions. Les aéroports de Francfort, Paris, d'Amsterdam, de Madrid, Londres et Stockholm sont déjà équipés de salles analogues. – *(AFP.)*

■ **TOURISME FLUVIAL.** Les Français pratiquent peu le tourisme fluvial. Seulement 1 % d'entre eux ont déjà loué un bateau pour une échappée sur les voies d'eau de l'Hexagone. Les touristes étrangers en revanche représentent 70 % de la clientèle. – *(AFP.)*

PARIS EN VISITE

Mercredi 15 mai

■ **L'OPÉRA-GARNIER** (37 F + prix d'entrée), 12 heures, dans le vestibule de l'Opéra, devant la statue de Lully (Monuments historiques).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : *L'Amour et Psyché*, de Canova, 12 h 30 ; *Portrait du nain du cardinal de Granvelle*, de Moro, 19 h 30 (Musées nationaux).

■ **MUSÉE DES MONUMENTS FRANÇAIS** : repères dans l'iconographie religieuse (37 F + prix d'entrée), 14 heures (Musées nationaux).

■ **LES CATACOMBES** et exposition photographique (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, place Denfert-Rochereau (Musées de la Ville de Paris).

■ **LE 5e ARRONDISSEMENT** en suivant le mur de Philippe Auguste (40 F), 14 h 30, 49, rue Monge (Sauvegarde du Paris historique).

■ **L'ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT** (50 F), 14 h 30, parvis de l'église (Institut culturel de Paris).

■ **LE PANTHÉON** (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, entrée principale, place du Panthéon (Monuments historiques).

■ **PASSAGES ET GALERIES** autour du Palais-Royal (50 F), 14 h 45, place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (Découvrir Paris).

■ **MUSÉE CARNAVALET** : exposition « Les Russes à Paris » (25 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **MARAIS** : le quartier juif (55 F), 15 heures, 21 *bis*, rue des Tournelles (Paris et son histoire).

■ **RIVE GAUCHE** : sur les traces de l'enceinte de Philippe Auguste et de la tour de Nesles (37 F), 15 heures, tertre central du Pont-Neuf, devant la statue de Henri IV (Monuments historiques).

■ **GRAND PALAIS** : exposition Corot, 16 heures (55 F + prix d'entrée), sortie du métro Champs-Elysées-Clemenceau (Paris et son histoire) ; 16 h 30 (50 F + prix d'entrée), devant l'accueil des groupes (Christine Merle).

JEUX

LOTO

SAMEDI 11 MAI 1996

9 12 19 27 38 43 – 23

6	4	2 468 910 F
5 +	34	39 390 F
5	897	3 680 F
4	40 237	103 F
3	480 917	12 F

5 30 37 38 39 43 – 7

6	1	19 710 025 F
5 +	8	178 475 F
5	298	10 440 F
4	30 420	197 F
3	392 484	21 F

LOTO 7

4 4 5 6 0 3 5

LOTO SPORTIF N° 30

RÉSULTATS OFFICIELS

1 — 1 405 202 F

39 — 57 780 F

397 — 3 000 F

NUMÉRO FACILE : 7

MATCHS DU JOUR :

NANTES – METZ — 3 138 — 30 F

BORDEAUX – P.S.G. — 1 729 — 55 F

GUINGAMP – AUXERRE — 4 680 — 21 F

LA FRANÇAISE DES JEUX

LES SERVICES DU *Monde*

Le Monde	42-17-20-00
Télématique	3615 code LE MONDE
CompuServe :	36 63 81 22
Adresse Internet : http:// www.lemonde.fr	
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 44-08-78-30
Index et microfilms :	(1) 42-17-29-33
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)	

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Le Monde PUBLICITÉ

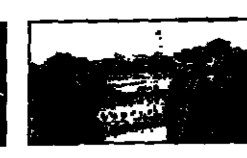
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

CANNES 96 *(de nos envoyés spéciaux)* Des dix-neuf films au programme du week-end on retiendra celui d'Arnaud Desplechin, qui, sur le thème rebattu d'une chronique sentimentale







« très française », compose un film totalement neuf. ● ROBERT ALTMAN avec *Kansas City* fait le portrait de la ville de sa jeunesse à l'époque de la prohibition, sur fond de jazz et de kidnapping d'une femme par un autre femme. ● STEPHEN FREARS raconte dans *The Van* l'aventure de deux Irlandais qui mettent leur amitié à l'épreuve dans un camion à hamburgers et à frites.

Arnaud Desplechin renouvelle la cadence de la valse des sentiments

Comment je me suis disputé... (ma vie sexuelle). Une remarquable équipe de jeunes comédiens donne vie au troisième film du cinéaste français, qui réconcilie avec humour la pensée et l'émotion

SÉLECTION OFFICIELLE COMPÉTITION

Film français d'Arnaud Desplechin avec Mathieu Amalric, Emmanuelle Devos, Emmanuel Salinger, Marianne Denicourt, Thibault de Montalembert, Jeanne Balibar, Denis Podalydes, Chiara Mastroianni, Fabrice Desplechin, Michel Vuillermoz (2 h 58).

Lisez bien les noms ci-dessus. Ce sont ceux de jeunes gens, acteurs et réalisateur, tous formidables. On le sait très vite, dès le début du film. Il émane d'eux, tant pis si le terme fait sourire, une chaleureuse intelligence. Pas cette intelligence patiemment construite à coups de ficelles scénaristiques et de bons mots d'auteur dont on nous vante, à Cannes aussi, le « fini » artisanal et la valeur marchande. Une intelligence libre, imprévisible, dérangeante parfois, une intelligence des relations aux êtres et aux choses qui rayonne et séduit d'emblée.

Arnaud Desplechin place son film dans un double mouvement, singulier et collectif. Le collectif se voit mieux de prime abord, cette évidence de l'échange entre des gens de même génération, qui parlent de souvenirs, de cul, de leur travail (ou absence de), qui parlent d'eux, ensemble. La connivence qui s'établit aussitôt avec le film tient, bien sûr, à celle qui existe entre le réalisateur et ses comédiens, dont beaucoup figuraient dans ses précédents films. Elle est due surtout au choix de l'auteur de montrer ce qu'il connaît bien, et qu'il impose comme une évidence. Tout le monde ne vit pas, ne parle pas comme les personnages du film, ni n'habite, ne travaille comme eux au Quartier latin ou à la fac de Nanterre. Mais ces situations sont réelles pour Desplechin. Chacun peut ainsi, à partir du regard du cinéaste, reformuler les mêmes questions à partir de sa réalité personnelle – soit exactement le sens d'une mise en scène de cinéma.

Comment je me suis disputé n'est pourtant pas un film choral, où chacun aurait part égale. Plutôt un film démocrate, où chacun est traité avec la considération souhaitable, à sa juste place – d'acteur et de personnage. Chaque place est différente à l'intérieur d'un récit, d'un faisceau de récits plutôt, qui s'organisent autour de Paul-Mathieu Amalric, celui qui assume, avec le cinéaste, le *je* du titre.

Paul est un jeune professeur de philosophie à l'université, vivant dans une sorte de détachement insatisfait, doux et maladroit en amour. Le film sera, si l'on veut, la chronique de sa vie sentimentale, au sein d'un groupe d'ami(e)s. Trois jeunes femmes (celle qu'il va quitter, celle avec laquelle il entretient une liaison secrète, celle qui l'entraîne dans une relation toute d'aventures et de tensions) seront les trois principaux repères, comme autant d'épreuves de vérité.

Un univers modeste qui se dessine et se transforme

Mais le cercle de ses proches dessine une carte nuancée des comportements, posant avec légèreté des cas de figure qui ont le bon goût de ne jamais s'afficher pour ce qu'ils sont : des questions élémentaires sur la manière d'être au monde. Séductions, ruptures, complicités, réflexions ; il n'y a rien à résumer, rien à décrire.

Tout est dans la dynamique du cinéma, dans l'incarnation des corps, dans le juste tremblé des voix et des mots. Bien sûr il y a des « scènes », dont de nombreux excellents moments de comédie, et quelques sidérants instants de drame.

Des expressions saisies sur le vif avec un imparable talent de portraitiste et des moments tout entiers offerts à quelqu'un (les personnages féminins et leurs interprètes surtout), avec une disponibilité formidable – il ne faut rien croire de ce que dit Desplechin, qui ne répugne pas à la provocation, quand il dit son film misogyne. Mais l'essentiel est ailleurs que dans cette succession de séquences réussies. Dans une fluidité sensible, un univers modeste qui se dessine et se transforme.

Avec *La Sentinelle*, Desplechin avait fait montre d'une étonnante aisance à aborder quelques grands thèmes contemporains tout en les intégrant à un récit. Il retrouve ici, appliqués à la seule étude des sentiments individuels, le même élan et la même richesse. La circulation desdits sentiments, les finesses de la similitude, jamais identique, entre ces protagonistes (qui courent le risque d'être trop proches les uns des autres), le recours très libre au passé, un usage du commentaire dont la finesse rappelle quelques-uns des meilleurs Truffaut (*Deux Anglaises et le Continent* en particulier) composent cette fresque intimiste qui dure trois heures.

Les deux premiers tiers passent comme un songe alerte. La dernière partie se fait plus âpre sans rien perdre de son urgence. Sur le thème le plus rebattu par les successifs « jeune cinéma français », tout paraît neuf. Rien d'introverti dans ce jeu des contraintes et des possibles, des pulsions et des idées, qui a le mérite de ne jamais disjoindre la pensée de l'émotion. *Comment je me suis disputé* suggère au contraire comment chacun a besoin de l'autre, même du plus différent, du plus dingue ou du plus salaud, sans que l'autre ne soit jamais *la* solution – mais quelle solution ? Sans insister, dans un jeu toujours en mouvement, en inquiétudes et en surprises, le film refuse à la fois le repli sur soi générateur de haine et d'exclusion, et la fusion dans un grand tout qui est le pire creuset de la solitude et de la soumission. Une morale en somme qui est aussi – la mise en scène en donne une éclatante démonstration – une éthique de cinéaste.

Jean-Michel Frodon

« Comment je me suis raconté »

APRÈS *La Vie des morts* (1991), moyen métrage qui connut un écho inhabituel pour un film de ce format et révéla d'emblée l'entrée en scène d'un jeune cinéaste de première force, puis *La Sentinelle*, l'un des événements du Festival de Cannes 1992, Arnaud Desplechin, ancien élève de l'Idhec qui fut occasionnellement directeur de la photo, est de retour sur la Croisette. Il parle en riant, et avec un grand sérieux, de son nouveau film, *Comment je me suis disputé*, à la fois très différent du précédent et en total cohérence avec ce qu'on peut déjà appeler sinon une œuvre, au moins une démarche.



VERBATIM

« Le scénario a été conçu comme une démonstration logique, contre le scepticisme. Souvent dans le cinéma d'aujourd'hui, on a le sentiment que le monde réel n'existe plus, que la caméra ne peut plus le rencontrer. Avec mon coscénariste Emmanuel Bourdieu, nous avons construit ce récit contre cette lacune. Mais ensuite le tournage obéit à une tout autre logique, une logique de mise en scène, où la psychologie est évacuée au profit de l'action. Le montage répond à un troisième système d'organisation, qui ne se découvre qu'au dernier moment. »

« La Sentinelle répondait à une tentative de me charger de thèmes que le cinéma répugne à aborder. Cette fois, j'ai essayé de faire le contraire, de me confronter à ce qui est devenu le genre majeur du cinéma français : la chronique intimiste. Avec quelques repères. Par exemple, considérer que l'autobiographie est aujourd'hui un exercice comique, et qu'il convient de le traiter ainsi ; ou de faire un usage intensif de la voix off, pour rendre aux images une indépendance qui tend à se perdre depuis la fin du cinéma muet. »

« J'ai aussi essayé de construire le film comme un feuilleton, de ce traitement naissent le sens, l'humour... et la durée. Il permet aussi de faire appel à de nombreux personnages. Il est plus rassurant d'être minoritaires à plusieurs. »

J.-M. F.

De la bière, de l'amitié et des « fish and chips »

The Van. Stephen Frears réunit sa bande pour une nouvelle aventure irlandaise

SÉLECTION OFFICIELLE COMPÉTITION

Film irlandais de Stephen Frears. Avec Colm Meaney, Donal O'Kelly, Ger Ryan, Caroline Rothwell (1 h 45).

Un film de Stephen Frears, sans aucun doute, mais aussi de l'écrivain Roddy Doyle, dont les deux premiers volets de la trilogie ont été portés à l'écran par Alan Parker (*The Commitments*) et, déjà, Stephen Frears (*The Snapper*) – et qui est ici scénariste et coproducteur. Les principaux membres de l'équipe technique sont les mêmes que pour *The Snapper*, et plusieurs acteurs avaient déjà participé aux aventures précédentes. Rien d'étonnant donc que l'on se sente en pays de connaissance lorsque Bimbo (Donal O'Kelly) apprend à son copain Larry (Colm Meaney, acteur dans les deux précédents films) que, comme lui, il se retrouve au chômage. Rien d'étonnant non plus à ce que Larry propose à Bimbo de l'aider lorsqu'il décide d'acheter une camionnette pour vendre hamburgers et *fish and chips*, puisque le cinéma consomme beaucoup d'histoires d'associations de copains. Le ressort est connu, il est aussi légèrement détendu.

Emaillées de trouvailles et de répliques amusantes, les saynettes qui permettent de livrer quelques aperçus de la vie de famille des deux lascars manquent souvent de consistance, et rien ne s'y distingue de réellement nouveau, sans pourtant que le plaisir de reconnaissance s'installe durablement. Vient ensuite le temps des réussites. Pour l'équipe de football d'Irlande, qui accomplit à la coupe du monde de 1990 un parcours remarqué, pour Bimbo et Larry, que des tee-shirts intronisent ses fournisseurs officiels, et pour le scénariste et le réalisateur. Bières, chansons, hurlements, slogans vengeurs à l'adresse de l'Angleterre – qu'incarne pour l'occasion un singulier quatuor : Margaret Thatcher, Winston Churchill, T. E. Lawrence et Elton Jones –, tout y passe, hamburgers et morue se vendent bien et les acteurs s'amusent.

Il faut bien ensuite, pour que le film trouve une raison d'être à laquelle quelques séquences artificiellement rattachées (la virée nocturne) ne lui permettent pas de prétendre, qu'entre les deux copains le torchon brûle et que quelqu'un verse de l'huile sur le feu. L'attitude de Bimbo, qui entreprend de considérer Larry comme un simple salarié, déclenche les hostilités, bientôt relancées par l'intervention d'un fonctionnaire des services de la santé publique.

L'un et l'autre événements étaient également attendus, la déception vient de ce que le film ne leur donne pas plus de relief qu'il ne confère de densité aux personnages. L'entourage des deux amis, notamment, se réduit à quelques silhouettes dessinées à gros traits. La femme de Bimbo, celle de Larry et leurs enfants n'ont ainsi d'autre existence que celle que leur consent un scénario construit à la hâte et que la mise en images néglige aussi de situer, le quartier et des habitants n'intervenant guère que pour voler au secours d'une histoire cahotante, que seules quelques touches d'humour irlandais, la liberté des acteurs et une bonne humeur « malgré tout » empêchent de tomber en panne.

P. M.

SÉLECTION INSTANTANÉE



BRUNO GARCIN-GASSER/POLAROÏD POUR « LE MONDE »

Le réalisateur Danny Boyle et l'équipe de « Trainspotting »

« *Choose your future.* » Décidez vous-mêmes de votre avenir : tel est le conseil que lance le cinéaste britannique Danny Boyle (au centre, entouré d'Andrew Macdonald, son producteur, et de John Hodge, le scénariste). Il signe, à l'âge de trente-neuf ans, le déjà controversé *Trainspotting* présenté hors compétition lundi 13 mai, qui raconte l'histoire d'une bande de copains déjantés et drogués.

Cette terrifiante lâcheté qui a tout rendu possible

CINÉMAS EN FRANCE

JEUNESSE SANS DIEU. Film français de Catherine Corsini. Avec Marc Barbé, Roland Amstutz, Nathalie Richard, Catherine Hiegel (1 h 21).

Il fallait, pour adapter le chef-d'œuvre d'Odon von Orvath, une ambition ou une inconscience démesurées. Surtout dans le cadre d'une production télévisée (le film sera diffusé sur Arte avant de sortir en salle) qui forcément en limitait le budget, interdisant notamment toute prétention à une reconstitution historique minutieuse. Catherine Corsini (*Les Amoureux*) a su apporter la seule réponse possible, celle de la mise en scène.

L'action se situe en 1938, au confluent du Rhin et du Danube. La précision est donnée d'emblée, il ne sera plus besoin d'y revenir. Reste l'essentiel, à savoir la mise au jour des mécanismes qui rendent l'âme humaine à sa nudité et sécrètent une lâcheté maquillée en conformisme ou en retenue, en prudence ou en réserve, cette lâcheté qui a rendu non seulement possibles, mais inévitables les atrocités commises dans l'Allemagne des années 30 décrite par Orvath, comme dans l'Europe de cette fin de siècle.

Jamais peut-être au cinéma, pas même par le Visconti des *Damnés*, le lien organique entre nazisme et perversion, entre dictature et racisme n'avait été ainsi révélé, pour ouvrir le champ à l'analyse la moins confortable, parce que mettant en cause l'individu au cœur du quotidien le plus anodin. *Jeunesse sans dieu* est une œuvre terrifiante et magistrale.

P. M.

■ **Le réalisateur danois Lars von Trier a renoncé à venir à Cannes et n'a pas assisté, lundi 13 mai, à la première de son film *Breaking the Waves*, en compétition pour la Palme d'or. Le cinéaste danois, qui souffre de claustrophobie et qui ne supporte pas l'avion, était parti pour Cannes par train, mais a interrompu son voyage en arrivant en Allemagne, car « *il ne se sentait plus capable de continuer ce périple ferroviaire* », a expliqué Christer Hammer, son chef de relations publiques.**

Règlements de comptes avec jazz

Kansas City. De la musique, de la politique, des femmes, des truands et Robert Altman en chef d'orchestre d'une construction un peu lourde

SÉLECTION OFFICIELLE COMPÉTITION
Film américain de Robert Altman. Avec Jennifer Jason Leigh, Harry Belafonte, Miranda Richardson, Michael Murphy, Steve Buscemi (1 h 58).

L'abus d'eau oxygénée l'a contrainte à couper ses cheveux, qui ont retrouvé leur brun naturel, mais elle se fait toujours appeler Blondie. Comme l'héroïne de la bande dessinée, mais elle est fascinée par Jean Harlow, la star de l'époque. Son Clark Gable s'appelle Johnny et se trouve en fâcheuse posture pour avoir dérobé les dollars qu'un gros bonnet noir a misé sur les tables d'un tripot tenu par un caïd. Pour le sauver, elle enlève, en pleine période électorale, la femme d'un homme politique. A la description du Kansas City des années 30, il manque un élément : le caïd est amateur de jazz. La politique, les sentiments, le cinéma, les gangsters, la musique, tout est en place. En place à la manière de Robert Altman, expert en constructions chorales et en récits éclatés.

Dans *Kansas City*, les personnages *interviennent chacun leur* tour, mais continuent d'agir ou de subir lorsqu'ils n'apparaissent pas à l'écran. Comme les musiciens de jazz, qui se lèvent tour à tour pour leur solo. La machinerie qui permet au film d'avancer est visible *d'emblée*, trop sans doute, au point de corseter intrigue et protagonistes, et, surtout, de souligner d'un trait épais tout ce qui mériterait d'être suggéré ou découvert progressivement. L'écueil est de taille, provoqué par une structure trop contraignante et, plus encore, la difficulté du cinéaste à se renouveler (si tant est qu'il le souhaite). Le film pourtant trace vaillamment sa route dans un monde nocturne, aux couleurs un peu éteintes, peuplé de personnages que Robert Altman renonce enfin à accabler – lui dont la condescendance ou le mépris étaient les caractéristiques des précédents films – et auxquels des acteurs manifestement très à leur affaire se chargent de prêter vie.

Ainsi de Jennifer Jason Leigh, dont le jeu peut parfois paraître insistant, en raison notamment d'une volonté de « marquer » le personnage par un accent, des tics d'élocution, des mimiques trop voyantes, et qui réussit malgré tout à donner beaucoup d'intensité à Blondie, petite employée de la *Western Union* peut-être pas très maline, mais dont la candeur est portée par une sincérité touchante. En se comportant comme une de ses héroïnes de cinéma, Blondie pénètre le monde pour elle inconnu de la politique et du gangstérisme – le film affirme sans guère de nuances que l'un et l'autre sont indissociables.

SUR DES RAILS

Face à Blondie, la femme du politicien se bourre de laudanum, paraît à la fois ne rien comprendre à ce qui lui arrive et ne pas vraiment s'en soucier, à mi-chemin entre résignation et certitude que rien de très grave ne peut lui arriver, puisque son mariage l'a placée du bon côté de la société. Elle sait, elle, que Blondie est incapable de *se servir de l'arme qu'elle tient* comme Jean Harlow. Elle sait aussi qu'elle saura, elle, en user le moment venu. Le film le prouvera. Miranda Richardson donne à ce personnage qui doit le plus souvent paraître absent du monde une présence étonnante.

Enfin, il y a Harry Belafonte. Avec le rôle de Seldom Seen, le caïd qui transporte ses liasses de dollars dans une boîte à cigares, celui qui était jusque-là plus chanteur qu'acteur s'est offert un plaisir dont l'affirmation « passe » ad*mirablement l'écran. D'une* élégance recherchée, la voix cassée peut-être autant par coquetterie que par la fumée, Seldom Seen (ou « Pas vu, pas pris ») règne avec une fausse nonchalance sur sa bande de malfrats et décide, très lentement, car il ne veut rien perdre de la musique que l'on joue dans son tripot, du sort qu'il réserve au malheureux Johnny. Elevant rarement la voix, sauf pour obtenir réponse à des questions qui paraissent ne pas en appeler, il monologue au long de chacune de ses apparitions, comme attendant que son prisonnier suggère lui-même le détail du châtiment qui lui sera infligé. Certain, comme tous ceux qui détiennent et aiment le pouvoir, que le moment viendra.

Cette certitude, exprimée égale*ment par l'attitude du politicien* (Michael Murphy, un habitué des films d'Altman), qui s'endort paisiblement dans le train peu après avoir été informé de l'enlèvement de son épouse, est au cœur de *Kansas City*. Il en est une autre, qui limite sa portée et le plaisir qu'il dispense : rien ne peut arriver à un film lancé sur des rails dessinés aussi nettement par un cinéaste dont la maîtrise demeure intacte, et parfois impressionnante, mais qui aurait sans doute intérêt à prendre lui-même davantage de risques.

Pascal Mérigeau

Chronique et épopée de la brousse africaine

Po di sangui. Le Guinéen Flora Gomes filme superbement un monde où tout est dualité

SÉLECTION OFFICIELLE COMPÉTITION
Film guinéen (Bissau) de Flora Gomes, avec Ramiro Naka, Bia Gomes, Edna Evora, Adama Kouyaté, Dadu Cissé (1 h 30).

Lorsque le marcheur arrive enfin au village, il trouve le corps solitaire et sans vie de son jumeau, et les champs en feu. La magie du vieux sage qui veille sur la communauté éteindra l'incendie, *mais pas la menace qui* pèse alentour. Une terreur rôde, qui passe et repasse d'abord comme une ombre au travers de ce qui paraît au début une chronique de la brousse. Ce sera une épopée, quand viendra la destruction massive des arbres dans ce pays où chaque arbre est le double d'un être humain. Prophétie, exode, traversée du désert, rites de naissance et de mort donnent au film une ampleur que magnifient la noblesse de ses images, la puissance vivace des corps et des choses tels que les filme Flora Gomes.

A partir d'une poignée de personnages, il construit *Po di sangui* (« le bois de sang ») sur une série de dualités : le jumeau mort et le jumeau vivant, chaque homme et son arbre « frère », mais aussi la mise en regard de la vie privée et des tâches collectives, la relation entre lien social et relation immémoriale à la nature. Tous ces « couples » se dessinent sur la toile de fond, l'interrogation essentielle et sans cesse reprise par les cinématographies africaines autour de la modernité et de la tradition, de la possibilité d'évoluer sans se renier. La grande force de la troisième réalisation du cinéaste guinéen (après *Mortu Néga* et *Les Yeux de Yonta*) est de tirer tout le profit de ces symétries – clarté des conflits et solidité des parallèles – sans jamais se laisser enfermer dans des simplifications. Au contraire, à l'image de la petite fille rieuse qui sautille à travers le récit, la mise en scène se promène, enchevêtre vie quotidienne et fresque cosmique, galope ou contemple. Un chant qui éclate au milieu d'une situation banale et lui donne tout à coup un souffle inattendu, l'observation des petits faits et gestes, la musique des désirs et la vitalité des personnes toujours se faufilent entre les grands thèmes. Une rencontre entre deux troupes perdues dans le désert et qui partagent l'eau, l'irruption d'un fonctionnaire produisant (c'est rare dans le cinéma africain) une scène de comédie qui ne devient pas démonstrative, ou tout simplement une fille filmée à contre-soleil, sont autant de moments offrant à *Po di sangui* un élan et un naturel qui en font un bonheur de cinéma.

J.-M. F.

La fusion de l'écriture et de l'érotisme

The Pillow Book. Peter Greenaway adapte le journal intime d'une courtisane japonaise

UN CERTAIN REGARD
Film britannique de Peter Greenaway, avec Vivian Wu, Ewan McGregor, Yoshi Oida, Ken Ogata (2 h 06).

Le peintre et écrivain Peter *Greenaway* est venu à la caméra, il y a quelque trente ans, moins pour « faire du cinéma » que pour poursuivre avec d'autres moyens un projet esthétique personnel. Depuis son premier long métrage (*Meurtre dans un jardin anglais*, 1982), qui se rapprochait d'une forme plus classique, il construit des recherches formelles de plus en plus radicales, sinon abouties, où le cinéma est davantage utilisé que servi. Il atteint un niveau particulièrement élevé et, cette fois, cohérent, avec ce huitième long métrage.

Le titre reprend celui des *Notes de chevet*, l'ouvrage d'une courtisane du Moyen Age japonais, Sei Shônagon, qui tenait un (admirable) journal intime, dans lequel elle dressait les listes de ceux qui lui procuraient des émotions. C'est en s'inspirant de Sei Shônagon qu'une jeune femme d'aujourd'hui (Vivian Wu) se lance dans une étrange expérience où l'écriture et l'amour physique cherchent un point de fusion à travers des exercices graphiques sur son corps *à elle, puis sur ceux de* ses amants.

Après des intermèdes où la violence, l'érotisme *soft* et le design postmoderne se combinent de façon souvent arbitraires, l'héroïne utilisera la peau de treize hommes pour accomplir une œuvre en autant de « livres », qui est aussi l'exécution d'une vengeance à l'encontre de leur éditeur (le grand acteur Yoshi Oida, découvert chez Peter Brook). De tous les paris audacieux tentés par le réalisateur, le moins susceptible d'être gagné consiste à faire croire à un grand amour entre la jeune femme et un Européen polyglotte qui sera son premier « cahier », tant les sentiments ont ici peu droit de cité.

UN PEU TROP « MODE »

Peter Greenaway use systématiquement de l'incrustation d'une ou plusieurs autres images dans le plan, utilise son écran comme surface pour écrire, manipule les couleurs, recourt à des ellipses brutales ou à des redoublements et des étirements de scènes. Sa méthode procède moins du récit que de l'envoûtement, tandis que se met en place un dispositif complexe au service d'une thèse assez obscure, où il serait question des épousailles incestueuses d'Eros, Thanatos et Scriptos.

La recherche de décors bizarres ou des coquetteries un peu trop « mode » nuisent à ce *Pillow Book*. Mais la mise en scène bénéficie de la beauté naturelle de l'écriture des idéogrammes, et du mystère qui émane de leur contact avec les corps. Plus le film se déroule, plus *il devient abstrait. De cette abs*traction naît un charme auquel on se laisserait plus aisément aller s'il n'exhibait orgueilleusement ses procédés.

J.-M. F.

Portrait de femme au téléphone rose

Girl 6. Spike Lee cherche à renouer avec l'inspiration de ses premiers films

SÉLECTION OFFICIELLE HORS COMPÉTITION
Film américain de Spike Lee avec Theresa Randle, Isaiah Washington, Spike Lee, Jenifer Lewis, Debi Mazar. (1 h 48).

Ils veulent tous avoir la fille nº 6, les utilisateurs du téléphone rose. C'est elle qui assouvit au mieux leurs fantasmes longue distance ou de la cabine d'à côté. Pour eux, elle est Lovely, ou tout autre pseudo. Mais c'est en réalité une jeune femme trop idéaliste pour réussir *dans la carrière d'ac*trice à laquelle elle aspire. Par nécessité matérielle d'abord, très vite *par goût ?* elle s'y donne corps et âme. Elle ira jusqu'aux fontières de la folie et du danger physique, avant de s'échapper. Autour d'elle gravitent une multitude de personnages, son ex-compagnon, petit voleur du Queens inconsolable de leur rupture, son voisin farfelu, gentil et inconséquent (Spike Lee lui-même), les autres filles du « bureau », certains de ses « partenaires » *téléphoniques (et, dans* leur propre rôle ou pas, des personnalités telles que Quentin Tarantino, Naomi Campbell, Madonna, le producteur Ron Silver).

On voit bien que le cinéaste cherche à renouer avec la veine *de son premier film, Nola Darling n'en fait qu'à sa tête*, avec ce portrait de femme exécuté en figures libres. On voit aussi comment l'itinéraire de son héroïne se veut métaphore du monde du travail, de celui du spectacle, notamment du cinéma, et aussi de l'univers de la drogue en même temps qu'il se confronte aux mystères du désir, de la fascination, du vertige de la perte de soi et des pulsions de survie individuelle. Spike Lee possède à présent une grande maîtrise, qui l'autorise à des coups de force visuels, à des échappées oniriques, à des jeux sur l'image (assez simplistes) et sur ses rapports au son (plus sophistiqués).

ÉNERGIE ET SAVOIR-FAIRE

Mais cette maîtrise entrave la liberté de ton recherchée. Comme s'il ne parvenait pas à trouver le juste alliage entre un savoir-faire parfois roublard et l'énergie juvénile de ses débuts. *Girl 6* est un film très ambitieux qui voudrait conserver des apparences d'une modestie à laquelle ne se résout pas son auteur. Ce qui l'empêche aussi de tirer tout le parti possible de sa formidable interprète principale – la belle, émouvante et plurielle Theresa Randle.

La plus belle scène du film est significativement celle où « Il ne *se passe rien* » : la « *Girl 6* » a donné un rendez-vous amoureux à l'un de ses correspondants, sur le quai désert et glacial de Coney Island. Il passera près d'elle, que sans doute il croit blanche, sans la voir. Vertige des sentiments et des apparences évoqué cette fois en toute simplicité, bien mieux qu'avec les pluies pseudo-surréalistes de téléphones ou les distorsions gadgets d'images.

J.-M. F.

LES AUTRES FILMS

SÉLECTION OFFICIELLE/HORS COMPÉTITION

MICROCOSMOS, LE PEUPLE DE L'HERBE

Film français de Claude Nuridsany et Marie Perennou (1 h 15).

■ Des fourmis, des chenilles, des guêpes, des papillons, des coccinelles, des abeilles, des escargots, des scarabées, des libellules, des moustiques. Au travail, en voyage, pendant l'amour, sous l'averse ou le soleil. Sans autres mots que ceux prononcés en introduction par Jacques Perrin, pour dire, justement, qu'il convient de se taire. Pour mieux entendre et mieux voir. Mieux entendre les frôlements d'ailes, le claquement du bec du faisan qui se gorge de fourmis, le grondement de l'orage. Mieux voir la vie qui grouille dans l'herbe de la prairie filmée sans relâche, avec une attention presque maniaque, par Claude Nuridsany et Marie Perennou, et qui se résout parfois en une succession d'images à la limite de l'abstraction, qu'un changement d'axe ou d'échelle permet de corriger en un instant. *Microcosmos* est un film singulier, qui incite à la rêverie davantage qu'à la réflexion, et se charge d'un parfum d'herbe mouillée, de feuilles chauffées par le soleil et d'enfance retrouvée.

P. M.

UN CERTAIN REGARD

FOURBI

Film suisse d'Alain Tanner. Avec Karin Viard, Jean-Quentin Chatelain, Cécile Tanner, Antoine Basler (1 h 54).

■ *Fourbi* est le nom d'un chien dont la maîtresse, Rosemonde, vend un épisode tragique de sa vie (elle a tué un homme qui voulait la violer) à un *reality show* télévisuel *sponsorisé par un leader américain de l'alimentation canine.* Rien d'étonnant si, comme par fidélité à son titre, le film d'Alain Tanner est désordonné et belliqueux. Et ultra-référentiel de surcroît, puisqu'il est à la fois la version actualisée d'un film célèbre du réalisateur (*La Salamandre*, 1971) et une parabole explicite des rapports du cinéma à la télévision, et des deux au réel. Résultat : une œuvre exultante comme un chien fou, aux coups de pattes un peu patauds parfois.

Et puis, selon le point de vue, ce vœu pieux ou ce message d'espoir : le réel résiste encore. Telle cette rose-monde inviolable qui ne s'ouvre qu'à ceux qui savent l'aimer.

Jacques Mandelbaum

QUINZAINE DES RÉALISATEURS

FLAME

Film zimbabwéen d'Ingrid Sinclair. Avec Marian Kunonga, Ulla Mahaka (1 h 30).

■ Les retrouvailles de deux femmes, qui furent, adolescentes, des combattantes de la guerre de libération contre le pouvoir blanc de la Rhodésie, déclenchent le souvenir des années de lutte. Le film d'Ingrid Sinclair reconstitue la vie quotidienne dans les camps d'entraînement, l'apprentissage politique et militaire constitue la toile de fond de deux itinéraires individuels, ponctués de deuils et de choix guidés par des nécessités essentielles.

La cinéaste réussit ainsi, loin de toute pesanteur idéologique, à suivre et regarder vivre deux personnages qui acquièrent, au fur et à mesure du récit, une authentique consistance humaine.

Mais *Flame* exprime surtout la volonté que soit reconnue, dans des sociétés à forte tradition patriarcale, le rôle joué par les femmes dans les luttes pour l'indépendance. La mise en scène est parfois maladroite, mais importe surtout ici l'urgence de témoigner et de désigner les contradictions d'une société qui n'accorde pas la même attention à tous les acteurs d'un passé fondateur.

Jean-François Rauger

TREES LOUNGE

Film américain de Steve Buscemi. Avec Steve Buscemi, Chloe Sevigny, Anthony La Paglia, Carol Kane (1 h 35).

■ Le premier film réalisé par l'acteur Steve Buscemi n'a sans doute d'autre ambition que de s'affirmer « à côté » du cinéma hollywoodien à la mode, sans volonté excessive de transgression, mais avec le projet de faire vivre un personnage (incarné par le réalisateur) très différent des rôles tenus par lui chez Quentin Tarantino ou les frères Coen. Bonne surprise.

Trees Lounge est une chronique peuplée de ces gens ordinaires des petites villes de l'Amérique, *losers* essayant de supporter les contraintes sociales grâce à l'alcool. Le héros du film est un minable, pathétique et sympathique, pilier d'un bar où il retrouve ses compagnons de beuverie. Son univers rétréci est peuplé de plaisanteries lamentables et le langage n'y a d'autre fonction que de parler pour ne rien dire. La tentation du romanesque (une liaison avec la fille d'un de ses amis) est rapidement interrompue d'un coup de batte de base-ball. Il lui reste alors à reprendre le tabouret de bar d'un de ses prédécesseurs, un vieil alcoolique qui vient de mourir parce qu'il a tout simplement cessé de respirer.

J.-F. R.

VASKA L'ARSOUILLE

Film hongrois de Péter Gothàr. Avec Maksim Sergeyev, Yevgeny Sigyihin, Valia Kasyanova (1 h 18).

■ Le Hongrois Péter Gothàr est l'un des meilleurs cinéastes en activité en Europe de l'Est. Avec *Vaska*, il s'éloigne de ses bases géographiques, le film se déroulant à Saint-Pétersbourg, et surtout stylistiques, cherchant ici un burlesque fantastique qui n'était pas dans sa manière. Donc Vaska, grand voleur des villes, et son compère Vanka, grand voleur des campagnes, s'associent pour pratiquer leur art avec une invention généreuse et éthylique, à laquelle se mêle la magie, comme le narre la voix-off, adoptant le ton des contes slaves.

Un hold-up aérien à la banque centrale lance sur les traces du duo le terrible Zinoviev et ses troupes frappées de l'étoile rouge : le parti pris du film est en effet surtout de s'amuser à détourner l'imagerie réaliste-socialiste, en bricolant hardiment la rhétorique et les bandes d'actualités d'époque, ou en les parodiant. Parti pris qui aurait aisément fourni la matière d'un réjouissant moyen métrage, mais que le cinéaste peine un peu à mener à la longueur standard.

J.-M. F.

SEMAINE INTERNATIONALE DE LA CRITIQUE

YURI

Film sud-coréen de Yoonho Yang. Avec Shiniang Park, Eunjung Lee, Youngdong Moon (1 h 53).

■ *Yuri fait partie de ces objets incongrus et inclassables qu'affectionnent* les sélectionneurs de la Semaine de la critique. Récit initiatique, le film de Yoonho Yang est un curieux mélange, brassant un spiritualisme zen parfois confus et une trivialité joyeuse et terrifiante où le sexe, la violence et l'humour scatologique se côtoient allègrement.

Un jeune moine assassin et obsédé errant dans un univers désertique rencontre divers personnages (une prostituée surnommée « le réconfort du moine », un bonze travesti...) avant de subir une série d'épreuves et de mutilations. *Yuri* donne l'impression un peu bizarre et pas toujours convaincante de brasser les conventions du produit de genre et les provocations (hystérie et blasphèmes notamment) du cinéma d'avant-garde des années 70.

J.-F. R.

CINÉMAS EN FRANCE

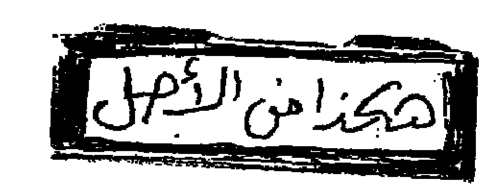
Y AURA-T-IL DE LA NEIGE À NOËL ?

Film français de Sandrine Veysset. Avec Dominique Reymond, Daniel Duval, Jessica Martinez, Alexandre Roger (1 h 30).

■ Une ferme miteuse dans le sud de la France. Sept enfants, sept bâtards, maltraités par un agriculteur de père qui mène une double vie, tant bien que mal protégés par une mère réduite elle aussi au bon vouloir de son seigneur et maître. Pour un peu, on croirait à l'adaptation d'un feuilleton misérabiliste du XIXe siècle. A ceci près que le premier film de Sandrine Veysset transforme cette misère en or pur.

Justesse du regard, sobriété dans le portrait d'une mère, l'hagiographie d'une sainte, et un conte de Noël avec chanson d'Adamo en guise d'épilogue ironiquement miraculeux. Un objet en tout cas extrêmement singulier, qui, en d'autres temps, aurait fait le bonheur d'une veillée paysanne, comme il fait aujourd'hui celui d'une salle obscure.

J. M.



Robert Wilson visite Marguerite Duras et ses jeux tragiques de l'amour et du hasard

Le metteur en scène américain adapte « La Maladie de la mort »

Pour la première fois, l'acteur français Michel Piccoli, familier des plus grands metteurs en scène des dernières décennies, est l'interprète du metteur en scène américain Robert Wilson, aux côtés de la chorégraphe Lucinda Childs. Ce trio exceptionnel porte à la scène un court ouvrage de Marguerite Duras, *La Maladie de la mort*, dont la substance dramatique apparaît aussitôt évidente.

LA MALADIE DE LA MORT, de Marguerite Duras. Mise en scène, décors et lumières : Robert Wilson. Musique : Hans Peter Kuhn. Avec Lucinda Childs et Michel Piccoli. *THÉÂTRE VIDY-LAUSANNE*, 5, av. E.-Jacques-Dalcroze, 1004 Lausanne. Tél. : 19 (41) 21-619-45-45. Du mardi au jeudi à 19 heures. Vendredi à 20 h 30. Samedi à 19 heures. Dimanche à 17 h 30. Jusqu'au 26 mai. Le spectacle sera repris au Festival de Vienne (Autriche) du 8 au 11 juin, au Festival de Recklinghausen (Allemagne) du 20 au 30 juin et à la Maison de la culture de Bobigny (Festival d'automne à Paris) du 28 septembre au 27 octobre).

LAUSANNE
de notre envoyé spécial

Au commencement était la « *maladie de la mort* », autant dire aussitôt, comme nous l'a enseigné l'histoire des passions, la « maladie de l'amour », soit, par un effet de langue infime, un glissement sonore minuscule, ce grand balancement du début vers la fin, de l'infime vers le sublime, cet espace qui n'a cessé de susciter l'effroi chez tous les hommes et la nécessité, chez quelques-uns, de créer, sinon une parade, au moins une tentative d'explication : une œuvre d'art. Marguerite Duras est de ceux-là, éternelle pourvoyeuse de mots et d'images qui a consacré sa vie à cerner et l'amour et la mort, et jamais de manière aussi abrupte que dans son petit livre paru en 1982, *La Maladie de la mort*.

En praticienne experte, elle savait bien qu'elle ou un autre pourrait un jour ne pas se contenter de la lecture de son ouvrage et qu'il lui faudrait accepter que l'écrit se mue en dit, que le théâtre ou le cinéma s'en empare. Elle donnait même dans son livre quelques indications que personne ne suivrait… Robert Wilson a voulu porter à la scène *La Maladie de la mort*, lui qui aime tellement le verbe que ses spectacles n'en usent qu'avec des précautions extrêmes. Il s'y est essayé une première fois à la Schaubühne de Berlin, en 1991, mais n'avait pas alors réuni les protagonistes idéals. Il s'y est remis cette année, à Lausanne, et a, cette fois, levé toutes les hypothèques. Il a confié le rôle de la femme à une amie proche, complice des premiers temps, artisan du succès international d'*Einstein on The Beach*, la chorégraphe Lucinda Childs. Elle est ici d'une beauté stupéfiante, longue silhouette drapée dans une robe de taffetas blanc. L'homme est incarné par Michel Piccoli. Il est vêtu d'un long manteau noir d'où surgissent seulement son visage rond, sa chevelure blanche et ses deux mains.

Ce visage et ces mains sont la première vision de *La Maladie de la mort*, isolés dans un halot de lumière blanche. L'homme tient un livre ouvert dont les pages sont blanches. L'imagination du spectateur, celle des acteurs et celle du metteur en scène pourront donc s'exprimer librement. C'est cette liberté qui donne à ce spectacle sa valeur primordiale. Fondée sur le langage extrêmement aigu de Marguerite Duras, codée par Robert Wilson, dont on sait les exigences formelles, la représentation donne très tôt le sentiment d'une totale licence. Wilson compose ses images en virtuose, découpant au sol un espace minuscule inondé de lumière qui figurera la mer, multipliant les tours de magie devant trois pans de toiles peintes biseautés et propices à recevoir – ou à refuser – l'éclat des projecteurs. Les sons de Hans Peter Kuhn sont autant de signaux dont l'irréalité accroît paradoxalement la véracité du drame qui se joue entre deux êtres qu'un hasardeux besoin d'aimer a réuni et séparera.

Michel Piccoli et Lucinda Childs sont les interprètes inoubliables de ce jeu du qui se donne ne donne rien, du qui reçoit ne reçoit rien. Tour à tour hiératiques ou truculents, enfantins ou plus vieux que le monde, mobiles ou immobiles, diserts ou silencieux, comiques ou tragiques, ils sont le précipité charnel, évident d'une anecdote qu'ils hissent au niveau du mythe. « *Ici, le jeu serait remplacé par la lecture* », demandait Marguerite Duras. Ses interprètes la trahissent voluptueusement, et son œuvre en est grandie.

Olivier Schmitt

Michel Piccoli, grand de la scène

Interprète de plus de cent vingt films, Michel Piccoli, né à Paris en 1925, a commencé sa carrière au théâtre. Ancien élève du Cours Simon, il sert d'emblée auteurs vivants et auteurs du répertoire sous la direction des plus grands artistes, Georges Vitaly, André Barsacq, Jean-Louis Barrault et, au TNP, Jean Vilar. De 1950 à 1981, il se consacre presque entièrement au cinéma avant de retrouver la scène sous la direction de Peter Brook pour *La Cerisaie* (1981). Il est de l'aventure de Patrice Chéreau et Bernard-Marie Koltès à Nanterre – *Combats de nègres et de chiens* (1983), *Retour au désert* (1988) ; *La Fausse Suivante* (1985) – où il interprète aussi *Terre étrangère* (1983) et *Le Conte d'hiver* dans les mises en scène de Luc Bondy qui le dirige à l'Odéon dans *John Gabriel Borkman* (1993).

Les mantilles au vestiaire et le taureau au corral

A Lyon, Louis Erlo plonge « Carmen », dirigé par Kent Nagano, dans une Espagne abstraite et dédramatisée

CARMEN, de Georges Bizet. *Direction musicale* : Kent Nagano. Mise en scène : Louis Erlo. Décors : Bernard Michel. Avec, en alternance, Hélène Perraguin et Martine Olmeda, Norah Amsellem et Veronica Cangemi, Virginie Pochon et Stéphanie Morales, Inga Jonsdottir et Pomone Epomeo, Daniel Galvez-Vallejo et Stephen Guggenheim, Ludovic Tézier et Detlef Roth. Chœurs et Orchestre de l'Opéra de Lyon. LYON OPERA, les 14 et 21 à 19 h 30, les 16, 18, 22, 24, *24 mai, à 20 heures* ; les 12 et 19, à 17 heures. Tél. : 72-00-45-45.

LYON
de notre bureau régional

Peut-on bousculer *Carmen* ? Voilà la question que pose la nouvelle production de l'Opéra de Lyon. C'est la quatrième fois depuis 1969 que Louis Erlo aborde l'ouvrage à Lyon. Il a donc voulu tout remettre à plat. Avec la complicité du peintre Bernard Michel et du dramaturge Michel Vittoz, il a plongé l'héroïne de Bizet dans un monde symbolique, un peu à la manière dont il avait traité, la saison dernière, avec les mêmes collaborateurs, *La Damnation de Faust*, de Berlioz.

Le dispositif de Bernard Michel privilégie les lignes horizontales et dessine une géométrie bousculée, chahutée suivant les actes. Une grande toile de fond marque un horizon changeant sur lequel apparaissent et disparaissent de façon presque rituelle les personnages et un chœur traité à la manière antique. Les castagnettes restent dans la fosse, les mantilles au vestiaire et le taureau au corral.

Cette vision dépouillée propose de beaux moments, où les éclairages, soignés et précis, teintent les décors de couleurs méditerranéennes. Elle montre aussi ses limites, particulièrement dans le dernier acte noyé dans le rouge : toutes les scènes populaires ont été évacuées, effacées par un rideau d'ampoules électriques, et le contraste entre la fête et la mort perd sa violence.

On y retrouve pourtant en filigrane les traits caractéristiques du metteur en scène : goût pour l'esthétique contemporaine, sensualité parfois appuyée, vivacité théâtrale, inclination à l'insolence, voire à la provocation. Erlo s'efforce ainsi d'insuffler la vie dans l'atmosphère dédramatisée qu'il s'est imposée : l'enfant qui, au premier acte, nargue Don José et, à la fin, se retrouve le seul témoin de la mort de Carmen, est une figure réussie.

Les saluts de la première accueillis par des sifflets et un hourvari

Musicalement aussi, ce *Carmen* laisse sur sa faim. Kent Nagano attaque la partition à toute vitesse. Tout est en place, mais l'esprit est ailleurs. L'orchestre sait se faire discret, parfois trop. Pas de brisures de rythmes, mais peu d'émotion et de passion.

Les jeunes chanteurs s'en tirent sans éclat. hélène Perraguin est une Carmen blonde et charnelle, mais la voix manque de puissance et de dramatisme. Noah Amsellem (Micaela) monte joliment dans les aigus, Ludovic Tézier est un Escamillo nuancé. Quand à Daniel Galvez-Vallejo, plus chevronné, il a non seulement, comme presque tous ses camarades, une diction parfaite, mais son timbre chaud, qui s'épanouit au cours du spectacle, donne à Don José son humanité.

Aux saluts de la première, vendredi 10 mai, Louis Erlo a été accueilli par des sifflets. Ce hourvari était-il destiné au metteur en scène d'un *Carmen* hors des traditions ou à l'ancien administrateur-général de l'Opéra de Lyon récemment épinglé par un rapport de la chambre régionale des comptes (*Le Monde* du 28-29 avril) ? Certainement aux deux, même si les audaces scéniques d'Erlo lui ont déjà valu ce genre de réception.

Pierre Moulinier

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean-Paul Scarpitta

NOUS avons reçu une lettre de Jean-Paul Scarpitta après un article publié dans le monde du 12 avril 1991. Cet article mettait en cause la gestion de l'Institut de France, et notamment le rôle de M. Scarpitta.

Dans son édition du 12 avril 1991, *Le Monde* a publié un article intitulé « Un rapport de la Cour des comptes mettrait en cause la gestion de l'Institut de France », annonçant que j'étais cité dans ce rapport pour le rôle que j'aurais joué dans la location des espaces du Musée Jacquemart-André pour diverses manifestations, et reproduisant de supposées déclarations de M[me] Lydie Huyghe, selon lesquelles j'aurais « *abusé de ma situation* » au sein du Musée.

Le 14 juin 1991, votre journaliste, rendant compte de l'instruction ouverte suite « *aux graves irrégularités* » dénoncées dans ce rapport, précisait qu'il faudrait « *tirer au clair* » mon rôle au sein du Musée.

Le Monde s'est cependant abstenu d'informer ses lecteurs que cette instruction pénale s'est conclue, le 19 janvier 1996, par un non-lieu définitif en ma faveur. Je regrette vivement que votre journal n'ait pas eu le souci, après avoir fait état des accusations de ceux qui me mettaient en cause devant la justice, avec les conséquences privées et professionnelles que chacun peut imaginer, de prévenir ses lecteurs de cette issue judiciaire.

Je suis donc contraint de les informer moi-même qu'aux termes de quatre ans d'enquête aucune infraction pénale n'a été établie à mon encontre et que l'ordonnance de non-lieu relève que mes interventions au sein du Musée Jacquemart-André « (…) *semblent en outre avoir été déterminantes pour promouvoir la location des salons du Musée et ont pesé de manière positive dans les tentatives d'équilibre budgétaire* ».

Telle est l'issue judiciaire qui vient d'être donnée aux poursuites engagées sur le seul fondement d'un rapport de la Cour des comptes établi sans que je n'aie jamais été entendu, ce qui aurait permis à cette très sérieuse institution d'éviter de se méprendre à ce point.

DÉPÊCHES

■ **ÉDITION-JUSTICE : Vladimir Jirinowski a été débouté** de l'action qu'il avait intentée à l'encontre des *évrivains* Didier Daeninckx et Pierre Drachline et des Editions du Cherche-Midi, vendredi 10 mai, par la troisième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris. Le député russe estimait que les deux écrivains avaient plagié son livre *Un bond final vers le sud* publié en 1993, dans *Jirinowski, le Russe qui fait trembler le monde*. – (AFP.)

■ **MUSIQUE : le Festival d'Aix-en-Provence** ouvre sa location à deux mois du début de sa 49[e] édition. Pour des raisons financières, il a pris du retard dans l'établissement du programme, qui sera écourté du 15 juillet au 28 juillet. Un répondeur téléphonique a été mis à la disposition du public 24 heures sur 24, tél. : (16) 42-21-14-40 et une réservation par téléphone au (16) 42-17-34-34. Un seul opéra y sera présenté, *Semele*, de Haendel.

■ **THÉÂTRE : Le Théâtre national de la Colline à Paris prolonge** jusqu'au 26 mai, en raison de leur succès, les représentations d'*Allegria opus 147*, écrit et mis en scène par Joël Jouanneau. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20[e]. M[o] Gambetta. Tél. : 44-62-52-52. 110 F et 160 F.

Pierre Corneille le magicien de Nanterre

Eric Vigner met en scène « L'Illusion comique »



CONSIDÉRÉE par Louis Jouvet comme *« une œuvre mystérieuse, peut-être hantée »*, adulée par Giorgio Strehler, qui l'a mise en scène à l'Odéon en 1984, *L'Illusion comique*, de Pierre Corneille, règne comme un sphynx sur le théâtre classique : que cache cette histoire d'un père parti à la recherche de son fils ? Roman d'apprentissage, conte philosophique, rêverie sur le théâtre, la pièce de Corneille est d'abord un grand exercice de magie. Eric Vigner l'a bien compris : il mise sur l'humilité d'un plateau nu, où tout se joue entre ombre et lumière, dans un jeu de miroirs troublant. Sous le regard magnifique du vieux père (Guy Parigot), Matamore (Grégoire Œstermann) entraîne la troupe dans une ronde rêveuse et profonde, où la la vie se teinte d'une mélancolie qui ne s'avoue pas : celle d'un monde qui permettrait de rêver les yeux ouverts. C'est apaisant.

★ Théâtre Nanterre-Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. RER A « Nanterre-Préfecture », puis navette. Du mardi au samedi à 20h30 ; dimanche à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. 130 F (100 F le jeudi). Jusqu'au 11 juin.

UNE SOIRÉE À PARIS

Jacques Tys (hautbois), Thierry Huillet (piano)
Jacques Tys est le merveilleux hautbois solo de l'Orchestre de l'Opéra de Paris, Thierry Huillet un non moins excellent pianiste. Tous deux vont dialoguer, jouer seul dans un programme qui dit leur juste ambition. Huillet joue seul, ce qui est peut-être la plus bouleversante pièce des *Goyescas*, de Granados, et l'un des chefs-d'oeuvre de la littérature pianistique. Une pièce que l'on ne se risque à jouer que si on l'aime vraiment.
Dutilleux : *Le Jeu des contraires, Sonate pour hautbois et piano.* Schumann : *Adagio et allegro.* Liszt : *Ballade, Méphisto-valse.* Granados : *Ballada el Amor y la Muerte.* Maderna : *Solo pour hautbois.* Debussy : *Préludes.*
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16e. Mº Passy. 19 heures, le 13. Tél. : 42-30-15-16. 20 F.

Graeme Allwright
Le Théâtre de la Potinière a mis au point une formule qui petit à petit fait ses preuves. Après une séquence mémorable avec Anne Sylvestre, c'est à Graeme Allwright qu'il incombe de bâtir la programmation de ces soirées de lundi. Les maîtres d'ouvrage de ce divertissement, qui est aussi destiné à découvrir de jeunes groupes ou comédiens, interviennent, chantent, jouent sans compter.
Théâtre de la Potinière, 7, rue Louis-le-Grand, Paris-2e. Mº Opéra. 21 heures, les 13 et 20. Tél. : 42-61-44-16. 100 F.

Maria McKee, Goya Dress
On a connu Maria McKee, jeune punk déguisé en cow-girl, puis chanteuse intense mêlant soul et country. Elle assume aujourd'hui pleinement une sensibilité à fleur de peau et une voix capable d'aventures mystérieuses. En première partie, ne pas manquer les prometteurs Goya Dress, groupe romantique venu des îles Shetland.
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris-9e. 19 h 30, le 13. Tél. : 44-92-77-66. 115 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

AU-DELÀ DES LOIS
Film américain de John Schlesinger, avec Sally Field, Kiefer Sutherland, Ed Harris, Olivia Burnette, Alexandra Kyle, Joe Mantegna (1 h 41).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83); George-V, dolby, 8e; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10). VF : Rex, dolby, 2e (39-17-10-00); UGC Opéra, dolby, 9e; UGC Lyon Bastille, 12e; UGC Gobelins, 13e; Mistral, dolby, 14e (39-17-10-00; réservation: 40-30-20-10).

LE CRI DE LA LAVANDE DANS LE CHAMP DE SAUTERELLES
Film franco-italo-espagnol de Marcello Cesena, avec Rossi de Palma, Jacky Nercessain, Carla Signoris, Maurizio Crozza, Ugo Dighero, Mauro Pirovano (1 h 30).
VO : Latina, dolby, 4e (42-78-47-86); Reflet Médicis II, 5e (43-54-42-34).

EXCÈS DE CONFIANCE
Film américain de Peter Hall, avec Rebecca De Mornay, Antonio Banderas, Harry Dean Stanton, Dennis Miller, Len Cariou, Eugene Lipinski (1 h 25).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er; UGC Odéon, dolby, 6e; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation: 40-30-20-10); George-V, dolby, 8e; Gaumont Alésia, dolby, 14e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10). VF : Rex, dolby, 2e (39-17-10-00); UGC Montparnasse, 6e; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12e; UGC Gobelins, dolby, 13e; Miramar, dolby, 14e (39-17-10-00; réservation: 40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15e; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96; réservation: 40-30-20-10).

LE FILS DE GASCOGNE
Film français de Pascal Aubier, avec Grégoire Colin, Jean-Claude Dreyfus, Dinara Droukarova, Laszlo Szabo, Pascal Bonitzer, Gérard Cherqui (1 h 40).
Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

LES GENS DES BARAQUES
Film français de Robert Bozzi, (1 h 28).
Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).

LE PANDORE
Film suisse-allemand d'Urs Odermatt, avec Michael Gwisdek, Anica Dobra, Jürgen Vogel, Rolf Hoppe (1 h 45).
VO : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

RIDICULE
Film français de Patrice Leconte, avec Fanny Ardant, Charles Berling, Bernard Giraudeau, Judith Godrèche, Jean Rochefort (1 h 42).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er; Rex (le Grand Rex), dolby, 2e (39-17-10-00); 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e; Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49); 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38); Bretagne, dolby, 6e (39-17-10-00; réservation: 40-30-20-10); UGC Danton, dolby, 6e; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08; réservation: 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43; réservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8e; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); Les Nation, 12e (43-43-04-67; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12e; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79); Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15e (réservation: 40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16e (44-24-46-24; réservation: 40-30-20-10); UGC Maillot, 17e; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96; réservation: 40-30-20-10).

LA SECONDA VOLTA (LA DEUXIÈME FOIS)
Film italien de Mimmo Calopresti, avec Nanni Moretti, Valeria Bruni Tedeschi, Valeria Milillo, Roberto De Francesco, Marina Confalone, Simona Caramelli (1 h 20).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (40-39-99-40; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); L'Arlequin, dolby, 6e (45-44-28-80; réservation: 40-30-20-10); UGC Rotonde, 6e; Le Balzac, 8e (45-61-10-60); Majestic Bastille, dolby, 11e (47-00-02-48; réservation: 40-30-20-10); Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79); Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation: 40-30-20-10).

SORTEZ DES RANGS
Film français de Jean-Denis Robert, avec Laure Duthilleul, Stanislas Crevillen, Josianne Levêque, Pierre-Arnaud Crespeau, Laurent Arnal, Zofia Zaretok (1 h 26).
14-Juillet Beaubourg, 3e; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38); Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (45-80-77-00; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10).

CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LUNDI 13 MAI

La Cenerentola
de Rossini. Jennifer Larmore (Cenerentola), Rockwell Blake (Don Ramiro), Alessandro Corbelli (Dandini), Carlos Chausson (Don Magnifico), Jeannette Fischer (Clorinda), Pietro Spagnoli (Alidoro). Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Maurizio Benini (direction), Jérôme Savary (mise en scène), Christian Mesnier (chorégraphie).
Opéra de Paris, palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9e. Mº Opéra. 19 h 30, le 13. Tél.: 44-73-13-00. De 60 F à 590 F.

L'Elisir d'amore
de Donizetti. Youngok Shin (Adina), Martine Masquelin (Giannetta), Raul Gimenez (Nemorino), Peter Savidge (Belcore), Alfredo Mariotti (Dulcamara), Orchestre Colonne, Antonello Allemandi (direction), Stefano Vizioli (mise en scène).
Opéra-Comique. Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2e. Mº Richelieu-Drouot. 19 h 30, les 13, 15, 17, 21, 23, 25 et 27; 16 heures, le 19, jusqu'au 31. Tél.: 42-44-45-46. De 50 F à 490 F.

Don Quichotte et ses musiciens
d'après Cervantès. Marc Souchet (baryton), Guillaume Laffly (comédien), Akémi Souchay-Okumura (piano), Pierre Malbos (mise en scène).
Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11e. Mº Goncourt, Belleville. 20 heures, les 13, 19 et 20; 19 h 30, les 14, 22 et 23. Tél.: 48-06-72-34. Location FNAC, Virgin. De 80 F à 100 F.

Chorale Per Cantum
Bach: *Messe en si.* Monique Zanetti (soprano), Pascal Bertin (alto), Hervé Lamy (ténor), Jean-Louis Serre (basse), Denise Fauvarque (direction).
Temple du Saint-Esprit, 5, rue Roquépine, Paris 8e. Mº Saint-Augustin. 20 h 30, le 13. Tél.: 42-85-42-92. Location FNAC, Virgin. 130 F.

Rachel Yakar (soprano), Claude Lavoix (piano).
Œuvres de Mozart, Schubert, Roussel, Chabrier, Fauré, Hahn.
Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9e. Mº Rue-Montmartre. 20 h 30, le 13. Tél.: 48-24-16-97. Location FNAC, Virgin. De 90 F à 200 F.

Quatuor Vanbrugh
Mozart: *Quatuor à cordes KV 421.* Wilson: *Winter's Edge.* Beethoven: *Quatuor à cordes op. 132.*
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8e. Mº Miromesnil. 20 h 30, le 13. Tél.: 49-53-05-07. De 75 F à 200 F.

MARDI 14 MAI

Tosca
de Puccini. Maria Guleghina (Tosca), Alfredo Portilla (Caravadossi), James Morris (Scarpia), Maîtrise des Hauts-de-Seine, Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Jan Latham-Koenig (direction), Werner Schroeter (mise en scène).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11e. Mº Bastille. 19 h 30, le 14. Tél.: 44-73-13-00. De 60 F à 590 F.

Chœur de Radio-France
Janacek: *Chansons populaires de Hukvaldy, Chansons de Hradcany, Chants pour chœur d'hommes, Dieu, aimez-nous, Ave Maria, Elégie sur la mort de ma fille Olga, Notre Père.* Lubomir Matl (direction).
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e. Mº Passy. 20 heures, le 14. Tél.: 42-30-15-16. 80 F.

Marc Laforêt (piano).
Debussy: *Préludes.* Beethoven: *Sonate pour piano op. 57 « Appassionata ».* Chopin: *Valses.*
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8e. Mº Miromesnil. 20 h 30, le 14. Tél.: 49-53-05-07. De 75 F à 230 F.

Nouvelles Histoires sacrées
Bon: *Tobias.* Ambrosini: *Suzanne.* Carissimi: *Daniel.* Françoise Degeorges, Catherine Dune, Christine Gerbaut, Christophe Einhorn, Hervé Lamy, Christophe Laporte, Jean-Claude Sarragosse, Christian Tréguier, Maîtrise de Caen, Robert Weddle (direction), Christian Gangneron (mise en scène).
Fontainebleau (77). Eglise Saint-Louis. 21 heures, le 14. Tél.: 64-22-26-91.
Et le 16 mai à 21 h, en l'église de Méré (34-86-99-78).

Orchestre Orchestre Orchestre Orchestre national d'Ile-de-France
Mozart: *Symphonie nº 34.* Weber: *Concerto pour clarinette et orchestre nº 1.* Schubert: *Symphonie nº 5.* Jean-Claude Falietti (clarinette), Claude Bardon (direction).
Saint-Ouen (93). Espace 1789, 2, rue Bachelet. 20 h 30, le 14. Tél.: 40-11-50-23. De 80 F à 100 F.

The Academy of Ancient Music
Œuvres de Haendel. Corelli. Scarlatti. Emma Kirkby (soprano), Paul Goodwin (direction).
Versailles (78). Chapelle royale du château. 21 heures, le 14. Tél.: 39-20-78-00. De 70 F à 220 F.

MERCREDI 15 MAI

Mariages ou Petites Noces en si avec bémol
Musique de Weill, Ravel, Prokofiev, Satie, Debussy, Cage, Mozart, Jarret. Gérard Chambre (chant), Anne Thomas (piano).
Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11e. Mº Goncourt, Belleville. 19 h 30, les 15 et 16, jusqu'au 30. Tél.: 48-06-72-34. Location FNAC, Virgin. 80 F.

Orchestre philharmonique de Radio-France
Berlioz: *Carnaval romain.* Strauss: *Concerto pour cor et orchestre nº 1.* Rodrigo : *Concierto de Aranjuez.* Copland : *Concerto pour clarinette et orchestre.* Hummel : *Concerto pour basson et orchestre.* Mozart : *Symphonie concertante pour violon et alto.* Hervé Joulain (cor), Francis Touchard (clarinette), Ludovic Tissus (basson), Emmanuel Sacquepey (guitare), Frédéric Pelassy (violon), Renaud Stahl (alto), Janos Fürst (direction).
Enghien-les-Bains (95). Théâtre du Casino, 3, avenue de Ceinture. 20 h 30, le 15. Tél.: 34-12-94-94.

JEUDI 16 MAI

Orchestre de Paris
Sibelius : *Concerto pour violon et orchestre.* Chostakovitch : *Symphonie nº 11 « 1905 ».* Anne-Sophie Mutter (violon), Semyon Bychkov (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mº Ternes. 16 h 30, le 16. Tél.: 45-63-07-96. Location FNAC, Virgin. De 60 F à 240 F.

Manon Lescaut
de Puccini. Miriam Gauci (Manon Lescaut), Fabio Armiliato (des Grieux), Jean-Luc Chaignaud (Lescaut), Enrico Fissore (Géronte de Ravoir), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Sebastian Lang-Lessing (direction), Robert Carsen (mise en scène), Jean Guizerix (chorégraphie).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11e. Mº Bastille. 19 h 30, les 16, 22 et 25 ; 15 heures, le 19. Tél.: 44-73-13-00. De 60 F à 590 F.

Tokyo Symphony Orchestra
Takemitsu : *Requiem pour cordes.* Saint-Saëns : *Concerto pour piano et orchestre nº 5.* Brahms: *Symphonie nº 1.* Mariko Horie (piano), Kazuyoshi Akiyama (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mº Alma-Marceau. 20 h 30, le 16. Tél.: 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

Pierre Hantaï (clavecin).
Musiques italienne et anglaise du XVIIe siècle.
Eglise des Billettes, 24, rue des Archives, Paris 4e. Mº Hôtel-de-Ville. 21 heures, le 16. Tél.: 43-57-08-84. 110 F.

Ensemble Musicatreize, Ensemble 2e2m
Canat de Chizy : *Messe solennelle de l'Ascension, création.* François-Henri Houbart (orgue), Chœur diocésain, solistes de la maîtrise de Paris, Roland Hayrabedian (direction).
Evry (91). Cathédrale de la Résurrection, place Monseigneur-Romero. 15 heures, le 16. Tél.: 60-77-30-45. Entrée libre.

Ensemble 2e2m
Stravinsky : *Messe.* Messiaen : *Trois petites liturgies de la présence divine.* Jacqueline Méfano (piano), Dominique Kim (ondes Martenot), Maîtrise et Chœur de Radio-France, Michel Tranchant, Paul Méfano (direction).
Evry (91). Cathédrale de la Résurrection, place Monseigneur-Romero. 21 heures, le 16. Tél.: 60-77-30-45. Entrée libre.

VENDREDI 17 MAI

Discantus
L'Ecole de Notre-Dame de Paris.
Eglise Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris 1er. Mº Tuileries, Pyramides. 20 h 30, le 17. Tél.: 44-62-70-90. Location FNAC. De 100 F à 120 F.

Le Messie
de Haendel. Kym Amps, Diane Atherton (sopranos), Frances Jellard (contralto), Angus Davidson (haute-contre), John Bowen (ténor), Adrian Peacock (basse), The Scholars Baroque Ensemble, David Van Asch (basse, direction).
Auvers-sur-Oise (95). Eglise Notre-Dame, place de l'Eglise. 20 h 45, les 17 et 18. Tél.: 30-36-70-82. De 90 F à 280 F.

Gustav Leonhardt (orgue)
L'influence du style français dans la musique d'orgue en Europe aux XVIIe et XVIIIe siècles.
Versailles (78). Chapelle royale du château. 21 heures, le 17. Tél.: 39-20-78-00. De 60 F à 220 F.

SAMEDI 18 MAI

The Chamber Orchestra of Europe
Haydn: *Symphonie nº 70.* Veress : *Concerto pour piano, cordes et percussions.* Schumann : *Introduction et allegro.* Chostakovitch : *Symphonie de chambre.* Andras Schiff (piano), Heinz Holliger (direction).
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 18; 16 h 30, le 19. Tél.: 44-84-44-84. De 100 F à 200 F.

Il Seminario musicale
Bernier. Scarlatti : *Motets.* Gérard Lesne (direction).
Versailles (78). Chapelle royale du château. 17 h 30, le 18. Tél.: 39-20-78-00. De 60 F à 220 F.

DIMANCHE 19 MAI

Les King's Singers
Œuvres de Janequin aux Beatles.
Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9e. Mº Rue-Montmartre. 11 heures, le 19. Tél.: 48-24-16-97. Location FNAC, Virgin. De 90 F à 200 F.

DANSE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Compagnie Ebène
Irène Tassembedo : *Wakatti.*
Les Halles-L'Auditorium, 5, porte Saint-Eustache, Paris 4e. Mº Châtelet-les Halles. 20 h 30, les 13, 14 et 15. Tél.: 42-36-13-90. De 80 F à 120 F.

Icosaedre-Danse, Tanztheater
Christine Brunel
La Souche des bateleurs.
Espace Kiron, 10, rue La Vacquerie, Paris 11e. Mº Voltaire. 18 h 30, les 14, 17, 21, 24 et 28, jusqu'au 7 juin. Tél.: 44-64-11-50. 80 F.

Ballett Frankfurt
William Forsythe : *création française.*
Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mº Châtelet. 20 h 30, les 14, 15, 16, 17 et 18. Tél.: 40-28-28-40. De 55 F à 190 F.

Catherine Ba, Xavier LeRoy, Nasser Martin Gousset
Catherine Bae : *Ohne Titel.* Xavier Le Roy : *Things I Hate to Admit.* Nasser Martin Gousset : *Alléluia.*
Ménagerie de verre, 12, rue Léchevin, Paris 11e. Mº Parmentier. 20 h 30, le 14. Tél.: 43-38-33-44.

Odile Duboc
Odile Duboc: *Trois boléros.*
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. Mº Châtelet. 20 h 30, les 14, 15, 17 et 18. Tél.: 42-74-22-77. 140 F.

Compagnie l'Esquisse
Joëlle Bouvier, Régis Obadia : *L'Irresponsabilité d'Apollon.* José Limon : *There is a Time.* Alvaro Restrepo. Marie-France Dieulevin : *Pieux.*
Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris 4e. Mº Rambuteau. 20 h 30, le 17; 18 h 30, le 18; 16 heures, le 19. Tél.: 44-78-13-15. 65 F.

Ballet Grupo Corpo
Rodrigo Pederneiras : *21, Nazareth.*
Nanterre (92). Maison de la musique, 8, rue des Anciennes-Mairies. 20 h 45, le 17. Tél.: 41-37-94-20.

JAZZ

Une sélection de concerts de jazz, chanson, musiques du monde et rock à Paris et en Ile-de-France

Vincent Herring Quartet
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 13 et 14. Tél.: 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Bex'tet
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17e. Mº Porte-Maillot. 22 h 30, les 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24 et 25. Tél.: 40-68-30-42. 130 F.

Herbie Hancock Quartet
Au Grand Rex, 1, boulevard Poissonnière, Paris 9e. Mº Bonne-Nouvelle. 20 heures, le 14.

Jean-Pierre Como « carte blanche »
Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 14, 15 et 16. Tél.: 42-33-37-71. 80 F.

Jean-Pierre Como Quintet
Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 17 et 18. Tél.: 42-33-37-71. 80 F.

Trio Soledad, Ore Lago
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, le 14. Tél.: 40-26-46-60. 50 F.

Laurent Fickelson Trio, Marc Abrams
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, le 15. Tél.: 40-26-46-60. De 50 F à 70 F.

David Murray, Bobby Few
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, le 15. Tél.: 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

Jean Toussaint Quartet
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 15, 16, 17, 18, 20 et 21. Tél.: 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Alain Jean-Marie Biguine Reflection, Owika
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mº Châtelet. 21 heures, le 16. Tél.: 42-36-01-36. 100 F.

Franck Amsallem, Tim Ries Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, le 16. Tél.: 40-26-46-60. De 60 F à 80 F.

Kirk Lightsey Quartet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 16, 17 et 18. Tél.: 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

Sylvain Beuf Quartet, Laurent de Wilde
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 17 et 18. Tél.: 40-26-46-60. De 60 F à 80 F.

Sylvain Beuf Quartet
Parc floral de Paris, bois de Vincennes, Paris 12e. Mº Château-de-Vincennes. 16 heures, le 18. Tél.: 43-43-92-95.

John Scofield, Steve Swallow, Bill Stewart
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 20 h 30, le 18. Tél.: 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Sophie Agnel, Alex Grillo
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 15. Tél.: 42-87-25-91.

Philippe Deschepper, Christine Wodrascka
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 17. Tél.: 42-87-25-91.

Jean-Luc Priano, Sophie Agnel
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 18 heures, le 19. Tél.: 42-87-25-91.

Jean-François Canape Trio
Nanterre (92). Maison de la musique, 8, rue des Anciennes-Mairies. 20 h 45, le 14. Tél.: 41-37-94-20.

ROCK

La Grande Sophie
L'Archipel, 50, rue Basfroi, Paris 11e. Mº Voltaire. 18 heures, les 13, 20 et 27. 30 F.

Tracy Chapman
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mº Voltaire. 20 heures, le 14. Tél.: 47-00-55-22.

Polo
L'Archipel, 50, rue Basfroi, Paris 11e. Mº Voltaire. 18 heures, les 15 et 16. 30 F.

Speech
L'Erotika, 62, boulevard de Clichy, Paris 18e. Mº Blanche. 20 heures, le 15. Tél.: 42-59-79-60.

James Lynch and Interstate 40
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14e. Mº Gaîté, Montparnasse-Bienvenüe. 21 heures, le 15. Tél.: 43-21-56-70.

Zion Train
Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13e. Mº Place-d'Italie. 20 heures, le 16. Tél.: 53-79-00-11.

Mafucage
L'Archipel, 50, rue Basfroi, Paris 11e. Mº Voltaire. 18 heures, le 17.

Stabbing Westward
Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13e. Mº Place-d'Italie. 19 heures, le 17. Tél.: 53-79-00-11. De 90 F à 100 F.

Theo Hakola
Horse's Mouth Pub, 120, rue Montmartre, Paris 2e. Mº Sentier. 21 heures, le 17. Tél.: 40-39-93-66.

Finale du concours Emergenza Rock
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mº Voltaire. 20 heures, le 18. Tél.: 47-00-55-22.

Vercoquin
Gibus, 18, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11e. Mº République. 21 heures, le 18. Tél.: 47-00-78-88. 50 F.

Macka B, Mickey Dread, Nzela
Colombes (92). Le Cadran, 3, rue Saint-Denis. 19 heures, le 18. Tél.: 47-84-30-17. 80 F.



CHANSON

Stephend
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11e. Mº Bastille. 20 h 30, les 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24 et 25. Tél.: 47-00-02-71.

Cora Vaucaire
Comédie de Paris, 12, rue Fontaine, Paris 9e. Mº Blanche. 21 heures, le 13. Tél.: 42-81-00-11. De 120 F à 240 F.

Les Années twist
Folies-Bergère, 32, rue Richer, Paris 9e. Mº Rue-Montmartre, Cadet. 21 heures, les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25 et 26, jusqu'au 31 juillet. Tél.: 44-79-98-98. De 150 F à 320 F.

Laurent Malot
Tourtour, 20, rue Quincampoix, Paris 4e. Mº Châtelet. 22 h 15, le 14, jusqu'au 25. Tél.: 48-87-82-48. 90 F.

A toujours, M. Boris Vian
Théâtre des Songes, 157, rue Pelleport, Paris 20e. Mº Télégraphe. 19 heures, les 17, 18, 19, 24, 25 et 26, jusqu'au 8 juin. Tél.: 46-36-52-12. 90 F.

Les Z'années zazous
Folies-Bergère, 32, rue Richer, Paris 9e. Mº Rue-Montmartre, Cadet. 16 heures, les 19 et 26 mai et le 2 juin; 21 heures, les 28, 29, 30 et 31 mai et le 1er juin, jusqu'au 28 juillet. Tél.: 44-79-98-98. De 150 F à 320 F.

Jean Guidoni
Ivry-sur-Seine (94). La Manufacture des Œillets, 25, rue Raspail. Mº Mairie-d'Ivry. 21 heures, les 14, 15, 16, 17 et 18. Tél.: 40-50-66-98. 100 F.

MUSIQUES DU MONDE

Purvi Parikh, Arvin Parikh, Hanif Khan
Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris 13e. Mº Glacière. 20 h 30, le 13. Tél.: 45-89-01-60. 100 F.
Palais de l'Unesco, 7, place de Fontenoy, Paris 7e. Mº Ségur, Cambronne. 18 h 45, le 14. Tél.: 45-68-10-00. 100 F.

Groupe Kan'nida
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e. Mº Passy. 20 heures, le 14. Tél.: 42-30-15-16. 20 F.

Lobi Traore
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 20 h 30, le 14. Tél.: 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Ensemble Vasile Tanasa
Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris 13e. Mº Glacière. 20 h 30, le 14. Tél.: 45-89-01-60. 90 F.

Mario Canonge Trio, Owika
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mº Châtelet. 21 heures, le 14. Tél.: 42-36-01-36. 100 F.

Angélique Kidjo
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mº Voltaire. 20 heures, le 15. Tél.: 47-00-55-22.

Lluis Llach
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. Mº Châtelet. 20 h 30, les 16 et 24; 17 heures, le 18. Tél.: 42-74-22-77. 80 F.

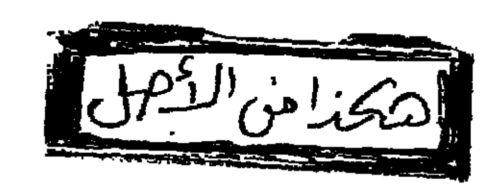
Cuarteto Patria
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 20 h 30, le 17. Tél.: 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Samir Shukry
Palais des congrès, porte Maillot, Paris 17e. Mº Porte-Maillot. 19 h 30, le 19. Tél.: 40-68-00-05. De 165 F à 315 F.

Sœur Marie Keyrouz, Amina Alaoui, François Atlan
Evry (91). Cathédrale de la Résurrection, place Monseigneur-Romero. 20 h 15, le 14. Tél.: 60-77-30-45. Entrée libre.

Nassim Maalouf
Saint-Denis (93). Université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté. Mº Saint-Denis-Basilique. 12 h 30, le 14. Tél.: 49-40-65-28. Entrée libre.

B'Net Houariyat
Suresnes (92). Théâtre Jean-Vilar, 16, place Stalingrad. 21 heures, le 14. Tél.: 46-97-98-10. 100 F.



Le mensuel « Alternatives économiques » augmente son capital

C'EST UNE « *success story* » un peu marginale. Depuis quinze ans, la progression du mensuel *Alternatives économiques* est constante. Sa croissance en diffusion n'a jamais été inférieure à 10 % : 39 000 exemplaires en 1990, 45 000 en 1991, 49 000 en 1992, 57 000 en 1993, 66 000 en 1994, 78 700 en 1995. *Alternatives économiques* a lancé une nouvelle formule en septembre qui marche bien, et prévoit 90 000 exemplaires pour 1996.

Son chiffre d'affaires progresse constamment : 11,6 millions de francs en 1994, 15,6 millions en 1995, 20 millions prévus en 1996. Mais, comme de nombreux journaux français, *Alternatives économiques* n'a pas de fonds propres. Ses bénéfices étant réinvestis dans le capital, l'entreprise a enregistré un déficit de 165 000 francs en 1995, dû à l'investissement dans sa nouvelle formule. Pour préserver son indépendance, le journal s'est constitué en 1980 en société coopérative ouvrière de production (SCOP), ce qui veut dire que les salariés et des lecteurs sont propriétaires de son capital.

NOUVELLE ÉTAPE

Il franchit aujourd'hui une nouvelle étape, pour atteindre d'ici à la fin de l'année un capital de 1,5 million de francs, contre 890 000 fin 1995. *Alternatives économiques* a créé une société civile de placements (SCP) qui pourra détenir 35 % du capital de la SCOP. 300 000 francs ont déjà été souscrits, mais l'entreprise compte encore obtenir de 100 000 à 200 000 francs supplémentaires. Des discussions sont en cours, notamment avec des investisseurs spécialisés dans l'économie sociale. Un nouvel actionnaire ne pourra toutefois pas mettre plus de 100 000 francs dans la société.

Basé à la fois à Dijon et à Paris, le mensuel *Alternatives économiques* est une petite entreprise qui connaît bien la crise. Depuis 1980, il l'ausculte, l'explique, l'analyse. Au départ, c'était plutôt une revue universitaire d'économie sociale, proche du PSU. Peu à peu, *Alternatives économiques* devient plus important et progresse en qualité journalistique. En 1985, il est vendu en kiosques. Il publie des articles, parfois difficiles, de théorie économique, mais veut rester pédagogique et de plus en plus accessible à un public plus large qui a besoin de comprendre les enjeux économiques et leur lien avec le social.

Comme l'indique son titre, *Alternatives économiques* veut, explique son directeur, Denis Clerc, « *se différencier des analyses économiques classiques. Pour nous, l'économie et le social sont inséparables. L'économie est indissociable de la société dans laquelle on vit. On ne croit pas plus aux vertus du tout-marché qu'à celles du « tout-Etat »*, poursuit-il. *C'est un engagement social plus qu'économique ou strictement politique.* »

A. S.

Une semaine chargée pour le président de France Télévision

Aucune preuve de malversation n'a été apportée, mais Jean-Pierre Elkabbach va devoir s'expliquer devant le Sénat puis le CSA

JEAN-LUC DELARUE, animateur de « Ça se discute » et de « Déjà dimanche » sur France 2 aura réussi son coup : transformer une affaire qui portait son nom en « affaire Jean-Pierre Elkabbach ».

Tout a démarré à la fin du mois d'avril quand, plutôt que de laisser *L'Express* révéler le 2 mai que Jean-Luc Delarue a assigné Jean-Pierre Elkabbach, PDG de France Télévision, et Xavier Gouyou-Beauchamps, directeur général de France 3, devant le tribunal de grande instance de Paris pour rupture abusive du contrat d'exclusivité liant l'animateur aux chaînes publiques, Jean-Pierre Elkabbach décide de mettre l'affaire sur la place publique. Dimanche 28 avril au soir, la présidence de France Télévision décide de rendre public le désaccord avec son animateur et indique qu'elle a demandé la nomination d'un expert pour étudier les comptes des émissions fournies par Jean-Luc Delarue.

Le malaise qui régnait depuis deux ans à propos des contrats mirifiques signés par le service public de télévision à une poignée d'animateurs se cristallise alors : la politique financière de Jean-Pierre Elkabbach est placée en accusation. Les critiques pleuvent, accompagnées d'un flot de rumeurs sur des malversations.

Cette semaine, le PDG de France Télévision devra donc successivement se justifier devant ses salariés, le Sénat et le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Lundi 13 mai, les salariés de France 2 devaient se réunir en assemblée générale, à laquelle il devait participer. Les syndicats ne manqueront pas de lui présenter leurs revendications salariales pour l'année à venir. Le personnel de France Télévision refuse en effet toute restriction depuis l'annonce des bénéfices de Jean-Luc Delarue – 34 millions de francs sur un an et demi (*Le Monde* du 4 mai).

Etant donné que Jean-Pierre Elkabbach n'a guère de marge de manœuvre en matière salariale – le gouvernement souhaitant que France Télévision fasse des « *économies* » pour financer le numérique –, une grève ouvrirait un front supplémentaire dont le PDG de France Télévision se passerait volontiers. La rédaction de France 2, qui se plaint de l'interventionnisme de proches de Jean-Pierre Elkabbach, pourrait aussi partir à l'assaut. Le super-président mènera ensuite une autre réunion : la signature d'une nouvelle convention avec les sociétés d'auteurs.

COMPÉTENCES DU CSA

Mardi 14 mai, la commission des finances du Sénat devait auditionner Jean-Pierre Elkabbach. Le même jour, le président de France Télévision devait aussi se rendre devant le tribunal de commerce pour défendre la nomination d'un expert judiciaire chargé d'étudier les comptes de Jean-Luc Delarue et l'adéquation entre la facture de ses émissions et sa réalité économique.

En fin de journée, les « sages » du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) devaient demander des explications au président de France Télévision. Bien que le CSA n'ait pas autorité sur l'exécution du budget d'une chaîne publique, son président ne pouvait se cantonner dans la réserve. L'« affaire Elkabbach » pourrait d'ailleurs inciter le gouvernement à envisager une réforme associant le CSA aux actes économiques d'une chaîne publique.

Après une introduction d'Hervé Bourges, une discussion devrait donc s'engager entre le conseil et le président de France Télévision. Les syndicats de France 2 et France 3 devaient aussi être entendus par le CSA, mais, pour respecter le protocole, ils seront reçus par une délégation du CSA composée d'Hervé Bourges et de trois membres.

Enfin, Louis Bériot, directeur d'antenne de France 2, invité de l'émission « Télé-Dimanche » (Canal Plus), a indiqué que France Télévision n'était pas « *une société de service public, mais une société de droit privé qui a des missions de service public. Nous ne sommes donc pas en contradiction avec notre cahier des charges* ». Il a estimé que France Télévision et son PDG étaient victimes d'une « *conjuration* », répondant à des motifs divers.

Yves Mamou

Le sénateur Cluzel demande plus de « cohérence »

Pour Jean Cluzel, sénateur (Union centriste, Allier), vice-président de la commission des finances, *« l'affaire Delarue comprend une partie émergée et une partie immergée. La partie émergée, c'est la mise à nu de contrats en béton doré passés entre France Télévision et plusieurs animateurs-producteurs. Quant à la partie immergée, ce qu'elle révèle explique l'origine de cette affaire si elle ne la justifie pas : un ensemble de dérives et de pratiques qui polluent le système public de l'audiovisuel tel qu'il a été mis en place depuis la privatisation de TF 1, et les incohérences qui suivirent, de gouvernement en gouvernement (...). L'Etat a fait des ressources publicitaires la seule variable d'ajustement du budget de France 2. Pourquoi feindre, alors, de découvrir qu*[elle] *doit vendre de l'audience et acheter au prix fort des stars, ou supposées telles ? En ce printemps 1996, France Télévision doit mettre de l'ordre dans sa maison (...). Elle ne pourra réussir que dans la mesure où l'Etat manifestera une volonté de cohérence, tant pour l'organisation générale que pour les ressources de la télévision publique. »*

LUNDI 13 MAI

TF 1

12.15 Le Juste Prix. Jeu.
12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour. Série.
14.30 Dallas. Du bon et du mauvais. Feuilleton.
15.25 Hawaï police d'Etat. L'abeille. Série.
16.30 Une famille en or. Jeu.
17.05 Rick Hunter, inspecteur choc. L'incident. Série.
18.00 Sydney Police. Le dernier espoir. Série.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.

20.50

COLUMBO
Série. Criminologie appliquée, d'E. W. Swackhamer (100 min). 506049
Invité à participer à un cours donné par un professeur en criminologie, le lieutenant ne se doute pas qu'il va bientôt enquêter sur le meurtre de ce dernier.

22.30

COMME UN LUNDI
Magazine présenté par Christophe Dechavanne. Sait-on encore faire la fête ? (110 min). 2561684
Deux équipes défendent les positions adverses dans un débat divisant les Français.

1.15 Journal, Météo.

1.25 7 sur 7. (rediff.). Invités : Lionel Jospin, Philippe Labro. 2.10 et 2.45, 3.25, 4.00, 4.35 TF 1 nuit. 2.55 et 5.10 Histoires naturelles. 4.45 Musique.

France 2

12.55 et 13.40 Météo.
12.59 Journal.
13.45 INC. Magazine.
13.50 Derrick. Série.
14.50 Le Renard. Série.
15.50 et 5.25 La Chance aux chansons. Marseille vos amours.
16.25 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.00 Docteur Doogie. Série.
17.25 C'est cool. Série. Bleu, blanc, noir.
18.00 et 3.10 Les Bons Génies. Jeu.
18.40 *Qui est qui ?* Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits. La longue vue de Nicolas.
19.20 et 1.30 Studio Gabriel. Invité : Jean-Pierre Coffe.
19.59 Journal, Météo.

20.55

CHAUDEMANCHE PÈRE ET FILS
Téléfilm de Joël Seria, avec Michel Galabru, Jacques Frantz (110 min). 8825874
Un père et son fils, fermiers et bouilleurs de cru, sont copains comme cochon lorsqu'il s'agit d'alcools et de femmes mais les affaires restent les affaires...

22.45

▶ LA MAISON DE KATE : UN LIEU D'ESPOIR
Documentaire de Yamina Benguigui (60 min). 7899416
En 1994, près de Soissons, une ancienne toxicomane obtient l'autorisation, après une lutte acharnée, d'ouvrir un centre semblable à celui qui l'a sauvée.

23.45 Journal, Bourse, Météo, Signé Croisette.
0.15 Le Cercle de minuit. Eloge de la province. Musique : Blankass (75 min). 7249023

2.00 Hartley cœurs à vif. 2.45 D'un soleil à l'autre (rediff.). 3.45 24 heures d'infos. 5.00 Urti. Mamba.

France 3

12.35 Journal.
13.05 Keno.
13.10 Arnold et Willy.
13.40 Beau Fixe. Invité : Eric Charden.
14.30 Fame. Série.
15.20 *Les Enquêtes de Remington Steele.* Le privé se piège. Série.
16.10 Je passe à la télé.
16.45 *Les Minikeums.*
17.50 C'est pas sorcier. Les ponts.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. *La Traversée*, de Philippe Labro.
18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08, Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

PALE RIDER ■ ■
Film américain de Clint Eastwood avec Clint Eastwood (1985, 111 min). 415416
Les grands espaces du rêve américain, la mythologie du western. Clint Eastwood en héros presque onirique.

22.50 Journal, Météo.

23.25

LOIN DU BRÉSIL ■
Film français de Tilly (1991, 100 min). 8758597
A l'occasion de la Fête des mères, une femme que son mari a quittée autrefois pour s'en aller au Brésil reçoit ses cinq enfants, leurs compagnes et leur progéniture. Un enfer familial filmé en huis clos par un auteur de théâtre.

1.05 Libre court. Ballade sanglante, de Sylvain Madigan avec Clémentine Célarié, Pauline Lafont, Jean Réno. *Prix de la Jeunesse à Cannes en 1984.* 1.20 Going to Hollywood. The War Years, documentaire de Julian Schlossberg (v.o.). 2.40 Les Incorruptibles. L'histoire d'Otto Frick. Série.

La Cinquième

13.30 Déclics magazine. Spécial Cannes : les aventuriers du cinéma.
14.00 Léon Morin, prêtre ■ ■ Film français de Jean-Pierre Melville (1961, N., 114 min). 4871400
16.10 Fenêtre sur court. 16.30 Le Réseau des métiers. 16.35 Alf. 17.30 ▶ Aventuriers et écrivains. Isaac Babel. 17.45 L'Œuf de Colomb. 18.00 Les Châteaux de Dracula. 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 Collection Hollywood 1950. Série [36/51]. La Prise d'otages, de Gilbert L. Kay, avec Joel Gray (30 min). 2874
19.30 7 1/2. Magazine présenté par Désirée Bethge. En direct du Salon aéronautique de Berlin (30 min). 1145
20.00 La Légende du sport. Documentaire. Monsieur Ferdinand Porsche, le prince austro-hongrois du carrosse et du canon, de Helmar Spannberger (30 min). 8058
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

PARIS, TEXAS ■ ■
Film de Wim Wenders avec Harry Dean Stanton, Nastassja Kinski (1984, v.o., 145 min). 947874
Un homme surgit, épuisé après une longue traversée du désert. Il s'effondre près d'une pompe à essence et se réveille à l'hôpital... Du très beau cinéma, avec l'art qu'a Wenders de distiller le mystère et l'émotion. Palme d'or à Cannes en 1984.

23.05

LIBERA ME ■ ■
Film français d'Alain Cavalier avec Annick Concha, Pierre Concha (1993, muet, 80 min). 7358145
Dans un pays indéterminé, soumis à un régime totalitaire, quelques civils se rebellent face à la police et aux soldats. Oppression, résistance, exécutions. Un film sans paroles ni musique, avec seulement des bruits évocateurs. Expérience limite – et admirable – d'Alain Cavalier qui semble réinventer le cinéma.

0.20 Court-circuit. Down on the Waterfront. Court métrage de Stacy Title (1994). 28313
0.50 Les Aventures secrètes de Tom Thumb. Film d'animation [3/7] anglo-français de Dave Borthwick (10 min). 2826888
1.00 Les Bienheureux. Téléfilm d'Ingmar Bergman, d'après le roman d'Ulla Isaksson (v.o., rediff., 85 min). 8139706

M 6

12.25 La Petite Maison dans la prairie. Série.
13.25 Accusée du pire. Téléfilm de Noël Nossek (89 min). 3919482
A son réveil, une mère de famille découvre son nourrisson inanimé. Les examens réalisés à l'hôpital sont formels, il a été empoisonné...
16.30 Hit Machine. Variétés.
17.00 Filles à papas. Série.
17.30 Studio Sud. Série.
18.00 Cadillac Blues. Série.
19.00 Code Quantum. Série. L'homme préhistorique.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille.
20.35 Ciné 6. Magazine. En direct de Cannes.

20.45

DUPONT-LAJOIE ■
Film français d'Yves Boisset (1974, 97 min). 230481
Satire d'une classe moyenne menée par la bêtise et ses préjugés. Etonnante interprétation de Jean Carmet. Mais le style de Boisset est trop démonstratif.

22.40

LES MORSURES DE LA PASSION
Téléfilm de Luca Bercovici (90 min). 419752
Une jeune Américaine part rejoindre son fiancé dans une petite île des Philippines. Celui-ci, plongeur émérite, capture une espèce de serpents de mer afin d'en extraire le venin pour des laboratoires pharmaceutiques.

0.10 Culture pub. Magazine.
0.50 Jazz 6. Illinois Jacquet Big Band. Invité : Claude Pou-Sullivan.

1.45 Best of The Cure. 3.15 Fréquenstar. Ophélie Winter. 4.05 La Tête de l'emploi. 4.30 Turbo. (30 min).

Canal +

▶ *En clair jusqu'à 13.45*
12.30 La Grande Famille.
13.45 Faisons un rêve. Téléfilm de Jean-Michel Ribes (90 min). 3289394
15.05 Télés dimanche (rediff.).
16.05 Léon ■ Film de Luc Besson (1994, 106 min). 7458042
17.55 L'Histoire sans fin. Dessin animé.
▶ *En clair jusqu'à 20.40*
18.29 La Coccinelle de Gotlib.
18.30 Nulle part ailleurs. En direct du festival de Cannes. Invités : Danny Boyle, Ewan McGregor.
20.30 Le Journal du Festival.

20.40

LES NOUVELLES AVENTURES DE CROC-BLANC
Film américain de Ken Olin (1994, 106 min). 167936
Le magnifique chien-loup d'un prospecteur est pris pour un loup mythique.

22.25 Flash d'information.

22.30

VANYA 42E RUE ■ ■ ■
Film américain de Louis Malle (1994, v.o., 116 min). 92067
A New York, des comédiens se réunissent dans un théâtre désaffecté de la 42e Rue, pour une répétition « filée », en costumes de ville, d'Oncle Vania, de Tchekhov.

0.30 Dernier Stade. Film français de Christian Zerbib avec Anne Richard (1994, 96 min). 3922771
2.05 Le Journal du hard.
2.10 Le Jardin de Vénus. Film français classé X, d'Ian Nicols (1995, 94 min). 8816416

Radio

France-Culture

20.30 L'Histoire en direct. 1945-1989 : Berlin. 2. 1945-1961 : Berlin, capitale de la guerre froide. Débat. Avec Cyril Buffet, Stefan Martens, Anne-Marie Le Gloannec, André Fontaine, August von Kageneck.
21.30 Fiction. Du coq à l'âne : Pour Finalie, de François Billetdoux.
22.40 Accès direct. En direct du Festival de Cannes. Avec Thiery Jousse, Frédéric Strauss, Jean-Pierre Léonardini, Jean-Michel Frodon.

0.05 Du jour au lendemain. Jacques Audiberti (Le Mur du fond - Ecrits sur le cinéma). 0.50 Coda. Cinq pas de danse avec Henry Torgue et Serge Houppin. 1. Bomarzo. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Panorama de l'histoire africaine (4) ; 1.56, Danielle Sallenave, Nanterre ; 3.20, Mario Soldati (L'Epouse américaine) ; 4.03, Emmanuel Kant : dernières ; 5.58, Marcel Granet, *l'homme qui nous fait aimer la Chine* (1884-1940) (2).

France-Musique

20.00 Concert. Donné le 3 avril, en la chapelle Saint-Dominique de Perpignan, par La Fidelissima (Ensemble Baroque de Perpignan), dir. Josep Cabré. La Catalogne baroque en musique : Œuvres de Viola, Casanovas, Soler, Corelli, Vivaldi, Lotti.
22.00 Soliste. Stéphane Grappelli.
22.30 Musique pluriel. Wiener Konzert, cinq Lieder sur des poèmes de Heine, de Greif.
23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de von Weber, Mendelssohn.

0.00 La Rose des vents. Concert donné le 17 février, au Théâtre de la Ville, par Rajan et Sajan Misra : Inde. Chants Khyal et dévotionnels. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. *Les Maîtres de l'Allemagne du Nord.* Canon et Gigue, de Pachelbel, par The Academy of Ancient Music, dir. Hogwood ; Vom Himmel kam der Engel Schar, de Schelle, par la Musica Fiata Köln et la Capella Ducale, dir. Roland Wilson ; Œuvres de Bach, Brahms, Loewe, Mendelssohn, Reger.

22.25 Les Soirées... (Suite). Prélude et Fugue BuxWV 139, de Buxtehude, Chapuis, orgue ; Œuvres de Telemann, Graun, CPE Bach, Haendel, Schütz. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ *Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.*

Les soirées câble et satellite

TV 5

20.00 Thalassa. (France 3 du 10/5/96)
21.00 Enjeux - Le Point.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 *Dimanche Martin* - Le monde est à vous. (France 2 du 21/4/96)
0.00 Le Jardin des bêtes. (France 3 du 27/4/96)
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Plus légers que l'air. [3/6] Les dirigeables s'en vont en guerre.
21.25 Photographes de guerre.
22.40 Ces étrangers propres et en ordre.
23.10 Les Animaux de la Méditerranée. La terre des vautours.
23.40 L'Univers du Smithsonian. [6/12] Les portes de la perception.
0.35 *Lonely Planet.* [3/13] Brésil (30 min).

Paris Première

20.00 20 h Paris Première à Cannes.
21.00 Ascenseur pour l'échafaud ■ ■ Film de Louis Malle (1958, N., 105 min) 96495085
22.45 Les Amants ■ ■ Film de Louis Malle (1958, N., 90 min) 2503856
0.15 Paris dernière.
1.10 Cannes 96 (*50 min*).

France Supervision

20.30 Sommersby ■ ■ Film de Jon Amiel (1992, 110 min) 39358077
22.20 ▶ *Cassiopée.*
23.20 Birmanie, les marchands du temple. De Sylvie Ramir.
0.10 Eurêka ! J'ai tout faux. D'Alain Robak. [2/4] Quoi de neuf, docteur ? (50 min).

Ciné Cinéfil

20.30 L'Enfant de l'amour ■ *Film de Marcel L'Herbier* (1930, N., 100 min) 2843874
22.10 Le Sentier de la guerre ■ Film de Lesley Selander (1957, N., v.o., 60 min) 8413503
23.10 Monsieur Lucky ■ Film de Henry C. Potter (1943, N., v.o., 100 min) 81222680

Ciné Cinémas

20.35 Toujours seuls. Film de Gérard Mordillat (1991, 100 min) 8856226
22.15 Missouri Breaks ■ ■ *Film d'Arthur Penn* (1976, v.o., 120 min) 49649042
0.15 Les Années lumière ■ Film d'Alain Tanner (1980, 105 min) 64410714

Série Club

20.20 Skippy le kangourou. Le sosie.
20.45 (et 23.45) La Loi selon Mac Clain. *Le dernier héros.*
21.35 (et 1.00) Wolff, police criminelle. Légitime défense.
22.20 Le Club.
22.30 Sueurs froides. Un cœur de pierre.
23.00 Mission impossible, vingt ans après. La connection grecque.
0.30 Vive la vie (*30 min*).

Canal Jimmy

20.30 Studio 102.
21.30 New York Police Blues. Episode nº 48.
22.20 Chronique de la combine.
22.25 New Jack City ■ Film de Mario Van Peebles (1990, 95 min) 67251752
0.00 Concert : Blue Suede shoes. (65 min). 41038817

Eurosport

15.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Rome (240 min). 72273348
20.30 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Rome (120 min). 881503
22.30 Eurogoals.
23.30 Eurogolf (60 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

20.10 Chute libre. Film de Joel Schumacher (1992, 115 min). Avec Michael Douglas. *Policier.*

RTL 9

20.30 Ralph Super King. Film de David S. Ward (1991, 100 min). Avec John Goodman. *Comédie.*
22.15 Mariage à l'italienne. Film de Vittorio De Sica (1965, 105 min). Avec Sophia Loren. *Comédie.*
0.15 Le Gendarme de Champignol. Film de Jean Bastia (1958, N., 90 min). Avec Jean Richard. *Comédie.*

TMC

20.35 Grand Prix. Film de John Frankenheimer (1966, 165 min). Avec James Garner. *Aventures.*
23.20 Le Gang. Film de Jacques Deray (1977, 105 min). Avec Alain Delon. *Policier.*

TSR

20.05 Sauvez Willy. Film de Simon Wincer (1993, 120 min). Avec Jason James Richter. *Aventures.*

هكذا من الأصل

Superman le héros, homme fragile

Le justicier macho imaginé par Jerry Siegel s'est adapté à la révolution des mœurs. Une partenaire de choc, et de « Nouvelles aventures », captivantes et drôles

DEPUIS le 30 avril, et chaque mardi soir sur M 6, Loïs et Clark, le couple le plus glamour des séries américaines de ces dernières années, ont entamé leur troisième saison de relations mi-fugue, mi-raison sur fond d'enquêtes trépidantes. « Les nouvelles aventures de Superman » (quarante-deux épisodes diffusés sur ABC à partir de septembre 1993, et sur la chaîne française dès avril 1994) n'ont rien perdu de leur efficacité : habileté narrative, richesse des effets spéciaux, heureux dosage d'émotion, d'humour et de suspense. Bref, un divertissement allègre et sans prétentions, où percent quelques grandes préoccupations de l'époque, et où les bons sentiments déversés sont délicieusement rehaussés d'un soupçon de dérision. Détournement ludique de la vision simpliste d'un monde innocent menacé par quelques fous machiavéliques – arrêtés toujours à temps dans leur entreprise de destruction.

Si les ingrédients de base propres au personnage n'ont pas varié, la série relookée par Deborah Joy Le-Vine a pris de sérieuses distances avec le héros dessiné par Joseph Shuster, imaginé en 1938 par Jerry Siegel (disparu le 28 janvier à l'âge de quatre-vingt-un ans) pour compenser ses déboires auprès des jeunes filles. Superman, alias Clark Kent, journaliste introverti du *Daily Planet* de Metropolis, dont les exploits en bandes dessinées ont régalé les lecteurs du magazine *Action Comics*, avant de connaître une riche carrière d'adaptations pour le grand et le petit écran. Superman première génération, c'est l'écrabouilleur des méchants mégalomanes, le tombeur des pin-up, un rien macho. Drapé d'une même cape rouge sur combinaison bleue arborant l'initiale géante, le justicier superpuissant des années 90 (l'athlétique Dean Cain) n'a cependant plus grand-chose à voir avec l'extraterrestre originaire de Crypton, *« poor lonesome cowboy »* intergalactique.

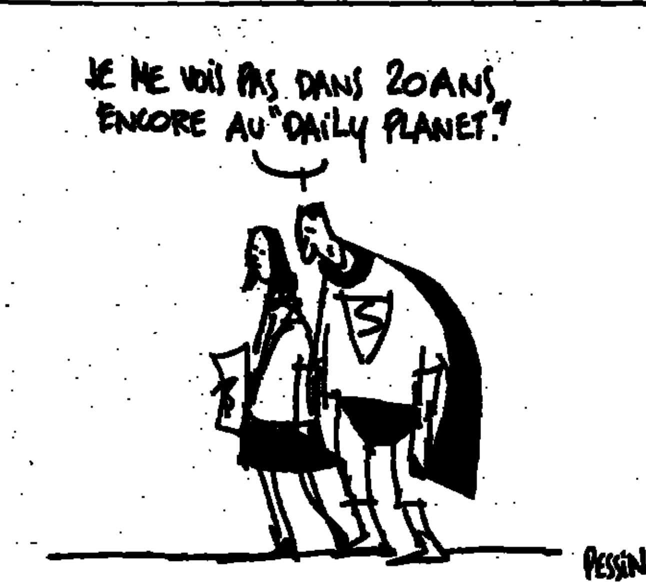
La révolution des moeurs et quelques réels fléaux menaçant la planète sont passés par là. Davantage qu'un invincible papillonnant de coeur en coeur, Clark-Superman de la presque fin de siècle est un jeune homme de bonne volonté tourmenté par sa conscience. Toujours à deux microns de l'échec (privé ou public). Supersérieux dans le désir de concilier ses divers pleins temps au rythme supersonique : monsieur anticatastrophes, sauveur de causes perdues ; grand reporter partenaire de l'impétueuse et pétulante Loïs ; amoureux sans cesse déboussolé par ladite partenaire, qui a mis quelque 42 épisodes à comprendre que son beau et gentil coéquipier à lunettes et l'homme volant pour lequel elle se pâme ne font qu'un.

Héroïne des temps modernes, Loïs Lane est une jeune femme qui « assure ». Ligne impeccable et très joli minois, elle a (presque) toutes les qualités de la « superwoman ». Professionnelle jusqu'au bout des ongles. Rapide, intelligente, incorruptible. Bref, la journaliste d'investigation i-dé-ale. Prête à s'exposer et ne lésinant pas sur les heures plus que supplémentaires pour dénicher les vérités cachées ou rapporter « le » scoop à son patron, Perry White (Lane Smith). Un mordu de l'information, frôlé par le ridicule et totalement adorable, qui veille paternellement (et maladroitement) au bien-être mental ou sentimental de sa petite famille du *Daily Planet*.

Mais Loïs (la sémillante Teri Hatcher), ne l'oublions pas, est quand même une femme, dont les faiblesses sont autant de charmes aux yeux du très compréhensif Clark. A ses mauvaises heures jalouse comme une tigresse, contradictoire, capricieuse et ambitieuse. N'hésitant pas, pour s'assurer l'exclusivité, à doubler ce camarade apparemment naïf, si souvent dans la lune et toujours en train de disparaître. Pour Loïs comme pour Clark/Superman, le boulot n'attend jamais. Quand les sentiments s'en mêlent un peu trop, c'est une dure bataille. Esquive au bord du mélo à petits coups de répliques cinglantes ou de rires gênés. Las ! Les voilà qui songent au mariage. On aura tout vu !

Valérie Cadet

★ « Loïs et Clark. Les nouvelles aventures de Superman », M 6, mardi 14 mai, de 20 h 50 à 22 h 50.



« Absolutely Fabulous »

par Agathe Logeart

ELLES SONT AFFREUSES, bêtes et méchantes. Creuses, crues, grossières, vulgaires, inintéressantes, mal fagotées, lâches, dégoûtantes, égoïstes, amorales, malfaisantes dès que possible. Elles n'ont rien pour plaire, même en cherchant bien. Et, pourtant, elles sont les anti-héroïnes d'un étroit cercle d'initiés qui suivent leurs aventures ineptes avec délices. Quand ça leur chante, en général le dimanche, elles passent sur Canal Jimmy. Le rendez-vous se refile presque sous le manteau, car qui serait attiré par la seule mention, sur un programme, d'« Abolutely Fabulous » sans plus d'explications ? Passer son chemin, pourtant, serait une fatale erreur. Car un téléspectateur qui n'a jamais plongé dans ce temple dégoulinant de mauvais goût perdrait l'occasion de découvrir ce qu'est une télévision qui sait se moquer d'elle-même.

Il y a Eddy, la styliste. Une grosse dondon qui ne pense qu'à manger dès qu'elle a cinq minutes, ce qui lui arrive souvent, bien qu'elle prétende être sans cesse plongée dans une activité frénétique qui ne devrait pas manquer de lui rapporter tout l'argent qu'elle a déjà dépensé. Elle se drape dans d'invraisemblables tenues qui sont le fruit de savantes combinaisons entre le style hippie qu'elle devait affectionner dans son jeune temps et celui des collégiens anglais qui auraient fait un tour du côté de Barnum. Des cols comme des pelles à tarte, des pantalons pattes d'éléphant dans lesquels elle se prend les semelles compensées dès qu'elle sort le nez de ses coupes de champagne et des boucles d'oreilles grosses comme des balanciers d'horloge, qui, un jour ou l'autre, finiront par lui créer une grave distorsion du lobe si elle n'y prend garde.

La meilleure amie d'Eddy est Patsy, une espèce d'échalas blond qui prétend présider aux destinées d'un luxueux magazine de mode où elle ne met que très rarement les pieds. Patsy stimule ses neurones à la cocaïne et tient toujours une cigarette longue comme un jour sans télévision au bout de ses doigts aux ongles effilés de prédateur. Elle a sur la tête quelque chose qui, de loin, pourrait passer pour un chapeau, mais est en fait constitué de mèches décolorées, dans lequel elle cache ses joints dès qu'elle doit passer la douane.

Ces deux-là ne font rien, strictement rien. Sinon jacasser en rêvant de sexe et d'argent en finissant toutes leurs phrases par *« daaarling »*, avec beaucoup de *a* parce qu'on a dû leur dire un jour que cela faisait distingué. Entre elles survit comme elle peut une binoclarde puritaine, désespérément réticente, elle, aux choses du sexe : c'est la fille d'Eddy, que Patsy déteste et traite aimablement de *« petit scud de la mort »*. Leurs aventures clownesques tournent immanquablement au fiasco. Les décors sont nuls, la réalisation indigente et les dialogues salaces. Le tout est haché de rires préenregistrés.

Fruit d'un jubilatoire détournement des séries habituelles, « Absolutely Fabulous », produit par la BBC, hisse l'art de la nullité au rang des beaux-arts.

MARDI 14 MAI

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.58 Femmes. Magazine.
14.10 Les Feux de l'amour.
15.00 Dallas. La guerre et la paix. Feuilleton.
15.45 Hawaï police d'Etat. L'assassin est gaucher. Série.
16.35 Une famille en or. Jeu.
17.10 Rick Hunter, inspecteur choc. Zone à haut risque. Série.
18.05 Sydney Police. Traumatisme. Série.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Tiercé, Trafic info.

20.50

LES FUGITIFS ■■
Film français de Francis Veber (1986, 89 min). 838849
Un chômeur aux abois dévalise une banque et prend en otage un truand juste libéré que la police croit être son complice. Le célèbre tandem de La Chèvre *et des* Compères *est reconstitué.*

22.25

LMI, LE MAGAZINE INFO
Magazine présenté par Guillaume Durand. Spécial Johnny Hallyday. Reportages : Las Vegas : paradis ou enfer ; Les Hallyday à Las Vegas ; Fans de Johnny (70 min). 6771207
23.35 Les Rendez-vous de l'entreprise. *Invité : Daniel Richard, PDG des 3 Suisses.*
23.55 Le Médecin de famille. Qu'est-ce que la vérité ? Série.
0.45 Journal, Météo.
1.00 Reportages (rediff.). 1.25 et 2.05, 2.40, 3.40, 4.10, 4.45 TF 1 nuit. 2.15 Intrigues. 2.50 Les Défis de l'océan. 4.55 Musique. 5.30 Histoires naturelles.

France 2

12.55 et 13.40 Météo.
12.59 Journal.
13.45 Derrick. Série. La reine de la nuit.
14.50 Le Renard. Série. Pour un poil de chien.
15.50 et 5.30 La Chance aux chansons. Marseille vos amours.
16.25 Des chiffres et des lettres. Jeu.
16.55 Docteur Doogie. Série.
17.25 C'est cool. Série.
18.00 et 4.00 Les Bons Génies. Jeu.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits. *Un ciel fort encombré.*
19.20 et 2.15 Studio Gabriel. Invité : C. Jérôme.
19.59 Journal, Météo, Point route.

20.55

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE ■
Film français de Robin Davis (1982, 120 min). 228578
Emprunté à un roman de William Irish, le sujet a été transposé en France et trituré jusqu'au mélodrame, mais l'interprétation est excellente.

22.55

ÇA SE DISCUTE
Magazine présenté par Jean-Luc Delarue. Dormons-nous trop ? (90 min). 160676
0.25 Journal, Bourse, Météo, Signé Croisette.
1.00 Le Cercle de minuit. L'héritage de Descartes. Avec Geneviève Rodis-Lewis, Jean-Marie Beyssade, Blandine Kriegel, Hubert Damisch, François Ewald, Jean-François Kahn, Jacques Billard, François Guéry, Frédéric Pages, Alain Laurent (70 min). 4360917
2.50 Taratata (rediff.). 4.35 24 heures d'infos. 5.20 Délirenlair.

France 3

12.35 Journal,Keno.
13.10 Arnold et Willy. Série.
13.40 Beau Fixe.
14.30 Félix le chat.
14.48 Le Magazine du Sénat.
14.58 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale.
16.10 Je passe à la télé.
16.45 Les Minikeums.
17.50 C'est pas sorcier.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. *Spilliaert, d'Anne Adriaens-Pannier et Norbert Hostyn.*
18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08, Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

XII[e] GOLDEN CIRCUS FESTIVAL À ROME
Cirque (95 min). 821917
La douzième édition a distingué le duo Aragorn (cadre aérien) ainsi que la troupe Hebei (Acrobates monocycles).
22.25 Journal,Météo.

22.55

COULEUR PAYS
Magazine.
Programme des treize télévisions régionales (90 min). 799082
Dans la plupart des régions, le magazine Cinéma Etoiles, *présenté par Claire Germouty et Christian Neve, est consacré à l'événement cinématographique de ce mois de mai, le XLIX[e] festival de Cannes.*
0.25 Sagacités (rediff.). 0.55 Sidamag (rediff.). Magazine. 1.10 Les Incorruptibles. Nicky. Série. 2.00 Musique Graffiti. *Symphonie n° 5, 1[er] mouvement, de Tchaïkovski, par l'Orchestre* de la Radio de Moscou, dir. Vladimir Fedoseyev (25 min).

La Cinquième

13.25 Attention santé. Le cancer des poumons. 13.30 Déclics magazine. 14.00 Enuk, un homme, un Esquimau. 15.00 Arrêt sur images. 16.00 Le Fort rouge et le Taj Mahal en Inde. 16.30 Le Réseau des métiers. 16.35 Alf. 17.30 Mon héros préféré. Pinocchio par Paul Fournel. 17.45 Cinq sur cinq. 18.00 La Magie du climat. Le vent et les vagues [2/13]. 18.30 Le Monde des animaux. Un manteau multicolore.

Arte

19.00 Collection Hollywood 1950. *Série [37/51]. Jeux de la fortune, de Roy Kellino,* avec Dick Powell, Herb Vigran (30 min). 3761
19.30 7 1/2. Magazine présenté par Désirée Bethge. Le droit d'asile en Europe (30 min). 9462
20.00 Archimède. Coulée ; énergie de surface ; la chaleur et le travail ; étalon ; surfaces minimales ; bibliographie (30 min). 6375
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : LES PETITS MÉTIERS
Documentaire de N. Vachani (55 min). 9957288
Nilita Vachani a suivi trois vendeurs ambulants qui gagnent leur vie dans les bus de l'Utar Pradesh, en Inde, à 140 km à l'est de Dehli. Nous les voyons fabriquer les baumes, onguents et pastilles médicinales ou magiques qu'ils vendent ensuite...

21.40

SOIRÉE THÉMATIQUE : PETER ZADEK, UN PROVOCATEUR RECONNU
proposée par Ute Casper et Joachim von Mengershausen.
21.41 Je suis un éléphant, Madame ■■ Film allemand de Peter Zadek (1968-1969, v.o., 93 min). 106197998
23.15 Portrait. Documentaire de G. Moorse (1996, v.o., 55 min). 1158559
0.10 Simon. Court métrage de Peter Zadek (1948, N., v.o., 20 min). 954998
0.30 Zadek au théâtre. Documentaire de George Moorse (v.o., 25 min). 3445462
0.55 Les Aventures secrètes de Tom Thumb. Film d'animation [4/7] (10 min). 8637801
1.05 La Femme tatouée ■■ Film japonais de Yoichi Takabayashi (1981, v.o., 97 min). 2521820

M 6

13.25 Le Prix de la vengeance. Téléfilm de Dick Lowry, avec Dean Stockwell (90 min). 7214694 *Un flic de Los Angeles utilise tous les moyens en son pouvoir pour faire condamner l'agresseur de son meilleur ami.*
16.30 Hit Machine. Variétés.
17.00 Filles à papas. Série.
17.30 Studio Sud. Série.
18.00 Cadillac Blues. Série.
19.00 Code Quantum. Série. Les tuniques bleues.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. Série.
20.35 E = M 6 junior. Magazine. La technique des modèles réduits. Les accélérations.

20.50

LOÏS ET CLARK, LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN
Série. L'arche de Noé (65 min). 565849
Superman sonne toujours deux fois (55 min). 1208820
● Lire ci-dessus.

22.50

RELATIONS INTERDITES
Téléfilm de Warren Clarck (79 min). 3889443
Un inspecteur de police en mal de promotion collabore avec un trafiquant de drogue qui ambitionne d'éliminer les bandes concurrentes. Promu lieutenant après avoir démantelé un premier gang de malfaiteurs, le policier, tenaillé par une ambition dévorante, tente d'escroquer son « allié ».
0.30 Capital. Magazine d'Emmanuel Chain (rediff., 115 min).
2.25 Best of 100% français. Musique. 3.55 La Saga de la chanson française. Documentaire. Claude Nougaro.

Canal +

▶ En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille.
13.45 Vanya 42[e] Rue ■■■ Film de Louis Malle (1994, 116 min). 5898004
16.05 Dis-moi oui. Film d'Alexandre Arcady (1994, 103 min). 7425714
17.55 L'Histoire sans fin.
▶ En clair jusqu'à 20.40
18.29 La Coccinelle de Gotlib.
18.30 Nulle part ailleurs. *En direct du festival de Cannes. Invités : Jacques Audiard, Mathieu Kassovitz, Julie Gayet et Laurent Bahnic.*
20.30 Le Journal du Festival.

20.40

COLOR OF NIGHT
Film américain de Richard Rush (1994, 118 min). 443171
Un psychanalyste gravement perturbé va se reposer à Los Angeles chez un confrère ami. Après l'assassinat de celui-ci, il reprend en charge un groupe de névrosés.
22.35 Flash d'information.

22.40

BASKET-BALL
En différé. Match aller de la demi-finale du Championnat de France (104 min). 4068284
Si la logique de cette première partie de championnat est respectée, les demi-finales devraient opposer Pau-Orthez à Antibes et Limoges à Villeurbanne.
0.25 Prison. Film américain de Renny Harlin avec Lane Smith (1987, 99 min). 2540337
2.05 La Source secrète du Mékong. Documentaire de Michel Peissel (52 min). 6484630

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. Le monde bleu de Jaroslav Jezek (1906-1942) (2).
20.30 Archipel médecine. La prise en charge du trac.
21.32 Grand Angle (rediff). L'air des *guinguettes.*
22.40 Nuits magnétiques. Tonino Guerra, mille poètes, avec Lora Guerra et Jean-Claude Carrière (1).
0.05 *Du jour au lendemain.* Thierry Bouchard (Tous ceux qui passent). 0.50 Coda. Cinq pas de danse avec Henry Torgue et Serge Houppin (2). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). En train pour 1979 (1) ; 2.26, La ligne déformante : petite histoire de la mode (1) ; 2.54, Alain Ehrenberg, *mythologies de la conquête et de la* souffrance ; 4.07, Doris Lessing (L'Echo lointain de l'orage) ; 4.59, Le rêve irlandais de Wladislaw Znorko ; 6.27, Gilles Lapouge (L'Incendie de Copenhague).

France-Musique

20.00 Concert. L'Association française pour le patrimoine musical. Donné le 1[er] février à la salle Gaveau, à Paris, par le Quatuor Mosaïques : Œuvres de David : Œuvres de Berlioz, Gounod, Dutilleux, Hyacinthe Jadin, L.E. Jadin.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Greif, Campana.
23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Schubert.
0.00 La Guitare dans tous ses états. *Œuvres de Dyens (Japon), Lorca (Espagne).* 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le chef d'orchestre Esa-Pekka Salonen. Le Cygne de Tuonela, de Sibelius, par l'Orchestre philharmonique de Los Angeles ; Peer Gynt, la chanson de Solveig, de Grieg, par l'Orchestre philharmonique d'Oslo, Barbara Hendricks, soprano ; Concerto pour piano n° 1, de Liszt, par l'Orchestre philharmonia, Emmanuel Ax, piano ; Œuvres de R. Strauss, Haydn, Prokofiev, Stravinsky.
22.30 Les Soirées... (suite). Œuvres de Sibelius, Messiaen, Jolivet. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées câble et satellite

TV 5

20.00 Envoyé spécial. (France 2 du 9/5/96)
21.30 Perfecto.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Bas les masques. (France 2 du 8/5/96)
23.50 Viva.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Capitales en guerre. [4/4] Leningrad l'héroïque.
21.30 Sous les rochers, Dinant.
22.20 Pêche au gros. [12/12] Le 5[e] tournoi de pêche au gros de la Guadeloupe.
23.15 Plus légers que l'air. [3/6] Les dirigeables s'en vont en guerre.

Paris Première

20.00 20 h Paris Première à Cannes.
21.00 Jean-Edern's Club.
21.55 Premières loges.
22.25 Hôtel des Amériques ■■ Film d'André Téchiné (1981, 90 min) 8418181

France Supervision

20.30 Don Camillo en Russie. Film de Luigi Comencini (1965, N., 100 min) 95520801
22.10 Concert : Festival Blues Sessions. Enregistré à l'Arthur's Club de Genève (90 min). 78375846

Ciné Cinéfil

20.30 Le Grondement de la montagne ■■ Film de Mikio Naruse (1954, N., v.o., 90 min) 4111424
22.00 Opéra-musette. Film de René Lefèvre et Claude Renoir (1941, N., 95 min) 2723086
23.35 Le Grand Jeu. Film de Jacques Feyder (1934, N., 115 min) 64549424

Ciné Cinémas

20.35 Stardust Memories ■■■ Film de Woody Allen (1980, N., 90 min) 8026793
22.05 Toto le héros ■■ Film de Jaco Van Dormael (1990, 90 min) 3861725
23.35 Crimes de sang. Film de Donald P. Bellisario (1988, 100 min) 38716085

Série Club

20.45 (et 23.45) Jake Cutter. La grande classe.
21.30 Le Club.
21.40 (et 1.00) Wolff, police criminelle. L'enlèvement.
22.30 Sueurs froides. Un jeune homme rangé.
23.00 Mission impossible, vingt ans après. Les affres du pouvoir.

Canal Jimmy

21.00 Friends. Celui qui lave plus blanc.
21.25 Berkeley in the Sixties. De Mark Kitchell. [1/2].
22.25 Chronique bakélite.
22.30 Earth Two. Troc cosmique.
23.15 Angela, quinze ans. *Bruits de couloir* (30 min).

Eurosport

19.55 Basket-ball. Championnat de Pro A : play-offs : demi-finale aller (110 min). 5134266
21.45 Tennis (135 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

20.30 Renegade. Film de EB Clucher (1987, 95 min). Avec Terence Hill. *Aventures.*
23.30 Les Mauvaises Rencontres. Film d'Alexandre Astruc (1955, N., 80 min). Avec Jean-Claude Pascal. *Drame.*

TMC

20.35 Les Premiers Hommes dans la Lune. Film de Nathan Juran (1964, 100 min). Avec Edward Judd. *Fantastique.*

TSR

20.35 La Cité de la peur. Film d'Alain Berberian (1994, 105 min). Avec Chantal Lauby. *Comédie.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le Monde
MARDI 14 MAI 1996

Bœuf mode

par Pierre Georges

N'AIMERAIT-IL PAS le bœuf, que Jacques Chirac en mangera à tous les repas. Et à toutes les sauces. Ainsi en a décidé le protocole britannique pour la visite d'Etat que le protecteur de la salers, de l'aubrac et de la limousine effectue en ces contrées étranges.

Le bœuf *anglais* est donc un plat qui se mange froid. Ou chaud. Le meilleur de la cuisine insulaire sera, que cela soit dit, sauce menthe ou simple roast-beef, viande unique au menu de la cantine royale.

Ont-ils bien mesuré le risque insensé qu'ils prenaient, ces Anglais, et font prendre à leurs invités avec cette obligation de consommer du bœuf si peu mode ? Déjà, ils avaient fait le coup au chancelier Kohl. Interrogé par la presse, celui-ci eut une réponse agacée : *« Croyez-vous que je sois venu ici pour parler de mon repas ! »* Et voici qu'ils récidivent, Dieu et ma vache, contraignant notre bon président à vivre dangereusement. C'est que c'est long, un septennat !

C'est tellement long... Mais beaucoup moins loin qu'un règne. Et voici que la reine vient de fêter son soixante-dixième anniversaire. Ce fut l'occasion de banquets – au bœuf, probablement –, de discours, de fleurs et de hourras. Mais ce fut aussi prétexte à un portrait officiel, le énième dans la série. Et c'est là que le bât a blessé. Douloureusement.

Le peintre de la cour, cette fois-ci, un certain Antony Williams, jeune homme de talent avéré mais de respect aléatoire, a cru de son devoir de peindre ce qu'il voyait. Dans le respect le plus strict de la réalité. Sur le visage, empreint, cela va de soi, de majesté, sur la composition générale, le drapé du royal vêtement, cape noire, robe jaune citron, rien à reprocher. Restaient les mains. Et c'est là que fut commise l'œuvre de lèse-majesté.

Les mains de la reine sont sacrées. Mais ridées. Et agrémentées de ces tâches de vieillesse, ce « lentigo sénile », sauf votre respect, qui annoncent l'automne. Antony Williams a donc peint ces royales mains comme elles lui sont apparues. Sans gommer les atteintes de l'âge. Erreur funeste, crime d'Etat !

De toutes parts, des cris ont fusé. Des fureurs se sont manifestées. Pas cela, pas à elle ! La presse s'est déchaînée. Représenter la reine comme une *« vieille retraitée en attente de sa pension »* ! Le crime était patent. Le motif établi. Et le peintre fut traité, entre autres, de *« républicain »*.

Il ne lui resta donc que ses yeux pour pleurer, ses pinceaux pour peindre et sa bonne foi pour répéter sans fin : *« Je voulais simplement produire une bonne et honnête peinture, une vraie ressemblance. »* Comme s'il suffisait d'être honnête et de bonne foi pour mériter le respect en Angleterre ! Il y faut en plus une dose de génie. Fût-il celui du maquillage. Ou du football. Car, tandis qu'offense était faite à la reine, un hommage vibrant a été rendu par tout un peuple au roi Cantona.

Eric Cantona, pur produit, on le souligne ici et maintenant, de l'élevage auxerrois, fait un malheur en Angleterre. Grâce à lui, son équipe, Manchester United, a tout gagné. Comme Auxerre. Coupe et championnat ! King Cantona, *« l'homme du millénaire »*, mérite de passer à la postérité. En statue de cire : c'est fait au musée Tussaud de Londres. En portrait, cela reste à venir. On peut faire confiance à Eric Ier, artiste inspiré, pour être le peintre de sa propre cour !

La Grande-Bretagne accueille M. Chirac avec des sentiments ambigus envers l'Europe

Le chef de l'Etat résidera, dès mardi 14 mai, au palais de Buckingham

LE PRÉSIDENT Jacques Chirac et le premier ministre britannique, John Major, doivent annoncer des *« initiatives »* communes, notamment en matière de défense, lors de la visite d'Etat du président français en Grande-Bretagne, qui devait commencer mardi 14 mai, a déclaré, dimanche 12 mai, l'ambassadeur britannique à Paris, Sir Christopher Mallaby. Cette visite de quatre jours aura un caractère très solennel. Jacques et Bernadette Chirac auront droit à la pompe et au cérémonial que la reine réserve à ses hôtes officiels. Ils habiteront au palais de Buckingham. M. Chirac s'adressera aux deux chambres du Parlement réunies à Westminster, et se rendra à Glasgow, jeudi 16, en compagnie du prince Charles.

Si les Britanniques comptent beaucoup sur la France pour obtenir l'assouplissement de l'embargo décidé à la suite de la crise de la « vache folle », on ne peut pas dire pour autant que les prises de position de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'Europe apportent pleine satisfaction à la France.

Attitude tactique ou réalité de la progression de l'euroscepticisme en Grande-Bretagne ? Michael Heseltine, qui se situe à l'aile gauche du parti conservateur et fut le tombeur du premier ministre Margaret Thatcher, s'était toujours distingué par ses positions pro-européennes. Dans un entretien que publient *Les Echos* du 13 mai, le vice-premier ministre, qui joue un rôle important auprès de John Major, manifeste des sentiments européens ambigus, parlant *« d'un sentiment d'indigestion dû à la multitude des changements de législation imposés par la mise en place du marché unique »*, sentiment encore exacerbé par la crise de la « vache folle ». *« L'Europe a été incapable d'apporter une solution au problème. »*

SCEPTICISME

L'ambiguïté vient des déclarations concernant l'Union économique et monétaire (UEM). *« Nous ne disons pas que nous ne participerons pas à la monnaie unique, mais nous ne savons pas si nous le ferons »*, dit Michael Heseltine, ajoutant que les Anglais sont *« impliqués dans le processus de négociations »*. *« Nous reconnaissons que l'euro peut un jour exister »*, dit-il.

Le duo franco-allemand, en revanche, ne gêne pas le vice-premier ministre : *« Il n'y a pas de contradiction entre une coopération franco-britannique étroite et le maintien du couple franco-allemand. Il est important pour la Grande-Bretagne que la France et l'Allemagne s'entendent bien. »* Après avoir souligné que dans l'Europe élargie de demain *« aucun pays et aucun couple ne cherchera ou ne pourra monopoliser l'initiative »*, Michael Heseltine confirme que la Grande-Bretagne *« va bientôt participer aux discussions avec la France et l'Allemagne sur la création d'une agence de l'armement. Une telle collaboration soulignera notre engagement à coopérer en matière de défense européenne et à jouer notre rôle sur un plan tant politique qu'industriel »*.

Le scepticisme européen manifesté par le gouverneur de la Banque d'Angleterre est moins surprenant, Eddie George n'ayant jamais manifesté beaucoup d'enthousiasme pour la monnaie unique. Dans un entretien à *La Tribune*, le gouverneur de la Banque d'Angleterre se montre assez critique vis-à-vis du projet de SME rénové (Système monétaire européen) qui régira les rapports entre l'euro et les monnaies restées hors de l'Union monétaire.

« La mise en place d'un nouveau mécanisme de changes n'est pas un arrangement idéal », estime-t-il. Il ajoute : *« Si l'on fait la monnaie unique, de toute façon le résultat probable sera la persistance d'un chômage très élevé dans certains pays. »*. Eddie George n'est pourtant pas hostile à ce que la monnaie unique démarre avec un nombre réduit de pays – trois ou quatre – à la condition que cela ne créée pas une *« pression politique sur les pays qui ne respectent pas les critères »* pour s'y associer.

Plan médias

Le *Sunday Times*, daté 12 mai, affirme que M. Chirac a renoncé *« à la perspective d'être interrogé par Jeremy Paxman »*, au cours de l'émission politique de ce dernier sur la BBC. Selon le *Times*, les conseillers en communication de M. Chirac ont estimé que son passage à cette émission aurait risqué de *« ruiner tout le travail fait »* pour améliorer son image. La décision de refuser cette invitation aurait été prise par Jacques Pilhan, qualifié de *« gourou »* de M. Chirac en matière de médias. Le *Times* ajoute que M. Chirac a été prévenu que le style d'interview de cette émission est *« nettement moins confortable »* que celui de l'émission de Larry King, sur CNN, à laquelle il a participé à New York.

Alain Afflelou devrait quitter la présidence des Girondins de Bordeaux

BORDEAUX
de notre correspondant

Le lunetier Alain Afflelou quitterait la présidence du club bordelais après la finale retour de la coupe de l'UEFA contre le Bayern de Munich. Samedi soir 11 mai, après le match des Girondins contre Paris-Saint-Germain, celui-ci n'a à aucun moment donné l'impression d'être un homme sur le départ. L'euphorie de la prochaine finale et d'une relégation en deuxième division évitée de justesse faisait oublier les conflits latents depuis plusieurs années entre celui qui a sauvé le club après la chute de Claude Bez et un certain nombre de joueurs et de dirigeants. Un conseil d'administration restreint a eu lieu dimanche matin 12 mai. Il aurait débouché sur le principe d'une séparation à l'amiable conforme aux voeux de chacun.

Alain Afflelou avait failli quitter la présidence des Girondins quand le club était au plus bas, il y a un an et demi. Il y aurait renoncé sur le conseil du publicitaire Jacques Séguela qui jugeait cela dangereux pour son image. Mais il avait pris une certaine distance avec le club. Au point qu'on disait de lui qu'il était le président des Girondins de Paris et non de Bordeaux.

MALAISE

D'autres causes sont venus aggraver le malaise, notamment l'intervention de Michel Benguigui comme conseiller technique. S'il a réussi a régler les problèmes relationnels entre trois joueurs comme Zidane, Dugarry et Witschgue, il aurait laissé une situation assez difficile à gérer en matière de transferts et de recrutement.

La situation était d'autant plus délicate pour les Girondins qu'Alain Afflelou reste très populaire sur les bords de la Garonne. On n'oublie pas qu'il a été le sauveur du club à un moment où personne n'en voulait. Il signe autant d'autographes que les joueurs. Beaucoup plus que Jean-Didier Lange, conseiller fiscal qui fut sur place la cheville ouvrière de la reconstruction. Dans l'hypothèse d'un départ d'Afflelou, il pourrait reprendre la présidence. Il serait alors assisté par Jean-Louis Trillot, déjà membre du Conseil d'administration. Cet important propriétaire viticole en Médoc (château Gloria) est le gendre d'Henri Martin, président du club avant Claude Bez.

On se refuse dans l'entourage du conseil d'administration à confirmer cette information. Alain Afflelou, joint lundi matin par téléphone, nous a déclaré : *« Je suis encore président des Girondins de Bordeaux. »* On se contente de dire que tout devait rester secret pour être révélé lors d'une conférence de presse « autour de la finale ». Tout sera donc officialisé mercredi.

Pierre Cherruau

Léger repli à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS était orientée à la baisse lundi 13 mai. En repli de 0,15 % au début des échanges, l'indice CAC 40 perdait 0,31 %, à 2 108,34, aux alentours de 12 h 30.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo terminait en net recul, l'indice Nikkei abandonnant 1,16 %, à 21 171,82 points. Certains analystes estiment que la plus grande période de hausse qu'ait connue le Kabuto-cho depuis les années 80 pourrait toucher à sa fin.

Le dollar était orienté à la hausse. Il s'échangeait à 1,5317 mark, 105,30 yens et 5,18 francs. Le billet vert était soutenu par le rebond des actions et des obligations américaines observé vendredi après l'annonce d'une hausse modeste des prix américains à la production.

Le franc regagnait un peu de terrain face à la monnaie allemande, à 3,38 francs pour un mark. Le contrat notionnel du Matif, qui avait ouvert en légère hausse, abandonnait huit centièmes, à 123 points.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12 h 30	13/05 Titres échangés	Capitalisation en KF
Pollet	287574	158694186
Accor	94017	66842402
Carrefour	22502	60332930
Danone	71245	55123637
Alcatel Alsthom	111278	54546646,30
Docks France	47068	53089948
Schneider SA	178489	43455620,50
Ecco	31071	39596959
LVMH Moet Vuitton	31329	39498262
Elf Aquitaine	99262	38201083,50

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 13 mai, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE
DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	—	—	+ 6,56
Honk Kong index	10597,70	+ 0,23	+ 5,99

Tokyo. Nikkei sur 3 mois

21420,10 — 26 mars — 13 mai

OUVERTURE
DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 10/05	Var. en % 09/05	Var. en % fin 95
Paris CAC 40	2114,80	+ 1,41	+ 12,97
Londres FT 100	3732,40	+ 0,11	+ 1,16
Zurich	—	—	+ 11,06
Milan MIB 30	—	—	+ 19,11
Francfort Dax 30	2466	– 0,14	+ 9,41
Bruxelles	1693,90	– 0,02	+ 8,60
Suisse SBS	—	—	– 4,40
Madrid Ibex 35	—	—	+ 10,22
Amsterdam CBS	—	—	+ 15,48

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 10/05	% 09/05	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	339,0100	+ 0,02	327	351
Écu	6,3595	+ 0,17	—	—
États-Unis (1 usd)	5,1410	+ 0,12	4,8500	5,4500
Belgique (100 F)	16,4895	+ 0,02	15,8500	16,9500
Pays-Bas (100 fl)	303,3200	+ 0,03	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	3,3050	+ 0,42	3,0600	3,5600
Danemark (100 krd)	87,8100	+ 0,08	83	93
Irlande (1 iep)	8,1050	+ 0,15	7,7300	8,4880
Gde-Bretagne (1 L)	7,8590	+ 0,37	7,4200	8,2700
Grèce (100 drach.)	2,1235	+ 0,02	1,8500	2,3500
Suède (100 krs)	76,2600	+ 0,87	70	80
Suisse (100 F)	416,2100	+ 0,02	402	426
Norvège (100 k)	78,8800	+ 0,20	73,5000	82,5000
Autriche (100 sch)	48,1770	+ 0,01	46,7000	49,8000
Espagne (100 pes.)	4,0530	+ 0,25	3,7800	4,3800
Portugal (100 esc.	3,2950	+ 0,15	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	3,7597	– 0,04	3,5000	4,1000
Japon (100 yens)	4,9037	– 0,02	4,7000	5,0500

PARITES DU DOLLAR	13/05
FRANCFORT : USD/DM	1,5291
TOKYO : USD/Yens	105,4400

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 10/05	Taux jour le jour	Taux 10 ans
France	3,75	6,53
Allemagne	3,25	6,52
Grande-Bretagne	6	8,13
Italie	9	9,87
Japon	0,44	3,38
Etats-Unis	5,25	6,86

MATIF

Échéances 10/05	volume	dernier prix
NOTIONNEL 10 %		
Juin 96	120645	122,62
Sept. 96	2060	121,22
Dec. 96	2002	119,86
Mars 97	—	[illegible]

Tirage du *Monde* daté dimache 12-lundi 13 mai 1996 : 532 063 exemplaires 3

Le gouvernement veut attribuer à la défense 185 milliards de francs par an entre 1997 et 2002

LE PROJET DE LOI de programmation militaire, que devait adopter le conseil des ministres du lundi 13 mai, prévoit d'attribuer aux armées un budget annuel de 185 milliards de francs, au lieu de 205, durant la période de 1997 à 2002. Cette somme est exprimée en francs constants (valeur 1995). Elle se répartit en 99 milliards de francs pour le fonctionnement et 86 milliards pour l'équipement. Tel qu'il sera examiné, dans les dix premiers jours de juin, par l'Assemblée nationale, le projet de loi ne supprime aucun des systèmes d'armement majeurs conçus avant l'élection de Jacques Chirac à l'Elysée. Mais il réduit sensiblement le volume des commandes initialement envisagées et il étale leur exécution dans le temps en retardant le calendrier des livraisons.

● **Dans le domaine nucléaire**, le projet de programmation entérine l'abandon des missiles S. 3D du plateau d'Albion avant 1999 et le début des études du projet de missile M. 51 destiné à remplacer les M. 45 des nouveaux sous-marins stratégiques en 2015. Il prévoit aussi de moderniser les missiles aéroportés ASMP qui arment une soixantaine d'avions Mirage 2000.

● **En matière d'armements classiques**, l'armée de l'air devrait être autorisée à commander 33 Rafale, mais aucun de ces avions ne sera en ligne en 2002. Entre-temps, l'aéronavale en aura reçu 12 pour déployer sa première flottille en 2001 sur le porte-avions *Charles-de-Gaulle*. Le premier escadron de vingt Rafale de l'armée de l'air ne sera pas en service avant 2005. Pour qu'elle puisse disposer de 150 Rafale à côté de 150 Mirage 2000, il faudra qu'elle attende l'horizon 2015. Pour y parvenir, le gouvernement envisage de doubler les crédits annuels du Rafale (ils sont aujourd'hui de 4 milliards de francs pour l'armée de l'air et 2 milliards pour la marine) entre 2002 et 2008.

● **L'armée de terre** devrait être en état de commander 33 chars Leclerc chaque année, ce qui signifie une réduction d'un tiers de la cadence initiale de production. De même, elle confirme son intérêt pour les hélicoptères d'attaque Tigre et de transport NH-90, fabriqués en coopération avec les Allemands. Cette décision ne rassurera Bonn qu'à moitié. Car les projets en question ne prendront véritablement corps que lors de la programmation suivante. Seuls 25 Tigre sont commandés par la programmation 1997-2002 avec une première livraison en 2003. La livraison des NH-90 commencera en 2010 pour l'armée de terre, 2005 dans la marine (le NH-90 est navalisé).

● **La marine, enfin**, devrait pouvoir mettre en chantier une nouvelle frégate de la classe *La Fayette* et deux nouveaux transports de chalands de débarquement. Dans le cadre de cette programmation, il ne sera pas commandé un second porte-avions du modèle du *Charles-de-Gaulle*.

Le projet de loi ne tranche pas sur la question du maintien ou non d'un service national – militaire et civil – obligatoire ou volontaire à côté de la professionnalisation progressive de ses forces réduites de quelque 35 % de leurs effectifs d'ici à 2002. Cette question, soumise pour l'instant à des débats animés par des élus, à Paris et en province, fera l'objet d'un autre débat parlementaire, à l'automne. Le 8 juin, M. Chirac pourrait donner son avis sur la conscription lors d'un discours qu'il devrait prononcer à l'Institut des hautes études de défense nationale.

De même, c'est fin juin que le gouvernement a prévu de détailler son plan de dissolution ou de réduction d'unités et de bases, dans les trois armées. Les annonces attendues en la matière visent des décisions qui seront appliquées en 1997-1998. D'ici à 2002, deux autres séries de décisions de même nature interviendront. A terme, par exemple, l'armée de terre ne devrait plus aligner que 85 régiments de combat (sur les 129 qu'elle compte actuellement), non compris les unités de soutien.

Jacques Isnard